ornia
al
y

THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

L'ÉVOLUTION

DU SOCIALISME

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

Socialistes allemands et Nihilistes russes, 2e édition, 1 volume in-12 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*. . . . . 3 fr. 50

Schopenhauer. *Pensées et fragments*, publiés avec une Introduction et des notes par J. Bourdeau, 15e édition, 1 volume in-12 de la *Bibliothèque de Philosophie contemporaine* . . . . . 2 fr. 50

LIBRAIRIE HACHETTE

La Rochefoucaud. 1 volume in-16 de la collection *Les grands écrivains*.

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette.

L'ÉVOLUTION

DU

SOCIALISME

PAR

JEAN BOURDEAU

LE MOUVEMENT SOCIALISTE EN FRANCE AU XIXe SIÈCLE
THÉORIES ET ÉCOLES SOCIALISTES CONTEMPORAINES
LA CRISE DU SOCIALISME — LE SOCIALISME MUNICIPAL
LE SOCIALISME POLITIQUE : LES CONGRÈS DE 1900
LE SOCIALISME OUVRIER : LES GRÈVES ET LES SYNDICATS
LE MOUVEMENT SYNDICAL EN FRANCE
LE SOCIALISME ET LES PAYSANS
LA QUESTION AGRAIRE AU CONGRÈS DE BRESLAU

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1901

Tous droits réservés.

Stack
Annex
5
D67
77

L'ÉVOLUTION DU SOCIALISME

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT SOCIALISTE EN FRANCE AU XIXe SIÈCLE

I. — DE LA CONSPIRATION DE BABEUF AU 2 DÉCEMBRE 1851

Le grand mouvement de réforme du XVIIIe siècle aboutit en France à la Révolution, à la substitution du Tiers État à la noblesse. La fin du XIXe siècle est marquée par l'avènement sur la scène de l'histoire, du Quatrième État, ou plus exactement de nouvelles couches sociales de plus en plus rapprochées du peuple, de plus en plus animées de l'esprit démocratique, de plus en plus désireuses de s'emparer du pouvoir politique, pour en tirer des avantages économiques en faveur des classes dépendantes, privées de propriété stable et de conditions de vie assurées, enfin pour constituer un nouveau droit.

2088093

La question sociale au XVIIIe siècle, c'était *la destruction de la propriété féodale*, qui existait depuis l'invasion des barbares.

La question sociale soulevée par le XIXe siècle, c'est, selon l'idée des socialistes, *la réforme ou la suppression du droit de propriété* créé par la Révolution.

L'œuvre de la Révolution fut non pas une suppression, mais une translation de propriété. La Convention fit une guerre acharnée à un certain nombre de propriétaires. Mais quant au principe même de la propriété, elle le grava « sur le frontispice de nos lois ». Ni Danton, ni Robespierre n'ont parlé d'un État propriétaire. Une Convention socialiste, une Montagne socialiste, ce sont là, d'après Quinet, des anachronismes. Ni le mot, ni la chose, n'existait alors.

Mais la Révolution montrait, d'une part, comment une classe pouvait en exproprier une autre de ce qui avait été, jusque-là, considéré comme sa propriété légitime. D'autre part, en abolissant les privilèges, elle démasquait le plus important de tous, la propriété. La distinction entre nobles et roturiers une fois effacée, il restait celle entre riches et pauvres.

L'égalité fondée par la Révolution était négative. Elle supprimait certaines inégalités artificielles, et laissait libre jeu aux inégalités naturelles. Il fallait que désormais chacun pût se faire sa place au soleil, sans être gêné par les barrières de caste, de corporation. Cette conception de la liberté, de l'égalité politiques domine la Consti-

tuante girondine. Mais qu'importe la liberté de s'élever, de faire fortune, pour ceux qui n'en ont pas le pouvoir, pour ceux qu'écrase une infériorité économique insurmontable?

C'est à l'égalité positive des conditions prêchée par les théoriciens utopistes, Rousseau, Mably, Morelli, et dont on trouve peu de traces dans les cahiers de 1789, que tendaient Saint-Just et son groupe. Babeuf pousse le matérialisme égalitaire des petites gens au nivellement systématique, universel, et tente lui-même l'entreprise. Jusque-là les combats s'étaient livrés entre les différentes couches de la bourgeoisie : Constitutionnels, Girondins, Jacobins. Ces derniers avaient appelé à leur aide les sans-culottes des faubourgs. Babeuf, continuant l'œuvre de Marat et d'Hébert, veut conduire ces sans-culottes à la domination, organiser la terreur du peuple.

Il prétendait établir un communisme agraire et national, un régime de caserne et de prison, avec la guillotine en permanence.

Le moment pour établir une société communiste était mal choisi. La société française, qui venait de secouer l'ancien régime, n'était pas disposée à subir un joug cent fois pire. Quoi de plus ridicule que de persuader aux paysans, désormais affranchis, d'abattre les clôtures et les haies, et de supprimer les serrures des portes? Bonaparte avec ses soldats fils de ces paysans qui avaient débuté par une jacquerie, mit fin au combat de classes. Les demi-serfs, devenus libres possesseurs du sol, ont combattu les combats de la République

et de l'Empire contre la féodalité. Le Code civil consacre leur affranchissement ainsi que la victoire de la bourgeoisie[1].

Sous la Restauration se livre le dernier combat de l'ancienne société contre la nouvelle. Mais les changements accomplis ont trop de partisans, parce qu'ils touchent aux intérêts énormes créés par la vente des biens nationaux : le progrès industriel sans cesse accru porte la richesse et l'influence de la classe moyenne à un degré bien supérieur à la puissance de l'aristocratie et de l'Église. Les journées de Juillet 1830 marquent l'avènement définitif de la classe bourgeoise. Pour la dernière fois, comme au début de la Révolution, la bourgeoisie et les prolétaires parisiens sont unis contre un retour offensif de l'ancien régime tenté par Charles X.

Mais la haute bourgeoisie n'était nullement disposée à partager le pouvoir avec ces alliés d'un jour. Elle se rallie de nouveau à la monarchie en plaçant Louis-Philippe sur le trône, et organise la nouvelle Constitution à son profit.

La Charte de 1830 élargit le cens de la Restauration, mais elle distingue encore, comme en 1790, deux classes de citoyens, les actifs et les passifs. Les 200.000 électeurs se composent des riches propriétaires, des patentés du commerce et de

1. Voir A. Lichtenberger, *le Socialisme et la Révolution française*. Paris, F. Alcan.

A. Espinas, *la Philosophie sociale du XVIIIe siècle et la Révolution française*, Paris, F. Alcan, 1898.

l'industrie. Se trouvent exclues des affaires publiques les professions libérales en majorité (les capacités), la petite bourgeoisie à tous les degrés, la masse ouvrière et la masse paysanne. Tous les intérêts semblent sacrifiés à la richesse, au capital. Il y a là en germe de nouveaux combats de classe, qui se livreront encore entre les différentes fractions de la bourgeoisie.

Cependant, une année après 1830, sous le poids des circonstances économiques adverses, le prolétariat entre en scène pour son propre compte. L'insurrection de Lyon est un premier symptôme que les circonstances vont changer.

Le XIXe siècle a vu se produire dans les conditions du travail une immense révolution. Les découvertes scientifiques, la substitution de la vapeur aux bras ont multiplié la puissance productive de l'industrie, accéléré les transports, rendu les communications instantanées, causé l'énorme accroissement des villes et les grands ateliers. Les rapports des classes sociales ont été profondément modifiés.

Sous l'ancien régime, le travail était strictement réglementé. L'ouvrier se trouvait soumis à une sorte de tutelle, mais il avait en compensation la sécurité du lendemain. Il se trouvait protégé dans son salaire contre la concurrence des produits, des producteurs, contre les progrès mêmes de la science.

Un tel régime suffisait à la petite industrie et à une consommation restreinte, mais offrait un

obstacle considérable aux besoins de la production généralisée, démocratique.

De même que par l'abolition du droit féodal les législateurs de la Révolution avaient fait le paysan libre, de même en détruisant les jurandes et les maîtrises, ils se flattaient d'avoir affranchi l'ouvrier. Obsédée par la haine des corporations, la nouvelle législation refuse aux individus le droit de s'organiser librement. La loi de 1791 punit d'amende et de prison tout accord entre les ouvriers en vue d'améliorer les conditions du travail. Le libre contrat de travail se noue désormais entre l'ouvrier isolé et le patron isolé.

Mais le régime de la grande industrie, fondée sur la concurrence, aboutit à ce résultat que la production matérielle des biens est l'œuvre de la collaboration entre deux classes socialement séparées et économiquement dépendantes l'une de l'autre : une classe en possession des moyens de production, — capital, machines, matières premières, — et une classe de salariés libres, ne disposant que de leur force de travail.

C'est l'opposition entre ces deux classes, entre ces deux nations, c'est l'antagonisme des intérêts matériels entre le capital et le travail qui constitue la *question ouvrière* née de la révolution industrielle et de la démocratie, question entièrement nouvelle sous cette forme, et qui, à mesure qu'elle se développe, tend à primer toutes les autres.

La bourgeoisie obtient sans doute la meilleure

part dans cette distribution des richesses créées en commun. Elle seule est capable de fournir la direction économique. Le progrès des sciences, les merveilles accomplies dans l'industrie, la meilleure organisation administrative de l'État, l'extension des libertés publiques, du droit de suffrage, la civilisation contemporaine en un mot, tout cela est l'œuvre de son esprit d'initiative, de son intelligence, de son incessant labeur. Elle joue le rôle de la tête, sans laquelle les bras resteraient inertes, paralysés.

Pour les ouvriers, les résultats ont été inégaux, le nouveau régime industriel a ses bons et ses mauvais côtés.

Les machines ménagent la force musculaire de l'homme, elles produisent en abondance et à bas prix. La grande industrie distribue cent fois plus de salaires que l'ancien mode de travail, mais elle fait à l'ouvrier une existence précaire, car ces salaires ne sont ni plus réguliers ni plus assurés que les profits du patron et le succès de l'entreprise. Ils dépendent des fluctuations du marché, des crises, des encombrements. L'ouvrier est exposé au chômage. Et cette insécurité considérée par lui comme artificielle, comme le résultat d'une mauvaise organisation sociale, engendre l'esprit de révolte.

Les groupements ouvriers sont tout à fait modifiés par le travail des usines. Jetés hors du groupe local, déracinés, sans foyer stable, sans contact avec les classes moyennes, sans rapports directs avec le patron, les ouvriers rassemblés autour de

la machine se retrouvent autour du comptoir du marchand de vin et dans les réunions publiques. A mesure que leur bien-être s'accroîtra ainsi que leur instruction, ils sentiront mieux leur dépendance, en même temps qu'ils acquerront le sentiment de leur force, qu'ils seront animés, par la propagande de leurs orateurs et de leurs journaux, de la tradition et de l'esprit révolutionnaires. Résignés autrefois à un sort qu'ils considéraient comme immuable, ils s'imaginent désormais qu'ils peuvent tout changer au gré de leurs désirs[1].

Cet état mental du prolétariat ne s'est formé que peu à peu. Les premières pensées de réformes sont venues de philanthropes aristocrates et bourgeois. Pendant le premier quart du XIXe siècle, le mouvement ouvrier ne faisait que commencer. Les questions sociales ne s'imposaient pas à l'attention publique; elles ne frappaient que les observateurs attentifs.

Sismondi, qui avait constaté en Angleterre les résultats de l'industrialisme, les crises de surproduction, le paupérisme, le chômage, reproche à l'économie politique classique d'Adam Smith et de Ricardo, répandue en France par J.-B. Say, de sacrifier l'intérêt et le bien-être des producteurs à l'abondance des produits. Le résultat de la concurrence et du *laisser faire*, c'est le déchaînement de l'égoïsme. Sismondi fait appel à l'État, et lui

1. W. Sombart, *le Socialisme et le Mouvement socialiste au XIXe siècle.*

assigne pour mission de combattre l'accumulation des richesses entre les mains du petit nombre.

A côté d'une littérature de réforme sociale, une littérature *socialiste* [1] se répand qui est une antithèse bien plus formelle de la liberté de la concurrence, glorifiée par l'économie politique.

En réaction contre le XVIIIe siècle et l'esprit de la Révolution qui poursuivait l'affranchissement de l'individu, Saint-Simon combat cet individualisme dont la plus haute expression est la *Richesse des nations*, d'Adam Smith. Il veut organiser la grande industrie dans l'intérêt des masses prolétaires, en écartant la concurrence des entreprises séparées et le profit des entrepreneurs. Également éloigné de Babeuf et de la démocratie politique de Rousseau et de Robespierre, il cherche un moyen terme entre l'individualisme et le communisme, entre la liberté absolue et le despotisme sans bornes. La Terreur n'a produit que la famine. C'est aux plus capables, à l'aristocratie de la science et du talent, que Saint-Simon remet la direction de l'État et des services industriels. Chacun sera rémunéré selon ses œuvres.

Comme Saint-Simon, Fourier critique l'évolution industrielle, qui aboutit à une nouvelle féodalité financière. Représentant de la petite bourgeoisie, il cherche pour les petites gens, pour les classes laborieuses, des garanties d'existence au delà du problème politique; et il les trouve, non

1. Le mot a été forgé aux environs de 1830, et a servi à désigner les systèmes de Saint-Simon et de Fourier.

comme l'aristocrate Saint-Simon dans le principe d'autorité hiérarchique animé d'un nouvel esprit chrétien, mais dans l'organisation du travail et du crédit, par l'association libre, individuelle et locale.

Fourier et Saint-Simon ne sont pas des révolutionnaires : ce sont des apôtres de paix sociale. Adversaires des philosophes individualistes du XVIIIe siècle, ils partagent leur optimisme, leur croyance à la bonté de l'homme, à l'efficacité des lumières. C'est l'humanité entière qu'ils veulent émanciper. Bien loin de faire appel à la lutte de classes, ils s'adressent aux propriétaires, au roi de France. Fourier invoque en 1829 le prince de Polignac. Ils croient qu'on peut construire de toutes pièces une société nouvelle. Ils n'ont pas le sens de l'évolution.

Mais tout n'était pas utopie en eux. Dans les théories de Saint-Simon on retrouve le socialisme d'État de Napoléon Ier, et surtout de Napoléon III qui sera, à vrai dire, l'empereur des Saint-Simoniens : dans le phalanstère de Fourier est contenue l'idée féconde de coopération.

Les idées de généreux philanthropes, répandues dans quelques sectes, ne pénétraient point la classe ouvrière. Sous le coup des souffrances que leur infligeait la transition de l'ancien régime au nouveau, ils se soulevaient sans but et sans plan, comme autrefois les Jacques. Ils brisaient les machines. Ou bien c'est le chômage aigu qui suscite la révolte. Ainsi à Lyon, en 1831.

Là, dix mille chefs d'atelier en conflit avec les patrons, entraînèrent cinquante mille ouvriers. Maîtres de l'hôtel de ville pendant dix jours, les insurgés, en armes, ne surent que faire de leur pouvoir. Cette insurrection, qui arborait pour unique drapeau la question du travail (*Vivre en travaillant, ou mourir en combattant*), était le premier symptôme de la séparation entre la bourgeoisie et le peuple, le prologue des journées de Juin.

La bourgeoisie elle-même s'était scindée aussitôt après l'avènement de Louis-Philippe. Une opposition constitutionnelle et libérale se proposait d'étendre l'action parlementaire. Mais les représentants les plus militants des classes exclues par le cens formaient un parti antidynastique qui se rattachait à la république jacobine.

Sous la Restauration les sociétés secrètes, les *carbonari* tentaient de faire revivre la tradition révolutionnaire, mais ils se heurtaient à l'indifférence du peuple. Après 1830, le parti républicain renaît sans effort, et cherche à attirer la classe laborieuse, en excitant ses colères et ses convoitises. La Charte attribuant tout droit politique à un cens élevé, l'opposition radicale était conduite à diriger ses attaques contre la propriété même. Godefroi Cavaignac, Armand Marrast revendiquent les droits du travail exploité par les paresseux, les sybarites. La République prochaine sera pour le peuple ce que 1789 a été pour la bourgeoisie.

D'autre part, les socialistes purs préconisent

les procédés révolutionnaires. Barbès et Blanqui unissent les deux tendances; ils fondent les sociétés secrètes de la *Famille*, des *Saisons* (1837), prêchent la croisade des pauvres contre les riches, organisent les insurrections, les coups de main, les attentats. Sous l'influence des agitateurs, les idées de révolution sociale commencent à pénétrer dans la classe ouvrière.

Les circonstances étaient favorables. La machine prenait définitivement possession de la manufacture. La population des campagnes affluait vers les villes, de grandes grèves commençaient à se produire. Sauf la loi de 1841 sur le travail des enfants, le gouvernement ne faisait rien pour les classes laborieuses. Privés du droit de vote, du droit de coalition, du droit de réunion, les ouvriers n'avaient aucune liberté de mouvement. En même temps qu'elle s'armait encore plus efficacement contre l'association en général par la loi de 1834, la monarchie de Juillet développait l'instruction populaire, source de mécontentement. Ce n'est qu'au moment où il allait être balayé par la Révolution, que le gouvernement de Louis-Philippe commençait à entrer dans les intérêts du travail.

Vers 1840 l'effervescence était générale. L'échec du premier mouvement de réforme électorale avait dégoûté la majorité de la classe moyenne de la politique : tout l'intérêt s'était porté vers les questions sociales.

Expression des préoccupations nouvelles, la littérature de l'époque, avec Lamartine, Béranger,

Victor Hugo, Balzac, George Sand, Eugène Suë, répand des idées de réforme, de rénovation, de révolution. Elle est imprégnée d'un socialisme vague, sentimental, arme d'opposition contre l'aristocratie financière.

L'école de réforme sociale de Sismondi a de nombreux continuateurs, Buret, Villermé, Buchez, dont le rôle a été si grand, et qui fonde en 1841 la première association de production.

Même au sein d'une puissance aussi conservatrice que l'Église catholique, des tendances socialistes commencent à se faire jour. Lamennais appelle l'Église au combat en faveur des pauvres contre la ploutocratie toute-puissante. Condamné par Rome, il se met à la tête du mouvement radical.

Le rôle que Lamennais revendique pour l'Église, Louis Blanc l'assigne à l'État. Ainsi que Saint-Simon et Fourier, il critique la libre concurrence, qui conduit à l'exploitation et au monopole. Mais il ne touche pas à la propriété; il se contente de limiter l'héritage. Il s'agit de couronner l'œuvre de la Révolution, en complétant le droit de propriété par le *droit au travail.*

Au lieu de faire appel à la ferveur religieuse, à l'amour fraternel, Louis Blanc veut appuyer le droit sur la force, mêler le socialisme aux luttes politiques, conquérir le suffrage universel. Saint-Simon avait considéré l'histoire comme un combat de classes politique et économique ; Louis Blanc reprend cette théorie. C'est le parti le plus fort qui fait les lois qu'il veut. Les prolétaires

doivent s'emparer du pouvoir, et transformer la Chambre, les tribunaux, l'armée, en instruments de leur affranchissement.

Ainsi constitué démocratiquement, l'État, banquier du pauvre, procédera à l'organisation des ateliers sociaux. Les ouvriers y seront rémunérés non selon leurs capacités, mais selon leurs besoins. Ils nommeront leurs directeurs, l'État n'ayant qu'un contrôle. Ces ateliers permettront aux ouvriers d'évincer peu à peu les entreprises privées, et prépareront peu à peu la transition à la société de l'avenir.

Contrairement à Louis Blanc, qui noue l'alliance du jacobinisme et du socialisme, Proudhon est un ennemi juré de l'État, quelle que soit son épithète, jacobine ou monarchique. Il s'agit non de le réformer, mais de le détruire, de dissoudre les grandes nations centralisées en petites communes unies par un lien fédéral. Un tel système créera l'indépendance des classes ouvrières, leur rendra aisées les organisations locales et professionnelles.

Adversaire de l'économie politique, il est en même temps le critique le plus vigoureux des penseurs qui l'ont précédé. Il nie le dogme philosophique de la bonté naturelle de la nature humaine. L'homme ne vaut que par la famille, et les communistes l'abolissent. Avec leur système, les forts seraient exploités par les faibles et les incapables. Leur idéal imposerait un joug de fer. Au temps même où paraissait l'*Organisation du travail* de Louis Blanc, Proudhon publiait, en

1840, son pamphlet « *Qu'est-ce que la propriété?* » qui rappelait le titre de Siéyès. Il répondait : La propriété, c'est le vol. Mais, penseur capricieux, il conservera le mode de production privée, voire l'héritage. Il écartera seulement l'argent, la rente, l'intérêt. Sa pierre philosophale sera une banque d'échange populaire, un système de mutualité, au moyen de *bons de travail.*

Enfin une dernière secte remonte, par delà les jacobins, au babouvisme. L'ancien compagnon de Babeuf, Buonarotti, patriarche fanatique de la démagogie, répand les idées communistes et égalitaires contre les tendances de Saint-Simon et de Fourier, dans les sociétés secrètes de la fin de la Restauration. Sous Louis-Philippe, avec Blanqui et les blanquistes, se continue la propagande terroriste contre l'État, la religion, la famille, l'infâme propriété, origine de tous les maux.

En dehors de l'opposition dynastique, en dehors même des républicains bourgeois qui avaient été les meneurs des insurrections précédentes, un courant souterrain et indépendant, qu'Henri Heine signalait dès 1837, se formait dans les classes populaires qui aspiraient à des bouleversements non plus politiques, mais sociaux. Le suffrage restreint empêchait de se rendre compte de cet état d'esprit. Guizot ignorait le Quatrième État.

La fronde bourgeoise s'était formée pour borner le pouvoir du roi, étendre aux capacités le droit de suffrage. La campagne de réforme aboutit à une révolution.

La Révolution de 1848[1] fut faite en dehors de la bourgeoisie, et sans elle. Ce formidable événement a sa cause dans la révolution industrielle qui depuis trente ans avait transformé Paris en la première ville manufacturière de France, et attiré dans ses murs un nouveau peuple ouvrier, auquel le travail des fortifications avait ajouté un autre peuple de manœuvres, maintenant sans ouvrage.

Maîtresses de la situation, ces classes n'avaient pas d'éducation politique, pas de buts certains. Elles laissèrent les républicains bourgeois s'emparer du pouvoir qu'elles avaient arraché à Louis-Philippe.

Le Gouvernement provisoire prenait ses racines dans les différentes couches de la bourgeoisie. Louis Blanc et l'ouvrier mécanicien Albert, de l'école de Buchez, représentaient la République sociale. L'alliance s'établissait au début entre la bourgeoisie républicaine et les démocrates socialistes. Cette aile gauche était poussée au premier rang, et les hommes qui flattaient les illusions du peuple se trouvaient mis en demeure de réaliser leurs plans. Ils avaient le champ libre. Mais les utopies offrent un danger extrême quand, au lieu de les proposer, on dispose du pouvoir de les imposer. Les classes ouvrières en deviennent les premières victimes.

Le Gouvernement, par le décret du 28 février,

1. Voir sur la Révolution de Février les *Mémoires de Tocqueville*, admirables pages d'histoire sociale que nous résumons ici.

proclamait le droit au travail, s'engageait à garantir le travail à tous les citoyens, cela au milieu de la crise économique la plus grave que la mauvaise récolte de l'année précédente, et surtout la révolution, avaient déchaînée sur la France et sur l'Europe.

La Commission du Luxembourg constituait une sorte de parlement ouvrier sous la présidence de Louis Blanc, qui avait accepté, disait-il, « la redoutable responsabilité de régler le bonheur de toutes les familles de France ».

Les ateliers nationaux furent le corollaire obligé du décret qui garantissait le travail. Les ouvriers qui les composaient semblaient destinés à servir de garde prétorienne au Gouvernement.

Mais, tandis que dans les révolutions précédentes la majorité complice avait suivi sans hésitation le mouvement de la capitale, la révolution de Février surprenait et inquiétait le pays par ses tendances socialistes ; elle se heurtait à l'opposition de la bourgeoisie et des campagnes.

Les démagogues qui divinisaient le peuple ne connaissaient que les populations ouvrières des grandes villes, qui ne formaient en France qu'un septième de la population. Ils ignoraient la classe rurale dont la Révolution avait fait les libres propriétaires du sol. Par le suffrage universel, la seconde République rendait le paysan souverain ; mais, à l'inverse de la première, loin de lui procurer quelque profit, elle le menaçait dans ce qu'il a de plus cher et de plus sacré, sa propriété même.

Le Gouvernement annonçait un impôt progressif sur le revenu. Sans attendre la réunion de l'Assemblée Constituante, il établissait un impôt de 45 centimes sur les quatre contributions directes. Cette exaction insupportable aliéna à la République bourgeois et paysans. Tous les propriétaires, grands et petits, ne formèrent plus qu'une même famille que la peur unissait.

Avec le suffrage universel on croyait appeler le peuple au secours de la Révolution. En réalité on lui donnait une arme contre elle, dont il se servit aussitôt.

La composition conservatrice et réactionnaire de l'Assemblé Constituante, réunie le 4 mai, fut une surprise; les socialistes s'y trouvaient en infime minorité. Les membres socialistes du Gouvernement provisoire durent se retirer.

Les clubs communistes à tendance babouviste, dirigés par Blanqui et Barbès, combattaient alors la République tricolore par les moyens qu'ils avaient employés contre la monarchie. Le 15 mai, ils tentaient un coup de main contre l'Assemblée Nationale issue de la volonté populaire, en vue de lui substituer la dictature du prolétariat.

Cependant le nombre des sans travail dans les ateliers nationaux s'élevait à 115.000. L'Assemblée Nationale essaya de dissoudre cette milice redoutable. Alors éclata le 23 juin la formidable insurrection qui mit aux prises les républicains et les socialistes en déchaînant la guerre des classes.

C'était l'entrée en scène d'un socialisme essentiellement différent de celui des théoriciens, d'un socialisme spontané qui visait non pas même à organiser le travail, mais à égaliser la richesse, à bouleverser la société. Les insurgés combattaient sans chef, sans cri de guerre, avec un ensemble merveilleux.

Après quatre jours de combats sanglants, Cavaignac triomphait de l'émeute. Les hommes étaient vaincus, mais non les idées. Elles eurent des propagateurs parmi les besoigneux, les déclassés, les tarés des villes et des campagnes.

Les journées de Juin avaient jeté l'épouvante parmi les intérêts conservateurs, épouvante doublée par l'annonce à grand fracas d'une revanche pour 1852. Alors apparaît l'héritier de l'homme qui avait mis fin à l'anarchie de la première Révolution, tout en consolidant ses résultats. Les paysans en masse, nombre de légitimistes, des socialistes même, votèrent pour la présidence de Napoléon contre Cavaignac, représentant des républicains bourgeois.

L'impopularité croissante de l'Assemblée à tendances monarchistes, qui supprima un tiers des électeurs, fournit au prince l'occasion de faire, avec l'aide de l'armée, son 18 brumaire, le 2 décembre 1851, en rendant à la masse populaire le droit de suffrage.

II. — LE SOCIALISME D'ÉTAT DE NAPOLÉON III

Par 7.481.863 voix contre 238.582, la nation avait acclamé l'Empire. Le suffrage universel, établi par la République, faisait passer l'influence du côté du grand nombre. C'est là un événement immense, sans précédent dans l'histoire, que ce déplacement de souveraineté. Il est le résultat des transformations économiques, de l'importance croissante des classes laborieuses. Sous peine de courir aux abîmes, tout gouvernement sera tenu désormais de servir les intérêts de ceux dont il tient le pouvoir.

Dans les grands changements qui étaient en train de s'accomplir depuis quinze ans, — développement de l'industrie, du crédit, des chemins de fer, réforme douanière, — la bourgoisie, à la tête de toutes les entreprises, ne demandait qu'ordre et stabilité. Les petits bourgeois, les petits rentiers, dont le nombre s'élève de 292.000 en 1848 à 1.095.683 en 1867, se montraient bonapartistes ardents. Les classes rurales, satisfaites d'un énorme accroissement de bien-être et de profit, ont toujours témoigné, dans tous les plébiscites, leur attachement à l'Empire.

Restait la classe ouvrière, la plus inquiète et la plus remuante. La Révolution de 1848 avait éclairé sur le danger des questions sociales, sur la nécessité des remèdes. La politique du second Empire fut de détourner, comme le premier, vers la gloire militaire, les courants révolutionnaires; de main-

tenir au dedans, avec une main de fer, toutes les velléités de résistance et de révolte, mais de protéger l'ouvrier pour tout ce qui touche à l'amélioration matérielle de sa classe, afin de prouver que le césarisme démocratique conduit plus sûrement que la liberté à l'émancipation des travailleurs. Louis-Napoléon s'était présenté comme un empereur socialiste. On se souvenait de ses écrits de Ham sur l'extinction du paupérisme. Les travaux publics des grandes villes, la transformation de Paris sont destinés à combattre le chômage. Les millions confisqués aux d'Orléans doivent alimenter les caisses de secours ouvrières. On édifie des hôpitaux, on développe les sociétés de secours mutuels. L'Empire, en dernier lieu, songeait à organiser une grande caisse d'assurance ouvrière. L'augmentation colossale des caisses d'épargne témoignait de la prospérité de couches sociales de plus en plus étendues.

L'effet de cette politique ne fut pas celui qu'en attendait l'Empire.

En présence de l'enrichissement si rapide des classes dirigeantes, les salaires, même élevés, semblaient à l'ouvrier une dérisoire aumône.

Joignez à cela l'orgueil qui s'était emparé des ouvriers depuis 1848, le sentiment croissant de leur importance et de leur force, l'effet profond de l'élargissement du suffrage, la porte ouverte aux débats politiques à partir de 1860.

Dès l'instant où les masses inorganisées, accumulées dans les villes, ont conscience de leur

solidarité sociale et commencent à prendre une position indépendante vis-à-vis des questions de la vie publique, le quatrième État est né, et un facteur de la plus haute importance entre sur le champ de bataille de l'histoire.

Une doctrine, celle de Proudhon, la seule qui eût surnagé au naufrage de 1848, répondait au besoin d'indépendance et d'action séparée des classes ouvrières.

Les partisans de Proudhon ne semblaient pas bien dangereux. Proudhon versait ses sarcasmes sur le communisme, sur le jacobinisme. Il cherchait à concilier l'individualisme et le socialisme, il donnait aux ouvriers des conseils de modération, désapprouvait les grèves, préconisait les réformes. Cela faisait oublier un tout autre aspect de sa doctrine. Car à l'esprit pratique il joignait le sentiment révolutionnaire, des exigences positives de justice et de liberté. Il était anti-étatiste, anarchiste, critiquait la propriété bourgeoise, glorifiait l'avènement futur du Quatrième État.

C'est ce côté de la doctrine de Proudhon qui séduisait la jeune génération ouvrière. Sauf un petit groupe qui s'était laissé gagner par les promesses du socialisme impérial, les vrais proudhoniens étaient hostiles à l'Empire, bien que Proudhon lui-même ne le fût pas. La plupart des ouvriers se rattachaient au républicanisme.

Plus fort que l'influence des théories est l'ins-

tinct des masses qui prennent conscience de leurs besoins.

On n'avait pu obtenir en 1849 le droit de coalition. En 1860 paraissent un certain nombre de brochures, dites *brochures rouges*, non hostiles à l'Empire, premières feuilles volantes du parti ouvrier, qui réclament ce droit avec énergie. Mêmes exigences dans le *Manifeste des Soixante* aux élections de 1863. En dépit des résistances du Corps législatif, le gouvernement finit par céder et fit voter la loi de 1864, qui reconnaissait le droit de coalition et de grève, tout en maintenant les anciennes dispositions concernant le droit de réunion et d'association.

Après la guerre d'Italie, Napoléon III cherchait à se concilier de plus en plus les classes ouvrières, afin de tenir par elles en échec la bourgeoisie libérale, la fronde des mécontents suscités par la politique libre-échangiste, et le parti républicain qui commençait de nouveau à lever la tête. A leur insu, les chefs du mouvement ouvrier favorisaient cette politique. Aux élections générales de 1863, Tolain et ses amis publiaient le *Manifeste des Soixante*, qui proposait les premières candidatures ouvrières, au grand mécontentement de la démocratie bourgeoise : on leur reprochait avec fureur de diviser l'opposition.

En même temps qu'ils tentaient l'action politique, les ouvriers se jetaient inconsidérément dans l'action économique et faisaient un usage insensé du droit de grève.

Sous l'impression que les grèves des dernières

années n'ont eu aucun succès, et en conséquence des rapports plus étroits des ouvriers français et des ouvriers anglais, à la suite des expositions de Londres (1862) et de Paris (1867), pendant laquelle siégea un véritable Parlement du Travail, le vœu de créer des associations fixes, au lieu de coalitions passagères, prend de plus en plus d'importance. Favorable à ces désirs, le Ministre du Commerce déclare officiellement (28 mars 1868) que, malgré la loi de 1791, les syndicats ouvriers, en tant qu'ils ne s'occupent pas de politique et ne portent pas atteinte à la liberté du travail, sont assurés de la même tolérance administrative que les syndicats de patrons et d'entrepreneurs.

Ces libertés nouvelles ne sont pas favorables à la paix sociale. Les syndicats poussent comme des champignons, et produisent une nouvelle fièvre de grèves.

III. — L'INTERNATIONALE ET LA COMMUNE

En relation avec le mouvement ouvrier et cherchant à lui donner l'unité, apparaît une société nouvelle, l'*Internationale*, qui commence à se répandre en France, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, etc. Sa fondation marque le moment où le mouvement ouvrier, dans tous les pays industriels, commence à prendre conscience de cette unité. Le Capitalisme lui-même, par suite de la politique commerciale, était entré dans le stade de l'Internationalité.

L'initiative vint des ouvriers français. A la suite de l'Exposition de Londres et d'un meeting à Saint-Martins Hall, l'année suivante, l'Internationale fut fondée le 28 septembre 1863. Parmi les membres dirigeants, le plus influent était Karl Marx, qui devait introduire des idées nouvelles dans le socialisme européen.

Il fut chargé de rédiger l'adresse inaugurale. Il prétend établir que la misère des classes laborieuses ne s'est pas amoindrie de 1848 à 1864, que le capital seul a pu accaparer tout le profit. C'est la dépendance économique des ouvriers à l'égard du capital et des propriétaires fonciers, — c'est-à-dire des détenteurs des moyens de travail, des sources de vie, — qui est la cause de leur servitude sous toutes ses formes. Pour obtenir l'émancipation économique, les prolétaires doivent s'emparer de la puissance politique, disposer de l'État. Tous les efforts ont échoué jusqu'ici par manque d'union et d'entente. L'émancipation des ouvriers ne peut être obtenue que par une action méthodique et internationale. Elle doit être l'œuvre des travailleurs enx-mêmes. Leur but est non d'obtenir de nouveaux privilèges, mais d'anéantir toute domination de classe.

L'organisation était la suivante : les associations ouvrières s'unissaient en fédérations nationales, et envoyaient des délégués au Congrès annuel, qui nommait le Conseil général, organe de direction et de combat, dont le siège était à Londres.

L'Internationale avait attiré des gens de tout bord, trade-unionistes anglais, terroristes blan-

quistes, libéraux philanthropes, tels que Chaudey et Jules Simon, nihilistes russes, socialistes d'État, social-démocrates allemands. Des tendances si contraires devaient se heurter dans les Congrès.

Au début, la section française, avec Tolain, Fribourg et ses amis (à l'exception de Benoît Malon et de Varlin), représentait l'opposition modérée. C'étaient des proudhoniens pénétrés de l'opposition de classe contre la bourgeoisie, ne voulant pas se laisser exploiter par la bohème bourgeoise. Ils ne cherchaient pas à renverser l'Empire et travaillaient à donner aux chambres syndicales un caractère non politique.

Ils se heurtèrent à l'opposition des marxistes pour qui le proudhonisme est une doctrine réactionnaire, un socialisme de petits bourgeois et d'artisans dirigé contre la concurrence plutôt que contre le salariat, et dont les tendances anarchistes s'opposent à l'enrégimentement.

D'autre part les jacobins hébertistes, les blanquistes reprochaient à Tolain et à ses amis d'être vendus au bonapartisme, et ils finirent par les supplanter.

Les tendances modérées se trouvèrent bientôt en minorité. Au Congrès de Genève (1866), on demande la réforme des impôts, la suppression des armées permanentes, la journée de huit heures. A Lausanne (1867), les coopérateurs luttent contre les communistes : on ne vote que la nationalisation des moyens de transport. A Bruxelles (1868), on étend cette nationalisation aux mines. Enfin, à Bâle (1869), on vote la nationalisation du

sol, en laissant de côté la question de la propriété bâtie et du capitalisme industriel.

En dépit des programmes et des votes, l'action de l'Internationale fut assez faible, mais on croyait sentir partout sa main mystérieuse. Les gouvernants de l'Empire n'étaient pas fâchés de voir cette terreur salutaire imposée à la bourgeoisie. Ils permirent même à l'agitation socialiste révolutionnaire de se produire. Le césarisme social qui n'avait pu se concilier les ouvriers, se sentait fort de l'appui des paysans, et se présentait de nouveau comme un sauveur.

Le plébiscite donnait huit millions de suffrages à l'Empire. Mais Paris et les grandes villes avaient fait balle contre lui.

La guerre éclate. Au 4 septembre 1870, les républicains s'installent au pouvoir comme dans une maison vide.

La guerre mit fin au mouvement ouvrier qui avait commencé à se développer vers 1860, et accentua le mouvement révolutionnaire. Pendant le siège de Paris, les blanquistes tentèrent vainement de s'emparer de l'Hôtel de Ville et de renverser les républicains bourgeois. A la fin, ils réussirent. Après le siège, au 18 mars 1871, la populace devint maîtresse de Paris. Le mouvement se propageait dans quelques centres ouvriers de province, Lyon, Saint-Étienne, Marseille, Narbonne, Limoges. Ce troisième épisode de la guerre sociale, après l'insurrection de Lyon et les jour-

nées de Juin, fut un essai de gouvernement.

La Commune naquit des désordres et des souffrances du siège. La petite bourgeoisie, le petit commerce frappé par le décret Dufaure qui, pour rétablir au plus tôt la régularité das affaires, fixait du 13 au 17 mars les échéances ajournées [1], s'unirent au prolétariat parisien, dans un accès de colère contre le gouvernement versaillais et la démocratie rurale. Les paysans, las de la guerre, pressés de voir la paix conclue, avaient signifié leur volonté par les élections du 8 février. Comme en 1848, la première assemblée convoquée par la République se composait en majorité de conservateurs, de monarchistes et de cléricaux.

La garde nationale joua le même rôle que les ateliers nationaux. Les masses prolétariennes, formidablement armées et à demi affamées, n'avaient plus d'autre ressource que leur solde de 1 fr. 50 par jour que le gouvernement régulier allait leur retirer.

Au début, la Commune obtint 180.000 voix.

Les chefs, inconnus pour la plupart, appartenaient aux classes et aux milieux les plus disparates : révolutionnaires professionnels accourus de tous les coins de l'Europe, journalistes, bohèmes, réfractaires qui promènent sur le pavé des villes leur orgueil et leurs déceptions, enfin, quelques ouvriers. Ces hommes représentaient un capharnaüm d'idées et de doctrines : jacobins fossiles, revenants de 1848, blanquistes conspi-

1. 150.000 lettres de change furent protestées.

rateurs éternels qui, après avoir préparé l'insurrection, minèrent la Commune dès le premier jour; proudhoniens qui rêvaient de voir l'administration centralisée de l'État dissoute en communes indépendantes; marxistes, en très petit nombre.

Bien que tiraillée entre les conceptions les plus contraires, la Commune révèle pourtant les tendances dominantes du prolétariat urbain. Les révolutionnaires de 1848 étaient des patriotes. Les internationalistes de 1871 démolirent la colonne Vendôme, proclamant par là l'abolition de la guerre des nations, afin de lui substituer la guerre des classes. La Commune combat l'Église comme le plus ferme appui de l'ordre actuel. Elle transforme les églises en clubs, abolit le budget des cultes, laïcise les hôpitaux et l'enseignement public, et fusille les prêtres. Elle porte atteinte à la famille telle que l'a organisée le Code civil, en accordant aux enfants naturels des droits égaux à ceux des enfants légitimes.

Mais elle se montre hésitante et timide en matière de propriété, ce qui lui donne un caractère petit-bourgeois plutôt que prolétarien. Elle lance une vague proclamation à la province, par laquelle elle promet de procurer l'outil à l'ouvrier, la terre au travailleur; mais ayant sous la main le gage de la Banque de France, elle s'abstient de le saisir, et se contente d'en tirer des subsides.

Le seul décret par lequel la Commune ait porté atteinte au droit de propriété concerne les ateliers abandonnés (15 avril). Mais les possesseurs légi-

times devaient être dédommagés : une indemnité serait fixée par le jury.

Les autres mesures simplement réformistes concernent l'interdiction de la retenue des salaires, du travail de nuit dans les boulangeries (décret rapporté à la demande des intéressés eux-mêmes), la fixation d'un salaire minimum dans les cahiers des charges pour les travaux publics, la fermeture des maisons de tolérance et la suppression de la prostitution réglementée, la répression de l'ivresse. Les fonctionnaires publics ne pouvaient recevoir un traitement supérieur à 5.000 francs.

Toutes ces mesures avaient été prises à l'instigation des internationalistes marxistes, Léo Frankel, Varlin, Benoît Malon, etc. Ils formaient dans la Commune une minorité relativement modérée. Mais la tendance terroriste l'emportait. Les socialistes purs, suspects de modérantisme, finirent par se retirer.

Les combats quotidiens contre l'armée de Versailles ne purent amener l'union au sein de la Commune. Les blanquistes conspiraient contre les jacobins qui la dominaient. Ceux-ci furent bientôt débordés par les clubs, puis le pouvoir passa aux démagogues de la rue, pendant que Paris devenait la proie des flammes.

Après l'écrasement, les querelles s'effacent; c'est la minorité socialiste qui passe pour avoir donné sa physionomie à la majorité. La légende se forme. « La Commune, écrit Jules Guesde, qu'on a essayé de réduire aux proportions d'un mouvement né du siège et de la République en

danger, a été, dans son programme, ses tendances et ses résultats, la plus grande explosion socialiste du siècle pour l'universalisation de la propriété... Son drapeau, tombé des mains de son dernier soldat, fut ramassé par les prolétaires du monde entier. »

IV. — LE SOCIALISME SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE, JUSQU'AU CONGRÈS INTERNATIONAL DE 1900

Au lendemain de la Commune, lorsque les syndicats commencent à se former, l'esprit de ces nouveaux groupements, délivrés de l'influence des révolutionnaires, est identique à celui du *Manifeste des Soixante*, qui fut la première grande manifestation ouvrière depuis 1848. « Les ouvriers, disent-ils, ont besoin de la direction de la bourgeoisie, qui, de son côté, ne peut se passer des ouvriers. » Ils aspirent à l'union des classes, au règlement pacifique de toutes les questions pendantes entre patrons et ouvriers. L'émancipation des travailleurs se fera par le crédit mutuel, la coopération libre, l'intervention de l'État. Ils se proposent de clore l'ère des grèves. S'ils adoptent le principe des candidatures ouvrières, ce n'est point en vue de la conquête des pouvoirs publics par la classe salariée, mais pour faire parvenir aux gouvernants la plainte des ouvriers.

Telles sont les tendances qui se font jour au Congrès de Paris (1876), au Congrès de Lyon

(1878), et dans les rapports des délégués ouvriers aux expositions de Vienne (1873), et de Philadelphie (1876), au grand mécontentement des Communeux réfugiés à Londres, qui accusaient les syndicats d'abjurer la Révolution.

On reconnaît dans ces congrès ouvriers l'esprit du socialisme de Proudhon, le seul théoricien sorti lui-même de la classe ouvrière.

Mais il allait être combattu par une autre théorie et une autre tactique qui avait fini par triompher dans les congrès de l'Internationale, celle de Karl Marx.

Le livre du *Capital*, que Marx a publié en 1867, a exercé la même influence qu'au siècle dernier le *Contrat social* de Rousseau. Ce qui le distingue de ses prédécesseurs, auxquels il a fait d'ailleurs beaucoup d'emprunts, c'est qu'il introduit dans le socialisme l'idée hégélienne d'évolution, et l'idée darwinienne de concurrence vitale. De même que les espèces animales, les classes sociales luttent entre elles, et c'est, à chaque époque, la classe la mieux adaptée au mode de production, et par conséquent la plus forte, qui est destinée à supplanter les autres classes jusque-là dominantes.

La concentration fatale des industries et des richesses d'une part, et la prolétarisation croissante des masses, d'autre part, séparent le monde en deux classes irréconciliables. Par le nombre, par l'organisation, par la puissance politique dont elle parviendra à s'emparer, la classe prolétarienne est assurée du triomphe : les expropriateurs seront expropriés. Marx se moque de l'idée de jus-

tice, mais il la satisfait indirectement. Le capital, d'après lui, ne s'est formé que par le travail d'autrui, la *plus-value* que le patron s'attribue indûment. — Par une contradiction flagrante à la loi d'évolution et d'éternelle lutte, il annonce que le monde se figera dans le collectivisme et que les classes seront abolies.

En même temps qu'il rejette avec un suprême dédain les illusions mystiques de fraternité humanitaire qui hantaient les socialistes français jusque derrière les barricades de 1848, Marx avait donné dès 1847 la formule de la « guerre des classes ». Comme Bismarck, il fait appel à la Force, accoucheuse des sociétés.

Le parti social-démocrate allemand s'était organisé selon les vues de Karl Marx, et, après la guerre de 1870, le centre de gravité du socialisme passait de France en Allemagne. De même que la France refaisait son armée sur le modèle du vainqueur, un petit groupe de socialistes français, en rapport avec Marx et Engels, tentaient de prendre modèle sur la démocratie d'outre-Vosges pour fonder un parti socialiste en France.

C'étaient des hommes nouveaux et appartenant à la bourgeoisie, étudiants comme M. Deville et M. Brousse, journalistes comme M. Guesde, docteurs comme M. Paul Lafargue, gendre de Karl Marx. Ils répandirent leurs idées dans une petite feuille, *L'Égalité*, à partir de 1877. Traduits devant les tribunaux en 1878 pour avoir tenté de réunir, à l'occasion de l'Exposition, un congrès international, ce leur fut une occasion de se

révéler au public. Ils lancèrent un manifeste de Sainte-Pélagie, puis M. Guesde commença sa propagande en province.

Alliés aux anarchistes et aux hommes de la Commune, qui commençaient à rentrer après la première amnistie, résultat de l'élection de M. Grévy à la présidence et de la victoire des républicains, ils tentèrent au congrès de Marseille (octobre 1879) de s'emparer de la seule force organisée, les syndicats ouvriers, et de les faire servir à leurs buts révolutionnaires; ils « leur enfoncèrent dans la gorge, jusqu'à la garde, un programme collectiviste ». Ils avaient obtenu la majorité en opposant des groupes socialistes sans consistance, et d'un nombre d'adhérents parfois infime, aux groupes corporatifs.

Ainsi que tous les partis naissants, les meneurs outraient la théorie et la tactique. Ils n'admettaient aucun compromis possible avec les autres partis : capitalistes et ouvriers, bourgeois et prolétaires, formaient deux blocs irréductibles, destinés à se heurter. S'ils n'allaient pas jusqu'à repousser absolument, comme les anarchistes, l'action électorale, du moins ils estimaient que la tribune de l'Assemblée ne pouvait servir que pour la propagande, pour une *mise en demeure révolutionnaire* à la bourgeoisie d'avoir à vider la place. Vis-à-vis des élus socialistes eux-mêmes, on devait prendre les plus grandes précautions, leur imposer le mandat impératif, disposer en partie de leur traitement. Il ne fallait presque rien attendre de l'action légale et parlementaire. Les socialistes

marxistes ne répudiaient aucun des moyens violents que « la science pouvait mettre à leur disposition ». Ils ne se distinguaient par là ni des anarchistes ni des blanquistes[1].

L'unité du parti socialiste français semblait constituée au congrès de Marseille. Mais presque aussitôt la dissension éclatait entre les chefs, dont les troupes étaient plutôt des escouades.

Le programme, rédigé à Londres avec le concours de Karl Marx, était attaqué par les vétérans de l'anarchie internationale, les Caffiero, les Malatesta, qui se gaussaient fort de « la mise en demeure révolutionnaire », et reprenaient contre les marxistes l'opposition de Bakounine contre Marx, qui avait hâté la dissolution de l'Internationale après 1871. Les Guesde, les Brousse, les Lafargue sont des jacobins terriblement autoritaires, qui ne s'accordaient platoniquement avec la tactique anarchique de violence immédiate qu'à cause de l'indifférence du suffrage universel, des élections encore conservatrices.

D'autre part, les revenants de la Commune, les Lucipia, les Longuet, les Jourde, étaient mécontents de voir un parti socialiste se former sans eux et en dehors d'eux. Étrangers au marxisme, ils se contentaient de dresser une liste de réformes plus ou moins radicales.

Le programme même servit de prétexte aux rivalités inexpiables des chefs du nouveau parti, Guesde et Paul Brousse, rivalités qui ne firent

1. Voir M. Rouanet, *Revue Socialiste*, septembre 1899.

que s'accentuer par la concurrence électorale. Évidemment, dès qu'on s'adressait aux électeurs, la décomposition devait commencer, car ceux-ci se préoccupent non de métaphysique socialiste, mais d'intérêts immédiats, variables selon les milieux, et les candidats rivalisent de zèle à les satisfaire.

Au élections municipales de 1881, où ils commencèrent à gagner des voix, les socialistes présentèrent des candidats opposés. A Paris, Brousse, Malon, Joffrin, Fournière rendent le programme responsable de l'échec du parti, et réclament pour chaque localité la liberté de profession de foi. L'élection de Joffrin, à Montmartre, où celui-ci fut violemment accusé d'avoir atténué les exigences du parti, amena un schisme au congrès de Saint-Étienne (1882). La majorité des délégués ne voulut point légitimer l'influence croissante des disciples de Karl Marx, et obligea ceux-ci à former un nouveau parti ouvrier français. Quant aux premiers, dirigés par M. Brousse, on leur donna le nom de *possibilistes*, parce qu'ils semblaient parfois s'attacher plutôt à des réformes graduelles et partielles qu'aux principes généraux et à l'action révolutionnaire[1].

Enfin d'autres socialistes, M. Deville, M. Fournière, M. Rouanet, éprouvent le besoin de deve-

1. Les possibilistes se divisent eux-mêmes, au congrès de Châtellerault, en deux fractions, l'une intransigeante, surtout composée d'ouvriers manuels (les allemanistes), l'autre plutôt radicale socialiste. En 1896, une nouvelle scission se déclare parmi les allemanistes. Rien n'est plus fastidieux que l'histoire de ces querelles et de ces divisions.

nir indépendants de la tyrannie des sectes. Les deux derniers se rattachaient à l'école de Benoît Malon qui, tout en acceptant la théorie de l'évolution de Karl Max, reprend la phraséologie humanitaire et sentimentale des socialistes français, prétend réconcilier le réalisme avec l'idéalisme dans un socialisme intégral, et, en adoucissant la théorie de la lutte de classes, prépare les alliances électorales avec les radicaux bourgeois.

Bientôt le parti ouvrier, dirigé par Guesde et Lafargue, à mesure qu'il trouve accès dans le corps électoral, se départ de la tactique intransigeante déjà abandonnée par les possibilistes et les indépendants. Il jette l'anathème sur les anarchistes : en étroite communion d'idées avec les marxistes allemands, il exige qu'on exclue ces dangereux compagnons des partis socialistes de tous les pays. Aux congrès internationaux de Paris en 1889, où fut décidée la démonstration du 1er mai en faveur de la journée de huit heures, à Bruxelles en 1891, à Zurich en 1893, à Londres en 1896, éclatent les divisions des socialistes français.

La prédominance exclusive de l'action électorale, et les dissensions des sectes écartent de plus en plus le mouvement syndical du mouvement socialiste. Les syndicats ont été officiellement reconnus par la loi de 1884, qui abolit la loi de 1791, et fortifie à la fois les unions de patrons et les unions d'ouvriers ; les syndicats ouvriers grouperont bientôt plus de 400.000 travailleurs. Les bourses du travail favorisent la constitution de

groupes corporatifs locaux : les anarchistes prennent dans les syndicats la place des politiciens et poussent les ouvriers organisés à l'action indépendante et à l'autonomie. Ils arborent le drapeau de la *grève générale*, en opposition à la formule politicienne de la *Conquête des pouvoirs publics* par le bulletin de vote : ils amènent au Congrès de Nantes (1894) la scission des syndicats et du parti guesdiste. En fondant au Congrès de Limoges (1895) la *Confédération générale du travail*, les syndicats tentent d'organiser une force indépendante par le groupement fédératif et l'action des grèves de plus en plus étendues.

Les socialistes des diverses sectes avaient commencé à obtenir des voix dans le corps électoral dès 1881. Les possibilistes étaient entrés dans le Conseil municipal de Paris. Les guesdistes prenaient pied dans quelques villes manufacturières du Nord.

Aux élections de 1885, quelques socialistes entraient au Corps législatif, grâce à l'alliance des radicaux : c'étaient MM. Antide Boyer et Clovis Hugues, un ancien mineur, M. Basly, M. Camelinat, ancien directeur de la Monnaie pendant la Commune. On recueillait le premier fruit des alliances électorales.

La crise du boulangisme mettait bientôt en conflit aigu les différentes fractions de la bourgeoisie. Aux élections de 1889, les plus modérés parmi les socialistes s'allièrent aux opportunistes; d'autres restèrent neutres entre les deux camps,

prêts à tirer parti du moindre trouble. Toutefois, les électeurs du Nord et de Paris, parmi lesquels les socialistes recrutaient le plus d'adhérents, votaient en masse pour le général Boulanger. Les élus socialistes formèrent à la Chambre un groupe séparé. A la suite des événements de Fourmies, en 1891, l'un des principaux meneurs, M. Lafargue, était envoyé au Palais-Bourbon.

Maintenant que le suffrage universel leur ouvrait les voies, les marxistes du parti ouvrier français s'attachaient de plus en plus aux réformes pratiques. Ils élaboraient un programme municipal réformiste, et, aux élections municipales de 1892, ils entraient dans vingt hôtels de ville, à Roubaix, Montluçon Marseille, Toulon, Narbonne, etc.

Après les grandes villes, toujours en croissance et de plus en plus industrielles, il s'agit de conquérir les campagnes sans lesquelles on ne peut rien. Ce sont les paysans, soldats de Bonaparte, qui ont mis fin à la première révolution; ce sont eux encore qui, par leurs votes ou leurs baïonnettes, ont arrêté le mouvement de 1848 et de 1871. Il s'agit de les gagner par des promesses positives. Les circonstances sont favorables. Par suite de l'abaissement du fret et de la production sans cesse accrue des céréales, l'agriculture va se trouver exposée, comme l'industrie, à la concurrence universelle. Le protectionnisme des propriétaires doit avoir pour conséquence celui des ouvriers agricoles... On éteindra les dettes des petits paysans. L'expropriation collective du sol ne tou-

chera que les gros propriétaires et, en attendant, l'impôt sera payé par les riches. Le congrès de Marseille (septembre 1892) élabore tout un programme touchant les fermages, les impôts, les droits de mutation, etc.

C'est aux élections générales de 1893 que le socialisme français conquiert le droit de cité parmi les partis politiques. Jusqu'à cette date, il avait pour ainsi dire vécu en marge de la vie parlementaire.

Après le boulangisme et la défaite des partis monarchiques, la République est indiscutée. C'est sur les questions sociales que vont se livrer désormais les batailles électorales, puis parlementaires.

D'une part les ralliés se rapprochaient des éléments modérés de l'opportunisme et préparaient ainsi la majorité de M. Méline. Un autre parti avancé allait se constituer avec les radicaux et les socialistes.

Aux élections de 1893, les éléments républicains extrêmes, pour supplanter les opportunistes, puis un certain nombre de radicaux socialistes, dirigés par M. Millerand et l'ex-modéré M. Goblet, s'allièrent aux socialistes pour marcher au scrutin.

La coalition fit entrer à la Chambre une quarantaine de socialistes. On comptait que les candidats socialistes avaient recueilli dans le pays 600.000 voix. Parmi les élus se trouvaient M. Guesde, M. Deville, M. Jaurès, professeur d'université, hier encore centre gauche des plus modérés, M. Millerand, M. Viviani.

Le premier résultat fut d'imprimer une physio-

nomie très différente à l'opposition socialiste.

Les questions sociales étaient à l'ordre du jour, tous les partis commençaient à s'en occuper. La droite comptait quelques socialistes chrétiens, entre autres l'abbé Lemire.

Parmi les républicains libéraux, M. Paul Deschanel fut l'un des premiers à comprendre la nécessité d'une politique sociale.

Les socialistes les plus qualifiés firent à la tribune des expositions doctrinales. Ils intervenaient dans tous les débats en faveur des revendications ouvrières, de la protection du travail. Vers la fin de la législature, M. Jaurès, M. Deville engageaient contre M. Méline et M. Deschanel un long débat sur la question agraire; ils se montraient les défenseurs ardents de la petite propriété.

Pendant les six mois qu'avait duré le ministère radical de M. Bourgeois, on avait assisté à un spectacle nouveau : les socialistes révolutionnaires étaient devenus des ministériels fervents.

L'expérience poursuivie au Palais-Bourbon se continuait dans d'importantes communes par la gestion des municipalités socialistes. Aux élections municipales de mai 1896, les socialistes continuèrent leur conquête des grandes villes commencée en 1892.

Le socialisme entrait ainsi en voie d'adaptation à la République et au suffrage universel. Ce changement de tactique devait avoir sa répercussion sur l'organisation et les doctrines.

Le groupe qui s'était constitué à la Chambre au

lendemain de 1893 était ouvert sans conditions à qui prenait la vague épithète de socialiste. On sentit bientôt la nécessité de fixer au parti des frontières doctrinales.

Il s'agissait de réunir sous une même enseigne teintée de rouge des formules élastiques quant aux principes.

Ce fut l'œuvre de M. Millerand au banquet de Saint-Mandé, à la suite des élections municipales de mai 1896. Il déclare que le parti vise à l'abolition du régime capitaliste afin de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour cela le prolétariat organisé en parti de classe doit conquérir le pouvoir politique. L'État démocratique sera conduit à transformer peu à peu les différentes catégories de moyens de production et d'échange, dans la mesure où elles seront mûres pour l'appropriation sociale. (C'est la théorie de M. Brousse sur les *services publics*.) Enfin M. Millerand déclarait l'entente internationale des travailleurs nécessaire à la réalisation de ces buts. Il s'abstenait de prononcer le mot de révolution. Il donnait un jour aux socialistes le conseil « d'avoir peur de faire peur ». Un schisme faillit se produire parmi les socialistes de la Chambre sur le programme de Saint-Mandé. 26 députés seulement signèrent la déclaration collectiviste, contre 7 abstentions et 10 absents.

L'affaire Dreyfus semait dans les rangs de la bourgeoisie les mêmes divisions et suscitait les mêmes luttes que le boulangisme : ces divisions se

réflétaient dans le parti socialiste. Quelques-uns se ralliaient aux nationalistes. Les guesdistes et les blanquistes gardaient une attitude expectante. D'autres enfin, à la suite de M. Jaurès, se jetaient à corps perdu dans l'agitation dreyfusienne, autant pour la revision du procès que contre le haut commandement qu'il s'agissait d'atteindre.

L'Union socialiste à la Chambre se trouvait ainsi disloquée. Aux élections de 1898, on ne publiait aucun manifeste. Les indépendants marchaient au scrutin avec les républicains dreyfusistes.

Après les élections, le parti, comprenant 37 membres et comptant 900.000 voix dans le pays, coupait sa queue boulangiste, nationaliste et antisémite. En juin 1898, à une grande réunion du Tivoli-Vauxhall, M. Jaurès, qui avait échoué à Carmaux, faisait acclamer l'union socialiste et passait ainsi sur la tête des sectes organisées. Il y avait là en germe de nouvelles dissensions.

L'élection de M. Loubet à la présidence de la République en 1899 et l'agitation nationaliste amenèrent un rapprochement plus étroit entre les républicains de gauche, les radicaux et les socialistes, pour la défense de la République, soi-disant menacée. Les diverses fractions socialistes formèrent en dehors de la Chambre un comité de vigilance, puis un comité d'entente. C'était un premier pas vers l'unité.

L'entrée de M. Millerand dans le ministère de M. Waldeck-Rousseau aux côtés du général de Galliffet, l'un des vainqueurs de la Commune, servit de prétexte à une rupture éclatante entre

M. Guesde, allié de M. Vaillant d'une part, et M. Jaurès et les indépendants de l'autre. Ceux-ci en appelèrent habilement à un congrès destiné à fonder l'unité socialiste.

Ce congrès était formé à la fois par les délégués des sectes organisées et des comités électoraux. Les syndicats s'abstinrent d'envoyer des représentants, laissant à l'assemblée le caractère politique et semi-bourgeois. Au congrès, l'unité fut imposée aux chefs dissidents par les soldats; on vota des motions transactionnelles, blâmant l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois, tout en la tolérant dans certains cas. On s'abstenait de discuter la question Dreyfus, de définir la lutte de classes, l'internationalisme, le collectivisme, sujets sur lesquels on ne pouvait s'entendre qu'à la condition de les laisser dans l'indéterminé. On proclama une fois de plus que le parti ne visait la conquête des pouvoirs publics que pour accomplir légalement la Révolution et exproprier le capitalisme. — On organisait le parti unifié en le soumettant à un comité général, émanation des congrès annuels, et composé des représentants des organisations, des fédérations départementales, des syndicats (absents) et des coopératives, proportionnellement à leur importance respective.

Le comité, où dominaient les guesdistes, entrait bientôt en conflit avec la majorité des députés socialistes à la Chambre, plus soucieux de plaire à leurs électeurs qu'à ce comité absolutiste. Certains députés socialistes se montraient ministériels au point de condamner le collectivisme. Une

scission semblait de nouveau imminente entre les chefs rivaux.

Aux élections municipales de mai 1900, l'union était encore plus étroite entre républicains radicaux et socialistes, et s'ils ont perdu Paris, les alliés ont conquis de nouvelles villes. Le centre de gravité du mouvement socialiste s'est transporté dans la province.

Malgré d'éternelles divisions, l'armée socialiste, sous l'influence de l'extension industrielle, de la crise agricole, de la propagande incessante, n'a cessé de croître. L'accession de M. Millerand au ministère marque que le socialisme est entré dans la phase non seulement d'adaptation au développement de la démocratie, mais d'exploitation de la puissance politique dans le sens du socialisme d'État; comme tel, il rallie les intellectuels de la bourgeoisie, avocats, universitaires, etc., trop pressés peut-être de s'attribuer un rôle dirigeant.

M. Millerand a collaboré activement à la protection du travail, à l'extension de l'action autonome des syndicats. Mais il n'a fait en cela que continuer l'œuvre de ses prédécesseurs opportunistes et radicaux [1]. Il a étendu le vote corporatif

1. Loi du 21 mars 1884 sur les *syndicats*, du 8 juillet et du 1er août 1890 sur les *délégués mineurs*, — du 29 juin 1894 et du 16 juillet 1896, sur les *Caisses de retraite des mineurs*, — du 9 avril 1898, sur *les accidents du travail*. A l'actif de M. Millerand, on peut compter le décret du 10 août 1899, *sur les conditions du travail*, le récent décret introduisant les délégués ouvriers dans le *conseil supérieur du travail* (fondé le 22 janvier 1891), la réorganisation de l'Office du Travail (fondé le 20 juillet 1891), etc.

(inauguré par la loi sur les délégués mineurs) au Conseil supérieur du Travail, refondu l'Office du Travail, introduit dans le cahier des charges des travaux publics des clauses de minimum de salaire et de journée normale, organisé les conseils du travail.

En même temps son langage s'est singulièrement atténué. Il est allé jusqu'à nier la lutte de classes.

En trente ans le socialisme est passé de l'état de secte à celui de parti d'opposition, puis de parti de gouvernement, et cela permet de mesurer le chemin parcouru [2].

2. Pour la bibliographie générale du socialisme, voir l'ouvrage de *Stammhammer*, Iéna, G. Fischer.

Pour le mouvement social en France, voir Van den Osten : *Die Fachvereine und die soziale Bewegung in Frankreich. Iahrbuch* de Schmoller, 1891.

CHAPITRE II

THÉORIES ET ÉCOLES SOCIALISTES CONTEMPORAINES

Le mot de *socialisme* est fort vague, et ne représente pas toujours le même groupe d'idées. On ne peut guère en donner que des définitions historiques. La signification a beaucoup varié en ce siècle : il a un sens différent selon les pays et les écoles. Il exprime des tendances très variées, mais qui dépassent l'idée de progrès social, de réforme sociale, qui visent à transformer, à abolir l'ordre social actuel, la propriété privée, la famille, par des moyens légaux ou violents.

L'importance du socialisme vient de ce fait qu'il est sorti du domaine de la spéculation, pour entrer dans la pratique. Les sectes, autrefois composées de quelques adeptes, ont fait des recrues à l'usine, à l'atelier, sur la place publique ; elles ont des représentants dans les parlements, disposent même du pouvoir dans les municipalités.

Elles représentent plus ou moins fidèlement les sentiments, les aspirations des classes laborieuses.

Or ces classes, après de durs combats, ont obtenu tous les droits politiques. Par suite de la conquête du suffrage universel, l'axe du pouvoir a été déplacé, il passe aux mains des foules : c'est le chœur qui occupe maintenant le devant de la scène : rois et ministres n'apparaissent plus qu'avec des rôles de comparses. En conséquence, la lutte des « masses contre les classes », jusque-là sourde et latente, s'avance au premier plan. Au XVIe siècle s'agitaient entre les peuples les questions religieuses; au XVIIIe siècle c'étaient des questions politiques qui se débattaient entre des classes d'accord sur le principe de propriété privée, sinon sur les applications. Aujourd'hui les querelles purement politiques ont perdu de leur acuité, la liberté démocratique est assurée. Une sorte de nécessité, en dehors des théories, amène les gouvernements à intervenir de plus en plus dans l'organisation de la production économique, qui devient la préoccupation principale. Libres au point de vue politique, les classes laborieuses les moins favorisées se trouvent asservies au point de vue économique, qui leur importe le plus. Maîtresses par droit de suffrage, elles se prétendent esclaves en fait et ne songent qu'à se servir des armes qu'on leur a données pour s'affranchir, transformer la société à leur avantage, selon des théories qui découlent de leurs instincts, de leurs souffrances et de leurs rêves [1].

On entrevoit le danger extrême qui peut en

1. John Stuart-Mill. *Le Socialisme.*

résulter. Des questions fondamentales de l'ordre social sont débattues entre des partisans de nouveautés et des adversaires de tout changement parfois également ignorants. Les premiers peuvent occuper le pouvoir et soumettre toute la nation à des expériences meurtrières.

Disons enfin sans exagération que, sur cinquante députés socialistes à la Chambre, il y en a peut-être une douzaine qui sachent exactement ce qu'ils entendent par socialisme et qui soient capables de l'expliquer clairement. Ceux-là mêmes qui appartiennent à des sectes fondées sur des théories se reprochent mutuellement leur ignorance. Ajoutons, pour être juste, que M. Say adressait le même reproche à la jeunesse libérale vis-à-vis des socialistes, et lui faisait un devoir pressant de s'instruire.

Le socialisme instinctif. — La plupart des socialistes, même parmi les meneurs, sont socialistes d'instinct, le socialisme est pour eux une formule énergique de mécontentement et de révolte.

Le progrès de la civilisation a accumulé d'immenses richesses et n'a pas résolu le problème de la pauvreté. C'est la thèse que Henry George a soutenue avec grande éloquence. La société se divise en riches oisifs (contre lesquels on déclame en soupirant secrètement après leur richesse et leur oisiveté) et en pauvres laborieux. Le petit nombre seul se tire d'affaire. Dans la concurrence acharnée, chacun ne songe qu'à soi, et le fort écrase le faible. Ce n'est pas le plus honnête qui a

le plus de chances de réussir, c'est celui qui possède le plus d'énergie, d'habileté, parfois le moins de scrupules. Il n'est pas aussi avantageux d'être honnête, que de monter de quelques échelons dans la société. Les ouvriers réduits à leurs salaires ne peuvent suffire à leurs besoins moraux et matériels. La grande industrie, avec le travail de la femme et de l'enfant, détruit la famille. Les salaires n'ont rien d'assuré : les crises industrielles amènent le chômage. La vieillesse de l'ouvrier est souvent sans ressources : il ne lui reste que l'hôpital. Mettez en contraste les profits du capital, les revenus de l'oisif. Tel est le résultat de la concurrence qui livre le faible au fort. C'est la guerre de tous contre tous.

Ceux qui tiennent ce langage ne voient de remède que dans l'établissement d'une société où la concurrence et la propriété privée seront abolies. Ils ne songent pas à se demander si les choses n'allaient pas encore plus mal autrefois et si le remède ne serait pas pire que le mal.

Enfin les foules pénétrées de ces idées ou plutôt de ces sentiments sont infectées de la *grande superstition politique*, si bien analysée par Spencer, sur la souveraineté du peuple, sur le droit divin des parlements, sur leur omniscience, leur omnipotence, qui donnent à ces nouveaux oints du Seigneur la possibilité de guérir les écrouelles sociales.

Au-dessus de ce socialisme vague et instinctif, il y a un socialisme théorique, œuvre de docteurs d'une culture spéciale et générale très étendue, et qui prétendent assurer aux aspirations popu-

laires une rigueur scientifique. C'est ce socialisme qu'il importe d'étudier et d'élucider, sans animosité, s'il se pouvait, sans parti pris, afin de démêler ce qu'il peut avoir de conforme ou de contraire aux lois générales qui régissent les sociétés.

La tâche n'est pas aisée. Comme l'économie politique, le socialisme compte de nombreuses écoles, ce qui tendrait d'abord à prouver que pas plus que la *science* économique, la *science* socialiste n'est achevée, n'offre de solutions définitives incontestables, et qu'elle se trouve encore dans le *devenir*. Du moins chaque école économique présente un ensemble de doctrines parfaitement liées sur toutes les questions. S'il vous plaît de les critiquer, vous n'avez qu'à ouvrir M. Paul Leroy-Beaulieu, M. Yves Guyot, M. Gide, M. Rambaud. Avec les socialistes vous ne recueillez que des membres épars, des brochures dispersées, des articles de revues, çà et là quelques volumes, et vous reliez le tout tant bien que mal. Il vous faut lire le *Capital* de Marx, les commmentaires et résumés qu'en ont donnés ses disciples, par exemple M. Gabriel Deville : *Les Principes socialistes* du même auteur ; le livre sur *La Propriété* de M. Paul Lafargue, fait en contradiction avec M. Yves Guyot ; *Le Devenir social*, revue savante presque exclusivement consacrée à l'examen et au développement des doctrines de Karl Marx, à l'élaboration d'une sorte de néo-marxisme[1] :

1. *Le Devenir social* a cessé de paraître, d'autres revues se sont fondées depuis : *Le Mouvement socialiste*, *Les Cahiers de quinzaine*, etc.

la *Revue socialiste*, plus attachée à suivre le mouvement socialiste qu'aux théories pures, et qui continue l'esprit éclectique et synthétique, les tendances idéalistes de son fondateur, Benoît Malon ; enfin une foule de brochures dont l'énumération serait trop longue, et qu'il n'est pas toujours aisé de se procurer [1].

A l'heure présente, il existe en France quatre écoles socialistes, qui ont des origines mêlées, et où se retrouvent certains traits de diverses races : *le socialisme expérimental* s'est surtout développé en Angleterre ; *le marxisme* a eu l'Allemagne pour foyer ; *le socialisme idéaliste* est spécial à la France ; enfin *l'anarchisme* porte l'empreinte slave de son fondateur Bakounine qui l'a renouvelé de Proudhon : il s'est surtout répandu, dans les pays latins, en France, en Espagne et en Italie.

Le socialisme expérimental. — Les socialistes de cette école croient peu au bienfait des subites organisations : ils ont plus de confiance dans les améliorations successives. Il ne leur semble guère pratique de commencer de propos délibéré par confisquer toute propriété, d'établir en un mot l'anarchie, sans opinion déterminée sur la forme et le fonctionnement de la société nouvelle, surtout sans essais préalables. Cela ne veut pas dire que beaucoup parmi eux ne songent pas à transformer la société actuelle, à écarter la concur-

1. Voir la bibliothèque de la *Revue socialiste*, du *Parti Ouvrier*, du *Socialiste*, etc.

rence, à supprimer la propriété privée. Mais ils prétendent d'abord tenter leurs expériences dans chaque village, dans chaque ville, et par la multiplicité de ces unités économiques étendre ce nouvel ordre de choses à tout le pays. C'est le système d'Owen, de Fourier et des socialistes les plus réfléchis.

L'avantage consiste à n'agir que sur une petite échelle. Ce qui s'est passé naguère en Suisse, dans la commune de Saint-Gall, en est un exemple frappant. La municipalité avait organisé une *caisse d'assurance contre le chômage*. Après un essai, on a constaté les difficultés que les esprits clairvoyants, tels que M. Droz, avaient su prévoir, et on a dû renoncer à persévérer dans cette expérience. Ce n'est pas à dire qu'on ne puisse pas renouveler d'autres tentatives de ce genre, chercher de meilleures conditions de succès. Mais jugez d'après cela des inconvénients et du désordre qui résulteraient d'une loi générale pour combattre le chômage, appliquée imprudemment au pays tout entier[1].

Ce genre de socialisme est très en vogue en Angleterre. La société des *Fabiens* ou temporisateurs s'attache à le répandre dans les idées et dans les faits. L'Angleterre a cessé d'être la terre classique de l'individualisme intransigeant, uniquement fondé sur l'initiative privée ; mais les Anglais conservent en toutes choses cette méthode

1. Voir les deux circulaires du *Musée social* sur cette question.

pratique, prudente et patiente qui avance avec lenteur sans reculer jamais. Ils ne croient ni aux révolutions, ni aux coups de main, et font peu de cas des martyrs.

La fraction modérée de l'ancien parti *possibiliste* présente quelques analogies et affinités avec cette conception du socialisme anglais. Son chef M. Brousse, autrefois anarchiste extrême, peut-être même inventeur de la formule : *Propagande par le fait*, et qui prêchait en chambre le meurtre des tyrans, s'est trouvé un jour exposé, en sa qualité de vice-président du Conseil municipal de Paris, à souhaiter la bienvenue à ces mêmes tyrans. Il peut invoquer toutefois ses théories communales, décentralisatrices, comme une conséquence logique de l'anarchie entendue, non plus au sens de Bakounine, mais de Proudhon. Il passe aux yeux des purs pour un simple radical.

La théorie de M. Brousse se résume en ceci : organisation dans la Commune et dans l'État des *services publics*. Son socialisme n'a rien d'arbitraire, d'idéaliste, de sentimental : il n'est, d'après lui, que l'expression, la constatation de l'évolution économique qui s'accomplit fatalement sous nos yeux. La production a commencé par la famille, puis elle s'est développée sous forme corporative. Affranchie des liens corporatifs, l'industrie se concentre de plus en plus, aboutit au monopole, enfin le monopole tend à se transformer en service public, dans l'intérêt de tous. M. Brousse[1], énu-

1. *La Propriété collective et les Services publics*, 1883, brochure.

mère à la fin de sa brochure, tous les services publics existant dans la société bourgeoise, et tous ceux qui restent à établir. Le programme radical s'en tient pour le moment à réclamer la nationalisation des chemins de fer, des mines et de l'industrie sucrière.

Les adeptes de M. Brousse ne sont pas en général partisans d'une révolution violente. Ils répudient dans les congrès, la propagande en faveur de la gréve générale. Ils comptent toutefois que les services publics sans cesse accrus agiront à la manière de petites vagues qui, rapprochées insensiblement, finiront par submerger peu à peu la société bourgeoise, sans cataclysme, presque sans secousse, par le cours naturel des choses.

Le socialisme scientifique. — L'école *marxiste* qui se prétend fondée sur les données de la science, a des visées plus vastes et plus prochaines. M. Guesde, du fond de Sainte-Pélagie, en 1883, a combattu violemment M. Brousse et sa marotte des *services publics*[1], et son socialisme mitigé. La société actuelle ne laisse place à aucnn service veritablement public, c'est-à-dire également profitable à tous. Il n'est public que par les frais qui portent sur tous, et ne servent qu'au petit nombre : exemple, l'armée, vouée à la défense de la propriété. Les broussistes ne parlent pas d'expropriation collective afin de ne pas brouiller leurs cartes électorales. Les industries centralisées par

1. *Service publics et socialisme*, brochure. Paris, Oriol.

l'État, en atténuant les maux de la concurrence, retardent l'émancipation finale : autrement dit, pour que tout aille mieux, il faut que les choses aillent de mal en pis, révolution d'abord, services publics ensuite.

Le langage et les théories des marxistes se sont modifiés depuis qu'ils ont pénétré eux-mêmes dans les corps élus, qu'ils se sont emparés des municipalités de grandes villes, et qu'ils ont procuré à M. Brousse ce triomphe d'appliquer en partie des théories jadis si méprisées, tout en les déclarant encore aujourd'hui insuffisantes.

Les marxistes poursuivent un but bien plus hardi. Il s'agit pour eux de s'emparer du pouvoir, afin que les classes ouvrières — ou eux, en leur nom — prennent possession de toute la propriété du pays, de toutes les forces productives, et en disposent pour le bien général.

Le marxisme est l'expression authentique du socialisme moderne. Il forme comme une synthèse des théories socialistes antérieures, auxquelles il s'est substitué. Il diffère des anciens systèmes en ce qu'il n'est pas seulement une critique de l'ordre économique actuel, mais une explication de son évolution nécessaire, une prévision de sa courbe future. Il formule une nouvelle conception de l'histoire.

Tandis que les Anglais sont portés par leur nature d'esprit vers l'empirisme, les Allemands rattachent leurs idées, sur toutes les questions, à une philosophie générale de l'homme et de la nature.

Le système auquel Marx a laissé son nom, mais

qui est autant l'œuvre d'Engels que la sienne propre, n'est pas sorti tout armé de leurs cerveaux, bien qu'il soit admirablement lié. Il a ses racines dans le socialisme français antérieur, en partie dans Proudhon, pourtant si dédaigné par eux, dans l'hégélianisme et dans l'observation des classes ouvrières en Angleterre. Mais ce système présente une unité parfaite. A Hegel, ses auteurs ont emprunté la formule d'évolution, de devenir perpétuel. Il n'y a rien de fixe, de sacré, d'immuable dans l'humanité, non plus que dans l'univers : famille, propriété, religion sont toujours en métamorphose. La loi de ces changements doit être recherchée non dans des idées, mais dans la constatation des faits matériels, dont les idées ne sont que le reflet dans l'esprit de l'homme ; et par là le marxisme substitue à l'idéalisme de Hegel le matérialisme de Feuerbach. La réalité pour l'homme, ce sont ses premiers besoins économiques. Son intérêt suprême, primordial, consiste dans la satisfaction de ces besoins. C'est la lutte pour la vie, comme l'a prouvé Darwin pour le monde animal, lutte entre les peuples, les classes et les individus, lutte tantôt sourde et sournoise, tantôt éclatante, mais presque toujours impitoyable, amère, méchante, qui est le mobile de l'évolution, le premier facteur du progrès.

Au fond de toute sociologie, il y a une psychologie. Celle de Marx est aux antipodes de la croyance de Rousseau en la bonté native de l'homme ; elle se rapproche de la thèse de ce dédaigneux aristocrate, La Rochefoucauld, lorsqu'il

ramène tout à l'intérêt. Vous feriez hausser les épaules à un marxiste, si vous lui disiez que la question sociale est au premier chef une question morale. Cette thèse caractérise le socialisme utopique, chrétien, philanthropique. Le marxisme toutefois, ne fait pas profession d'immoralité, il est simplement *amoral*, au même titre que l'économie politique. Il ne prêche pas ce qui devrait être, il se borne à constater, à interpréter ce qui est.

La lutte universelle, inévitable, des intérêts crée des unions, des groupes d'intéressés, des classes sociales, en conflit les unes avec les autres, pour s'emparer du pouvoir, afin de favoriser leurs intérêts économiques aux dépens des autres classes. C'est à Augustin Thierry, à Guizot, que Marx a emprunté sa théorie de la lutte des classes : ces historiens ont prouvé que tout le développement de l'histoire depuis la fin du moyen âge se ramène à l'antagonisme de la bourgeoisie et de la noblesse et s'achève par la victoire de la première. Depuis 1830, la bourgeoisie voit se dresser en face d'elle une classe nouvelle, celle des prolétaires, créée par la grande industrie. Notre état social actuel, caractérisé par cette lutte toujours grandissante, porte dans ses flancs une société nouvelle, car la lutte amènera des transformations économiques, et celles-ci dominent en général et modifient profondément la vie intellectuelle, juridique, religieuse et familiale.

Comment s'est formée la classe prolétaire ? Autrefois, avec le système du petit atelier, la produc-

tion était individuelle, ainsi que le profit. Le machinisme, résultat des progrès de la science, a créé la grande industrie qui s'organise dans des proportions de plus en plus vastes, se centralise en syndicats de patrons, en *trusts*. La petite industrie, les patrons indépendants sont condamnés à disparaître. La production est aujourd'hui collective, mais la répartition demeure individuelle. Les profits, œuvre du travail de tous, s'accumulent entre les mains de quelques-uns. Toute la richesse s'assemble à un pôle, toute la misère à l'autre. L'industrie, en effet, crée à la fois la féodalité financière et prolétarise les masses, réduites à leurs salaires, exposées au chômage, résultat des crises de surproduction, à la concurrence des femmes et des enfants, des sans-travail, sorte d'armée de réserve qui empêche les salaires de monter. Quand cette évolution sera arrivée à sa dernière période, la petite et moyenne bourgeoisie aura disparu. Il ne restera plus qu'une infime minorité de riches, et quels riches ! détenant presque tout le capital d'un pays, en présence des masses paupérisées, formant la presque totalité de la société et en possession de la force publique, grâce au système démocratique, au suffrage universel. Le résultat n'est pas douteux : les expropriateurs seront expropriés.

Marx analyse cette évolution dans son livre *le Capital*. Il ramène tous les problèmes à un seul, la formation du *Capital :* le socialisme scientifique est, avant tout, une théorie sur l'origine du capital. Il distingue deux choses que l'économie politique, avec Adam Smith et ses successeurs,

considère comme identiques : le Capital et le Travail.

Il prétend établir que dans le passé le capital est le résultat de la spoliation des paysans et du pillage des colonies, que dans l'ère présente il est formé des profits réalisés par le non-paiement d'une certaine quantité de travail de l'ouvrier, par une *plus-value représentant un surtravail*. Le patron paie à l'ouvrier ce qui lui est strictement nécessaire pour se nourrir, valeur représentée par exemple par huit heures de travail, et, pour réaliser un bénéfice, une plus-value, il le fait travailler dix, onze, douze heures et au delà. Ce surtravail n'est que l'ancienne corvée alourdie et déguisée, d'où l'analogie du salariat et du servage. La limitation de la journée à huit heures, avec un minimum de salaire, serait un prélude au socialisme, en atténuant le surtravail, et en ralentissant l'accumulation.

Pour établir cette thèse, Marx prétend prouver mathématiquement que la valeur de tout objet est le résultat du travail de l'ouvrier, « que tout produit économique est uniquement une masse définitive de travail congelé ». Nous aurons occasion de revenir sur la discussion de cette théorie, noix si dure que presque tous les exégètes s'y sont cassé les dents.

Reprenons point par point la conception historique de Karl Marx pour l'examiner de plus près.

L'évolution ne peut se nier. Le droit de propriété n'a rien de fixe, d'immuable : il a été soumis à des restrictions de toute nature, mais il

reste à déterminer dans le passé et le présent le sens de cette évolution.

La *lutte des classes* remplit l'histoire. Mais est-elle aussi constante, aussi aiguë, aussi acharnée que le prétendent les marxistes? Il n'est pas d'exemple d'une classe au pouvoir qui n'en ait usé et abusé au profit de ses intérêts. Les socialistes dans les municipalités suivent cet exemple. Peut-on dire, toutefois, que la bourgeoisie n'ait rien fait pour l'émancipation de la classe ouvrière, soit par crainte, soit par sympathie, soit par devoir? Guizot, l'incarnation du régime bourgeois, auquel on a tant reproché le mot : « Enrichissez-vous ! » s'est montré promoteur zélé de l'instruction populaire en France. Une partie de la noblesse a collaboré à la Révolution de 1789; de même, des bourgeois ont été les premiers à répandre le socialisme et se sont mis à la tête du mouvement d'émancipation du prolétariat. — Et maintenant, par un juste retour, les apôtres les plus fervents de la guerre des classes, sans trêve et sans merci, voient se tourner leur propagande contre eux. Nous avons assisté au Congrès de Londres, nous assistons tous les jours à une lutte de classes au sein même du parti socialiste[1], ouvriers manuels contre socialistes bourgeois, qui portent les stigmates de la bourgeoisie, mains non calleuses et existence indépendante. Oui, nous voyons parmi les socialistes eux-mêmes se dessi-

1. Voir l'étude de M. Hamon, *Le Socialisme et le Congrès de Londres*.

ner nettement le vrai caractère du socialisme : *la révolte des bras contre les têtes.*

Il n'existe plus de classes au sens ancien, plus de catégories sociales, enfermées dans les barrières de la profession, avec interdiction du mariage, de l'une à l'autre. Les marxistes prennent le mot de classe dans un sens purement économique, et ils affirment que nous marchons, par suite du développement de la grande industrie, à la constitution de deux classes uniques, une infime minorité de Rothschild et de Vanderbilt, en présence d'une armée immense de prolétaires sans feu ni lieu. Or, jusqu'à présent, l'effet de la civilisation a été, non de restreindre, mais de multiplier les classes économiques, par le jeu naturel de la division du travail. On compte plus de classes dans nos sociétés occidentales que chez les Slaves, par exemple, ou les Bulgares qui n'ont guère d'industrie et pour ainsi dire pas de bourgeoisie. Que de couches sociales distinctes dans une ville comme Londres ou comme Paris? On invoque la concentration croissante de la grande industrie. Mais les grandes entreprises sont faites en partie de petites épargnes qui prennent de plus en plus la forme de l'association, de la coopération, de la mutualité. Comme l'a rappelé M. Deschanel, dans son éloquent discours de Carmaux, la dispersion de la fortune mobilière est beaucoup plus grande que ne le disent les théoriciens socialistes. Entre les féodaux de la finance et les prolétaires « sans feu ni lieu », il existe une foule de situations intermédiaires. M. de Foville, dans son enquête sur les

habitations en France, établit que la proportion des maisons habitées par leurs propriétaires est de 64 p. 100 dans les communes de deux mille âmes et au-dessous : à Paris, elle n'est pas moins de 26 p. 100.

Les socialistes attribuent en partie les maux dont souffrent les classes ouvrières à la concurrence. Ils n'en signalent que les inconvénients. Mais la concurrence existe aussi bien entre les acheteurs de travail qu'entre vendeurs. Elle a pour résultat la baisse des prix et par suite l'augmentation de la puissance d'achat.

Au reste, il ne s'agit pas d'opposer à une thèse pessimiste, une thèse optimiste, que l'on pourrait aussi bien appuyer par des statistiques partielles sur la hausse des salaires dans certaines industries, sur la diminution de la mortalité, etc. Nous ne voulons invoquer que des faits reconnus, *proclamés* par les socialistes de bonne foi. On a publié en Allemagne les statistiques officielles de l'impôt sur le revenu dans quelques grandes villes, d'où il résulte qu'une sorte de *classe moyenne* tend à se développer parmi les ouvriers : de 1884 à 1892, les revenus de 600 à 800 marks sont devenus moins nombreux, et les revenus de 801 à 1.200, et de 1.201 à 2.500 marks ont monté. Et la *Leipziger Volkszeitung*[1], dirigée par le Dr Schœlank, un des protagonistes de la *Sozial Démocratie* allemande, et l'un des journaux du parti démocrate socialiste les plus répandus, constate que la situation singuliè-

1. Article du 5 novembre 1896.

rement améliorée que révèlent ces chiffres existe réellement, qu'elle est le résultat non d'une évolution nécessaire, mais des propres efforts des ouvriers. Engels reconnaît le même fait pour les *Trades Unions* anglaises. Le *Journal de Leipzig* conclut en ces termes : *La démocratie socialiste n'est pas le produit de la misère et du désespoir, mais elle est le résultat de la conscience que possède de sa force une classe qui monte, et de là vient sa puissance. Les révolutions tentées par des classes en décadence ne peuvent aboutir.*

Autrement dit, le socialisme est la manifestation évidente d'un progrès de bien-être et d'instruction des classes ouvrières. Le mécontentement croissant de leur situation n'a d'autre origine et d'autre levier. Que deviennent dès lors toutes les déclamations sur la misère fatalement accrue par notre société capitaliste ?

Dans l'analyse du *Capital*, Marx attribue sa formation au pillage des colonies. Or, l'Espagne a possédé, exploité de riches colonies, et elle n'est pas, sous le rapport des capitaux, la nation la plus favorisée. Le capital de la France a commencé à s'accroître considérablement, dans la première moitié du siècle, après la perte de ses principales colonies.

Le capital ne se gonflerait donc que par le *surtravail*, qui crée la *plus-value*. L'épargne, ce fruit, cet agent de la civilisation, servirait non à rémunérer des services productifs, mais à acheter du surtravail, c'est-à-dire à perpétuer le vol, en sorte qu'épargner, comme le font même les animaux,

capitaliser, serait œuvre de parasite [1]. Est-il exact que Marx, après avoir nié, dans le premier volume du *Capital*, tout rapport entre la valeur du produit et le besoin des consommateurs, et s'être efforcé de mesurer la valeur des choses d'après la durée du travail, ait déclaré, dans le troisième volume du *Capital*, que sa théorie de la valeur, pierre angulaire de son système, est une catégorie du passé, s'applique de moins en moins à partir du XVe siècle? Un marxiste auquel nous soumettions cette difficulté nous écrivait : « Le *Capital* de Marx est fondé sur l'hypothèse que tous les mouvements se font automatiquement et complètement. C'est ainsi qu'en économie politique, on parle du monopole, du marché, etc. On suppose pour la commodité du raisonnement, que les choses se passent toujours de la même manière. » On n'arrive ainsi qu'à des à peu près, on se contente d'indiquer les tendances dominantes. Au reste, Marx, a dit Liebknecht, est comme la Bible, on l'interprète dans les sens les plus opposés. M. Sombart rapporte que Marx aurait dit un jour : *Moi, je ne suis pas marxiste* », déclaration peu flatteuse pour l'intelligence de ses disciples. Il y a en réalité trois doctrines dans le marxisme. Une doctrine *hermétique*, que possédaient seuls ses auteurs, et dont M. Kautsky, le grand théologien marxiste, le directeur de la *Neue Zeit*, est peut-être demeuré un des seuls dépositaires, — en

1. *Le socialisme et la science sociale*, par G. Richard (F. Alcan, éditeur, 2e éd., 1900).

admettant même qu'il le soit, et qu'Engels n'ait pas emporté le secret dans la tombe, — une doctrine *ésotérique* que commentent un petit nombre de docteurs et de disciples ; enfin une doctrine *exotérique*, pour la propagande et les réunions publiques, et qui ne s'accorde pas toujours avec la précédente.

Mais cette dernière est merveilleusement combinée, de manière à laisser une impression profonde sur un auditoire d'ouvriers de fabrique. Elle met le destin au service de leur cause. Leur émancipation sera le résultat d'un développement historique fatal. Ils succéderont à la bourgeoisie, de même que la bourgeoisie a succédé à la noblesse. Le jeu naturel de la concentration industrielle accroît chaque jour leur nombre et augmente leurs forces, en même temps que leur misère. Les prolétaires de tous les pays n'ont qu'à s'unir, à s'organiser en parti de classe, à appliquer chaque jour, sans faiblesse et sans compromis, le principe de la *lutte des classes*, à s'emparer enfin des pouvoirs publics, pour hâter leur délivrance finale, qui sera celle de l'humanité tout entière.

Les doctrines marxistes, qui forment la charte du socialisme allemand, se sont répandues dans tous les pays civilisés et servent de programmes à des partis bien organisés. M. Guesde a commencé à les prêcher dans les milieux ouvriers à partir de 1877 ; M. Gabriel Deville a publié en 1883 un résumé du premier volume du *Capital*. M. Guesde et ses amis ont élaboré, en s'inspirant des conseils

de Karl Marx, le programme du premier parti ouvrier organisé en France. L'Internationale avait donné un grand prestige au nom de Marx, et les victoires allemandes de 1870-1871 nous avaient rendus d'ailleurs idolâtres de tout ce qui venait d'Allemagne, organisation militaire, universitaire, socialiste, etc.

Le socialisme idéaliste. — Le marxisme est profondément empreint d'esprit germanique, et il porte en outre la trace indélébile du temps où il a été conçu. Au même titre qu'en France la politique de Morny, la philosophie de Taine, la littérature de Flaubert, la peinture de Courbet, il rend témoignage, dans un autre ordre d'idées, de la dure et froide réaction qui commence en 1850, après les déceptions de 1848, contre le romantisme dans tous les genres. Cette réaction a été prépondérante jusque vers 1885. On s'est fatigué à la longue du réalisme, parfois si brutal dans les exagérations des disciples. Les idéalistes ont songé à prendre leur revanche à leur tour; ainsi les symbolistes ont prétendu supplanter l'école du plein air. Enfin la querelle de la science et de la foi s'est transportée dans le petit monde socialiste. De même que les fervents de M. Zola se séparèrent avec éclat du maître, — Benoît Malon, MM. Rouanet, Fournière, Veber rompirent avec l'école de Marx vers 1885-1886, et en donnèrent les raisons dans la *Revue socialiste*. Cette philosophie représentait à leurs yeux un matérialisme vieillot. Ainsi que le rappelle M. Albert Ri-

chard[1], Marx a opposé un réalisme prolétarien au réalisme des économistes bourgeois. Le socialisme français a des aspirations plus élevées : il prétend rester fidèle à sa glorieuse tradition révolutionnaire, à ses idées de liberté, de fraternité, de justice, dont Marx se raillait, tout en leur donnant satisfaction par une voie détournée. D'une manière ou de l'autre, il faut toujours persuader aux foules que leur cause est celle de la justice, qu'il ne s'agit que de mettre la force au service du droit. Sans se séparer de Marx sur tous les points, les idéalistes revendiquent pour le socialisme français la gloire d'avoir le premier formulé des doctrines essentiellement collectivistes, et ajouté la générosité à la science. Ils refusent « plus que jamais de considérer leur doctrine comme née uniquement d'une transformation de l'outillage industriel[2] ».

Le restaurateur le plus important de l'idéalisme fut Benoît Malon ; ancien membre de l'Internationale et de la Commune, Malon, comme le rappelait récemment M. Fournière, a suscité une préoccupation nouvelle ou plutôt oubliée dans le socialisme. Il a concilié l'idéalisme exclusif des socialistes de la première période, et le réalisme non moins exclusif de ceux de la seconde. Dans son *Socialisme intégral*, il aperçoit le progrès des idées sociales chez nombre d'écrivains du siècle.

1. *Le réalisme socialiste et l'idée du droit. Revue socialiste* de décembre 1896.
2. Article de M. Fournière, *Revue socialiste* de septembre 1896.

Il adopte la théorie de Marx sur l'évolution économique, mais il appuie cette évolution par une théorie du progrès dans le sens de l'altruisme, selon Auguste Comte. Sorti des rangs les plus humbles du prolétariat, Malon était personnellement un brave homme, un esprit vague et laborieux, qui s'était forgé une meilleure idée de la nature humaine que Karl Marx.

Un jeune néophyte, M. Jaurès, dans sa thèse latine de doctorat soutenue en Sorbonne (1891), après avoir étudié le socialisme allemand, voyait se refléter dans le socialisme français de Benoît Malon « l'humanité tout entière ». Contre son ami d'alors, M. Lafargue, il a exposé une conception idéaliste du développement de l'histoire, sinon en opposition, du moins en complément à la doctrine matérialiste de Marx. Selon la méthode de Hegel, il a fait la synthèse des contradictoires.

Mais les marxistes ont toujours poursuivi par le fer et le feu les socialistes dissidents, non moins méprisés, non moins maltraités par eux que les représentants de l'économie politique « bourgeoise ». Marx leur a transmis toute l'âpreté d'une science orgueilleuse et d'un tempérament dictatorial. M. Brousse, docteur en médecine, a beau se déclarer matérialiste, expérimental, antisentimental, il est qualifié de défroqué de l'anarchisme, et son parti, de « clique » par M. Gabriel Deville. Le caractère de M. Brousse, dans les brochures marxistes, est aussi vilipendé que son système. En réponse à Benoît Malon, auquel il échappa de traiter un jour les doctrines de M. Guesde de

socialisme « du ventre », M. Gabriel Deville[1] tourne en dérision l'auteur du *Socialisme intégral*, « qui veut éternuer plus haut que son nez ». Il compare Benoît Malon, cherchant à compléter Marx, à ces bandagistes qui ornent, à leur étalage, d'une façon burlesque, les belles statues antiques d'appareils herniaires ; il juge enfin le socialisme idéaliste de Malon bon tout au plus pour les francs-maçons et les spirites.

On pense bien que les amis de Benoît Malon n'ont pas laissé de pareilles attaques sans riposter. M. G. Renard, dans la *Revue socialiste*[2], se gausse à son tour de M. Gabriel Deville et des marxistes. Il retourne contre la plupart d'entre eux le mot méprisant de M. Guesde à ses adversaires bourgeois : *Instruisez-vous*. « Le premier volume du *Capital*, écrit M. Renard, est seul traduit en français, et ceux qui se recommandent de la pensée de Marx — auxquels ne manquent ni la connaissance de l'allemand, ni l'argent pour faire les frais d'une édition — laissent attendre le même honneur au IIe volume depuis des années, et au IIIe depuis des mois ; en sorte que le livre est plongé aux deux tiers dans l'ombre mystérieuse du sanctuaire. Même parmi les docteurs, le nombre de ceux qui ont lu Marx d'un bout à l'autre est restreint. La plupart ont les yeux de la foi pour suppléer à une familiarité réelle avec le texte sacré. » M. Renard rappelle à M. Deville qu'il a

1. *Principes socialistes*. Giard et Brière, 1896.
2. *Revue socialiste*, mai 1896.

chanté les louanges de l'intérêt : « l'intérêt qui est le point de départ de tous les actes de l'homme, qui régit *tous les rapports de l'individu* avec le milieu ambiant » ; il lui rappelle son dédain transcendant pour le droit, la fraternité et autres blagues bourgeoises, pour la morale et autres principes mirobolants. Quel reproche adresser dès lors à l'égoïsme bourgeois? c'est réduire le socialisme à une question de force. M. Gabriel Deville fait toutefois dans son dernier volume[1] quelques concessions aux idéalistes. Il consent à ce que « l'esprit de justice et le sentiment soient utilisés comme mobiles d'action ». Mais ce n'est là qu'un expédient.

Nous n'avons point à prendre parti dans cette querelle. Nous donnerions toutefois la préférence aux matérialistes, sans attacher d'ailleurs à ce mot aucun sens défavorable. Il est impossible de discuter avec les idéalistes : on peut contester des faits, mais non des sentiments. Nous sommes pleinement d'accord avec M. Sorel, un théoricien marxiste des plus compétents, lorsqu'il met les socialistes en garde contre la prédication des idéalistes[2]. « Ces meneurs, dit-il, se contentent de troubler la raison populaire par leurs illusions, leurs promesses, leurs revendications ; et quand l'enthousiasme a rendu les hommes incapables de raisonner, ils se lavent les mains du sang versé, et parlent de la pureté de leurs intentions. Il est

1. *Principes socialistes*, p. 6.
2. *Devenir social*, novembre 1896, p. 934.

difficile qu'une révolution idéaliste ne soit pas sanguinaire. Nous autres, nous sommes pour une révolution fondée sur la connaissance du possible, et une pareille transformation ne comporte point de prescriptions. » — Nous doutons seulement que les marxistes militants soient aussi modérés que M. Sorel. Le vieil esprit marxiste était plein de fureur révolutionnaire, mais du moins la violence de ses actes eût été en harmonie parfaite avec sa philosophie, qui se rit du droit, de la justice, de la fraternité, « et autres principes mirobolants », et ne songe qu'à mettre la force au service de l'intérêt, afin de hâter l'évolution fatale.

Mais il ne faudrait pas attribuer trop d'importance à ces querelles théoriques. Nous fûmes frappé de l'air dédaigneux, presque méprisant, avec lequel un des chefs du socialisme allemand, M. de Volmar, prononçait un jour devant nous ce mot *theoretisch* ; il y mettait un accent tout particulier. Nous avons entendu de même, dans des congrès, d'autres chefs faire bon marché des doctrines. Les discussions purement doctrinales n'ont jamais amené de scissions dans les partis, ou du moins elles en ont été le prétexte plutôt que la cause véritable. La contradiction des doctrines n'a pas empêché M. Gabriel Deville et M. Renard de voter d'accord au Congrès de Londres. M. Jaurès n'a même pas pris la peine de défendre contre M. Deville la mémoire de Benoît Malon, et il a fait, dans la *Petite République*, un éloge magnanime de son livre *Principes socialistes*. Les vraies causes de division dans le monde socialiste, ce sont les

rivalités de personnes, les questions de tactique et de discipline, surtout en matière électorale; et les sectes militantes ne correspondent pas exactement aux sectes doctrinales. Bien plus, les nécessités de tactique altèrent les théories, les relèguent au second plan.

Les marxistes adoptent de plus en plus la méthode allemande. La thèse de Marx, quand on la comprend bien, est plus *évolutive* que *révolutionnaire*. Elle repose sur cette conception historique que les révolutions se font, mais qu'*on ne les fait pas*. Ils condamnent, excommunient, comme ils l'ont fait au Congrès de Londres, toute action révolutionnaire dans les moyens employés, et cela dans l'intérêt du but révolutionnaire qu'ils poursuivent. La conquête *légale* des pouvoirs publics est aujourd'hui le point essentiel de leur programme, et cet exclusivisme les différencie des autres partis socialistes, blanquistes, syndicaux, anarchistes. Devant le nombre croissant des voix socialistes, il faut que la bourgeoisie répète avec désespoir le mot fameux d'Odilon Barrot : *La légalité nous tue*. Une fois constitué par la majorité, le régime socialiste deviendra invincible.

La question agraire. — Les nécessités de cette tactique tendraient à écarter des marxistes les ouvriers des grandes villes les plus imprégnés de la tradition révolutionnaire insurrectionnelle, et à rapprocher les premiers des paysans, dont le concours électoral est indispensable.

Le marxisme est une théorie collectiviste exac-

tement taillée sur mesure pour les ouvriers de la grande industrie, pour le prolétariat des grandes villes qui, sans propriété, sans foyer, restent actuellement sous un régime communiste oppresseur, auquel il s'agit de substituer un régime communiste libérateur. Avant qu'ils n'aient pénétré dans les corps élus, les marxistes étaient hostiles à l'action politique, répudiaient l'action parlementaire, proclamaient l'impuissance des méthodes pacifiques : le terme de candidat était dans leur bouche une injure. Il n'était question pour eux que de la lutte économique, de l'organisation syndicale. Aujourd'hui, ils rejettent cette lutte au second plan, condamnent la grève générale : grèves et syndicats n'ont plus pour eux qu'une importance secondaire. M. Kautsky, dans la *Neue Zeit*, critique à ce point de vue le dernier livre de M. Deville. Ce qui est pour les marxistes français plus essentiel que d'enrégimenter des syndicats, c'est de recruter des électeurs. Aussi, ont-ils perdu tout contact avec une partie des syndicaux, qui ne voient plus en eux que de simples politiciens, et qui se rapprochent des blanquistes, voire des anarchistes, fidèles à la tradition révolutionnaire.

Il s'agit de conquérir les paysans avec lesquels on peut tout, sans lesquels on ne peut rien. C'est la question vitale. Mais voici la difficulté. Marx admettait que la propriété paysanne suivait le même développement que la propriété industrielle, et que le cours des choses amènerait fatalement la disparition du petit paysan, ce rempart

de l'ancienne société. Mais, du moins en France, nous sommes loin de cet état de choses s'il doit jamais s'accomplir, et le collectivisme cher aux ouvriers ne suscite aucun enthousiasme chez les petits bourgeois et les petits paysans. Les socialistes, tant idéalistes que matérialistes, sont obligés de tenir grand compte de ce fait. Ils se présentent à la campagne en défenseurs de la petite propriété contre la grande. Est-il vrai que M. Guesde ait dit un jour : « La solution de la question sociale est le morcellement du sol[1] ? » Du moins le propos cité dans un journal n'a pas été démenti. Mais alors quelle hérésie collectiviste ! M. Gabriel Deville n'a jamais varié dans la confiance qu'il a en la disparition de la petite propriété, par suite de l'évolution économique. Mais il voulait autrefois hâter cette évolution, il ne parle plus aujourd'hui que de la ralentir. Il écrivait en 1883, dans l'introduction à son résumé du *Capital* de Karl Marx, page 15 : « La petite propriété rurale est vouée à la disparition ; mais sa fin inévitable sera d'autant moins ruineuse pour les intéressés directs et pour la nation, qu'on préviendra plus tôt ce qui ne saurait être esquivé. » Il écrit en 1896, dans ses *Principes socialistes*, page 55 : « On ne gagne pas la masse en poussant à la roue, pour hâter l'expropriation, la prolétarisation des paysans sans lesquels on ne peut rien. » Et l'on sait qu'au Congrès de Marseille, en 1892, *le parti ouvrier français*, grâce à l'action

1. Cité par M. Gide. *Le néo-collectivisme* (*Revue d'économie politique*, mai 1894).

de M. Lafargue et de M. Guesde, et en présence de Liebknecht, qui n'a pu obtenir de son parti, malgré son autorité, la même contradiction à Breslau, a élaboré un programme agraire en opposition formelle aux *principes* marxistes — cela, au grand scandale de Engels encore vivant et de M. Kautsky, qui reprochaient à leurs amis français leur inconséquence, leurs emprunts au programme réactionnaire qui ne vise qu'à la consolidation de la petite propriété. En sorte que M. Deville, qui se moque si fort de M. Benoît Malon, lorsqu'il complète la belle statue marxiste de bandages herniaires, semble lui-même l'affubler de gros sabots garnis de clous, au lieu du cothurne ailé. En réalité, il récuse absolument, en matière rurale, l'autorité de Marx et d'Engels. De même, lorsqu'un autre théoricien marxiste, M. Bonnier, vante dans la *Neue Zeit* l'excellence d'un programme agraire qui favorise la conquête des municipalités, M. Kautsky lui fait remarquer dans une note, qu'il s'agirait non d'inventer un programme qui permet d'obtenir les voix des petits propriétaires paysans, mais de gagner, au contraire, ces mêmes propriétaires paysans à un programme *nettement collectiviste*, ce qui est infiniment plus malaisé, et à vrai dire impossible. Et l'on voit à quel point les exigences de la tactique rejettent les théories à l'arrière-plan.

Le communisme. — Toutes les écoles vraiment socialistes proclament que le collectivisme est le but final auquel nous conduit le développement

industriel. Il faut bien comprendre leur théorie. Il ne s'agit pas d'un plan de reconstitution sociale, de réforme législative, mais de *prévision sociologique*. C'est ce que M. Gaston Richard a fort bien mis en lumière dans un livre récent[1]. Nous reproduisons sa définition du socialisme, en la modifiant légèrement : « *Le socialisme est une analyse de l'évolution économique passée et présente, et la prévision qu'on en tire de l'avènement d'une société sans concurrence, grâce à une organisation de la production sans entreprise capitaliste et à un système de répartition où la durée de travail serait la seule mesure de la valeur.* »

Le Communisme a été très répandu dans le passé ; le Paraguay, l'ancien Pérou nous ont laissé des modèles d'organisation collectiviste. La propriété commune existe encore dans des sociétés barbares et à demi civilisées. De nombreux essais communistes ont été tentés dans ce siècle avec des succès divers, généralement mauvais, particulièrement en Amérique, mais grâce à la libre initiative et sur une échelle restreinte. Toutefois des échecs partiels ne prouvent rien contre la vérité ou la fausseté de la thèse. De même en chimie industrielle, comme le remarque M. Gaston Richard, on compte vingt essais sur une formule exacte, avant d'arriver à l'application. De ce que nous ne connaissons rien d'analogue au grand

1. *Le socialisme et la science sociale*. Paris, F. Alcan, 2e éd., 1900. Il ne faut pas confondre M. Gaston Richard et M. Albert Richard, l'ancien ami de Bakounine, que nous avons cité plus haut.

collectivisme agricole et industriel que nous annoncent les socialistes, ils ne s'ensuit pas qu'il ne puisse exister.

Mais sur quoi se fondent les socialistes pour le concevoir comme inéluctable ? D'une part, sur les maux croissants, d'après eux, que la propriété privée et la concurrence infligent à la société actuelle; d'autre part, sur la thèse de Vico, des *ricorsi*, du progrès conçu sous forme de circuit, de longue spirale, de retour à un passé lointain, à des formes primitives, mais infiniment perfectionnées par la technique de l'industrie moderne [1].

Quant à la forme que pourra prendre cette société collectiviste, il règne à ce sujet une grande indécision et de grandes contradictions entre les sectes.

Marx y a fait à peine quelques allusions, et les marxistes se montrent, en général, très sobres sur la société de l'avenir. Et cela logiquement : puisqu'il ne s'agit pas de constructions *a priori*, ces formes seront déterminées par l'évolution ultérieure. Ils nous affirment seulement que, dans cette société privée de classes, tout le monde se trouvera fort à l'aise. Espérons-le!

Les idéalistes se donnent libre carrière. M. Jaurès, tout en reconnaissant qu'on ne peut rien affirmer de précis, s'est amusé à esquisser dans la *Revue socialiste* tout un plan d'organisation future,

1. Voir, dans le *Devenir social* de 1896, une savante étude de M. G. Sorel sur Vico.

et cela nous fait songer au mot de Bouvard à Pécuchet : « *Crois-tu que le monde va changer, grâce aux théories d'un Monsieur ?* » Les portes de la société collectiviste apparaissent à M. Jaurès plus belles encore que celles du baptistère de Florence. Ces mêmes portes, aux yeux de Proudhon, ressembleront fort à celles de l'*Enfer* du Dante : « *Vous qui entrez, quittez toute espérance.* » Proudhon et M. Jaurès parlent de ce qu'ils ignorent. Nous pouvons seulement être assurés que les hommes ne vivront ni dans un paradis ni dans un enfer.

Sans nous poser en prophète, il nous est permis d'envisager, sinon les impossibilités, du moins quelques-unes des difficultés d'une organisation collectiviste.

Difficultés *économiques*. Supposons résolue, soit par indemnité, soit par violence, la question pourtant si ardue de l'expropriation. Les socialistes signalent comme l'un des plus grands maux de la société actuelle l'accumulation des capitaux, et pour y remédier, ils veulent les concentrer entre des mains uniques, celles de l'Etat, ou de la société, comme ils disent. Mais de deux choses l'une : si la consommation est immédiate, il en résultera un appauvrissement général et la plus âpre concurrence. La Russie, l'Inde, où la propriété est organisée d'une façon communiste, et où l'épargne n'est point répandue, sont les plus éprouvées par les famines, les épidémies. Si la société veut épargner, alimenter, accroître le capital, les travailleurs ne toucheront plus le produit intégral

de leur travail et les retenues que prévoyait Marx ne seraient peut-être pas moindres que celles que l'ouvrier doit subir dans la société actuelle. Nous avons vu par un exemple récent (le *Vooruit* de Gand) que le surtravail existe aussi dans les organisations socialistes, au profit, il est vrai, de la communauté. — L'organisation du travail ne présenterait pas moins de difficultés que l'entretien et l'augmentation du capital. Sera-t-elle syndicale, communale, nationale, internationale? Les anarchistes décentralisateurs ne s'entendent pas sur ce point avec les marxistes. La question des travaux répugnants par corvée implique l'intervention de l'autorité, non moins que la distribution des produits.

Point d'organisation sans direction. Les socialistes nous disent, c'est la formule consacrée : *Au gouvernement des personnes nous substituerons l'administration des choses.* Mais comment séparer les choses des personnes, étant donnée la nécessité de la contrainte? Pour remplacer l'initiative privée, dans la production et la répartition des richesses, il faudra un nombre considérable de fonctionnaires. Ils seront nommés à l'élection et toujours révocables. A la concurrence économique succédera la concurrence électorale, déjà si âpre entre les socialistes, et qui le deviendra d'autant plus que toute autre forme de concurrence aura disparu. Sera-ce seulement une lutte pour la prééminence entre les plus capables? Mais ils n'auront pas plus de pouvoir et de considération, et beaucoup plus de soucis et de responsabilité. S'ils

veulent innover, améliorer, ils devront lutter contre la routine des foules. Et cela nous laisse soupçonner les difficultés *politiques* du socialisme.

Elles se ramènent en dernière analyse à des difficultés *psychologiques*. Le socialisme implique non seulement un changement de l'ordre économique, mais aussi, ce qui est tout à fait problématique, une transformation de la nature humaine. En effet, le plus puissant motif d'action, l'intérêt personnel, sera singulièrement atténué. Actuellement, le plus fort stimulant d'activité, de progrès, vient du désir d'améliorer sa condition personnelle, celle de sa famille et de ses enfants, et plus on y réussit, plus on déploie de zèle. Mais dans la société communiste, les conditions sont égales, la famille n'existe plus, les enfants restent à la charge de la communauté. Le ressort unique sera donc la chose publique, l'opinion, le devoir de travailler au profit général, sentiments qui se rencontrent assurément dans la société actuelle, mais qui sont plutôt un obstacle à mal faire qu'une incitation permanente à bien faire[1].

Ces difficultés n'existent pas pour les anarchistes, qui croient avec Rousseau à la bonté native de l'homme et mettent toutes ses imperfections sur le compte de la propriété privée. Les idéalistes ont foi au progrès moral. Mais les marxistes font peu de cas de la théorie spencérienne de l'altruisme transmis de génération en génération, et nous ne voyons pas bien comment

1. Stuart Mill. *Essai sur le socialisme.*

ils peuvent concevoir une solution de la difficulté. *Fata viam invenient.*

En dernière analyse, toute prévision sociologique à longue échéance est absolument vaine. Il y aura des changements, mais nous ne pouvons dire lesquels : nous ne sommes pas sûrs, malgré les affirmations des socialistes, que le nombre de ceux qui veulent renverser notre société soit plus nombreux que ceux qui ont intérêt à la maintenir en la réformant. S'il est vrai que la coopération puisse atténuer la concurrence, que l'inégalité des fortunes soit tempérée par la baisse croissante du taux de l'intérêt, que la propriété privée soit un privilège qui aille se généralisant, se démocratisant, le collectivisme est encore loin de nous. Quoi qu'il en soit, toute société a besoin d'être organisée, tout individu a besoin d'être libre, et les arrangements sociaux sont obligés de satisfaire tant bien que mal à cette double exigence. Une société moderne ne comportera jamais longtemps ni liberté absolue, ni servitude absolue. Enfin il y a eu, il y aura sans doute encore des révolutions, des translations de propriété, des déplacements d'abus, au profit tantôt de la minorité, tantôt de la majorité; il n'y aura jamais de grands changements, car on se heurtera toujours aux limites infranchissables de la nature humaine.

CHAPITRE III

LA CRISE DU SOCIALISME
LA FIN D'UNE DOCTRINE

L'entrée de M. Millerand, socialiste collectiviste, dans le ministère de M. Waldeck-Rousseau, a causé une scission dans le groupe de l'Union socialiste à la Chambre; un congrès a réuni pour la première fois toutes les sectes rivales du socialisme français, afin de décider entre la politique opportuniste de M. Millerand et de M. Jaurès, traitée de duperie par leurs adversaires, et la politique plus intransigeante, plus fidèle à la tradition révolutionnaire, de M. Guesde et de M. Vaillant, sans que l'un ni l'autre parti ne nous semblent d'ailleurs susceptibles de se soumettre aux décisions de la majorité.

En acceptant un portefeuille des mains de M. Waldeck-Rousseau, M. Millerand a tranché de sa propre autorité une question de haute importance : quelle doit être l'attitude du parti socialiste vis-à-vis des autres partis; dans quelles circonstances peut-il s'allier avec eux; et, plus que l'alliance, la collaboration est-elle permise? Cette

question de tactique est l'objet de discussions interminables parmi les socialistes allemands soucieux de mettre d'accord les principes et la pratique. La polémique engagée à ce sujet au Congrès de Stuttgart s'est continuée dans la presse et les revues à l'occasion des articles de M. Bernstein, et d'un livre [1] du même auteur, peut-être la publication la plus importante depuis le *Capital* de Karl Marx. M. Bernstein prétend établir l'impuissance, la caducité de l'esprit révolutionnaire ; il veut prouver que le socialisme entre dans la phase d'adaptation à la société actuelle, et d'exploitation. Examiner les opinions de M. Bernstein, c'est parcourir le cercle d'idées, de tendances contradictoires où se meut le socialisme contemporain, assister à l'agonie de la plus importante doctrine du siècle, celle de Karl Marx, dominante pendant les trente dernières années en Allemagne, et dont les vues fondamentales ont été adoptées, avec plus ou moins de rigueur, par les partis socialistes dans tous les pays.

I

Le marxisme a pour caractère essentiel d'opposer le socialisme scientifique au socialisme utopique : avant de construire des théories,

1. *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie* (*Les hypothèses du socialisme et les tâches de la démocratie socialiste.*) Stuttgart, 1899, Dietz.

Marx prétend observer des faits. Il introduit, avec Hegel et Darwin, la loi d'évolution dans les sciences sociales, et il en tire une conception matérialiste de l'histoire. Ce qui détermine cette loi d'évolution, ce sont les premiers besoins, car l'intérêt suprême, primordial, c'est la vie matérielle. Les rapports économiques des peuples, fondés sur la satisfaction de ces besoins, mesurent la force impulsive du devenir historique. Comme Darwin l'a démontré pour les espèces animales, Marx aperçoit avant tout, dans les sociétés humaines, la lutte acharnée pour se disputer des parts de nourriture, lutte tantôt sourde et sournoise, tantôt éclatante, presque toujours méchante, cruelle, impitoyable. Avec Hegel, avec Kant, il assigne un rôle considérable à la méchanceté, à la malveillance, dans l'œuvre du progrès social. Il est bien loin de fonder le socialisme sur un idéal de justice : les déesses de la Justice et de l'Egalité font triste figure dans la vie des individus et des peuples. Il se place aux antipodes de Rousseau et de sa thèse sur la bonté native de l'homme. Il a des affinités avec La Rochefoucauld, qui ramène tout à l'intérêt, et il ne considère, comme les économistes, que cet aspect de la nature humaine.

Les révolutions profondes au sein des sociétés sont, d'après lui, déterminées, non par le progrès des idées, mais par les modifications de l'infrastructure économique dues au perfectionnement de la production, lesquelles altèrent le rapport des classes en modifiant la puissance dont elles dis-

posent, et changent les conditions de la lutte qu'elles se livrent entre elles, jusqu'à ce que la force, accoucheuse des sociétés, décide du succès.

Toutes les révolutions modernes, d'après M. Schmoller, qui abonde ici dans le sens de Marx, tous les efforts pour constituer un droit de plus en plus égalitaire, sont les suites de la révolution économique qui, à partir du XIIIe et principalement au XVIe siècle, grâce au progrès de la navigation, à la découverte de l'Amérique et de la route des Indes, à l'invention de la poudre à canon, à l'essor du commerce, brisa la puissance de la noblesse au profit de la royauté. L'emploi des machines a détruit le régime féodal, anéanti la petite boutique patriarcale, amené le triomphe du Tiers État. Mais la vapeur, la grande industrie sont venues à leur tour diviser les producteurs en deux classes séparées de patrons capitalistes et d'ouvriers libres salariés, et les ont opposées l'une à l'autre, comme jadis la bourgeoisie à la noblesse. D'après Marx, le développement du nouveau mode de production amène ainsi un nouvel antagonisme de groupes d'intérêts, une nouvelle lutte de classes, un nouveau progrès. C'est toujours la classe la mieux adaptée au nouveau genre de production, la plus nécessaire à l'ensemble, qui finit pas s'emparer de l'État et en fait la cuirasse de ses intérêts, et cette loi de l'histoire est le gage de la victoire du prolétariat.

Examinons, à la lumière de ces idées générales, le phénomène économique essentiel de la société

moderne, la formation et l'évolution du capital et du mode de production capitaliste, et ses conséquences sociales.

Autrefois, avec le système du petit atelier, la production était individuelle, ainsi que le profit. Il n'en est pas de même avec le machinisme résultant des découvertes de la science, qui ont créé la grande industrie. Dans la société actuelle, la production est œuvre commune, et le profit, attribution individuelle. Les ouvriers ne peuvent plus posséder les instruments de production ; ils doivent vendre, pour pouvoir vivre, leur force de travail aux détenteurs du capital.

Le travail crée la valeur. Or ces masses ouvrières auxquelles est due la richesse nationale ne peuvent elles-mêmes prospérer, car l'ouvrier ne reçoit pas, dans son salaire, toute la valeur que représente le travail exécuté, mais seulement une partie, déterminée pas le prix des subsistances nécessaires à son entretien. L'entrepreneur, par exemple, lui paie huit heures de travail, quand il le fait travailler dix, onze, douze heures. C'est l'ancienne corvée alourdie et déguisée, d'où l'analogie du salariat et du servage.

Cet excédent de valeur, engendré par le travail de l'ouvrier, cette plus-value, ce profit, résultat du surtravail, du travail non payé, le capital se l'attribue ; il en consacre une partie à la vie luxueuse ; mais la plus grande partie se capitalise et rend possible et nécessaire l'extension toujours plus large de la production. Formé à l'origine par la spoliation des paysans et l'exploitation des

colonies, le capital est aujourd'hui « le vampire qui suce le sang des ouvriers ».

Avide, insatiable, il tend sans cesse à accroître sa *productivité*, à augmenter sa *plus-value*. Pour cela il a recours à deux moyens : allonger la journée de l'ouvrier, et faire usage de machines perfectionnées. La division du travail, le grand atelier, permettent d'employer des femmes et des enfants, réduisent le nombre des ouvriers occupés, forment une armée disponible de réserve industrielle soumise à toutes les exigences capitalistes. La concurrence des salaires les abaisse et les maintient au plus bas niveau possible.

Plus grande est la richesse sociale, le capital en fonction, plus grand le nombre des sans-travail et des pauvres. Plus la fortune s'accumule à un pôle, plus la pauvreté devient grande à l'autre pôle. Le progrès du capital a pour conséquence l'accroissement de la misère.

Cette paupérisation s'étend aux classes moyennes, par suite des phénomènes connexes de l'accumulation des capitaux et de la concentration des industries. La production se centralise dans un nombre toujours plus restreint d'entreprises géantes. Incapables de lutter contre cette concurrence, les petits industriels, les petits patrons tombent à leur tour dans le prolétariat. Quand cette évolution aura atteint son dernier période, la petite et la moyenne bourgeoisie auront disparu.

Mais dès lors la classe capitaliste ne sera plus capable de diriger la production. Le capitalisme, tandis qu'il accroît immensément la force produc-

tive du peuple exploité, tient au plus bas degré sa force de consommation. La grande industrie se ferme le marché intérieur, et elle est obligée de chercher des clients dans le monde entier. Les nations entrent en concurrence. L'extension des marchés ne suit point pas à pas l'extension de la production. Des crises pléthoriques se produisent. Les fabriques s'arrêtent, parce que les magasins sont encombrés de marchandises. Les ouvriers meurent de faim, parce qu'ils ont produit trop de richesses.

Les crises prouvent qu'une catastrophe est prochaine. D'après la conception matérialiste de l'histoire, une révolution sociale éclate quand les forces productives matérielles d'une société se trouvent en contradiction avec les modes de propriété au sein desquels elles se mouvaient jusqu'alors, quand le mode de propriété entrave la production. C'est le cas du régime capitaliste : son heure a sonné; les expropriateurs seront expropriés.

Les lois de la production capitaliste conduisent ainsi à la chute de l'ordre actuel et de l'État de classes, et à la domination du prolétariat éduqué, uni, organisé par le mécanisme même de la grande industrie, et qui viendra relever la bourgeoisie de sa gestion incapable et funeste.

La socialisation de la production, préparée par la concentration des industries, impose la transformation de la société dans le sens communiste. Elle mettra en harmonie pour tout le peuple la force de produire et la capacité de consommer.

Le capitalisme mène au socialisme, comme à la seule solution possible de ses contradictions immanentes[1].

De cette conception du mouvement socialiste découle une tactique que Marx a formulée avec sa logique serrée, et qui fut adoptée par la démocratie socialiste allemande.

La doctrine détermine d'abord la tactique à l'égard des syndicats. La « prolétarisation croissante des masses » conduit à une certaine indifférence envers les ouvriers réunis en syndicats pour améliorer leur situation. Ils ne peuvent obtenir que des résultats très faibles. Avec le développement de l'industrie s'accroît en effet la puissance capitaliste. « L'armée de réserve industrielle » pèse fatalement sur les salaires. Les *Trades Unions* anglaises, si riches et si prospères, semblent réfuter, il est vrai, cette théorie. Mais Engels explique leur prospérité par des circonstances exceptionnelles et passagères. Longtemps les démocrates socialistes ne poursuivirent donc dans les syndicats d'autre but que l'agitation. Il s'agissait d'éclairer les ouvriers, de gagner au socialisme les couches populaires qu'on ne pouvait conquérir par la politique, et de faire des

1. Dans le premier volume du *Capital*, Marx éclaire ces contradictions par des chiffres et par des faits. Marx et Engels n'ont pas laissé d'exposé systématique de l'ensemble de leurs vues historiques, ils ont donné simplement des indications élaborées par leurs disciples.

Pour l'esprit général du marxisme, consulter l'excellente brochure de M. Sombart : *Le socialisme et le mouvement social*. Giard et Brière, 1898.

organisations ouvrières autant de champs de manœuvres pour le combat de classes.

La lutte de classes se rattache à la théorie de la concentration des industries et des capitaux. Le marxisme aiguise ce combat et le simplifie : capitalistes et prolétaires, exploiteurs et exploités, se dressent les uns contre les autres, comme des ennemis implacables, pour une guerre d'extermination. Les classes moyennes, vouées à la ruine, sont tenues pour quantité négligeable.

De la formule unilatérale du combat des classes découle une théorie radicale de l'État.

L'État n'est que l'action réflexe, l'organisation de la classe exploitante, pour protéger ses conditions extérieures de production par la force, pour contenir et contraindre la classe asservie. Fortifier la puissance de l'État, c'est pour le prolétariat affaiblir sa propre position. La bureaucratie et surtout l'armée assurent la souveraineté économique de la bourgeoisie. L'armée n'est qu'une gendarmerie au service du capital, qui maintient le prolétariat sous le joug du salaire.

Foncièrement hostile à l'État et à l'armée, le marxisme l'est également à la patrie, par les mêmes déductions logiques. Les conflits d'intérêts des nations ne sont, en effet, que le combat d'âpre concurrence entre les classes capitalistes de chaque pays en particulier. Les *oppositions nationales* n'existent pas pour le prolétariat. L'exploitation capitaliste écartée, cette concurrence cessera, car la consommation déchaînée des masses écartera toute la difficulté d'écoulement des mar-

chandises, toute recherche de débouchés. Le prolétariat d'un pays est naturellement l'allié de celui des autres pays : ils doivent donc s'unir. Dans tous les pays à mode de production capitaliste, il n'y a qu'un ennemi, la bourgeoisie.

L'existence de la bourgeoisie en tant que classe est inconciliable avec une amélioration profonde du sort des prolétaires. Toute *réforme sociale* ne ferait que retarder la délivrance. Il ne reste en perspective que le combat décisif. Qu'il soit conduit plus ou moins longtemps sur le terrain légal, il doit finir par une dictature du prolétariat, par une transformation révolutionnaire de la société, qu'on ne peut concevoir sans rupture avec le droit historique. La Révolution n'est pas en contradiction avec l'évolution ; elle en est le moment nécessaire.

Elle peut, selon Marx, se produire de trois manières : d'après la théorie des crises, un krach énorme, une catastrophe du capitalisme peut amener le prolétariat au pouvoir. Après avoir cru, en 1847, qu'on était à la veille d'un bouleversement universel, Engels prophétisait pour 1898 la débâcle définitive.

Ou bien encore, d'après la théorie de la concentration des industries et de l'accumulation des capitaux, la révolte du prolétariat *suscitée par sa misère* atteindra un tel degré, qu'avec l'arme du suffrage universel il réussira à conquérir le pouvoir politique, à établir sa domination.

Ou, enfin, le socialisme sera le résultat d'un développement encore long, d'une concentration

générale des industries, et, dans ce cas, la transformation sociale pourrait s'accomplir pacifiquement. Marx et Engels, et les social-démocrates à leur suite, n'ont compté pratiquement qu'avec les deux premières hypothèses.

Ils sont très sobres d'indications précises sur la société de l'avenir. C'est là, aux yeux de Marx, un jeu puéril, la marque d'un esprit borné. La Révolution économique étant accomplie, l'infrastructure transformée, une nouvelle organisation de la famille, du droit, s'établira naturellement, comme le veut la théorie matérialiste de l'histoire. L'avènement d'une société sans classes, sans ces luttes et sans cet antagonisme que Marx considère pourtant *comme la source* de tout progrès, ce retour au communisme primitif mais industrialisé, ce n'est plus du matérialisme historique, remarque M. Sombart, c'est du prophétisme pur, le rêve d'un paradis perdu et retrouvé. Le marxisme finit en queue de chimère.

On remarquera combien les doctrines marxistes sont favorables à la propagande. D'une part, elles envisagent la société présente avec un pessimisme absolu ; elles affirment « le caractère fatidique des misères prolétariennes » ; elles ôtent *la résignation et la paix* à des millions d'hommes. Mais elles établissent que l'ordre actuel n'a rien de fixe ni de permanent. Devenue florissante par l'industrie, la bourgeoisie périra par elle. De *l'excès du mal viendra*, dans un avenir prochain, *l'excès du bien*, la délivrance. La révolution a pour garantie suprême la science historique. De cette fatalité l'idée

de justice est écartée en même temps que satisfaite.

La conviction que le marxisme a découvert les lois immanentes de la production capitaliste produit les mêmes effets psychologiques que toute foi fataliste : elle agit sur ses partisans comme la doctrine de la prédestination sur les puritains de Cromwell. C'est une sorte de *calvinisme sans Dieu*. L'œuvre de Marx est interprétée avec la même piété que s'il s'agissait des versets de la Bible ou du Coran. Elle inspire l'orgueil de la vérité révélée et l'intolérance à l'égard des socialistes dissidents, notamment des idéalistes, traités d'imbéciles, et poursuivis par le fer et le feu avec autant d'ardeur que les représentants infiniment méprisés de l'économie politique bourgeoise.

Or, voici que cet édifice génial et harmonieux, ce palais de belle dialectique, cet arc de triomphe dressé au seuil de la société future, craque de toutes parts; et ce sont d'anciens marxistes, tels que M. Bernstein, qui travaillent avec zèle à sa démolition, et en recueillent les matériaux pour une construction nouvelle[1].

II

Marx a séparé le socialisme du libéralisme bourgeois, il l'a organisé en parti indépendant, il l'a

1. *Wandlungen in der Sozialdemocratie*, *Soziale Praxis*, nos 25, 26, 28, 29; Berlin, 1898.— Pour le marxisme et sa tactique nous avons suivi l'ordre d'exposition de l'auteur anonyme de cette étude, qui complète celle de M. Bernstein.

maintenu en étroite solidarité : il lui a donné la conscience de l'intérêt de classe. Le marxisme a été adopté officiellement par la démocratie socialiste allemande, en 1891, au Congrès d'Erfurt[1]. Des partis socialistes se sont formés dans tous les pays d'Europe sur les mêmes principes. Et ceux-là mêmes qui n'acceptent pas intégralement les doctrines et la tactique marxistes, leur empruntent les mots d'ordre flamboyants, les cris de guerre et de ralliement : « *Lutte de classes. — Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! — Les expropriateurs seront expropriés.* »

Mais bientôt il a fallu descendre des hauteurs doctrinales aux réalités de chaque jour. L'intérêt pratique, dans tous les partis, est bien plus fort que l'intérêt théorique. Les hommes d'action se déterminent selon les circonstances : ils sont souvent obligés d'agir avant d'avoir pensé. Ce qui importe, ce n'est pas ce que disent les meneurs, c'est ce que sentent et désirent les foules; si les changements de principes amènent des changements de tactique, la réciproque est peut-être plus fréquente.

Le marxisme a des points de contact avec le blanquisme, le révolutionnarisme insurrectionnel.

Liebknecht proclamait en 1869, au Reichstag, qu'il n'était entré dans cette assemblée bourgeoise que pour faire plus librement de la propa-

1. *Das Erfurter Programm erläutert von Karl Kautsky.* Dietz, 1892, Stuttgart. Ce petit volume est l'exposé complet du marxisme orthodoxe et officiel.

gande révolutionnaire du haut de la tribune : « Le socialisme, s'écriait-il, est une question de force qui, ainsi que toutes les questions de force, ne peut être résolue que sur les champs de bataille. » Dans la préface d'un résumé du *Capital* qu'il fut un des premiers à faire connaître en France, M. Gabriel Deville constatait, en 1883, l'impuissance de toutes les méthodes pacifiques, et recommandait, en vue de la révolution, « d'utiliser toutes les ressources que la science met à la portée de ceux qui ont quelque chose à détruire ». MM. Guesde et Lafargue déclaraient, vers le même temps, qu'il ne s'agissait pas d'ouvrir avec les élections des fabriques de députés, mais des écoles socialistes et des officines de recrutement révolutionnaire.

Ces manifestations, est-il besoin de le dire, restèrent purement platoniques. M. Liebknecht ne chercha pas un instant à racoler des émeutiers dans les faubourgs de Berlin. On ne vit pas M. Deville appliquer ses facultés à la fabrication d'engins explosifs. MM. Guesde et Lafargue négligèrent de conduire leurs recrues au tir à la cible. Grâce aux armes perfectionnées, partout les gouvernements sont les maîtres incontestés de la rue. Pavés et barricades appartiennent désormais au musée des antiques.

Cependant les socialistes gagnaient des voix et des sièges dans les élections municipales et législatives, et leur croissance rapide orientait leur tactique vers la conquête de la majorité dans les corps élus, et par suite des pouvoirs publics.

Engels, enivré des progrès si imprévus des votes socialistes, écrivait en 1895, dans une sorte de testament : « Nous autres révolutionnaires, nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les illégaux. Les partis d'ordre crient le mot de désespoir d'Odilon Barrot : *La légalité nous tue.* » Les social-démocrates exigent aujourd'hui, comme condition absolue d'admission aux congrès internationaux, la reconnaissance exclusive de cette tactique, de cette conquête des pouvoirs publics, qu'ils répudiaient autrefois avec mépris; ils se montrent fort intolérants, non seulement à l'égard des anarchistes, mais aussi envers les syndicaux, qui leur opposent *la grève générale*, la révolution des bras croisés. Mais il ne faudrait pas croire qu'ils excluent la violence : ils l'ajournent, jusqu'au moment où ils pourront l'exercer légalement. Car il n'y a pas seulement, remarque M. G. Sorel [1], la violence qui se déchaîne les armes à la main : il y a aussi d'après Marx, la violence concentrée et organisée, la force de l'État, la guillotine légale. M. G. Sorel cite, sans le nommer, un socialiste très légalitaire qui avouait que, pour instaurer le nouveau régime, il faudrait abattre cent mille têtes. Après cette petite opération, le droit pourrait devenir une réalité. Pour d'autres, au contraire, tels que M. Millerand, les socialistes doivent surtout « avoir peur de faire peur », voiler la tête de Gorgone, prêcher un socialisme rassurant. C'est

1. *La crise du socialisme.*

ainsi que M. Jules Simon nous promettait jadis la « République aimable ».

La conquête des pouvoirs publics, la nécessité de gagner un nombre toujours croissant d'électeurs, modifiait considérablement la tactique du parti. C'est chez les ouvriers des villes que les marxistes ont cherché leur première clientèle : la doctrine de Marx est taillée sur mesure pour les ouvriers de la grande industrie. Mais ceux-là mêmes qui sont animés de l'esprit révolutionnaire veulent, avant tout, rendre leur situation meilleure. Les intérêts corporatifs, l'organisation syndicale, les inspecteurs ouvriers, les caisses de secours, etc., passent au premier plan. Candidats et députés sont obligés de tenir grand compte de ces sentiments et de ces désirs, de revendiquer la réforme ouvrière, le socialisme d'État. La tactique marxiste reçoit une première entorse, puisqu'il s'agit d'améliorer le sort des ouvriers dans la société présente, par suite, *de retarder* la révolution. On s'en tire en accolant un programme *minimum*, un programme de réformes, à des considérants révolutionnaires conformes à l'orthodoxie.

Puis les socialistes ont dû songer à sortir de l'étroite enceinte des villes. Sans les campagnes, sans les paysans, la victoire est impossible, car ceux-ci forment partout la grande majorité. Si l'on allait dire aux paysans : « Vous êtes voués à la ruine ; vos petites propriétés seront fatalement absorbées par les grosses, et notre tâche consiste à précipiter cette évolution, » les paysans rece-

vraient à coups de fourche les gens qui leur tiendraient ce langage. Pourtant le programme du Havre, en 1880, était sévèrement communiste : il s'agissait de l'expropriation immédiate, de la mise en commun de toutes les propriétés et des moyens de production. On repoussait même la propriété communale, parce qu'elle paraissait une forme de la propriété privée... Mais bientôt la petite propriété rurale n'a pas eu, dans les réunions publiques et à la Chambre, de plus ardents défenseurs que les socialistes et même que les marxistes, tels que MM. Guesde et Deville, au grand scandale d'Engels, qui reprochait à ses amis de France, à propos du programme de Marseille (1892), « de se donner une apparence de déloyauté, en ayant l'air de promettre aux paysans ce qu'ils savent ne pouvoir tenir... Si l'on veut maintenir la petite propriété d'une manière permanente, on sacrifie les principes, on devient réactionnaire ». « En France, dit un écrivain socialiste, beaucoup de socialistes avouent qu'ils trompent les paysans, en leur tendant un programme hameçon [1]. » Plus scrupuleux, les socialistes allemands, après d'interminables discussions, ont renoncé à mettre sur pied un programme agraire. Enfin, le Congrès international de Londres déclare que toutes les terres doivent revenir à la collectivité, mais il laisse les socialistes de chaque pays libres d'agir selon les circonstances et les transformations

1. Hubert Lagardelle : *La question agraire et le socialisme*, p. 3 ; cité par M. G. Sorel.

de l'agriculture, sans se préoccuper du dogme.

Le socialisme, surtout en France, a chaussé les sabots rustiques, il est devenu un parti à demi agraire. Il trouve un accès facile auprès des paysans, en opposant la petite propriété à la grande, en prêchant « l'impôt payé par les riches ». Cette plate-forme lui a valu de notables succès aux dernières élections.

Les socialistes enfin se recrutent dans la petite bourgeoisie, qui forme leurs principaux cadres, ils cherchent à attirer vers eux la clientèle des radicaux, tous les mécontents : petits patrons, en qui les ouvriers voient cependant leurs pires exploiteurs, petits boutiquiers, employés, prolétaires intellectuels, bacheliers, professeurs, médecins, avocats. Pour plaire à des électeurs si bigarrés, il faut serrer les principes dans l'armoire à argenterie, et ne les sortir qu'aux jours de fête. On se pose en candidat des humbles ; on se borne à déclamer contre la ploutocratie. Tel orateur réduit le collectivisme à la communauté des rues, auquel cas, nous sommes tous communistes. M. G. Sorel cite un candidat appuyé par le groupe parlementaire de la Chambre, qui promettait aux marchands de vin, ces empoisonneurs du peuple, de les soutenir contre les coopératives ouvrières ! L'Union socialiste, à la dernière Chambre, représentait non pas une doctrine, une classe sociale, mais un salmigondis d'idées, un monde bariolé. « Dans cette Union, écrit l'auteur d'une brochure socialiste, il y a des admirateurs du drapeau tricolore, du drapeau jaune avec l'alliance russe,

des partisans du drapeau rouge[1]. Il y a des communistes, des collectivistes, des défenseurs de la propriété individuelle, des patriotes, des internationalistes, des protectionnistes, des libre-échangistes, des partisans de la grève générale, mais beaucoup plus de ses adversaires. Il y a beaucoup de médecins, de gros rentiers, de journalistes, et seulement une demi-douzaine d'anciens ouvriers. » Et l'on retrouve la même bigarrure, la même opposition des votes et des doctrines, concernant l'armée, la politique coloniale, le libre-échange, — dans la fraction socialiste du Reichstag.

Après les dernières élections, le groupe de l'Union socialiste s'est purifié des éléments nationalistes. Il s'est constitué sur la base d'un manifeste des trente-sept, qui prétend exprimer sinon le marxisme pur, — une seule des cinq organisations françaises, celle des guesdistes, se rattache directement à Karl Marx, — du moins « la pensée essentielle du socialisme de tous les pays » : *conquête des pouvoirs publics*, *collectivisme successif*, *entente internationale des prolétaires*. C'était le *Credo* formulé par M. Millerand au banquet des municipalités socialistes de Saint-Mandé. M. G. Sorel met en relief les atténuations et les incohérences : « On propose, dit-il, d'assurer à tous la libre disposition des fruits du travail. On n'ose pas prononcer le mot *propriété*; mais le lecteur, peu au courant des subtilités dialectiques, ne

1. *La vérité sur l'Union socialiste*, chez Allemane, 21, rue Saint-Sauveur.

manque pas de comprendre qu'il s'agit d'étendre la propriété privée, et non de la supprimer. En 1896, on parlait d'abolir le régime capitaliste; on ne vise plus qu'à préparer « la transformation en propriété sociale des moyens de production, de transport et de crédit, *déjà arrachés à leurs propriétaires individuels par la féodalité capitaliste* ». C'est sans doute, remarque M. G. Sorel, des grands magasins dont il est question, car comment cela pourrait-il s'appliquer aux banques, aux chemins de fer, aux raffineries de sucre, que M. Millerand, en 1896, signalait comme mûres pour la socialisation ?

M. Millerand, il est vrai, est un indépendant qui se pique fort peu de théories. Son entrée dans le ministère Waldeck-Rousseau-Galliffet ne marque pas moins un pas énorme dans la voie de l'abandon de l'ancienne tactique.

La doctrine marxiste enseigne qu'en face de la démocratie socialiste, tous les partis bourgeois ne forment qu'une masse réactionnaire. Mais, dans les luttes que se livrent entre elles les différentes couches de la bourgeoisie, Marx et Engels admettaient, conseillaient même l'alliance avec les partis avancés. Rien d'hétérodoxe, rien de choquant à ce que les socialistes belges s'unissent aux libéraux, voire aux démocrates chrétiens, pour obtenir le suffrage universel. Le *pacte de Bordeaux*, le traité conclu avec les monarchistes, pour administrer la ville contre les républicains opportunistes, est déjà plus suspect. M. de Vollmar, allié des catholiques contre les libéraux, aux

dernières élections bavaroises, a soulevé quelques polémiques dans le parti. Et il ne s'agit encore ici que d'un compromis transitoire, d'une action parallèle avec d'autres partis d'opposition, commandée par les circonstances, et non pas d'un programme commun [1]. Mais avec M. Millerand, c'est une collaboration, une participation directe à l'exercice du pouvoir, pour le maintien, la consolidation de la République bourgeoise, approuvée par une fraction des socialistes français, comme sauvegarde des conquêtes démocratiques. Que deviennent, ici, le collectivisme, l'internationalisme et la lutte de classes? De l'absolutisme théorique au relativisme pratique, quel chemin parcouru !

III

Les nécessités d'ordre pratique ont ainsi contribué à éveiller, chez ceux qui pensent, l'esprit critique. M. G. Sorel en France, le professeur Labriola en Italie, M. Van Kol en Hollande, M. Vandervelde en Belgique, etc., estiment que les doctrines de Karl Marx ont besoin d'être élucidées, qu'on doit y chercher non un dogme, mais une méthode, un procédé d'investigation et, comme il le recommandait lui-même, « un fil con-

1. Dans son excellent livre *Socialisme et problèmes sociaux* (F. Alcan, 1899), M. E. d'Eichthal donne de nombreux exemples de ces contradictions entre le socialisme scientifique et le socialisme électoral.

ducteur ». La revision la plus complète est due à M. Bernstein, un Allemand qui a vécu exilé à Londres depuis de longues années[1], représentant des plus radicaux du marxisme au début, et lié d'amitié avec Engels jusqu'à la mort de ce dernier.

D'après M. Bernstein, l'observation positive des faits oblige d'abandonner le marxisme, en tant que système fermé : le développement politique et social n'a pas suivi le cours que lui avait tracé le programme de la démocratie socialiste. Le matérialisme historique, la prépondérance décisive que Marx attribue aux causes économiques et aux besoins matériels, a été atténué par Marx lui-même. A côté des facteurs économiques, M. Bernstein introduit, en histoire les facteurs idéologiques ; on ne saurait, non plus, méconnaître l'importance des faits géographiques et naturels, des traditions historiques. L'*homo economicus* n'est pas tout l'homme. Il n'est qu'une abstraction, un mannequin.

Marx a contredit et, pour ainsi dire, abandonné lui-même, dans ses notes posthumes qui forment le troisième volume du *Capital*, la théorie de la valeur déterminée par le travail des foules ouvrières, pierre angulaire de sa dialectique. Engels, qui a édité et interprété ces notes, explique que, selon Marx, la valeur n'était proportionnelle au temps de travail que sous le régime du petit atelier. Ce n'est plus le cas avec le système de la

1. M. Bernstein vient d'être autorisé à rentrer en Allemagne.

grande industrie : la valeur du travail propre a joué son rôle, et coïncide de plus en plus rarement avec le prix. C'est le degré de la production sociale, l'ensemble de la vie sociale, en dernière analyse l'offre et la demande, qui déterminent ce prix. Loin de résulter des heures de travail non payées, d'être un vol fait à ses ouvriers, le gain de l'entrepreneur dépend de l'état du marché, du machinisme perfectionné, du travail de tête et de l'esprit d'entreprise, de la chance, de l'habileté, de la décision. Les théories de la valeur, de la plus-value, et, en une certaine mesure, du surtravail disparaissent à la base même de l'édifice du marxisme.

Marx ne s'est point trompé en signalant la tendance croissante de la grande industrie vers la concentration des entreprises ; elle n'est pourtant ni aussi avancée, ni aussi générale qu'il le croyait. De moyennes, de petites entreprises subsistent à côté des grandes, et on ne voit pas bien comment on pourrait s'en passer. Pour l'agriculture notamment, Vollmar a montré que le machinisme ne joue pas un rôle décisif. La petite culture intensive, en particulier celle des fruits, de la vigne, des légumes, est plus rémunératrice que la culture extensive. Partout, même en Amérique, il y a arrêt ou recul des grandes exploitations, en sens inverse du mouvement que présuppose Marx. Comment, dès lors, résoudre l'antinomie entre l'industrie socialisée et l'agriculture individualiste ?

Il faut se garder, d'après M. Bernstein, de considérer comme connexes la concentration des

industries et celle des fortunes. Les capitaux ne s'accumulent pas exclusivement entre les mains de quelques magnats : ils s'éparpillent sous forme de sociétés par actions[1]. Les statistiques de tous les pays accusent une augmentation continue du nombre des propriétaires, un accroissement des classes moyennes. Si la réalisation du socialisme devait dépendre de la disparition de la bourgeoisie, elle se ferait attendre longtemps.

Et il en est de même de la paupérisation des masses par l'exploitation capitaliste : c'est le contraire qui est vrai.

Peut-on, demande M. Bernstein, parler d'exploitation, de misère, d'oppression, de servitude pour la classe la plus nombreuse, celle des paysans? Et la grande industrie appauvrit si peu les ouvriers dans l'ensemble que, — de l'aveu même des socialistes les plus exaltés [2], — la classe ouvrière trouve les conditions les plus favorables justement dans les pays où le capitalisme et le machinisme ont atteint le plus haut degré de développement. Les salaires augmentent en

1. De même que pour la question de la *plus-value*, Marx, dans le IIIe volume du *Capital*, contredit lui-même la thèse de l'identité de la concentration des capitaux et de celle des fortunes. Il parle « d'une concentration des capitaux accompagnée, mais dans une moindre proportion, *d'un accroissement du nombre des capitalistes* ». — Voir dans la *Revue socialiste* de février 1901, l'article de M. Cornelissen : *La dialectique hégélienne dans l'œuvre de Marx*.

2. Voir le *Parti ouvrier*, organe socialiste révolutionnaire, du 15 octobre 1898 ; la *Petite République* du 21 juillet 1898, auxquels nous empruntons de préférence ces citations.

rai son de l'importance des établissements industriels. Les États-Unis, le pays des *Trusts* et des milliardaires, le pays qui, d'après la théorie de Marx, devrait nous offrir ce spectacle de quelques douzaines de Vanderbilt, de Gould et d'Astor entourés d'un monde croissant d'affamés, — est au contraire le pays où les classes moyennes et les classes ouvrières ne cessent de s'élever le plus rapidement. Il en est de même en Angleterre. L'un des protagonistes de la social-démocratie allemande, le Dr Schœnlank [1], citant les statistiques officielles de l'impôt sur le revenu des grandes villes d'Allemagne, reconnaît qu'une petite bourgeoisie tend à émerger du sein des classes ouvrières, et il conclut : « La démocratie socialiste n'est pas le produit de la misère et du désespoir. Elle est le résultat de la conscience que possède de sa force une classe qui s'élève, et de là vient sa puissance. Les révolutions tentées par des classes en décadence ne peuvent aboutir. » Le socialisme, en effet, est la manifestation éclatante de l'amélioration du sort des classes ouvrières : le désir de bien-être, de culture, croît à mesure qu'il reçoit satisfaction. Le capital, ce « vampire qui suce le sang des ouvriers », leur infuse, en réalité, un sang nouveau, une vie nouvelle.

Si l'évolution que Marx a assignée au régime capitaliste est loin d'être démontrée, la théorie de son auto-destruction par les crises périodiques,

1. *Leipziger Volkszeitung* du 5 novembre 1896.

devant aboutir au krach définitif, l'est encore moins. L'organisation des *Trusts*, ce phénomène économique si nouveau qui marquerait, selon quelques-uns, l'acheminement vers le collectivisme, prouve, en attendant, que la bourgeoisie n'est nullement incapable de limiter la concurrence, de mettre fin à l'anarchie de la production : par les *Trusts*, elle la règle et l'organise. L'extension des marchés, l'élasticité du crédit, l'augmentation énorme du capital, le perfectionnement des moyens de communication, démontrent qu'il n'y a pas de grande crise à redouter, et écartent l'idée d'un bouleversement social. La prétendue contradiction entre la production et la consommation, qui devait nécessairement conduire à une crise gigantesque, n'est, d'après M. Bernstein, que le produit suranné de la dialectique hégélienne : la philosophie de Hegel exige que tout se développe en contrastes et en contraires qui se suppriment et s'égalisent dans une unité supérieure.

Ce qu'on nous donne aujourd'hui comme signes des temps, les orages politiques qui menacent la France, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne, l'ordonnance des langues en Bohême, la guerre d'Amérique, l'affaire Dreyfus, etc., tout cela n'a rien de commun avec la lutte de classes. L'erreur de Marx et d'Engels, c'est d'ignorer ou de méconnaître la complexité de la société moderne, c'est de jeter un grand voile sur la vraie force du capitalisme, de considérer la bourgeoisie comme à la veille de s'abîmer dans une catastrophe inévitable.

M. Bernstein et M. de Vollmar vont plus loin :

une catastrophe, même si elle était possible, ne serait pas souhaitable. Nous nous plaçons au point de vue socialiste. Si un bouleversement soudain, les désordres d'une guerre malheureuse, une grève générale, un courant du suffrage universel appelaient le prolétariat à exercer, du jour au lendemain, « une dictature de classe », il ne serait capable de gouverner ni au point de vue politique, ni au point de vue économique.

La thèse que Marx semble avoir empruntée au blanquisme, la foi en la puissance créatrice illimitée de la force révolutionnaire politique, de l'expropriation violente, — M. Bernstein la juge aussi fausse que dangereuse. M. Guesde exposait cette thèse à la Chambre, le 15 juin 1896, lorsqu'il s'écriait « que si les électeurs amenaient une majorité collectiviste à la Chambre, le *parti ouvrier serait prêt en quarante-huit heures*, et saurait intéresser à sa conservation les masses profondes du pays ». C'est la superstition de la Terreur de 1793, la confiance en l'efficacité des gouvernements révolutionnaires, susceptibles de transformer, par un coup de baguette, l'état social, de nous faire passer, en un saut brusque, d'une société capitaliste dans une société socialiste, dont on néglige de nous indiquer l'organisation future.

L'histoire réfute cette utopie. L'échec de la Révolution de 1848 et de la Commune démontrent l'impuissance du prolétariat à diriger l'État d'une façon territoriste. M. de Vollmar est allé jusqu'à dire que les ouvriers parisiens auraient mieux servi leur cause si, durant ces jours néfastes,

ils avaient pu dormir d'un sommeil profond[1]. Comme en 1793, en 1848, en 1871, ce seraient « les amis du peuple », la petite bourgeoisie qui, en cas de révolution, arriveraient au gouvernail. Mais ils n'ont ni les mêmes habitudes, ni les mêmes intérêts, ni les mêmes visées que les travailleurs manuels, et rien n'est aussi instructif que de voir ce que devinrent par la suite les jacobins, les babouvistes, les vieux républicains de 1848, voire les hommes de la Commune, et à quel point ils oublièrent aisément, pour la plupart, leur ancienne clientèle. Dans nos démocraties, les corps élus, les pouvoirs publics manifestent une tendance invincible à la corruption.

Les difficultés économiques qu'une dictature du prolétariat rencontrerait devant elle, seraient insurmontables, et ne lui permettraient même pas d'exercer une action politique. On se trouverait en présence d'un problème insoluble. Le marxisme, remarque M. Bernstein, ne tient pas compte de l'importance de l'espace et du nombre dans la politique sociale : ce qu'on pourrait, à la rigueur, réaliser dans une petite commune, deviendrait impossible dans une nation. A l'heure présente, l'État ne pourrait prendre en main toute la production, l'organiser d'une façon unitaire, faire disparaître toutes les entreprises privées. Il serait obligé soit de laisser ces entreprises à leurs

1. M. de Vollmar disait encore qu'exalter la Commune devant les ouvriers, est aussi coupable que de donner une fausse carte à un navigateur, qui le mènera aux récifs.

possesseurs actuels, soit d'en transmettre la direction à des coopératives ouvrières incapables de mener à bien cette tâche immense. Ce ne sont pas seulement les ressources financières qui seraient insuffisantes, mais la capacité d'administration, la technique, la discipline, la moralité, le *self government*, toutes qualités qui ne s'improvisent pas, qui ne sortent pas de terre, ainsi que le prouve l'échec si fréquent des coopératives de production. Et que serait cette administration nationale de l'industrie, dans une époque révolutionnaire où toutes les convoitises sont excitées, toutes les passions déchaînées, où toute discipline est anéantie ?

C'est là encore un des points essentiels sur lesquels M. Bernstein, M. G. Sorel corrigent le marxisme. Ils unissent étroitement l'éthique et le socialisme.

« Il y a trente ans, écrit M. G. Sorel, on avait une confiance extrême dans la science. On croyait qu'il existait une science sociale, fondée sur les sciences physiques et biologiques, capable de résoudre tous les problèmes posés par la Révolution. » Il n'existe malheureusement aucune science qui dispense les hommes d'être prudents, avisés, maîtres d'eux-mêmes, ou qui leur infuse ces qualités précieuses. Quand, toutefois, M. Bernstein, M. G. Sorel, M. Conrad Schmidt parlent de ramener le socialisme à la moralité et au sentiment de justice, ils ne le font nullement dans le sens de cet idéalisme vague et déclamatoire de 1848, pour lequel Marx n'avait pas assez

de sarcasmes. Il ne s'agit plus de prêcher la morale aux autres; il faut l'appliquer soi-même. Les mêmes auteurs font ressortir l'importance de ces facteurs moraux, dont les marxistes, en France, ont pris parti de se moquer, — dans les institutions mêmes sorties de la classe ouvrière, purgées de tout élément bourgeois, — syndicats, sociétés coopératives, bourses du travail, mutualités. Un nouvel esprit de solidarité, une nouvelle conception du droit les animent. La moralité n'est nullement indifférente à la prospérité économique : les *Trades Unions*, le caractère des hommes qui les dirigent, étudiés par M. de Rousiers, en fournissent la preuve éclatante. « Ces unions, écrit M. Sorel, passent pour réactionnaires, mais le socialisme réaliste de ces ouvriers est beaucoup plus sérieux que celui des députés et des docteurs. » C'est dans son propre sein, dans la pratique de chaque jour, que la classe ouvrière doit d'abord créer l'esprit et la pratique socialistes. En ce sens, la question sociale est avant tout une question morale. Les ouvriers ne peuvent être vraiment libres que s'ils sont capables de se gouverner eux-mêmes : c'est encore le bien petit nombre.

Il convient donc de se montrer sceptique sur le rôle du prolétariat considéré comme le démiurge d'une société nouvelle. On ne saurait lui appliquer le mot de Siéyès : *Que doit-il être ? Tout.* Taine, au début de ses *Origines de la France contemporaine*, expose que les classes de l'ancien régime ont conservé le pouvoir aussi longtemps

qu'elles ont rendu les services dont la société de leur temps ne pouvait se passer. Il en est de même de la bourgeoisie. Les classes ouvrières ne la supplanteraient que si elles étaient capables, non seulement de donner à la production une meilleure direction économique, mais de constituer un droit, une morale, des coutumes supérieures à celles de la bourgeoisie; or ce n'est point le cas actuel.

Puisqu'il faut considérer comme erronée l'opinion que nous nous trouvons en présence d'une dissolution de la société bourgeoise, dissolution dont les classes ouvrières, les premières, auraient infiniment à souffrir, la démocratie socialiste doit orienter sa tactique en conséquence, substituer l'esprit de réforme à l'esprit de révolution, poursuivre son émancipation non en détruisant, mais en construisant, non par l'expropriation politique de la bourgeoisie, mais par l'organisation économique de la classe ouvrière.

Les socialistes doivent en conséquence chercher à acquérir de la puissance dans l'État (*Macht*) par leur organisation et leur nombre, mais non la domination (*Herrschaft*) qui ne pourrait être qu'éphémère. Ils doivent poursuivre toutes les réformes qui sont susceptibles d'élever la classe ouvrière et de favoriser le développement de la démocratie : droit politique électoral, liberté d'association ouvrière, coopération, etc. Aujourd'hui, par le bulletin de vote et les démonstrations populaires, on obtient ce qui eût exigé, il y a cent ans, une révolution sanglante.

Au point de vue économique, les ouvriers

doivent s'organiser dans leurs syndicats. Les syndicats représentent dans l'industrie l'élément démocratique : leur effort est de briser l'absolutisme du capital, de donner aux ouvriers une influence directe dans la conduite des entreprises industrielles. M. Bernstein appelle de ses vœux le temps où les grèves ne seront plus conduites d'une façon sauvage, spasmodique, et où des conseils mixtes de patrons et d'ouvriers auront la mission permamanente de régler les salaires. Par les syndicats, les ouvriers obtiendront une part plus assurée des profits industriels; par les coopératives, ils recevront un profit commercial.

La lutte de classes apparaît dès lors non comme un combat mortel, mais comme une lutte pour le droit, une conscience croissante de l'égalité des droits. La démocratie n'est pas le privilège renversé d'une classe sur une autre classe, c'est la liberté d'action de chacun et l'égalité légale de tous. La classe possédante a cessé désormais d'être un obstacle au progrès social. Qu'on se livre parmi elle à la propagande socialiste, afin d'accélérer ce progrès. M. Bernstein fait appel non à l'égoïsme d'une classe contre l'égoïsme de l'autre, mais à la solidarité de toutes les classes.

Quant au but final, l'auteur a causé un scandale chez ses amis d'Allemagne en disant « que le mouvement pour lui est tout, que le but final n'est rien ». Le mouvement, c'est l'effort vers le mieux. Marx exprimait d'ailleurs une pensée à peu près analogue, lorsqu'il déclarait « que le moindre mouvement lui semblait infiniment pré-

férable à une douzaine de programmes ». M. Bernstein cite ce mot de Cromwell : « Celui-là va le plus loin qui ne sait pas où il va. » C'est-à-dire que celui qui connaît la direction générale vers laquelle il gouverne, et qui conserve le regard libre pour les conditions et les exigences de chaque jour, va plus loin et plus sûrement que celui qui s'hypnotise dans la contemplation d'un but final spéculatif.

Ce but spéculatif, le collectivisme, n'est, selon M. Bernstein, que l'idée de l'élite. La poussée du monde ouvrier industriel vers cette socialisation générale des moyens de production n'est pas encore prouvée avec certitude. Les voix socialistes qui, malgré leurs constants progrès, ne représentent encore qu'une faible minorité des ouvriers de l'industrie, sont plutôt l'expression d'une aspiration indécise que d'une intention déterminée. Il est d'ailleurs invraisemblable que nous marchions vers un état de société purement collectiviste : nous devrons nous contenter d'un collectivisme partiel. La société de l'avenir ne peut être séparée de l'État présent qu'en degré, non en nature : elle ne peut être que l'évolution normale de la société actuelle, bien loin d'en être la négation. M. Bernstein ne saurait concevoir une société consacrant le droit absolu au travail, pouvant se passer de droit criminel, etc. Le socialisme, au point de vue moral, est pour lui synonyme de solidarité, d'esprit d'association; au point de vue matériel, de démocratie politique et de démocratie industrielle. Le développement de

la démocratie, c'est le développement du socialisme, sans que nous puissions jamais imaginer une société figée dans une organisation définitive, immuable.

Que reste-t-il, après cela, du marxisme officiel? On nous a démontré fausses, par les faits et par les chiffres, qu'il eût été trop long de transcrire ici, toutes les parties de la doctrine, fausse la loi de la plus-value[1], fausse la loi de la concentration capitaliste, fausse la loi de la paupérisation des masses, fausse la loi de corrélation de la puissance politique et de la puissance économique, fausse la loi des crises périodiques, fausse la loi de la grande catastrophe sociale. C'est la faillite du socialisme scientifique, plus exactement de l'utopie réaliste substituée par Karl Marx aux utopies idéalistes de ses précurseurs. Le socialisme ne devient scientifique qu'autant qu'il renonce à donner la vérité finale, c'est-à-dire qu'il reste une recherche, une étude de phénomènes changeants.

A mesure qu'il s'étend, le socialisme gagne en esprit pratique ce qu'il perd en précision doctrinale. « C'est que toute réalisation d'idée, écrit M. Bernstein, en est une corruption, car elle représente son alliance avec la tradition. Le monde n'a jamais vu une création entièrement nouvelle : un nouvel ordre n'a été qu'un nouvel arrangement de ce qui existait déjà. Le cours des choses ne se

1. Quant à la loi du *surtravail*, M. Bernstein ne la considère que comme une *vérité relative*.

règle pas d'après la logique de nos raisonnements ; la réalité est toujours plus complexe que notre puissance de conception. »

IV

Le idées de M. Bernstein ont rencontré parmi les démocrates socialistes une vive opposition. Ils lui reprochent de regarder le mouvement socialiste du continent à travers les lunettes anglaises ; c'est le point de vue des *Trades Unions* qu'il expose. Il ramène le socialisme à l'alliance avec le libéralisme bourgeois, alliance à laquelle Marx avait eu le mérite de l'arracher. Il arrive, avec des réticences, aux thèses de l'économie politique officielle.

M. Kautsky, le théologien marxiste par excellence, le principal auteur du programme d'Erfurt, a engagé avec M. Bernstein une longue polémique. Bernstein, dit-il, veut séparer deux choses inséparables : l'activité réformiste et la propagande révolutionnaire. Le parti poursuit des réformes afin de fortifier la classe ouvrière, de la préparer à une révolution inévitable. Nous ne sommes pas des blanquistes, ajoute M. Kautsky, nous ne complotons pas des coups de main : nous devons plutôt nous attendre à subir un coup d'Etat. Qu'on le veuille ou non, on marche à la catastrophe annoncée par Karl Marx. Il faut donc, dès à présent, y préparer les esprits.

Des femmes, Mme Zetkin, Mlle Rosa Luxembourg, qui défendait au Congrès de Stuttgart les

héros de la Commune contre M. de Vollmar, se sont particulièrement acharnées contre M. Bernstein, qui a osé profaner l'idéal révolutionnaire. Mme Zetkin demande que le parti rejette de son sein les Bernstein, les Vollmar qui cherchent à introduire en contrebande le possibilisme dans la démocratie socialiste. Mieux vaut une rupture avec ces hommes de compromis, d'abandon des principes. Un critique italien, M. Arturo Labriola, remarque à ce propos que « placer le socialisme sur le terre à terre de la société actuelle, c'est le priver du nimbe d'illusion et de mystère qui fait son extraordinaire force passionnelle, et lui donne l'impulsion et l'ardeur d'une foi religieuse ».

Qu'est-ce à dire, sinon qu'il y a deux socialismes, l'un à l'usage des foules, l'autre qui ne s'adresse qu'aux esprits cultivés ? M. Bernstein soulève une question de probité scientifique. Une erreur, dit-il, n'est pas digne d'être maintenue uniquement parce que Marx et Engels l'ont une fois exprimée, et une vérité ne perd rien de son importance, parce qu'elle émane d'un économiste antisocialiste ou d'un écrivain bourgeois. Pourquoi déclamer et prophétiser des miracles politiques et révolutionnaires, alors qu'on n'y croit plus ? Pourquoi s'enfermer dans une intransigeance qui ne mène à rien ?

M. Bernstein considère qu'il ne fait qu'exprimer et maximer la transformation intérieure qui s'opère depuis quelques années dans les partis socialistes du continent. Ils songent moins à la grande débâcle, ils vendent moins la peau de

l'ours, ils sont plus portés à s'occuper des problèmes du jour. Pour l'Allemagne notamment, M. Bernstein constate qu'il est parfaitement d'accord avec le programme pratique de la démocratie socialiste, et qu'il changerait seulement quelques mots au programme théorique. L'attitude des socialistes au Reichstag et aux élections, la politique de compromis et de compensation sont la justification éclatante de sa thèse. La vieille tradition révolutionnaire de 1848 n'est plus que purement verbale : la violence du langage contraste avec la prudence des actes. La lutte contre Guillaume II rend toutefois difficile la position des socialistes modérés. Au fond, non seulement M. de Vollmar, mais M. Auer, le secret empereur de la démocratie socialiste allemande, agissent en parfait accord avec la thèse de M. Bernstein.

Les idées de Karl Marx ne sont pas aussi répandues en France qu'en Allemagne. Chez nous on s'intéresse peu aux théories. La critique de M. Bernstein, signalée dans les revues du parti, n'a pas soulevé de discussions passionnées. D'ailleurs une réaction contre le marxisme s'était produite parmi les socialistes français dès 1885 : MM. Benoît Malon, Rouanet, Fournière rompirent avec l'école marxiste. Cette philosophie représentait à leur yeux un matérialisme vieillot. Malon s'est efforcé de concilier, dans son *Socialisme intégral*, l'idéalisme exclusif des socialistes de la première période et le réalisme non moins exclusif de la seconde. Il adopte la théorie de Marx sur l'évolution économique ; il appuie cette

évolution par une théorie du progrès dans le sens de l'altruisme, selon Auguste Comte. M. Gabriel Deville juge ce socialisme de Malon « bon tout au plus pour les francs-maçons et les spirites ». M. Jaurès, M. Georges Renard, M. Fournière ont continué l'œuvre de Benoît Malon : ils ont construit leurs cités dans les nuages. Un dernier venu, M. Andler, dans une thèse retentissante, *Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne*, in-8°, 1897 (F. Alcan, éditeur), est allé étudier en Allemagne les théories anciennes du socialisme d'État idéaliste, pour les opposer, avec une remarquable vigueur dialectique, au marxisme « en décomposition ». M. Andler propose de créer la justice socialiste à coups de décrets. Nous voilà revenus aux utopies de 1848.

Idéalistes ou non dans les théories, les socialistes français se montrent très opportunistes en matière de tactique. Ils ne diffèrent que par le degré. M. Jaurès, M. Millerand se rendent compte que les classes ouvrières sont avant tout préoccupées de réformes pratiques. Le mouvement politique en France a toujours devancé le mouvement syndical et coopératif; mais cela n'est point sans danger. L'exemple de l'Angleterre, de la Belgique, prouve au contraire que la classe ouvrière a beaucoup plus d'avantage à s'organiser elle-même qu'à tout attendre des politiciens. Si tel événement, telle surprise amenaient le parti socialiste au pouvoir, il en résulterait sans doute, comme en 1848 et en 1871, une réaction violente, un recul du mouvement ouvrier.

CHAPITRE IV

LE SOCIALISME MUNICIPAL

I

Lors de l'Exposition de 1889, un des hommes les plus versés dans les questions du gouvernement municipal, lui-même élu de Paris, très écouté et imposant le respect à ses adversaires socialistes, M. Léon Donnat, chargé du rapport d'économie sociale, consacrait un chapitre au socialisme communal et en prévoyait les progrès, prédiction qui n'a été que trop justifiée depuis les dix années qui se sont écoulées, d'une Exposition à l'autre. Le nouveau rapporteur devra rendre à M. Léon Donnat cette justice qu'il a été bon prophète, et reconnaître que la théorie et la pratique qu'il cherchait à combattre ont fait des pas de géant.

L'intervention des pouvoirs publics dans le domaine économique, écrivait M. Léon Donnat, se plaçant tout d'abord au point de vue de la doctrine, intervention qui constitue le socialisme même, n'est qu'une partie de la question plus vaste

qui consiste à définir, d'une manière générale, les rôles respectifs de l'État et de l'individu, en comprenant, sous le nom d'individu, les citoyens qui agissent isolément ou qui s'associent librement entre eux. C'est, à vrai dire, tout le problème du gouvernement, et qui reçoit des solutions très variées.

Sur cette question, deux opinions radicales sont en présence. Les partisans de l'État-Providence, du Dieu-État, ne songent qu'à agrandir, à développer, à élargir sa tutelle, d'après eux souverainement bienfaisante, à l'appliquer à tous les domaines de la vie publique et privée. D'autres estiment, à l'opposé, qu'il s'agit de restreindre cette tutelle, de limiter ces fonctions de l'État, à mesure que les peuples croissent et grandissent, de laisser la solution des problèmes sociaux non à l'autorité, mais à la liberté, à l'initiative, à l'effort, à la responsabilité des groupes qu'ils intéressent directement, de manière que chacun, bien loin de s'en remettre à la communauté, jouisse des fruits de son mérite propre ou supporte les conséquences de ses actes. Spencer a résumé la querelle dans son admirable petit livre *l'Individu contre l'État*[1].

Tout au contraire, dans la pratique, les attributions de l'État ne cessent de s'accroître, et cela dans le pays classique du *self help*, du *laissez faire* et du *laissez passer*, en Angleterre même. M. Léon Say s'émouvait jadis des progrès du socialisme

1. Traduction française de J. Gerschel, 5e édit. Paris. (F. Alcan.)

d'État jusque chez nos voisins d'outre-Manche, c'est-à-dire de l'ingérence que le pouvoir central s'attribue par la loi dans les rapports individuels, tels que le contrat d'échange et le contrat de travail, la fixation de la journée, du taux du salaire, la détermination des entreprises, la tarification des produits. Avant lui, M. Léon Donnat avait signalé le socialisme municipal comme la forme la plus insidieuse du socialisme d'État, parce qu'elle s'attache à toutes les branches de l'activité locale. Elle crée donc un danger au premier chef, et trouve un appui, à juste titre, parmi les politiciens des classes ouvrières qui ne l'ont pas inventé. Si cette marche envahissante ne se ralentit pas, c'en est fait, disait-il, de l'esprit de liberté.

Dans son rapport de 1889, M. Léon Donnat constatait la floraison du socialisme d'État en France et en Angleterre. La Suisse et les États-Unis étaient préservés de cette tendance par suite de la différence de législation. Si les mœurs font les lois, les lois excercent une influence non moins marquée sur les mœurs.

Selon la législation des États-Unis, les communes, quand elles se fondent, reçoivent une charte d'incorporation qui forme le véritable code de la cité. L'organisation municipale repose sur cette conception démocratique que les autorités municipales ne peuvent faire que ce qui leur est expressément permis, et cette règle a pu contribuer à tenir en échec le socialisme municipal, tout en favorisant d'autres abus. L'esprit socialiste commence toutefois à pénétrer aux États-Unis,

bien que les organisations spécifiquement socialistes y soient encore faibles. Le courant s'est manifesté lors de la dernière campagne présidentielle. La propagande contre les *trusts*, les gros syndicats capitalistes, prend une intensité toujours croissante; on réclame l'expropriation de ces monopoles de fait. A la suite des élections de 1898, des villes de l'Ouest se sont chargées comme en Angleterre de la direction de leurs services publics. On a nommé des municipalités socialistes, et le mouvement, à mesure qu'il s'étendra, modifiera sans doute en ce sens les chartes municipales.

En Suisse, comme aux États-Unis, tout ce qui n'est pas permis aux assemblées locales leur est défendu. La loi est limitative. Les cantons jouissent de l'autonomie, et on sait à quel point certains d'entre eux, par exemple le canton de Vaud, sont allés loin dans l'application des principes socialistes en matière fiscale. Mais les communes, soumises à une sorte de tutelle administrative, ne disposent pas de la même liberté. Les fantaisies budgétaires sont tempérées par le *referendum*. Si, par exemple, à Berne, un édifice, un bâtiment public quelconque s'élève à un devis qui dépasse 20.000 francs, la commune est obligée d'obtenir l'autorisation des citoyens, et cela toutes les fois qu'il s'agit d'une dépense supérieure à celle inscrite au budget. Le *referendum*, le gouvernement direct du peuple, par voie plébiscitaire, peut être discuté en matière politique, mais il donne d'excellents résultats en matière financière : il arrête les dilapidations. C'est, aux yeux de M. Léon Donnat, un

frein d'une puissance incomparable pour enrayer les progrès du socialisme municipal et du socialisme d'État. Cela vient d'être confirmé d'une façon éclatante. Le peuple suisse a rejeté tout récemment, par 340.000 voix contre 145.000, la loi importante votée par les deux conseils de l'assemblée fédérale, qui instituait l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents, ainsi que l'assurance des citoyens appelés aux service militaire. Ainsi le peuple, à une énorme majorité, repousse l'œuvre législative élaborée par ses élus et acceptée par eux presque à l'unanimité, sans que pour cela ceux-ci perdent sa confiance. Mais il leur signifie que, sur cette question de protection ouvrière, en apparence si populaire, le peuple ne pense pas comme eux et n'accepte pas leur solution. Et ce n'est pas la première fois que se manifeste cette opposition radicale entre le peuple et ses mandataires, qui se donnent pour les représentants authentiques de ses aspirations, et les exécuteurs de ses volontés.

L'Angleterre est la vraie patrie du socialisme municipal. Le champ d'action des municipalités y est plus étendu que partout ailleurs. Autrefois, les communes anglaises se trouvaient entre les mains de corporations formées par un petit groupe de propriétaires. Mais ces corps usés révélèrent leur impuissance, en face de l'accroissement des grandes villes. Les maisons de Londres, par exemple, se sont élevées, en ce siècle, de 142.000 à 600.000. Les corporations furent atteintes par la loi de 1835. Le *municipal corporation act* de 1882 permet aux

municipalités de faire tous les règlements nécessaires pour la bonne administration. C'est une loi de *self government* municipal. Londres fut ensuite érigé en comté spécial, bien que la corporation de la Cité restât indépendante. Depuis l'acceptation de la loi d'administration locale de 1888, les communes en Angleterre sont entrées dans une nouvelle phase démocratique et se sont engagées si avant dans les voies du socialisme municipal qu'elles en fournissent le modèle.

Le Parlement anglais est encore peu infecté de socialisme, bien qu'il ait commis beaucoup d'hérésies contre l'économie politique orthodoxe et l'évangile de Manchester. Mais les municipalités, par suite du suffrage démocratique et de l'accroissement de l'influence des masses ouvrières, ont été conduites à sortir de la vieille ornière. Obligées de tenir compte des revendications des classes pauvres et de subvenir à leurs besoins, il leur fallait faire de grandes dépenses, et par conséquent elles devaient trouver de nouvelles sources de revenus. Placées entre l'alternative ou d'augmenter les impôts de la commune, ou de transformer en entreprises communales les entreprises privées, les services publics, constitués en monopoles, tels que le gaz, l'eau, les tramways, la force électrique, si fructueux pour les actionnaires des compagnies concessionnaires, — c'est à ce dernier parti que les communes urbaines se sont résolues. Elles étaient admirablement préparées par l'habitude de l'association, par l'esprit commercial, plutôt que bureaucratique, rompu à la pratique des

affaires. Elles en ont tiré des ressources considérables.

Avant l'établissement du comté de Londres, en 1889, ce genre d'action communale existait surtout en province, dans les grandes villes manufacturières du Nord, à Glasgow, à Birmingham, où M. Chamberlain débutait sur la scène politique en qualité de maire radical et intransigeant, et conduisait les affaires de la ville avec le même succès que sa propre maison de commerce : même activité à Liverpool, à Leeds, à Bradford[1].

C'est à Glasgow que la transformation a été la plus complète et la plus rapide. La ville a obligé les propriétaires à détruire toutes les maisons insalubres : les quartiers ouvriers ont été transformés. On a vu s'élever d'immenses corps de bâtiments municipaux, que la municipalité met en location elle-même à des taux modérés. La ville à construit des bains, des blanchisseries, des abattoirs, des galeries d'art, un muséum, des bibliothèques, des maisons de refuge, des écoles industrielles, etc. Tout cela grâce aux bénéfices qui résultaient, pour la municipalité, d'avoir pris en main différentes entreprises d'intérêt public avec plein succès : les tramways, l'eau, le gaz, la lumière électrique. Le prix du gaz a été considérablement abaissé.

Londres n'est pas aussi avancé dans la voie de la municipalisation. La production du gaz s'y fait moitié par concession, moitié par entreprise publique, tandis que Manchester a toujours fabriqué

1. Voir le livre de Dolman, *Municipalities at work.*

son gaz. Londres n'a même pas son eau municipale : huit sociétés privées subviennent aux besoins de la ville. Mais le comité des travaux publics a mis des entreprises considérables en régie. La protection ouvrière est très développée : les conditions du travail pour les ouvriers municipaux, pour les entreprises communales, minimum de salaire, maximum d'heures de travail, interdiction du marchandage, sont minutieusement réglées dans les cahiers des charges. Des sommes considérables ont été employées en subventions pour les logements à bon marché. Les quartiers pauvres de Londres, les environs des docks, de Whitechapel, vrais coupe-gorge il y a quelques années, amas de bouges et de taudis, sont en voie de transformation complète depuis 1889.

Est-ce donc là du socialisme municipal? Parce qu'une ville se charge elle-même de la direction de ses travaux, de ses affaires propres, au lieu de laisser ce soin et ce bénéfice à des intermédiaires, ou bien encore parce qu'elle prend souci de l'hygiène publique, et particulièrement des ouvriers, dira-t-on qu'elle obéit à des principes subversifs?

Un conseiller municipal de Glasgow se montrait un jour fort étonné de lire dans un ouvrage sur les municipalités anglaises, paru aux États-Unis, que sa ville offrait l'exemple le plus parfait du socialisme communal, et que lui-même était désigné comme socialiste. Il n'en revenait pas. Dans sa pensée, il avait seulement songé à prendre des mesures qui, d'après ses collègues et lui, fournissaient le meilleur moyen d'assurer le bien-être

matériel et moral de la communauté. Leur seul mobile était le bien public, et ils avaient beau se creuser la tête et faire des raisonnements à perte de vue, ils ne parvenaient pas à rattacher l'éclairage des rues à la croissance du socialisme d'État[1]. Traiter les ouvriers d'une façon intelligente et reconnaître les syndicats n'implique pas le socialisme, et vers aucune direction ils n'apercevaient un développement dans le sens expressément socialiste. Si le rôle des socialistes, ajoutait-il, est de rappeler à l'accomplissement des devoirs sociaux, ce rôle est superflu en Angleterre, car toutes les classes en sont pénétrées. — Les socialistes ne forment eux-mêmes qu'une quantité négligeable. Le nombre de leurs partisans est restreint. Ils n'ont pu forcer la porte de la Chambre des communes. Ils ont réussi à pénétrer dans les conseils municipaux, grâce à l'appui des progressistes; aux élections de 1889, par suite du droit de vote plus démocratique, les progressistes se sont trouvés en majorité dans le Conseil de comté; en 1898, ils ont gagné douze sièges, et comptent soixante-dix élus; les modérés sont au nombre de quarante-huit; les socialistes n'ont conquis qu'une dizaine de sièges. Leur parti s'attribue, comme une application de leurs théories, ce qui est simplement la conséquence générale du mouvement démocratique et social de notre temps, qui ne s'accorde avec leur point de vue que d'une façon très limitée.

Mais il existe une école, une doctrine socialiste,

1. *Soziale Praxis* du 11 avril 1898.

dite des *Fabiens*, qui n'est pas organisée en parti, qui se recrute principalement parmi les intellectuels de la bourgeoisie cultivée, sous la direction d'un esprit éminent[1], M. Sidney Webb, et qui attribue à l'œuvre effective des municipalités une importance considérable. Assurément, disent-ils, au point de vue des collectivistes purs, les transformations accomplies dans l'administration de la commune semblent bien insuffisantes. Le mot socialiste est peut-être encore trop pour la chose. Mais ces commencements, si modestes qu'ils puissent paraître, marquent le point de départ d'une évolution considérable, dont on a peine à imaginer les phases ultérieures, voire prochaines. La tendance générale d'exclure les entreprises privées pour les grands travaux, tels que le gaz, la distribution de l'eau, les tramways, etc., peut dépasser de beaucoup le cadre actuel. Mieux que l'État, qui agit sur une trop vaste échelle, les communes sont des corps sociaux propres à prendre l'initiative de changements à longue portée. Elles peuvent se transformer insensiblement en coopératives, s'attribuer la direction d'une partie de la production et de la vente des produits. Elles produisent et vendent du gaz : pourquoi ne fabriqueraient-elles pas et ne vendraient-elles pas du pain? pourquoi n'écarteraient-elles pas, dans l'intérêt du public, les abus criants des boulangeries privées? Par l'impôt, enfin, les communes peuvent interve-

1. Voir *Socialism in England*, par Sidney Webb, 2e édition.

nir d'une façon très efficace dans la répartition des richesses. Ce n'est pas dans ce qui est, mais dans ce qui sera, que gît le sens véritable du socialisme municipal.

Selon les Fabiens, ce changement n'est pas destiné à s'opérer par une révolution, par un coup de théâtre, par une organisation subite, comme le croient les socialistes du continent, qui se plaisent, tels Engels, Bebel, Jaurès, Guesde, à fixer des dates prochaines, et qui, bien qu'ils parlent d'évolution, en sont restés aux utopies surannées, aux Icaries et aux Phalanstères. L'idéal socialiste, de statique qu'il était, est devenu dynamique ; il n'est plus dans l'*être*, diraient les Allemands, il est dans le *devenir*. Lassalle estimait autrefois qu'il faudrait deux cents ans pour opérer la transformation de la société capitaliste en société collectiviste : les Fabiens, qui ont emprunté leur nom à *Fabius Cunctator*, le général patient, se montrent encore moins pressés. Le socialisme, disent-ils, n'est que le côté économique de la démocratie, la conséquence de la grande industrie. Pas plus qu'à la démocratie, on ne saurait lui assigner un commencement précis, un aboutissant définitif. Comme la démocratie, il est appelé à un essor irrésistible, à un progrès continuel. Pour que le socialisme se développe, il suffit que la législation et l'administration se trouvent entre les mains et sous le contrôle de la démocratie, et c'est ce que nous voyons partout se produire. Le parti libéral tend à se rapprocher de plus en plus des masses populaires, comme l'avait prédit Gladstone dès 1885, et à s'im-

prégner de leurs aspirations, d'une façon plus ou moins consciente. Le changement est moins encore, jusqu'à présent, dans la *machinerie* du gouvernement, que dans l'esprit selon lequel cette *machinerie* est conduite. Même sans qu'il soit besoin de la petite armée des socialistes avancés, le socialisme s'infiltre, se répand par endosmose, *permeation*, dans tous les domaines de la pensée et de la vie publique.

On parle du socialisme de l'avenir. Nous y sommes plongés dans le présent. M. Sidney Webb le reconnaît à ces signes indiscutables : la restriction croissante de la propriété privée, par suite des règlements du travail et des exigences de la police sanitaire ; l'État surveille et dirige les fonctions industrielles qu'il n'a pas absorbées : la substitution graduelle des entreprises publiques aux entreprises privées en ce qui concerne l'eau, le gaz, les tramways; au lieu d'affermer, la communauté exploite : les villes acquièrent des propriétés urbaines pour y établir des logements ouvriers : la croissante absorption de la rente du capital et même du talent personnel, par l'élévation des impôts, — cette municipalisation croissante de la rente, par l'augmentation des taxes locales, n'est qu'une forme préparatoire d'une nationalisation du sol; — la substitution de l'assistance publique à la bienfaisance privée, pour le relèvement des classes inférieures.

Le courant est si puissant que l'économie politique elle-même a dû cesser de résister, et que les économistes se bornent à conseiller la modération

et à recommander la circonspection. Les intransigeants de l'école de Manchester sont déjà relégués parmi les fossiles. L'individualisme du passé est bien mort, il ne renaîtra pas de ses cendres. Et dans une page humoristique, souvent citée, M. Sidney Webb nous peint les illusions du bon individualiste, et les démentis que lui infligent à chaque pas les institutions municipales :

Le conseiller municipal individualiste se promène sur le trottoir municipal, éclairé par le gaz municipal et nettoyé par les balais municipaux avec l'eau municipale, et voyant à l'horloge municipale du marché municipal qu'il est trop tôt pour rencontrer ses enfants au sortir de l'école municipale qui jouxte l'hôpital municipal et l'asile des fous du comté, il emploiera le télégraphe national pour leur dire de ne pas traverser le parc municipal, mais de prendre le tramway municipal pour le rejoindre à la salle de lecture municipale, au musée et à la bibliothèque municipales, où il a besoin de consulter certaines publications nationales, afin de préparer son discours au conseil municipal en faveur de la nationalisation des canaux et de l'augmentation de contrôle du gouvernement sur les chemins de fer. « Vous me parlez de socialisme, Monsieur, dira-t-il, ne perdez pas le temps de l'homme pratique, avec ces fantaisies, ces absurdités. *Self-help*, Monsieur, aide et activité individuelles, voilà ce qui fait notre ville ce qu'elle est.

Cette boutade de M. Sidney Webb montre que les socialistes cherchent à tirer argument de l'intervention des pouvoirs municipaux, même les plus modérés, en faveur de leurs idées les plus hardies.

Les Fabiens combattent, à titre de préjugé,

cette idée de nombre de socialistes, que le collectivisme implique une administration nationale rigidement centralisée de tous les détails de la vie. Les réformateurs pratiques n'ont pas d'autres moyens d'atténuer les maux de la société qu'en agissant dans la commune. Au comté de Londres où s'exerce leur influence, les Fabiens réclament une extension de la provision publique des repas scolaires dans les districts pauvres. Des centaines de mille de repas gratuits et à bon marché sont donnés par la charité privée, avec la collaboration des autorités scolaires. Cela ne suffit pas, et un mouvement se produit, qui témoigne de la croissance de l'esprit collectif, en faveur d'un repas gratuit fourni dans les écoles par le *London School Board* lui-même. Chaque jour est plus généralement reconnue la nécessité de remédier au chômage, d'entreprendre des travaux publics pour les sans-travail. La commune doit s'efforcer de procurer des emplois à qui le demande. Il s'agit de refondre sur des principes démocratiques la loi des pauvres d'Élisabeth. Enfin la question du logement des pauvres dans les grandes villes doit être résolue dans un sens essentiellement socialiste.

Au Congrès des municipalités qui s'est tenu à Leeds, en 1899, sous la présidence de Sidney Webb, on a voté la monopolisation de l'alcool, des débits de boissons, des assurances sur la vieillesse[1]. Tous les déléguées se sont déclarés

1. Les Fabiens, qui s'occupent surtout de propagande, ont exposé ces questions dans de petits traités, *Tracts*, qui sont des modèles du genre. Ils n'ont que quelques

partisans d'une extension des pouvoirs légaux dans les administrations locales. Dans d'autres conférences, les municipalités réclament le droit d'acheter des terrains et de disposer pour cela du droit d'expropriation, d'imposer les propriétés bâties et non bâties en proportion de la plus-value résultant de l'accroissement des villes, etc.

Mais l'action des municipalités urbaines et leurs exigences croissantes ne sont pas sans émouvoir l'opinion et le gouvernement. Dans une lettre retentissante, sir John Lubbock a protesté contre la construction des habitations ouvrières. La police sanitaire peut obliger les propriétaires à fermer les logements malsains : mais il n'est pas du ressort de la commune d'en bâtir de nouveaux. Sir John Lubbock blâme comme un système coûteux, ouvrant la voie aux abus, la régie dans les entreprises communales. Et il n'exprime point en cela une opinion individuelle et isolée. On craint que les communes, à force d'étendre leurs fonctions, ne les remplissent mal, et qu'en adoptant la politique collectiviste l'administration ne se montre plus mauvaise, plus èxposée à la corruption, à mesure qu'elle se complique, et que les recrues sorties des couches démocratiques inférieures y deviennent plus nombreuses et plus influentes. Les entreprises qui ont un caractère commercial exigent des capacités supérieures. et

pages et coûtent dix centimes. On les trouve au siège de la société, Strand W. C. 276.

Il s'est formé également un bureau d'information du gouvernement local, pour toutes les questions municipales.

les gens capables ne courent pas les rues. Au Congrès de Leeds, M. Sidney Webb recommandait de choisir pour l'administration des villes des hommes spéciaux et compétents dans chaque branche, et de leur offrir les rémunérations que leur supériorité et leurs talents trouveraient ailleurs ; mais les socialistes se sont déclarés hostiles à ces hauts traitements, et M. Sidney Webb a eu contre lui la majorité.

Enfin toutes les grandes entreprises qui recherchent des concessions, et qui s'adressent au Parlement, se heurtent aux prétentions des municipalités qui veulent se les réserver. Aussi demandent-elles au gouvernement central d'arrêter cette intrusion dans le domaine privé. Lord Salisbury a proposé récemment une enquête parlementaire, pour savoir d'après quels principes il faut régler les pleins pouvoirs transmis aux communes et autres administrations locales. La fédération des représentations communales d'Angleterre, qui comprend 276 villes, s'est prononcée à l'unanimité contre cette enquête destinée à établir des règles fixes, à tracer des limites à leur activité. Mais la proposition de lord Salisbury a été acceptée à la Chambre des communes par 141 voix contre 47. Et ce vote témoigne d'une réaction très marquée contre les empiétements et les grandes espérances des socialistes municipaux. Le vent d'impérialisme et de nationalisme qui souffle avec une égale intensité sur toutes les classes, éloigne d'ailleurs l'opinion des préoccupations sociales, qui passent à l'arrière-plan.

L'Allemagne a devancé tous les autres pays dans la voie du socialisme d'État par les grandes lois d'assurance ouvrière que le prince de Bismarck a fait voter au Reichstag. Le socialisme municipal n'y a pas la même envergure. Mais les villes allemandes, qui ont pris une croissance inouïe, depuis 1871, marchent sur les traces des municipalités anglaises.

Les villes de l'Empire, sans esprit de parti, ont organisé des écoles professionnelles, des bibliothèques, des caisses d'assurance, des bureaux de placement gratuit; elles cherchent des remèdes au chômage. La question des pharmacies municipales, à l'ordre du jour, a été résolue à Cologne. De nombreuses villes travaillent à agrandir la propriété foncière de la commune. Les logements ouvriers préoccupent toutes les classes. Dans le duché de Bade, à Strasbourg, à Hambourg, les municipalités louent des maisons à la population ouvrière. L'octroi est considéré comme un impôt antisocial, et des essais ont été tentés en Saxe pour le remplacer par un impôt communal. On demande, sans distinction de parti, qne les terrains à bâtir, dont l'augmentation de prix considérable tient à l'accroissement des villes, sans que les propriétaires y soient pour rien, soient imposés en proportion : comme en Angleterre, les villes aspirent à ne pas laisser exploiter les services publics par des sociétés par actions.

Tout ce mouvement se produit en dehors des socialistes. Nulle part le parti socialiste n'est plus puissant et mieux organisé qu'en Allemagne.

Mais la social-démocratie est bien trop absorbée par la lutte politique au Reichstag, où elle a pénétré grâce au suffrage universel. Pour les municipalités des divers États, les modes de votations sont très divers et en général défavorables aux socialistes. A Berlin règne le système des trois classes qui donne la prépondérance à la richesse. Les socialistes ne peuvent espérer de succès que dans la troisième catégorie des électeurs, dont ils obtiennent un nombre croissant de voix, 4.800 en 1885, 26.000 voix aux dernières élections, contre 12.000 aux libéraux, et 3.000 aux antisémites. Les progressistes dominent dans la municipalité de Berlin; les socialistes n'y forment qu'une minorité, dont M. Singer nous a exposé le programme : enseignement post-scolaire obligatoire pour les deux sexes jusqu'à dix-huit ans; service médical gratuit; budget de l'entretien des pauvres accru; impôts communaux; protection ouvrière, journée de huit heures pour les ouvriers municipaux; gratuité des enterrements; éclairage électrique enlevé à l'industrie privée. Dès 1847 la municipalité de Berlin obtenait le droit de fonder une usine à gaz : depuis 1876, elle exerce une action entière sur les travaux publics, et réclame encore plus d'autonomie.

Les socialistes allemands estiment qu'en dépit des obstacles que dresse devant eux « l'État monarchique et policier », ils ont le vent dans leurs voiles, et que toute tendance poussant à la socialisation progressive de la vie économique, rapproche du port collectiviste. Ils se montrent

toutefois plus patients qu'autrefois et ils expriment des visées plus modestes et plus pratiques. M. Bebel, l'adversaire de Bernstein qui préconise la méthode et la tactique anglaise, contre le révolutionarisme continental, se ralliait implicitement à ces idées dans un discours qu'il prononçait à Berlin. Il disait qu'il fallait faire de petits pas, avant d'entreprendre les grandes enjambées.

En Belgique, l'autonomie communale est enfermée dans d'étroites limites, mais le mode de suffrage permet aux classes ouvrières d'intervenir dans les élections communales. Il leur est arrivé au début de s'emparer du pouvoir dans certaines communes, et de ne savoir qu'en faire, parce que les élus manquaient de la connaissance des droits et de la pratique administratifs. Ils se heurtaient à l'hostilité et au mauvais vouloir des employés municipaux. A Courcelles, au lendemain des élections de 1895, tout le personnel de la mairie se déclarait malade, et cette grève d'un nouveau genre contre les socialistes maîtres de la commune les mettait dans un grand embarras [1]. Aux élections de 1895, ils avaient des représentants dans deux cents communes, aujourd'hui ils en ont dans trois cents. Ils avaient la majorité dans soixante-cinq communes : ils la possèdent aujourd'hui dans cent vingt. Mais ils ont fait la salutaire épreuve de l'instabilité de leurs électeurs. Ils ont subi des échecs et des revers dans le pays de

1. Vinck, « le Socialisme municipal en Belgique, » *Mouvement socialiste* du 15 février 1900.

Charleroi, qu'ils croyaient définitivement conquis. Dès 1894, les socialistes belges formulaient un programme municipal très étendu. Ils demandaient l'établissement de cantines scolaires, des fournitures de vêtements aux enfants pauvres des écoles, un impôt spécial sur les terrains non bâtis et les maisons inhabitées. La bienfaisance publique transformée en assurance contre la maladie, le chômage, la vieillesse. Des asiles de vieillards et des asiles de nuit. La régie substituée à l'adjudication. Une assurance communale et intercommunale contre l'incendie. Les octrois sont, comme on le sait, supprimés en Belgique : pour obtenir plus de ressources, les socialistes belges réclament des impôts communaux, et la substitution de l'impôt progressif à l'impôt proportionnel.

Un des membres les plus en vue du parti ouvrier belge, M. Louis Bertrand, s'est fait une spécialité des logements ouvriers. Sa nomination comme échevin de Shaerbeck, faubourg populeux de Bruxelles, dans un conseil où les socialistes n'étaient pas en majorité, a soulevé les mêmes difficultés de casuistique au sein du parti que l'entrée de M. Millerand dans le ministère bourgeois de M. Waldeck-Rousseau. Une société anonyme s'est formée, grâce à l'initiative de M. Louis Bertrand, pour la construction et la location d'habitations ouvrières. Les frais du capital ont été souscrits par la commune, la commission des hospices et le bureau de bienfaisance.

Le parti ouvrier en Belgique estime d'ailleurs

que l'action de ses membres dans la commune n'a rien de spécifiquement socialiste, et qu'ils doivent viser surtout à une bonne administration. Avec cet esprit pratique qui pourrait servir de modèle à tous les partis, ils dirigent leurs efforts vers l'organisation et la propagande, fédèrent les municipalités, centralisent les renseignements dans un bulletin communal que publie régulièrement l'*Avenir social*.

II

La première tentative de socialisme municipal a eu lieu à Paris pendant la Commune de 1871. Les hommes de l'insurrection du 18 mars représentaient sans doute un capharnaüm d'idées et de doctrines où le jacobinisme territoriste dominait. Mais le nom même si caractéristique de *Commune* marquait les aspirations à l'autonomie de la démocratie urbaine, après la centralisation et la tutelle du gouvernement impérial. Les idées proudhoniennes s'y faisaient jour, d'après lesquelles la commune, le groupe local, doit se substituer à l'État et chercher à résoudre plus librement et plus aisément les problèmes sociaux. On espérait que les grandes villes de France se soulèveraient en même temps que Paris, et émergeraient comme autant d'îlots au milieu de l'océan rural, où l'esprit socialiste finirait par dominer.

Absorbée par la lutte contre Versailles, la Com-

mune s'est bornée à promulguer des décrets platoniques : l'abaissement au maximum de six mille francs des traitements des fonctionnaires ; la suppression de la prostitution patentée ; l'abolition du travail de nuit dans les boulangeries (décret rapporté à la demande des intéressés eux-mêmes) ; les fournitures militaires données aux syndicats ; l'expropriation, avec indemnité, des ateliers abandonnés, et la remise de ces ateliers aux syndicats ouvriers.

Après la Commune, ce furent les radicaux qui se firent les avocats des revendications ouvrières tant à la Chambre qu'au Conseil municipal.

La loi municipale de 1884 réglait particulièrement les attributions du Conseil municipal de Paris. Mais, de l'aveu des socialistes eux-mêmes, Paris, sinon en droit, du moins en fait, possède des pouvoirs aussi étendus que les autres grandes villes de France, sauf en ce qui concerne la police. Dans son rapport de 1889, M. Léon Donnat critiquait une législation « qui ne sait ni permettre ce qui peut être concédé avec profit, ni interdire ce qui ne peut être usurpé sans danger ». Il combattait à l'Hôtel de Ville, en même temps que M. Yves Guyot, les tendances vers le socialisme d'État plus ou moins conscientes, même de la part de majorités relativement modérées, pour la réglementation du travail dans les entreprises de la ville ou dans les adjudications, le salaire minimum, le maximum des heures de travail. Il serait facile de relever dans les délibérations du Conseil municipal de Paris une foule de délibérations qui n'ont

d'autre utilité que de profiter à certaines catégories d'électeurs et d'être payées par tous.

Après la loi de 1884 commencent les subventions aux grèves, faites aux frais des contribuables. Le Conseil résolvait ainsi la question de savoir si le contribuable paie l'impôt pour intervenir dans le contrat de louage, et décider, par exemple, si un patron a eu tort ou raison de vouloir conserver un contre-maître. Pourquoi dès lors un Conseil municipal réactionnaire de Bretagne ou de Vendée ne subventionnerait-il pas à son tour des patrons en lutte avec les ouvriers ? Une municipalité anglaise qui se mêlerait d'accorder des subsides aux grévistes s'exposerait à des poursuites, et se verrait condamnée à des dommages-intérêts considérables.

On a proposé au Conseil de taxer le pain et la viande, de fabriquer même le pain, et de vendre la viande et les denrées alimentaires En matière d'octroi, M. Baudin, lors de sa dernière présidence, annonçait de vastes projets fiscaux. Il ne s'agirait de rien moins que de frapper les classes possédantes d'un impôt de 230 millions, destiné à remplacer l'octroi.

Si le Conseil municipal de Paris n'a accompli aucune œuvre de services publics qui se puisse comparer à celle des municipalités anglaises, c'est, nous dit M. Adrien Veber, qu'il est lié par les concessions des grandes Compagnies, enserré dans les limites oppressives de la légalité.

De toutes les capitales, Paris est la plus mal desservie et la plus chèrement, en ce qui con-

cerne les transports et les moyens de communication. La comparaison avec Londres, avec Berlin, et une foule de villes de moindre importance est humiliante. Le Conseil a fini par se décider à voter le chemin de fer métropolitain, et il a appliqué la politique socialiste en prenant part à sa construction. La ville ne l'exploitera pas directement, elle a accordé une concession de trente-cinq ans; mais elle conserve une influence sur le fonctionnement de l'entreprise; elle s'est réservé une part importante des recettes brutes, le droit d'intervenir dans la situation des employés du chemin de fer, pour la fixation des salaires, le temps de travail, etc. D'autre part, des préoccupations électorales ont exercé sur le plan même une influence déterminante, au détriment de la population tout entière. On a refusé le raccord de la ligne métropolitaine avec les grandes Compagnies, par crainte de voir les ouvriers quitter les sombres faubourgs, s'éparpiller au bon air de la campagne, y vivre à meilleur marché : on tient à garder sous la main les électeurs mécontents; on ne veut pas de soupape de sûreté; et c'est aussi là une des raisons pour lesquelles les socialistes sont hostiles à l'expansion coloniale. Cependant les députés socialistes à la Chambre réclament à cor et à cri aux Compagnies des trains pour les ouvriers. On entrevoit ici un des dangers, et non des moindres, du socialisme municipal, du socialisme politique en général : la primauté des soucis électoraux même sur le bien-être des classes ouvrières.

Nous ne parlons que pour mémoire des actes

de protection ouvrière accomplis par le Conseil municipal de Paris, l'édification de la Bourse du travail, l'organisation des travailleurs municipaux, les conditions de travail exceptionnelles qui leur sont faites, — si bien que, dans les Congrès ouvriers, nous les avons entendus traiter par leurs camarades de « fonctionnaires, » — la guerre aux bureaux de placement, etc.

Dans une apologie de l'action socialiste du Conseil municipal de Paris, M. Adrien Veber vantait le socialisme municipal, parce qu'il substitue la méthode d'évolution à celle de révolution : « En allant au-devant des revendications ouvrières, écrivait-il, on développe dans la classe laborieuse cet espoir que la grande œuvre de relèvement et d'émancipation peut se réaliser par la voie pacifique d'un travail organisé de chaque jour, on écarte l'opinion préconçue que c'est par la violence seule que l'on peut aider la classe ouvrière. »

Le socialisme municipal trouvait en France son théoricien dans M. Paul Brousse et sa formule des *Services publics*.

M. Guesde et M. Lafargue estimaient, au contraire, que l'impuissance organique et réformiste des municipalités, dans la société actuelle, était éclatante comme le soleil. Ils voulaient que, sans se laisser arrêter par l'annulation de leurs décisions, elles traduisissent en arrêtés les revendications ouvrières. Elles entraîneraient par là cette fraction encore hésitante du prolétariat, qui est malheureusement la grande majorité. Les

conflits qu'elles soulèveraient avec le pouvoir mettraient d'autre part hors de doute pour la masse que la première étape révolutionnaire est la conquête de l'État[1].

Et sous cette inspiration, les Congrès ouvriers s'occupaient uniquement du rôle des municipalités de l'avenir, après la révolution prochaine, mais décidaient qu'il n'y avait rien à faire pour le présent[2].

Cependant on voyait bientôt les hommes dirigeants du parti socialiste changer de tactique et de langage. Par suite de l'accroissement rapide des grandes villes, de l'affluence de la population ouvrière, de la propagande et du suffrage universel, Paris, la ville-lumière, allait se trouver de beaucoup dépassé par la province. Paris ne sera bientôt plus à la tête du mouvement d'émancipation politique et social! Avant 1892, il n'existait que deux municipalités socialistes : Saint-Ouen et Roanne. En 1892, il fallait y ajouter Roubaix et Narbonne. L'année suivante se constituait un parti socialiste à la Chambre, grâce à l'alliance électorale de M. Goblet et de M. Millerand. Aux élections municipales de 1896, les socialistes s'emparaient des municipalités de Commentry, Montluçon, Marseille, Toulon, Limoges, Calais, Lille, Dijon, et d'autres encore, moins importantes. Ils sont encore loin, assurément de posséder les 36.000 communes de France. Mais il

1. *Programme du Parti ouvrier*, p. 77-78,

2. *Rapport sur les résolutions des Congrès ouvriers de* 1876 *à* 1883, par Jean Dormoy.

faut tenir compte de l'influence des grandes villes, de leur rayonnement sur les communes rurales. Désormais la conquête des municipalités et les programmes de réformes municipales vont passer au premier plan.

Dès 1891, le parti ouvrier, au Congrès de Lyon, élaborait un programme minimum qui comprenait la journée de huit heures, la suppression de l'octroi, des bureaux de placement, l'établissement de crèches, de maternités, d'asiles, de bureaux de consultations judiciaires.

Dans une interpellation de M. Guesde à la Chambre, le 20 novembre 1894, relative à l'interdiction d'une pharmacie municipale à Roubaix, M. Guesde s'écriait :

« Vous comprenez que le jour où les municipalités déjà socialisées seront passées aux mains du parti ouvrier et pourront apporter à leurs administrés les améliorations immédiates, si insuffisantes soient-elles, que contient notre programme, il y aurait là une de ces propagandes par le fait qui, au lieu de 100 communes que nous pouvons posséder aujourd'hui, nous en donnerait 10.000, 15.000, à la prochaine consultation. » M. Lafargue estimait de même, que, s'il ne fallait pas songer à arriver à la solution du problème social, à la suppression du salariat par la disposition du pouvoir administratif dans la commune, le socialisme municipal était un champ d'entraînement pour déloger des mairies la féodalité terrienne. L'assemblée municipale devient ainsi une école d'administration préparatoire pour

exercer les cerveaux à la direction des grands services collectivistes. Enfin, les Conseils municipaux sont utiles pour la conquête de la Chambre, indispensables pour celle du Sénat. La France se réveillera un beau matin collectiviste, comme elle s'est réveillée républicaine en 1870, et la société bourgeoise elle-même est intéressée à cette éducation politique et administrative du prolétariat, auquel appartiendra bientôt le pouvoir, et qui rendra la Révolution moins violente. Pour M. Bonnier [1], la possession des municipalités apparaît plus importante que celle du Parlement. C'est la vie nationale qui tombe peu à peu dans les mains socialistes. D'après M. Adrien Veber, le prolétariat, en s'emparant des communes, suit la même méthode d'affranchissement qui a si bien réussi à la bourgeoisie. Pendant que, d'un bout de la France à l'autre la féodalité se montrait à cheval et en armes, l'association communale a marqué la phase guerrière de la bourgeoisie. Elle peut exercer la même action, entre les mains des prolétaires, contre les exactions et le brigandage des hauts barons de la finance et de l'industrie. Sans doute le pouvoir communal reste encore outrageusement limité par la légalité courante : mais, avec un gouvernement sympathique et une interprétation plus large des lois existantes, d'importants progrès sociaux sont cependant réalisables par la multiplication progressive des services publics, les conditions du travail imposées dans

1. *Neue Zeit*, mai 1896.

les entreprises communales. Maîtres des budgets, les socialistes doivent s'en servir contre la classe cléricale et nobiliaire en faveur des pauvres et des opprimés, établir des logements ouvriers, des systèmes d'assurance, nourrir et habiller les enfants des écoles.

Les idées de M. Brousse et de M. Adrien Veber s'imposaient ainsi, par la force des choses, à leurs adversaires socialistes d'autrefois. M. Millerand leur donnait la consécration suprême, lors du banquet des Municipalités de Saint-Mandé, au lendemain même des élections municipales de mai 1896, et son programme est devenu la charte du parti socialiste unifié depuis le Congrès de Paris (1899) : conquête des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en parti de classe, entente internationale des travailleurs, socialisation des entreprises privées déjà constituées en monopoles, aux mains des particuliers, ou des compagnies capitalistes telles que mines, chemins de fer, établissements de crédit, usines métallurgiques, à mesure de leur arrivée à maturité sociale. M. Millerand ne prononçait pas le mot de « Révolution ».

Une fois que la porte des municipalités leur a été ouverte par le suffrage universel, les conseillers socialistes ont tenté de se fédérer, afin de fortifier leur action. Ils ont violé ou tourné la loi de 1881, qui interdit en termes formels tout groupement des administrations communales. La rivalité des sectes socialistes a formé, jusqu'à présent le principal obstacle à l'unité du mouvement. En 1899 s'est tenu le septième congrès des socialistes

municipaux. Les articles principaux de leur programme ont trait à la journée de huit heures et au minimum de salaire pour les travaux communaux; à la suppression des taxes d'octroi et à leur remplacement par des taxes somptuaires et des centimes additionnels, aussi longtemps qu'on ne pourra appliquer l'impôt progressif sur le revenu; au *referendum* sur toutes les questions financières, bien qu'il ne soit pas admis par la loi française; aux unions départementales des municipalités socialistes; à l'action d'ensemble substituée aux manifestations isolées; à l'autonomie communale; à la régie des travaux et à l'organisation des services publics.

Comment les municipalités entre les mains des socialistes ont-elles accompli ce programme? Des enquêtes ont été faites par M. Roseyro en 1896, par M. Ripault en 1900, dans le *Journal des Débats*, la plus complète qui ait été publiée, par un rédacteur anonyme du *Temps*, sur les municipalités collectivistes du Nord. Les socialistes accusent les journaux « bourgeois » d'éplucher leurs budgets, parce qu'ils n'ont rien de mieux à faire. Mais eux-mêmes ont jugé utile et opportun de présenter leur justification, à la veille des élections de mai 1900, dans une suite de monographies, publiées par le *Mouvement socialiste*.

Pour apprécier exactement cette gestion, il faudrait entrer dans le menu détail des circonstances locales, qui varient d'une ville à l'autre, examiner l'état des finances préparé par les municipalités précédentes. Un tel examen serait aussi

long que fastidieux Si l'on s'en tient aux caractères généraux, on constate une évolution identique à celle qui caractérise le régime républicain établi en France depuis 1871, mais plus accélérée, parce qu'elle est plus démocratique, vers l'augmentation des dépenses, l'accroissement du nombre des fonctionnaires, et l'extension du protectionnisme ouvrier. Cela même tient à la force des choses. Les socialistes ne peuvent arriver au pouvoir et s'y maintenir que par les satisfactions partielles données à leur clientèle ouvrière. Comme tout régime nouveau qui s'installe, ils sont obligés d'augmenter, contre leurs adversaires, le nombre de ceux qui ont un intérêt personnel acharné à le défendre, c'est-à-dire les fonctionnaires qui en vivent. Enfin, en admettant, jusqu'à la preuve du contraire, qu'ils soient personnellement désintéressés, il résulte de cette double nécessité que le budget des dépenses se gonfle, et qu'il faut augmenter pareillement celui des recettes, entamer les réserves des municipalités précédentes. Les municipalités françaises ne conduisent pas elles-mêmes, comme en Angleterre, de vastes entreprises industrielles et commerciales, en vue de subvenir à leurs besoins.

Afin de ne pas nous en tenir aux généralités, examinons deux municipalités : Roubaix et Dijon, dont le personnel dirigeant, bien qu'appartenant à la classe ouvrière, ou plutôt à différentes couches sociales de cette classe, est de valeur fort inégale. Tout, en dernière analyse, se ramène à la capacité des individus ; et ce ne sont point les

opinions professées qui déterminent ces capacités.

Roubaix nous est présentée comme la ville sainte du collectivisme, dont M. Guesde est le prophète. L'œuvre prolétarienne, créée par la municipalité socialiste, excite l'admiration, l'enthousiasme de tous les partisans du système; l'auteur d'une brochure sur *Roubaix socialiste*, M. Siauve Evauzy, traite de chacal à l'haleine fétide et voue aux dieux infernaux quiconque parle de cette œuvre dans un esprit de dénigrement.

Demandons-nous d'abord pour quelle cause spéciale Roubaix s'est trouvée une des premières villes de France possédant une municipalité socialiste. Grande cité industrielle, reliée à Lille par un long faubourg, Roubaix compte une population ouvrière, française et flamande, de 50.000 âmes, sur 125.000 habitants. Le reste se compose du petit commerce, et du personnel dirigeant des immenses usines de filature et de peignage dont les hautes cheminées s'élèvent comme une forêt et vomissent leur fumée noire. L'aspect de la ville, bâtie en briques, est assez propre, mais il ne faut pas pénétrer trop avant dans les courées du Coq français, par exemple, où grouillent entassées les familles ouvrières. Dans une autre partie de la ville, sur le boulevard de Paris, s'étalent de somptueux hôtels, qui ne dépareraient point les environs de l'Arc de Triomphe et l'avenue du Bois : sculptures, colonnes, doubles escaliers de marbre, tapisseries anciennes et plantes rares. Ce sont les demeures, imprudentes en cet endroit, des ma-

gnats de l'industrie, dont les rapides fortunes se sont édifiées à partir de 1852. A s'en tenir aux apparences, Roubaix présente l'image d'une cité marxiste : grandes richesses accumulées entre quelques mains à un pôle, prolétarisation des masses à l'autre, par l'essor fatal de la grande industrie. M. Guesde et ses amis ne pouvaient trouver un champ de propagande mieux préparé que ces villes et ces campagnes industrialisées du Nord. Joignez à cela que les élections de 1892 avaient été précédées par une grève malheureuse. Le travail de nuit pour les femmes existait encore, et elles sortaient de l'usine à l'aube, épuisées par les veilles, le bruit et la poussière, au moment où leurs maris y entraient, après les stations chez le marchand de vin.

On conçoit le succès des journaux qui leur peignaient leur situation sous les plus sombres couleurs, et leur promettaient la délivrance. Les camelots, les crieurs de feuilles incendiaires sont les petits prophètes du peuple, influents au même titre que les marchands d'alcool. Aussi trouve-t-on les uns et les autres fréquemment représentés dans les municipalités socialistes. C'était la profession du citoyen Carrette, le nouveau maire de Roubaix : « et les riches fabricants de la ville, lorsqu'ils virent pour la première fois passer le camarade Carrette fumant son brûle-gueule, et se rendant à la mairie, après avoir vendu ses journaux, durent se dire comme l'huissier des Tuileries introduisant le ministre bourgeois Roland, qui se présentait devant la cour avec des souliers sans bou-

cles : « Ah ! monsieur, tout est perdu ! » Ces mêmes bourgeois songèrent peut-être plutôt à une scène du Palais-Royal, le jour où ils apprirent que le même citoyen maire avait été arrêté par son propre commissaire de police pour tapage nocturne. Aux lettrés, la municipalité de Roubaix rappellerait la comédie d'Aristophane, *les Chevaliers*, peinture inoubliable de la domination de la plèbe, de l'Ochlocratie. Aussitôt élus, nombre d'édiles s'établirent mastroquets[1], à l'enseigne des *Trois-Huit*, de *l'Union sociale*, de *la Femme sociale*, etc. La *Brasserie sociale* du citoyen Carrette est le théâtre de l'avènement au pouvoir d'une nouvelle couche de politiciens, les politiciens de cabaret, succédant aux politiciens de café. C'est dans une buvette, avoisinant la mairie, que se tiennent les conciliabules et que se préparent les votes. Les nouveaux maîtres de l'Hôtel de Ville semblèrent au début assez embarrassés de leur conquête. Ils conservèrent l'ancien secrétaire qui possédait l'expérience et la pratique des affaires courantes. Puis il fut remplacé par un avocat, M. Chabrouillaud, que M. Guesde alla quérir à Limoges. On désignait communément M. Guesde comme le véritable maire de Roubaix.

La municipalité de Roubaix est fière de ses œuvres d'assistance ouvrière. Elle a doublé la dotation des établissements de bienfaisance, depuis 1892, établi des cantines scolaires, donné des pensions aux indigents, organisé des fourneaux écono-

1. Enquête de M. Huret sur la Question sociale.

miques, réservé des fonds pour le rapatriement des ouvriers. Elle a édifié une *cité des veuves* qui se compose de trente-cinq maisons, distribué des vêtements, des layettes municipales, fondé des crèches municipales. Près de deux mille enfants ont été envoyés à l'hôpital maritime du sanatorium de Saint-Pol. Il existe des bains municipaux, des étuves municipales. La mauvaise volonté de l'administration centrale n'a pas permis d'établir une pharmacie municipale, mais une puissante société coopérative, *la Paix*, fournit des médicaments à bon marché.

Un *social démocrate* allemand, qui visitait Roubaix en 1897, parlait avec admiration des établissements scolaires. « La commune, disait-il, nourrit, vêt les enfants, et se met ainsi à la place de la famille individuelle, appauvrie et désorganisée par la production capitaliste. Elle crée la famille de l'avenir, la famille sociale, celle dont aucun des membres ne manquera du nécessaire pour la vie matérielle, intellectuelle et morale. »

Cette commune-Providence choisit entre ses enfants. Comme beaucoup d'autres municipalités socialistes, la municipalité de Roubaix fait de l'assistance politique, électorale, confessionnelle. L'œuvre des cantines scolaires ne s'étend pas aux écoles congréganistes. Les frais, supportés par tous, ne profitent pas à tous. Ce n'est pas cependant l'esprit anticlérical qui anime les socialistes dirigeants, car à Lille et à Roubaix, par exemple, ils vivent en fort bons termes avec le pasteur et le rabbin, sans parler de la franc-maçonnerie très

souvent représentée par ses gros bonnets dans les hôtels de ville socialistes et radicaux. Tous sont alliés contre le catholicisme, qui est l'ennemi.

Charité bien ordonnée commence par soi-même, Les maires socialistes s'attribuent des traitements, réduits par les préfets à la portion congrue, et partagés à l'amiable avec les adjoints. Ces traitements remplacent, d'après eux, le salaire dont ils sont privés par le soin des affaires publiques. Mais ils ont de plus à satisfaire aux exigences de leurs amis. A Lille, par exemple, les honoraires des employés dans les différents bureaux ont augmenté, d'une municipalité à l'autre, de 75.960 francs. La municipalité de Roubaix s'est signalée par un népotisme exagéré. On a relevé les noms de cinquante-deux citoyens, appartenant aux familles directes des édiles, et pourvus de fonctions diverses, pour une somme de 45.200 francs par an. L'adjoint Lepers vient au premier rang : il s'est fait attribuer une pension de retraite de 400 francs pour bons et loyaux services dans le corps des pompiers ; deux de ses filles reçoivent 40 francs par mois dans les cantines scolaires ; son neveu est concierge d'un square ; son fils aîné, cantonnier fossoyeur, etc. De ce népotisme médiocre nous ne ferions pas aux socialistes roubaisiens un bien grand crime. L'exemple leur est venu de haut. C'est le cas de tous les régimes.

Un point essentiel de leur programme que les socialistes de Roubaix ont négligé, une fois au pouvoir, concerne l'institution d'une Bourse du travail. Ils en contestent l'utilité, ayant logé les

syndicats dans l'immeuble de la société coopérative *la Paix*, et les ayant soustraits ainsi aux règlements imposés par les pouvoirs publics. Dans un immeuble municipal, il faudrait recevoir tous les syndicats qui voudraient entrer, et ils échapperaient ainsi à l'influence des politiciens dirigeants. De même, à Lille, la municipalité a substitué à une Bourse un hôtel des syndicats. A Montluçon, nous voyons les syndicats qui ne veulent pas faire de politique, et prétendent se consacrer uniquement à la lutte économique, à la défense de leurs intérêts professionnels, en conflit avec la municipalité socialiste, qui songe avant tout à assurer le recrutement de ses bataillons électoraux, et ne se soucie guère de voir se développer, en dehors d'elle, un mouvement syndical indépendant.

La municipalité de Roubaix n'a pas abordé la question des octrois, l'une des plus importantes. Elle s'est bornée à diminuer les taxes sur quelques comestibles à bas prix, et à frapper ceux de consommation bourgeoise à un taux plus élevé. La meilleure opération qu'elle ait réalisée a été la suppression du régime d'abonnement pour bières fabriquées, et l'établissement d'une taxe d'après la quantité de bière mise en circulation. En 1899, la recette, de 600.000 francs, s'est élevée à près du double de ce que donnait l'abonnement en 1892.

La municipalité socialiste de Dijon est une des seules qui aient cherché à résoudre le problème de l'octroi, et qui se soit efforcée de tenir scrupuleusement toutes ses promesses.

Que des villes exclusivement industrielles comme Roubaix, soient gratifiées par le suffrage universel d'un conseil de prolétaires, cela semble résulter du cours normal des choses. Mais qu'une ville telle que Dijon, cité de vieille bourgeoisie et de gros commerce, ancien fief républicain et capitaliste de M. Magnin, envoie des ouvriers, et parmi eux un vidangeur illettré, siéger dans le palais des ducs de Bourgogne, c'est un événement qui peut causer quelque surprise. Non moins que le brûle-gueule du citoyen Carrette, les bottes du citoyen vidangeur prouveraient qu'il y a quelque chose de changé, sinon que tout est perdu. Le succès des socialistes à Dijon s'explique tout d'abord par les divisions de leurs adversaires. Aux élections de 1896, il y avait trois partis bourgeois en présence. Ces frères ennemis furent stupéfaits et consternés de voir la liste socialiste sortir victorieuse de leurs dissensions. Il faut ajouter que le parti socialiste à Dijon est dirigé par deux hommes très intelligents, appartenant à l'élite ouvrière, le citoyen Charlot et le citoyen Marpaux : de tempéraments différents, ils se complètent l'un l'autre. Le citoyen Charlot, ancien élève d'une école d'arts et métiers, dessinateur chez un chaudronnier industriel, est un organisateur de premier ordre. Le citoyen Marpaux, ardent propagandiste, l'un des membres dirigeants de la fédération socialiste de la Côte-d'Or, ne cesse de vanter la virilité et la fécondité du principe communaliste contre la centralisation jacobine et le parlementarisme. L'État embrasse trop pour bien étreindre. L'action dans la

commune éveille le peuple à l'exercice de ses droits. Aujourd'hui il tend la main, demain il exigera[1].

De même que la municipalité de Roubaix, la municipalité de Dijon a développé les œuvres de protection ouvrière, les crèches, les cantines scolaires, etc. Elle a obtenu des pharmaciens une réduction de 50 p. 100 pour les assistés, et de 33 p. 100 pour les ouvriers syndiqués.

Des mesures spéciales ont été tentées en vue de remédier au chômage. On a pris pour modèle les syndicats de typographes. En 1896, la municipalité donnait une subvention égale au triple de la cotisation des intéressés, puis cette subvention a été réduite au double, avec la limite de 2 francs par jour. C'est pour la commune une dépense de 6 à 7.000 francs par an.

Le pain a été taxé officiellement, avec l'approbation du syndicat de la boulangerie.

La municipalité a pris le théâtre en régie, il coûte à la commune de 60 à 70.000 francs par an. Les socialistes vantent leurs préoccupations artistiques. La municipalité de Lille prétend, non sans quelque exagération, qu'elle a sauvé le Musée, abandonné à l'incurie bourgeoise. Celle de Dijon aspirait à relever le niveau de la comédie et de l'opéra. Nous entendîmes à Dijon le *Tannhauser*, passablement chanté. A Lille, quatre cents places gratuites sont réservées aux amis de l'hôtel de ville. A Dijon, on s'est borné à réduire les tarifs des petites places.

1. *Mouvement socialiste* du 1er avril 1900.

Enfin, deux tentatives ont été faites pour supprimer l'octroi, elle ont été rejetées par le ministère Méline. Le dernier projet, accepté par le ministère Waldeck-Rousseau, a été approuvé par la Chambre, sans aucune opposition de la part du ministre des Finances, bien qu'il créât un précédent dangereux, en autorisant la commune à établir une taxation directe. Il avait l'inconvénient de dégrever l'alcool, et d'établir un impôt progressif sur la propriété, impôt qui devait être payé, en dernière analyse, par les électeurs sous forme d'accroissement de loyer. Très correctement la population avait été consultée par voie de *referendum* non officiel. Mais elle s'était abstenue, se réservant de répondre aux prochaines élections municipales. Il y eut un nombre dérisoire de votants : 2.100 *oui* contre 600 *non*.

Sur les autres points, la municipalité, contenue par une opposition vigilante, et, comme nous l'avons dit, sous l'influence d'hommes capables, n'avait rien désorganisé et avait administré prudemment les finances de la ville. « En quatre ans, les édiles dijonnais, écrivait M. Marpaux, composés en majeure partie d'ouvriers manuels, ont fait plus que le Parlement en trente années de politique exclusive. »

La majorité des électeurs de Dijon n'a pas goûté toutefois les bienfaits de cette municipalité modèle. Tous se sont unis contre les collectivistes qui allaient faire passer la progressivité de l'impôt de la menace à l'exécution. L'effet a été tel, remarque M. Kergall, que, pour expulser la municipalité

socialiste, on a vu se produire contre elle non pas seulement la concentration républicaine, mais la concentration des conservateurs, des opportunistes et des radicaux, alliés contre l'ennemi commun. Chacun des trois partis figurait pour un tiers sur la liste anticollectiviste, trente-quatre candidats sur trente-six ont été élus.

C'est un avertissement salutaire aux socialistes : ils s'aperçoivent, à leurs dépens, que le suffrage universel est instable de sa nature, que les électeurs sont changeants. Ils ont fait jadis la même expérience à Saint-Ouen. De même à Calais, la lutte homérique des citoyens Delcluze et Salembrier, appartenant à des organisations socialistes rivales, s'est terminée par l'échec général du parti. Il y avait autrefois vingt-six socialistes et trois républicains, la proportion est aujourd'hui renversée en faveur de ces derniers.

C'est Paris qui a infligé aux collectivistes la défaite la plus éclatante, en remplaçant aux élections de mai la majorité radicale socialiste par une majorité nationaliste. A la veille des élections, un candidat socialiste, M. Maurice Charnay, publiait le programme le plus alléchant pour les électeurs parisiens. Il rappelait que, sur les quatre-vingts membres qui siègeaient à l'Hôtel de Ville, trente socialistes faisaient la loi, et s'inspiraient des principes du collectivisme communal. Il s'agissait désormais de développer ces principes, de donner non pas seulement l'eau gratuite, mais le pain gratuit « et le reste ». Ce « reste » fait rêver. En matière de services publics, M. Charnay

répudiait l'hérésie tempérée de M. Paul Brousse, la commune ne doit pas se substituer aux compagnies pour empocher les bénéfices. Les services publics doivent fonctionner à prix de revient. La commune trouvera ses ressources ailleurs, dans la poche des riches, par l'impôt progressif. Si l'on ne peut supprimer l'octroi, on dégrèvera les boissons hygiéniques par un impôt sur la propriété bâtie. Dans le budget des dépenses obligatoires, sur 322.704.000 francs, 113.000.000 vont à la dette municipale. Or, l'emprunt procède de l'ordre antisocial : c'est un placement pour les rentiers ; l'amortissement est payé par les pauvres. Plus d'emprunt, mais obligation pour les propriétaires de Paris de restituer à la ville les trois ou quatre milliards dont ils se sont enrichis, par suite de la plus value foncière.

Les électeurs parisiens ne se sont pas laissé prendre à cette amorce, ni à d'autres du même genre. Ils ont envoyé siéger à l'Hôtel de Ville quarante nationalistes et dix ou douze libéraux de gauche, contre une vingtaine de socialistes, et on a vu par là combien sont peu solides et faciles à retourner les prétendus groupes socialistes.

Si l'on cherche les causes de cette transformation, on y trouvera non pas seulement une réponse à la politique de M. Waldeck-Rousseau ; mais aussi une réaction contre l'ancien conseil, ses couronnes distribuées au livre de M. Urbain Gohier ; — le mécontentement et l'irritation suscités par les scandales financiers qui ont été révélés ; — le désir de s'émanciper des tyrannies de

quartier et de coterie, de la dictature des journaux, des conseillers municipaux professionnels, qui traitaient Paris en ville conquise ; — enfin la profonde désaffection des petits commerçants, pris entre les grands magasins et les coopératives ouvrières, auxquels les socialistes annoncent la ruine irrémédiable, et qui ne se soucient guère de se changer en fonctionnaires dans la société collectiviste de l'avenir. La petite bourgeoisie prévoit dans la législation sociale une menace très réelle et très tangible pour ses intérêts. Enfin, dans les classes pauvres, l'Assistance publique tant vantée est considérée comme une détestable administration qui, avec un budget énorme, servirait principalement à nourrir son personnel.

Aux yeux de certains socialistes qui ont peu de goût pour la politique et les politiciens, les élections parisiennes constituent un « bon coup de balai ». Mais cet échec si sensible et si retentissant à Paris, a été compensé par des succès en province. Un jeune écrivain socialiste, M. Hubert Lagardelle, estime que le nationalisme, qui s'est abattu sur Paris, aurait conquis la province, s'il l'avait attaquée, tant est grande, ajoute-t-il, la stupidité des petits bourgeois d'un sou, confits dans une éducation primaire et secondaire stupidement patriotique, et qui se mettent si aisément à la remorque « des Jésuites, des assommeurs et des faux Césariens, » pour parler le langage de M. Jaurès. Cependant les socialistes en province ont gardé nombre de positions et conquis de nouvelles places fortes aux dernières élections, cela,

il est vrai, grâce à l'alliance des radicaux, et même à l'appui du gouvernement.

Les socialistes sont maîtres des plus grandes villes. Lille a élu, en mai, 24 socialistes et 12 radicaux. A Roubaix, malgré la lutte si courageuse organisée par M. Motte, qui supplanta jadis M. Guesde à la Chambre, le citoyen Carrette a été nommé maire par 20 voix contre 12 à M. Rousselle. Du moins il existe désormais à Roubaix une minorité de surveillance et de contrôle. A Marseille, le Dr Flaissières a été de nouveau proclamé maire au chant de *la Carmagnole*, de même à Narbonne, le médecin hypnotiseur Ferroul. Bordeaux, Limoges, Bourges, Vierzon, Montceau-les-Mines, Carmaux, Albi, Toulouse, Carcassonne, Nîmes, etc., possèdent des municipalités socialistes plus ou moins teintées de radicalisme. A Lyon, c'est un radical socialiste, M. Augagneur, qui est élu maire. Il vient d'enrichir d'un nouvel article le socialisme communal, en proclamant la nécessité de créer une université municipale dont le programme constituera « la synthèse des connaissances, base de toute conception scientifique de la nature, de l'homme et des rapports sociaux ». Le progrès des socialistes dans les petites villes et dans les communes rurales n'est pas moins important.

Tout cela promet de beaux jours au socialisme municipal.

Cet exposé, trop sommaire et à vol d'oiseau, permet du moins de se rendre compte des progrès du socialisme municipal, et ne justifie que trop

bien les prévisions de M. Léon Donnat, lorsqu'il sonnait, en 1889, la cloche d'alarme. A un mouvement si général et si intense, il est sans doute superflu d'opposer des barrières simplement doctrinales, d'essayer de marquer la limite théorique entre l'action de l'État et celle de l'individu. Autant vaudrait, selon une comparaison chère à Gambetta, essayer d'arrêter la cataracte du Niagara avec un ressort de montre. M. Paul Leroy-Beaulieu parlait récemment de l'accroissement si considérable et de la transformation si rapide des villes, par suite des nouveaux moyens de communication. Dans notre vieux pays de France, toutes les habitations de l'homme sont à reconstruire, et moins encore dans les grandes villes que dans les petites et jusque dans les hameaux les plus humbles. Au point de vue de l'hygiène, de la salubrité des logements, de l'eau, de l'éclairage, des transports, la tâche de perfectionnement est immense. Le temps des municipalités indifférentes et inertes est désormais passé sans retour. Mais nous distinguerions entre l'esprit social et l'esprit socialiste. Le premier est commun à toutes les classes et s'adresse surtout à l'initiative privée, à l'association libre; le second est aussi exclusif que l'était, par exemple, le gouvernement si décrié de la bourgeoisie après 1830, et il fait appel à la contrainte de l'État.

Les partisans du socialisme municipal attaquent l'âpreté au gain, le caractère sordide des entreprises privées, au détriment du public; la croissante nationalisation leur semble d'ailleurs le ré-

sultat fatal de l'évolution démocratique. Une fois telle branche de l'industrie nationalisée, elle ne revient jamais en arrière. Les adversaires contestent ce fait : n'avons-nous pas vu en France des chemins de fer de l'État revendus aux Compagnies? On parle des bénéfices réservés aux actionnaires dans les entreprises privées, les monopoles, mais il faut tenir compte, d'autre part, des frais énormes qu'entraîne le socialisme municipal. On a calculé qu'en Angleterre, pendant les dernières années, les dettes locales s'étaient accrues de 120 pour 100. La conduite des grandes entreprises municipales exige des capacités supérieures, le dévouement à la chose publique, et le suffrage populaire opère trop souvent une sélection à rebours. En Angleterre les services communaux donnent de bons résultats parce qu'ils sont conduits commercialement, et non politiquement. Par la politique, une porte reste toujours ouverte à la corruption et à la fraude. Les « Tammany » et les « Maffia » s'organisent. Voyez ce qui s'est passé à Toulouse et à Marseille. Une protection ouvrière, systématique et exagérée, éveille des espérances et amène des déceptions sans fin. Si l'expérience, toutefois, est trop désastreuse, les citoyens eux-mêmes sauront bien la réduire et la restreindre.

On nous dit, d'autre part, qu'il ne faut pas s'effrayer outre mesure de l'extension d'activité des pouvoirs publics : l'initiative privée marche du même pas. La complexité croissante de la vie sociale le veut ainsi. L'État ne finira jamais par

tout absorber, comme le rêvent les collectivistes, car ce serait l'appauvrissement universel. L'État excelle à dévorer les richesses, mais il est impuissant à les créer. M. Sombart estime que le siècle qui va s'ouvrir verra le développement parallèle du socialisme d'État et communal, et de la coopération libre. Mais il se flatte que la coopération restera le centre de gravité du mouvement social. Et parmi les socialistes ceux-là font le même vœu, qui considèrent sans enthousiasme la commune devenue la nourricière et la pouponnière du genre humain, et pour qui c'est une idée singulière que de prétendre réformer le monde par le bulletin de vote et les fonctionnaires : pour eux, la politique tend à corrompre les masses, bien loin de les élever moralement.

CHAPITRE V

LE SOCIALISME POLITIQUE
LES CONGRÈS DE 1900

En France, en Allemagne, en Autriche, en Italie, les partis socialistes ont tenu leurs congrès, leurs conseils de guerre ; en septembre 1900, ils se sont réunis en un grand Congrès à Paris, où étaient convoqués les partis socialistes du monde entier, et ils ont tenté de ressusciter sur de nouvelles bases l'ancienne Internationale de Karl Marx.

L'intérêt principal de tous ces Congrès, c'est que nous voyons une évolution analogue se produire dans les différents pays industriels. Les sectes socialistes se transforment en partis politiques, concluent des alliances avec les autres partis; en France des socialistes participent au pouvoir en collaboration avec la bourgeoisie que, d'après leurs théories, ils prétendent détruire.

Les élections qui ont eu lieu en Italie au mois de juin dernier ont marqué une poussée en avant des partis avancés. Les électeurs républicains et

radicaux unis ont recueilli 129.753 voix, les socialistes en ont obtenu 215.841. En 1897, ils en comptaient seulement 134.502. Si des élections avaient eu lieu après l'assassinat du roi Humbert par Gaetano Bresci (juillet 1900), il est probable que les voix socialistes auraient été moins nombreuses. Ce crime stupide n'a fait que soulever l'opinion contre les partis avancés.

Pourtant les socialistes italiens n'ont rien de commun avec les anarchistes : dès leur premier congrès, sur le modèle de la démocratie socialiste allemande, ils ont écarté les anarchistes de leur parti. Ils n'aspirent à la révolution que par la conquête légale des pouvoirs publics. Ils répudient toute révolte individuelle ou populaire, tout *blanquisme*, comme ne pouvant que susciter des représailles, amener pour leur parti une défaite et un recul. Contre les armes et les armées modernes, les barricades doivent être reléguées au musée des antiques. De longtemps on ne verra se reproduire une insurrection comme celle de Milan si aisément écrasée. Bresci croyait déchaîner en Italie une émeute et une révolution, il n'a fait qu'accroître les sympathies pour la maison de Savoie.

Les socialistes italiens ont protesté contre l'acte de Bresci, contre l'assassinat politique en général. La *lutte de classe*, a dit un de leurs publicistes, ne signifie pas la *haine de classe*. M. Jaurès, contrairement à ce sentiment humanitaire, exaltait un jour la *haine créatrice*. Mais, tout en répudiant ce forfait, les socialistes italiens ont refusé de se

joindre aux cérémonies funèbres, de rendre hommage à un roi, même couché dans le cercueil. L'un d'entre eux, et des plus sympathiques, M. de Marinis, a fait exception. Député socialiste et membre du Bureau de la Chambre, il a assisté en cette qualité aux funérailles du roi Humbert, et à la prestation du serment à Victor-Emmanuel III. Mais il a été censuré, attendu « qu'un socialiste ne peut se prévaloir de sa liberté individuelle, en dehors des délibérations de son parti ». M. de Marinis a refusé de se soumettre à cette tyrannie. Il a donné sa démission du groupe parlementaire socialiste de la Chambre; il a déclaré que le respect de sa personne l'empêchait de comparaître au Congrès de Rome; en d'autres termes, qu'un socialiste a une conscience et un honneur. Et nous verrons de même, en France, un député, M. Rouanet, revendiquer sa liberté contre l'absolutisme du comité général. C'est là une conception bourgeoise du socialisme, c'est, à vrai dire, de l'individualisme.

La question principale qu'avait à discuter le congrès concernait la tactique et les alliances électorales, sujet essentiel traité à tous les Congrès qui se sont succédé en septembre, et sur lequel les Italiens comme les Français sont divisés en autonomistes et en centralisateurs. Ces derniers, les intransigeants, n'admettent pas l'autonomie électorale, fédérale, le soin laissé à chaque circonscription de choisir ses alliances, son programme électoral, de l'adapter aux circonstances économiques si diverses des populations italiennes.

Nous sommes encore trop faibles, a dit le professeur Ferri, pour conclure des alliances avec les autres partis. Nous serions absorbés par eux, le parti socialiste perdrait son caractère propre. — Les partisans de l'autonomie, au contraire, rejettent les programmes uniformes comme des clichés monotones, que l'on répète à tout propos, au lieu d'étudier la condition de chaque province, de se rendre compte des besoins de la population, ce qui est le seul moyen de gagner des voix, et ce qui exclut une tactique unique[1].

C'est cette dernière opinion qui l'a emporté au Congrès de Rome à 37 voix de majorité.

La querelle entre M. Enrico Ferri et M. Turati, sur cette question, est identique à celle qui divise bien plus violemment M. Guesde et M. Jaurès.

Le parti a été réorganisé. Le Comité directeur se compose de 11 délégués, dont 5 membres appartiennent au groupe parlementaire de la Chambre, 1 à la presse du parti, et 5 membres sont élus chaque année par le Congrès.

Un secrétariat économique a été nommé, pour réveiller de sa torpeur l'action syndicale, favoriser le mouvement coopératif[2].

Le Congrès de Mayence a été l'un des plus tranquilles qui aient été tenus par les social-démo-

1. Les socialistes n'ont conquis en Italie aucune municipalité importante et, plus scrupuleux que les socialistes français, ils se refusent de partager le pouvoir avec les radicaux.

2. *Revue socialiste*, octobre 1900.

crates allemands. L'an passé, à Hanovre, avait eu lieu un grand débat théorique sur le catéchisme marxiste suranné et les idées de Bernstein qui introduisait dans ce catéchisme l'esprit critique, et demandait qu'on mît d'accord le langage et la pratique. Cette année, la discussion roulait sur la tactique, et l'on a vu se produire l'opposition habituelle entre le Nord et le Sud, entre opportunistes et intransigeants, mais les opportunistes l'ont emporté.

Liebknecht, l'ancien révolutionnaire de 1848, le compagnon d'exil de Marx et d'Engels, était mort quelques mois auparavant. Il était le doyen et le patriarche grondeur de la social-démocratie allemande, un homme d'un autre âge, plein de prestige, mais fidèle aux formules vieillies et pour ainsi dire figées : ces formules n'avaient réuni qu'une infime minorité au Congrès de Hanovre. C'est Auer, un Bavarois, qui a prononcé l'éloge funèbre de Liebknecht, bien qu'il soit un orateur mordant plutôt que solennel. Auer est un des dirigeants les plus habiles et les plus écoutés. On célébrait en même temps le jubilé du Congrès de Gotha qui, ving-cinq ans auparavant, avait uni les deux fractions rivales des hommes d'Eisenach et des Lassaliens. Au début, le parti ne comptait que quelques milliers d'adhérents, il comprend aujourd'hui plus de deux millions de votants, presque un tiers des électeurs allemands. C'était enfin le dixième anniversaire de la fin de la loi contre les socialistes, de la défaite suivie de la retraite du prince de Bismarck. Un musicien

socialiste, vieil ami de Wagner, avait composé une marche ou une cantate pour la circonstance.

Le Congrès de Mayence a marqué un pas de plus dans l'évolution du parti. La délibération la plus intéressante concernait la participation ou l'abstention des socialistes aux élections des Landtags des différents pays de l'Allemagne. Ces élections ont lieu au suffrage restreint. Particulièrement en Prusse, avec le système censitaire des trois classes, les socialistes n'ont pour ainsi dire aucune chance d'y faire pénétrer leurs candidats. Aussi l'abstention électorale était-elle ordonnée au début par les Congrès du parti. Cette règle, comme l'avait décidé le Congrès de Cologne en 1893, ne devait pas souffrir d'exception. Le décret du Congrès de Hambourg, en 1897, avait supprimé le décret de Cologne par 160 voix contre 50. Les socialistes s'apercevaient qu'en s'abstenant ils faisaient un métier de dupes. Ils laissaient le champ libre aux hobereaux toujours avides de lois réactionnaires. L'intérêt des socialistes était de voter pour les libéraux bourgeois, en dépit de la conception rigide de la lutte de classes d'après laquelle tous les partis bourgeois sans distinction ne forment qu'une masse réactionnaire. Mais aucune décision du parti ne pouvait empêcher d'agir d'une façon pratique, et les décrets des congrès de rester lettre morte. C'est grâce aux libéraux qu'on a pu échapper aux lois de répression, à la loi contre les menées subversives, à la loi dite du *bagne*, restreignant le droit de grève, à la loi Heinze, qui atteignait la liberté d'écrire. Il a bien

fallu consacrer à la fin, l'usage courant, et après avoir toléré les coalitions électorales avec les libéraux, voire même avec les cléricaux, comme en Bavière, les autoriser désormais.

Voici maintenant que le Congrès de Mayence les rend obligatoires. Malgré l'opposition de Singer, réduit sans doute à tenir compte du radicalisme de ses électeurs berlinois, Bebel a fait voter par 163 voix contre 66 la décision suivante :

« Dans les Etats allemands où existe le système des trois classes, c'est une obligation pour les socialistes de prendre part à l'agitation électorale. Pour les élections en Prusse, le comité directeur forme le comité électoral central ; sans son approbation, aucun accord ne peut se conclure dans les circonscriptions électorales entre les socialistes et les partis bourgeois. »

Ainsi le comité directeur se réserve la décision en matière d'alliances ou plutôt de coalitions. Le Congrès de Mayence n'admet pas (comme c'est au contraire le cas du Congrès de Rome, et comme M. Jaurès tendrait à le faire prévaloir en France) l'autonomie fédérale des circonscriptions électorales. On s'est occupé au Congrès de Mayence d'une nouvelle organisation du parti [1].

Cette organisation a lieu dans trois directions. Il y a une organisation *éducative*, très intéressante à étudier, que M. Jules Legras et M. Sellière nous ont fait connaître. Puis une organisation *corpora-*

1. Voir sur l'organisation du parti socialiste en Allemagne, le *Mouvement socialiste* du 15 février 1900.

tive, comprenant les syndicats socialistes. Enfin, l'organisation *politique*, la plus en vue, celle qui dirige le mouvement, la propagande, les élections, et qui tient des assises annuelles. Le comité directeur, qui en émane, dans lequel les membres du Reichstag occupent une situation prépondérante, était obligé, jusqu'à cette année, de se mettre en relation avec les organisations locales au moyen d'hommes de confiance. Mais le Reichstag vient d'abroger la loi qui défend aux associations politiques de se fédérer, en sorte que le parti va pouvoir se constituer comme une union fermée des *Vereine*, avec l'unité de direction d'une armée en marche. Les nouveaux statuts d'organisation fortifient le pouvoir central.

On s'est occupé aussi des recettes du parti. On a entendu les plaintes du caissier, et on a demandé l'établissement d'une sorte d'impôt direct qui oblige à des contributions régulières.

Le Congrès a écouté les discours habituels de Schœnlank et de Singer contre le gouvernement personnel. Il a protesté contre la politique mondiale, c'est-à-dire contre l'impérialisme allemand, contre la guerre du Transvaal.

A propos de l'augmentation du charbon, il a été décidé que la question serait portée aux divers Landtags et au Reichstag. On a discuté la nationalisation des mines, mais sur ce dernier point on a recommandé la prudence, car l'Etat, mieux que les particuliers, pourrait restreindre le droit de coalition des ouvriers.

La question si importante de la neutralité des

syndicats n'a pas été abordée. On sait en quoi elle consiste. Les syndicats n'ont de force dans la lutte économique qu'à condition de comprendre le plus grand nombre d'ouvriers. La politique, la religion sont autant de causes de divisions. Les syndicats catholiques comptent de nombreux adhérents dans certaines contrées de l'Allemagne, par exemple en Bavière. La neutralité politique et religieuse proclamée par les syndicats socialistes est donc nécessaire pour les attirer. Les syndicats suisses ont été les premiers à entrer dans cette voie de la neutralité que Bebel lui-même recommande aux syndicats allemands. Ceux-ci n'ont pas encore décidé la question.

On a parlé des chemins de fer de l'Empire; les Bavarois et les Saxons ont témoigné de leur hostilité à la prussification des chemins de fer allemands.

Enfin, on a discuté la question du protectionnisme et du libre échange. En théorie la social-démocratie allemande est libre échangiste. Mais Vollmar, qui vit dans la Bavière agricole, a déclaré que ce n'était pas là une question de principe, mais d'utilité, et que des gages élevés valaient mieux que des prix bas.

Bref, les socialistes allemands cessent de plus en plus d'envisager les questions sous un aspect simpliste, unilatéral. Les hommes les plus intelligents et les plus influents : les David, les Vollmar, les Auer, sont des politiques, aux idées ouvertes, fort peu gênés par la doctrine, et par les programmes, opportunistes à un haut degré et déjà presque des hommes de gouvernement.

Le Congrès de Mayence avait été précédé par une conférence de femmes social-démocrates.

Mais hélas! ces dames apparaissent comme des colonels sans régiments. La social-démocratie exerce peu d'attirance sur la *Hausfrau* allemande. Et dans le parti même, les *Genossen*, les camarades qui ont abjuré tous les préjugés, en conservent encore à l'égard du sexe faible. Ils sont de secrets adeptes de la supériorité des culottes sur la jupe et agissent en conséquence. Ils veulent être maîtres dans le ménage. Les congressistes femmes leur ont reproché de porter encore la perruque du Philistin. Que n'ont-elles proposé la grève générale de Lysistrata!

Quelques-unes de ces dames social-démocrates semblent aussi se faire une très fausse idée de l'égalité des sexes. Elles l'entendent dans le sens de leur propre supériorité reconnue de tous. La célèbre Clara Zetkin, surnommée Clara l'amère, Clara *die bittere*, nous a toujours, à ce point de vue, choquée dans tous les congrès internationaux. Nous l'entendions réclamer sans cesse, surtout de la part des Français irrévérencieux, les *égards* dus à une femme! Or, le principe d'égalité s'oppose absolument à ce que les femmes aient un traitement spécial, et la « camarade Zetkin » si elle était logique, devrait se résigner à être interrompue et interpellée au même titre que les camarades du sexe masculin. Un Congrès socialiste n'est pas un salon bourgeois, encore moins une cour d'amour.

Tandis que les Italiens, les Autrichiens[1], les Allemands avaient tenu leur congrès nationaux à la veille du Congrès international de Paris, les Français avaient ajourné le leur au lendemain même de ce congrès. Incapables de s'entendre, de régler leurs affaires eux-mêmes, de vider leurs querelles, ils faisaient appel aux autres nations, réunies dans une sorte de conseil amphyctionique ; et chacun des adversaires comptait se prévaloir contre l'autre de la sentence prononcée.

Le Congrès avait dû primitivement se réunir en Allemagne. Mais les Allemands ne garantissaient pas la sécurité des délégués étrangers, c'est-à-dire qu'ils craignaient, au contraire, que la police ne leur témoignât trop de sollicitude. On avait donc choisi Paris, où l'on s'abritait à l'ombre des ailes d'un ministre socialiste.

Les délégués, particulièrement les Allemands, étaient venus en très grand nombre. Beaucoup d'Anglais avaient été retenus par la lutte électorale. La salle Wagram, où se réunissait le congrès le 23 septembre 1900, comprenait environ 800 membres. Une quinzaine de nationalités étaient représentées, nationalités d'importance très inégale. Nous doutons, par exemple, que le socialisme soit très développé en Bulgarie.

Il eût été intéressant d'être renseigné sur la statistique par profession des membres du Congrès.

1. La sozialdémocratie autrichienne est divisée en deux fractions, l'une tchèque, l'autre allemande. C'est le Congrès tchèque qui s'est réuni cette année. Il présente peu d'intérêt général.

Bien que le bureau fût renouvelé chaque jour, nous n'y vîmes figurer, pour ainsi dire, que des bourgeois, avocats, professeurs, journalistes, etc., parfois même des capitalistes.

Les Congrès internationaux présentent de grandes difficultés, à cause des trois langues qu'on y parle, le français, l'anglais, l'allemand. Chaque discours doit être deux fois traduit. Cela ralentit et amortit singulièremeut les discussions.

Le précédent Congrès international de Londres, en 1896, avait été profondément troublé par les querelles françaises entre les politiciens et les syndicaux mêlés aux anarchistes. La vérification des pouvoirs dans la section française, et les violentes dissensions qui en étaient nées avaient fait perdre deux jours au Congrès, au milieu de l'impatience générale. Cette fois on avait pris les précautions nécessaires. Une conférence qui s'était réunie préalablement à Bruxelles avait veillé à la stricte exécution des décisions de Londres, qui excluent à tout jamais du sein de la social-démocratie les anarchistes, dangereux et compromettants, et exigé des syndicats, pour participer aux congrès, sinon l'exercice, du moins la reconnaissance de l'action politique et parlementaire.

Mais, même en l'absence des anarchistes, auxquels le gouvernement français, exécuteur des décisions de Londres, a interdit de se réunir en congrès séparé, la première journée du Congrès de Paris a été de nouveau profondément troublée. La guerre ne sévissait plus entre les socialistes et les anarchistes, mais entre les anciens conjurés

de Londres, entre M. Jaurès et M. Guesde, allié cette fois à M. Vaillant.

D'après la version de M. Rouanet [1], une heure fausse de convocation aurait été publiée par les adversaires de M. Jaurès pour le mettre en minorité dans la section française dès la première séance. Les jaurésistes avaient éventé le piège et ce furent eux qui se trouvèrent les plus nombreux, M. Jaurès fut donc chargé de souhaiter la bienvenue aux délégués étrangers. Mais, à la fin de la séance, ses adversaires, les guesdistes, firent irruption sur l'estrade en protestant contre la validité de la nomination au bureau de M. Jaurès, alors que la séance était terminée, et en poussant les cris d'assassins, de massacreurs, d'escrocs, contre M. Jaurès et les ministériels, complices des fusillades de Chalon.

Ces fureurs, d'ailleurs réciproques, causèrent la plus mauvaise impression sur les étrangers. Les Français étaient considérés comme des *barbares* [1], transformant les réunions en *sabbat de sorcières*. C'est à grand'peine que, sur l'invitation de M. Delory, le maire de Lille, ils finirent par consentir à une Trève de Dieu, ajournant leurs *petites querelles* à leur propre Congrès, au lendemain du Congrès international.

L'ordre du jour du Congrès était très chargé. On avait repris des questions déjà traitées aux précédents Congrès. Tout ce qui concerne la législation.

1. *Revue socialisle*, octobre 1900.
2. *Die Barbaren*, disait Mme Zetkin.

économique, d'une si grande importance pour les classes ouvrières, se trouvait relégué à la dernière journée du Congrès. On vota les rapports sur ces questions au pas de course. Il s'agissait de la journée de huit heures, d'un minimum de salaire dans les divers pays. Le rapporteur de la Commission de la journée de huit heures, M. Wurm, admettait la possibilité de la généraliser pour toutes les classes de travailleurs, ce qui est une utopie ; au contraire, le rapporteur de la question du minimum de salaire, M. Molkenbuhr, reconnaissait qu'il est impossible de fixer un salaire minimum par voie législative : on doit approuver les socialistes chaque fois qu'ils font montre d'esprit critique, qu'ils se doutent de la complexité des problèmes sociaux.

Le Congrès a affirmé que les buts que poursuivait le socialisme étaient toujours les mêmes ; l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie, pour arriver à la socialisation des moyens de production, et que le seul moyen d'atteindre ces buts c'était le combat sous toutes les formes contre le système capitaliste, la constitution et l'action du prolétariat organisé en parti de classe, c'est-à-dire la lutte de classe ; et pour favoriser cette lutte de classe, la fin de la guerre entre nations, la paix internationale et la suppression des armées permanentes remplacées par des milices, le combat pour le suffrage universel, partout où il n'existe pas, et la législation directe par le peuple, le socialisme communal, l'organisation syndicale contre les *trusts*. Sur

toutes ces questions on a entendu les déclamations habituelles : elles ont été traitées de la façon la plus superficielle et la plus simpliste par les orateurs parfois excentriques. La citoyenne Rosa Luxemburg, chargée de déclamer contre le militarisme, n'est guère prise au sérieux dans les congrès allemands. M. Rouanet lui-même estime que les solutions votées à l'unanimité par le Congrès sur le capitalisme, le militarisme, les brigandages coloniaux, etc., sont des formules trop simples, des rabâchages. — Que n'a-t-il protesté ?

M. Bernstein a écrit dans les *Sozialistische Monatshefte* [1], un article plein de sens sur la question coloniale, où, tout en réprouvant les cruautés de la conquête, il montre les avantages que les classes ouvrières retirent des colonies. Mais M. Bernstein n'a pas jugé à propos de faire ces restrictions devant le Congrès, qui ne l'aurait pas écouté. Dans les parlements respectifs, les socialistes ne se montrent pas toujours si intransigeants. Il y a dans les partis socialistes des divers pays des courants d'idées nouvelles qui ne se sont pas fait jour au Congrès de Paris.

Tout l'intérêt de ce Congrès se concentrait sur une question de politique pure, ou plutôt sur une question de rivalités personnelles qui passionnait au plus haut degré la section française et beaucoup moins l'assemblée générale. Sous la rubrique *de la conquête des pouvoirs publics et des alliances avec les partis bourgeois*, il s'agissait de savoir si

1. Septembre 1900.

un socialiste peut entrer dans un ministère bourgeois, c'est-à-dire si M. Millerand a raison de siéger à côté de M. Waldeck-Rousseau, question vaine, en présence du fait accompli, question de docteurs, comme le disait M. Auer, mais qui se ramenait à celle-ci : le Congrès donnera-t-il raison à M. Jaurès et à ses amis, ou à M. Guesde, à M. Lafargue et à M. Vaillant ? Lequel des deux partis pourra se prévaloir de la décision du Congrès devant les groupes socialistes, aux élections prochaines ?

M. Guesde et le parti ouvrier ont perdu en Liebknecht un allié précieux. Contrairement à l'opinion de son propre journal le *Vorwaerts*, Liebknecht avait absolument désapprouvé la campagne de M. Jaurès en faveur de Dreyfus, il ne croyait pas à l'innocence de ce dernier, et il en a donné ses raisons dans une brochure retentissante. Il condamnait avec une extrême sévérité l'acte de Millerand accordant son concours à M. Waldeck-Rousseau.

La question d'ailleurs était embarrassante pour ceux à qui on l'adressait. Approuver M. Millerand, c'est se montrer bien opportuniste et gêner l'opposition que les Allemands par exemple font au gouvernement personnel de Guillaume II. Son Excellence le camarade Millerand, comme on l'a dit ironiquement au Reichstag, ne vote-t-il pas le budget de la guerre, et si on l'approuve comme ministre, pourquoi se montrer plus intransigeant que lui sur ce point ? D'autre part, on devait hésiter à donner raison aux uns plutôt

qu'aux autres, afin de ne pas exciter les haines rivales déjà si vives entre socialistes français.

M. Kautsky, chargé de rédiger pour le Congrès l'opinion de la majorité de la commission, s'en est tiré habilement.

Il déclare d'abord que « la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main (et par là il écarte le blanquisme) — que cette conquête sera le résultat d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique, de la régénération physique et morale de la classe ouvrière, et de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives.

« Mais dans les pays où le pouvoir gouvernemental est centralisé, cette conquête ne peut être fragmentaire.

« L'entrée d'un socialiste isolé dans un ministère bourgeois n'est pas un commencement normal de conquête. Ce n'est qu'un expédient, une expérience dangereuse, question de tactique, non de principe, sur laquelle le Congrès n'a pas à se prononcer. Mais le socialiste ministre doit être approuvé par son parti, en demeurer le mandataire ; sinon ce n'est que la désorganisation, la confusion et l'affaiblissement du mouvement prolétarien.

« Enfin, même dans ce cas de nécessité extrême, le socialiste doit quitter le ministère si son parti reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le capital et le travail. »

Ce dernier paragraphe ajouté à la demande de

M. Plekhanoff fait allusion à l'affaire de Chalon.

M. Guesde, au nom de la minorité de la commission, excluait absolument toute participation ministérielle de la part d'un socialiste, le parti devant rester en face des gouvernements bourgeois à l'état d'opposition irréductible, — et c'était aussi l'avis de M. Enrico Ferri, et de M. Vaillant qui accusait M. Kautsky de « capituler devant Bernstein ».

M. Jaurès acceptait la décision de M. Kautsky, développée devant le Congrès par M. Vandervelde dans un sens très dur pour M. Jaurès lui-même. M. Jaurès disait au Congrès qu'il était persuadé que les socialistes belges et anglais auraient très prochainement à résoudre, eux aussi, la question ministérielle, et qu'ils le feraient dans le même sens que les socialistes français. Anseele appuyait M. Jaurès de son autorité. — Auer disait : « qu'en Allemagne les socialistes étaient plus près de la prison que du ministère, et qu'ils devraient répondre comme le paysan que l'on consultait sur un bon repas : « Sans doute le bœuf et les pruneaux sont excellents, mais on ne nous en offre pas ». En France la question se posait entre la République et la réaction; si on nous avait dit : c'est une simple querelle de bourgeois (allusion à la thèse de M. Guesde), nous aurions répondu : *Non ! Loubet et pas de César.* » « Peut-être, continuait Auer (et cela est d'autre part une critique à l'adresse de M. Jaurès), par égard pour nos chefs, nous aurions dit aux républicains bourgeois *nous renonçons au siège ministériel*; *mais vous pou-*

vez compter sur nous. Sans doute, étant donnée la discipline des Allemands, il serait inouï qu'un camarade entrât dans le ministère sans avoir consulté le parti. Quiconque agirait ainsi se rendrait coupable d'un acte impardonnable; mais, dans la confusion du parti français, qui Millerand aurait-il pu consulter? Voulez-empêcher le cas Millerand de se produire, formez un grand parti fort et puissant ». Auer n'approuve pas tout dans la résolution Kautsky, mais il la votera néanmoins... « Nous ne voulons pas nous lier les mains pour l'avenir. Nous ne sommes pas des fanatiques, des prophètes, des fondateurs de religion, ayant déjà en poche les dernières vérités. Au contraire, nous les cherchons et nous leur laissons la voie ouverte, et c'est pourquoi je vote la motion Kautsky. »

Par 29 voix contre 9 (chaque nationalité disposant de deux voix, sans tenir compte de l'importance numérique, ce qui mettait, par exemple, le Portugal, représenté par M. Jaurès, et la Bulgarie, sur le même pied que l'Allemagne et l'Angleterre) — la motion de Kautsky a été adoptée, celle de M. Guesde repoussée.

M. Jaurès a interprété la sentence en sa faveur. « Voyez, s'écriait-il dans son journal, le Congrès a décidé que le cas Millerand était affaire non de principe, mais *de tactique* ». Mais M. Kautsky lui-même a protesté depuis contre cette interprétation : « Ces gens-là, dit-il des ministériels, s'ils avaient vécu au temps de la réforme, auraient attendu la victoire du protestantisme de l'entrée d'un protestant dans le col-

lège des cardinaux », et naturellement M. Guesde triomphe de cette interprétation de M. Kautsky. D'autre part, au point de vue de la logique pure, il est évident qu'en écartant la solution radicale de M. Guesde, le Congrès déclarait indirectement que le ministérialisme socialiste partiel ne s'opposait pas aux principes.

Enfin le Congrès, sur l'initiative des Allemands, a tenté de reconstituer une manière d'Internationale, qui rappelle de loin l'Internationale de Karl Marx, avec cette différence que l'Internationale nouvelle possède les régiments organisés qui manquaient à l'ancienne. Il s'agit pour la social-démocratie de tous les pays de ne pas se borner aux vaines démonstrations des Congrès, de substituer à des rencontres accidentelles entre les partis socialistes des rapports permanents, de tenter d'unifier, si cela est possible, le mouvement socialiste dans tous les pays, de généraliser les barrières contre les mesures de la classe gouvernante, d'opposer à l'anarchie internationale de la bourgeoisie l'unité d'action socialiste, de travailler enfin à organiser un droit populaire plus élevé. Dans ce but, on a décidé l'établissement d'un secrétariat international et d'un comité interparlementaire entre les députés socialistes des divers parlements, qui aura son siège à Bruxelles, à la *Maison du Peuple*, et un budget provisoire de 10.000 francs. Jusqu'à présent, il est vrai, toutes ces tentatives ont échoué. L'ancienne Internationale est morte d'inanition. Le secrétariat du travail décidé par le Congrès de Bruxelles est resté lettre morte. Les ouvriers tex-

tiles ont tenté de même d'établir des rapports internationaux, sans aucun succès. Les circonstances politiques ou économiques de chaque nation, et cela dans une même industrie, sont très variables. Enfin la valeur des hommes joue dans ces organisations, comme en toutes choses, un rôle essentiel.

Une conférence de la presse socialiste internationale s'est réunie après le Congrès et a été convoquée pour 1902 à Bruxelles, afin de chercher les moyens de propagande et d'action combinée les plus propres à faire exécuter les décisions des Congrès, tout en tolérant parmi les socialistes la libre discussion.

Le Congrès socialiste français qui a suivi immédiatement le Congrès international, et a duré trois jours, du 28 au 30 septembre, n'a été que tumulte et scandale. La trève consentie en présence des étrangers a cessé dès la première heure.

Il s'agissait d'expulser les ministériels, MM. Jaurès et Viviani, du parti socialiste. M. Lafargue émettait cette idée que le parti socialiste devait se diviser en deux tronçons : les réformistes d'un côté, tendant la main aux radicaux, s'adaptant à l'organisation bourgeoise ; et de l'autre, les vrais socialistes, d'opposition irréductible.

L'essentiel était donc, des deux côtés, de se créer une majorité au Congrès, d'y arriver avec le plus grand nombre possible de mandats et de délégués, et pour cela d'y représenter le plus grand nombre

de groupes possible. Le miracle de la multiplication des groupes et des mandats a commencé au Congrès de Marseille dès 1879. Au Congrès de Paris, les deux partis se sont jeté à la tête les accusations les plus infamantes. M. Jaurès a été traité d'escroqueur de mandats. On l'a accusé d'avoir mobilisé tout le boulevard Saint-Michel. Jamais on ne vit tant de fils de la bourgeoisie, tant d'étudiants à un Congrès. M. Rouanet, de son côté, formule les mêmes accusations de manœuvres frauduleuses contre M. Vaillant, M. Lafargue, M. Zevaès, M. Guesde.

Quoi qu'il en soit, 2.748 mandats avaient été présentés au Congrès, 2.500 furent admis sans contestation. Les 139 mandats contestés, sur lesquels 81 avaient été définitivement écartés, appartenaient en majorité aux amis de M. Jaurès. La première querelle s'est agitée sur la question du vote par tête ou par mandats, pour la validation des mandats contestés. En votant par tête, les amis de M. Jaurès, plus nombreux au Congrès, l'emportaient. Les guesdistes se refusaient à considérer le Congrès comme constitué si l'on ne votait pas par mandats. Enfin, on finit par avoir raison de leur obstruction, et alors commença la querelle entre le Comité général et les députés ministériels, coupables de manquement à la discipline et aux principes, surtout dans l'affaire de Chalon.

Les rapporteurs du Comité lurent l'acte d'accusation contre les députés : désunion dans les votes, tiédeur de propagande, refus de se mettre à la disposition du Comité pour porter la bonne

parole dans les grèves, manque d'assiduité aux séances du Comité, etc., etc.

De leur côté, les députés et les conseillers municipaux socialistes, mis sur la sellette, sont venus se défendre et protester contre la tyrannie du Comité. Cela, au milieu d'interruptions sans nombre, de violences de langage inouïes.

Et il semble bien que le Comité se montra trop tyrannique, et que les députés firent étalage de trop d'indépendance. Car enfin un député socialiste n'est pas un député comme un autre. Il relève non pas seulement de la masse amorphe et bigarrée de ses électeurs, mais aussi de son parti organisé, de son programme. Un socialiste, semble-t-il, s'appartient moins qu'un autre, il est avant tout propriété de la Société, et lorsque M. Rouanet est venu invoquer comme excuse des raisons de famille, des exigences de député, il traitait les principes un peu à la légère. Lui-même autrefois avait voté au Congrès de Marseille, en défiance des politiciens, la mise en tutelle du député, le sacrifice d'une partie de son traitement, sa démission signée en blanc, etc. Il est vrai qu'alors M. Rouanet n'était pas député, et ne souffrait pas de la lourdeur de cette tutelle.

Une altercation suivie de voies de fait entre un antiministériel, et un ministériel que le Congrès refusa d'expulser amena l'exode des guesdistes. M. Vaillant et les blanquistes ne les suivirent pas, tout en restant leurs alliés, et ce furent eux, qui unis aux délégués des syndicats de Saône-et-Loire, du Doubs, etc., représentèrent l'opposition

le dernier jour, lorsque dans un discours ministre, M. Viviani vint expliquer, au milieu des interruptions furibondes, la conduite des députés socialistes dans l'affaire de Chalon, leur refus d'enquête, leur vote bizarre contre le collectivisme, les intrigues et les embûches que leur avaient tendues le camarade Zevaès. C'eût été renverser le ministère, faire le jeu de la réaction. M. Viviani comptait effacer la mauvaise impression de ces votes ultraministériels en annonçant au Congrès que les gendarmes qui avaient tiré sur les grévistes de Chalon allaient être traduits en conseil de guerre: il n'a obtenu aucun succès. Enfin, M. Viviani affirmait qu'il ne peut y avoir de socialisme sans République, il se révélait par là pur politicien. On lui a cité l'exemple de la Belgique. Bien qu'il eût pour lui la majorité, M. Viviani a rencontré l'hostilité la plus vive. Il est l'incarnation du ministérialisme socialiste. On sent bien que pour lui l'entrée d'un socialiste dans les futurs ministères de concentration est la règle à imposer désormais et non l'exception à subir.

Bref, le Congrès a voté à la fois une motion de M. Turot, reconnaissant la bonne foi des députés socialistes dans l'affaire de Chalon, et un ordre du jour de M. Vaillant, flétrissant « les auteurs des massacres et leurs complices ». Alors que dans l'esprit de M. Vaillant le mot « complices » s'appliquait à M. Millerand. Mais M. Millerand, condamné comme ministre, n'est-il pas absous en sa qualité de socialiste par la première partie de l'ordre du jour?

Enfin, M. Jaurès, qui n'avait pas encore pris la parole, est venu annoncer qu'on s'était mis d'accord à la Commission d'initiative, et cela à l'unanimité, pour nommer un nouveau comité général, formé des délégués des organisations et des fédérations, au prorata du chiffre de leurs mandats, ce qui assure cette fois la majorité aux amis de M. Jaurès. Ce nouveau comité général aura pour mission, non de tracasser les députés, mais de préparer, dans le délai de six mois, un nouveau Congrès, chargé de créer l'unité définitive, après avoir consulté tous les groupes socialistes par voie de *referendum*,

Les amis de M. Jaurès estiment que ce sera le *de profundis* des vieilles organisations, le coup de grâce donné aux blanquistes et aux guesdistes déjà très affaiblis, puisque ces derniers ne comptent plus que trois députés à la Chambre, auxquels il faut ajouter cinq blanquistes, les autres étant passés au camp ministériel.

Les guesdistes, malgré leur sécession, semblent se rallier à cette consultation populaire, et ils espèrent, dans la mesure de leur force, faire obstacle aux menées de M. Jaurès.

Le plan consiste à donner comme base d'organisation au parti socialiste les comités électoraux constitués en fédérations autonomes.

Ces comités, libres de toute entrave, prépareront les élections, avec une grande liberté de propagande et de programmes, selon les besoins des arrondissements, et recruteront au parti un plus grand nombre de députés. M. Jaurès compte

rentrer à la Chambre en 1902 à la tête d'un parti imposant, avec lequel il faudra compter et s'allier, si l'on veut vivre.

Une carte, toutefois, manque dans son jeu, il ne dispose pas des syndicats organisés. Malgré ses pressants appels, *la Fédération des bourses du travail et la Confédération générale du travail* ont refusé d'assister au Congrès socialiste, où il n'y avait que des syndicats isolés en assez faible nombre, bien que le Syndicat des omnibus ait formé autant de groupes qu'il y a de dépôts, pour jeter de la poudre aux yeux. On ne saurait dire que les syndicats, sauf ceux de Saône-et-Loire et quelques autres, où les grèves ont été contenues, soient hostiles à M. Jaurès, ou à M. Millerand, mais ils ne veulent ni de leur direction ni même de leurs conseils. En vain M. Jaurès, pour corriger le mauvais effet de son entourage presque exclusivement bourgeois, s'est allié aux allemanistes, qui sont des semi-anarchistes. En vain préconise-t-il la *grève générale*, que le Congrès socialiste international a rejetée comme une utopie, comme une tentative infiniment prématurée, si elle doit jamais avoir lieu. M. Jaurès pourra conserver, étendre, et accroître son prestige, mais il n'aura jamais d'autorité sur les milieux ouvriers. Et de là viendront sans doute pour lui les embarras et les obstacles. Les grèves ont été la pierre d'achoppement pour M. Millerand, le caillou qui l'a fait trébucher. Comment M. Jaurès pourra-t-il concilier son zèle ministériel avec son zèle grève généraliste ! N'avons-nous pas vu se dessiner dans la

dernière séance du Congrès une lutte de classe entre les socialistes bourgeois, tels que M. Viviani et M. Jaurès, et les socialistes ouvriers, les Chalot et les Journoud? Déjà M. Kautsky constate que l'Union socialiste, fondée par M. Jaurès, « est un salmigondis omnicolore allant des blanquistes et des marxistes jusqu'aux semi-anarchistes, qui veulent substituer à la lutte politique la grève générale, et à de simples coopératifs qui rêvent d'exproprier la classe capitaliste par le moyen des sociétés de consommation ». Et le parti socialiste présente une même confusion de classes : on y rencontre des universitaires, des patrons, des propriétaires, des étudiants, des agrégés. L'Université fournit un contigent important de socialistes d'État. Est-ce là une cause de force ou de faiblesse, un avancement ou un recul? Spencer prétend établir que, pour tout organisme, le progrès consiste dans la différenciation croissante, et il nous semble que, parmi les socialistes français, il y a surtout confusion.

Enfin M. Millerand a jugé à propos de renouveler après le Congrès socialiste, auquel assistait, nous dit-on, un de ses secrétaires, la déclaration collectiviste qu'il avait faite autrefois à Lille, lorsqu'il présentait le collectivisme comme « une hypothèse féconde qui se réalise tous les jours ». Cette fois il a voulu être plus précis. Il a déclaré que « le salaire était aussi peu une institution éternelle que l'esclavage et le servage »... qu'un jour viendra où « par suite du développement du machinisme et de la concentration du capital, la

propriété sous forme sociale appartiendra à tous *sans exception.* » Sans doute, pour réaliser cet idéal « la voie sera longue et difficile, mais ce sera l'œuvre du temps et de l'éducation, et non de la force ». M. Millerand diffère de M. Jaurès en ce qu'il ne fait appel ni à la force historique, ni à la haine créatrice. Que M. Millerand socialiste ou socialistologue professe telles ou telles idées sur la société de l'avenir, c'est bien son droit. A vrai dire la société de l'avenir n'ira pas se modeler sur les idées de M. Millerand non plus que sur les nôtres. Mais ce qui est un symptôme, c'est qu'il fasse ainsi l'apostolat officiel du collectivisme, qu'il annonce des projets de loi sur la grève obligatoire, le syndicat obligatoire l'arbitrage obligatoire, et qu'il travaille ainsi à rendre de plus en plus difficiles les rapports entre ouvriers et patrons, à accroître les difficultés de l'industrie française. Comment la ruine de l'industrie pourrait-elle améliorer le sort des ouvriers ? C'est une question que nous ne nous chargeons pas de résoudre.

Tandis que M. Millerand fait de solennelles déclarations de collectivisme, nous voyons les Trades Unions anglaises à leur dernier congrès d'Huddersfield, où un million et quart d'ouvriers syndiqués étaient représentés, écarter cette fois de l'ordre du jour la proposition de socialisation des moyens de toute production et distribution. Les deux représentants les plus autorisés de la Social-démocratie en Angleterre, M. Hyndmann et M. Bernstein, s'accordent à reconnaître que les

trade-unionistes anglais dans leur esprit pratique ne veulent pas entendre parler de socialisme et de démocratie socialiste. M. Hyndmann s'en indigne. M. Bernstein signale le peu de confiance qu'ont les ouvriers dans la réalisation du socialisme et dans l'esprit pratique de ses représentants[1].

Alors que les ouvriers les plus éclairés écartent ces utopies, et que partout ailleurs les gouvernements les combattent, en France nos ministres socialistes ne se bornent pas à les proposer, ils prétendent les imposer. Ils oublient de quel prix les classes ouvrières ont payé, en 1848, l'expérience que tentait Louis Blanc au Luxembourg de *faire le bonheur de toutes les familles de France.*

Nous avons dit que le Congrès international anarchiste, révolutionnaire anti-parlementaire qui devait se tenir du 19 au 22 septembre en concurrence avec le Congrès socialiste parlementaire et politique, avait été interdit. Le journal anarchiste *Les Temps nouveaux*[2] a publié dans son supplément les rapports qui devaient être lus à ce Congrès, et qui permettent de se rendre compte de l'état actuel de la doctrine dans les divers pays.

L'anarchisme est fondé comme le socialisme sur une théorie économique. Marx considère que l'évolution actuelle, par la concentration des capitaux et des entreprises conduit au collectivisme, à une production centralisée ; au contraire, le

1. *Sociale Praxis*, 20 septembre 1900.
2. Nos 23, 24, 25, 26, 27, 1900.

prince Kropotkine estime que le développement de la petite industrie, en Angleterre par exemple, suit pas à pas celui des grandes entreprises, et conduit à une production décentralisée. Kropotkine reproche au marxisme d'être un plagiat de Saint-Simon (concentration du capital, rôle dominant du facteur économique, prolétarisation des masses) et de Louis Blanc (socialisme d'État, centralisation générale, haine du fédéralisme), le tout accommodé d'un baragouin pseudo-scientifique renouvelé de Hegel et de Darwin.

Pour lui, le marxisme n'est que du socialisme, du capitalisme d'État.

Comme les anarchistes diffèrent sur le sens de l'évolution, ils diffèrent en matière d'éducation. Le but des socialistes, c'est l'enrégimentement sous des formules, celui des anarchistes l'individualisme, la culture et la réflexion personnelles, l'association libre.

Ce qui les distingue absolument des socialistes, c'est leur hostilité à l'égard de l'action politique et parlementaire ; ils sont en matière d'élection des abstentionnistes farouches, il se refusent absolument à reconnaître la loi des majorités. Il n'y a qu'une tactique à leurs yeux, la révolte individuelle, les attentats (répudiés par le grand nombre), et la révolte populaire par l'action des grèves auxquelles ils attribuent un rôle révolutionnaire, jusqu'à la grève générale qui amènera le renversement de la société présente. Aussi se livrent-ils en France à une propagande très active dans les syndicats. Ils les excitent à l'autonomie, les dé-

tournent des politiciens, les poussent à la grève. Ils travaillent surtout à détruire l'esprit et la discipline militaires ; et les socialistes, avec plus ou moins de clairvoyance, s'accordent avec eux dans cette entreprise.

Aux yeux des anarchistes la social-démocratie est antirévolutionnaire; ce n'est qu'une démocratie républicaine teintée de socialisme d'État. De même sous Louis-Philippe tous les républicains se disaient socialistes pour se concilier les classes ouvrières, et arriver au pouvoir portés sur leurs épaules.

Les anarchistes revendiquent, comme leur appartenant, les Spencer, les Tolstoï, les Ibsen. D'autre part la dernière mode pour les socialistes, c'est de se dire libéraux, et de prétendre que le collectivisme autoritaire est une étape indispensable vers la liberté, en disciplinant les hommes à la solidarité effective. Une fois cette discipline passée dans les mœurs, toute contrainte devient inutile, et le libre contrat sera de règle entre les hommes devenus parfaits. Espérons-le.

CHAPITRE VI

LE SOCIALISME OUVRIER
LES GRÈVES
ET LES SYNDICATS

Nous avons essayé d'indiquer, dans les précédents chapitres, l'évolution de plus en plus marquée des socialistes vers le pouvoir politique. Peu scrupuleux en matière de théories, le socialisme électoral cherche à rallier autour de sa bannière indécise tous ceux qui souffrent de l'ordre économique actuel, tous les mécontents, à quelque classe qu'ils appartiennent. Mais il y a un autre aspect du socialisme, un socialisme spécifique, syndical, celui des ouvriers organisés de l'industrie, qui forme un courant de plus en plus large, de plus en plus indépendant des meneurs politiques ; ceux-ci le suivent, bien plus qu'ils ne le dirigent. L'entrée d'un socialiste tel que M. Millerand dans un ministère républicain est un épisode plus ou moins caractéristique ou, si l'on veut, une des surprises de la politique. Les grandes grèves qui se sont succédé en France avec une rare intensité depuis quelques mois, au Creusot, à Mont-

ceau-les-Mines, dans la région du Doubs, méritent plus encore de retenir l'attention. On en comprend mieux la portée, si on les rapproche des grèves analogues qui ont éclaté dans d'autres pays : on voit alors se dessiner une tendance commune, et toute spontanée, qui ne vise à rien moins qu'à l'établissement d'un nouveau régime dans la grande industrie, à l'avènement de la démocratie industrielle.

Les foules ouvrières ne se soucient du pouvoir politique que pour atteindre la puissance économique. En même temps qu'elles aspirent à régner dans l'État par le bulletin de vote, elles prétendent gouverner dans l'usine par les syndicats et les grèves. Les deux mouvements agissent parallèlement, et se soutiennent sans se confondre.

I

L'ARMÉE INDUSTRIELLE

L'ancienne organisation du travail en corporations soumettait l'ouvrier à une sorte de tutelle, mais lui assurait la sécurité du lendemain : il se trouvait protégé dans son salaire contre la concurrence des produits et des producteurs, contre les progrès même de la science et des inventions techniques.

Les corporations fermées convenaient à la petite industrie, à une consommation restreinte : elles ne pouvaient s'adapter aux besoins de la pro-

duction généralisée, démocratique. L'esprit corporatif et boutiquier opposait un obstacle considérable à la satisfaction de ces besoins, à l'essor de l'activité mercantile, aux nouvelles découvertes. C'est la démocratie elle-même qui imposait le régime de la grande industrie.

Au nom de la liberté du travail, la Révolution jeta tous ces règlements par-dessus bord : ils furent pareillement éliminés dans d'autres pays, sans qu'il fût besoin de son influence.

La nouvelle législation avait tellement pour but d'assurer l'indépendance de l'individu, qu'elle établit un atomisme à la place de l'ancienne tutelle. Obsédée par la haine des corporations, qui étaient des unions de patrons dirigées contre le client, — parfois contre l'ouvrier, — et craignant de les voir renaître, elle refuse aux individus qu'elle veut affranchir le droit de s'organiser librement. La loi de 1791 punit d'amende et de prison tout accord entre les ouvriers, en vue d'améliorer les conditions du travail. Un libre contrat se noue entre l'ouvrier isolé et le patron isolé.

Les législateurs de la Révolution se flattaient d'avoir affranchi l'ouvrier, de lui donner l'avenir. Ils ne pouvaient prévoir les transformations sociales qu'allaient amener la découverte de la vapeur, l'utilisation de la force enfermée dans le charbon, l'établissement de la grande industrie. En 1791, l'énorme majorité des chefs industriels se composait de petits patrons : les deux parties contractantes se trouvaient donc dans des conditions à peu près analogues. Mais la liberté du travail

devenait illusoire pour les masses ouvrières agglomérées dans les fabriques, groupées naturellement par les machines : ne disposant ni du droit de coalition, ni du droit d'association, elles se voyaient dénuées de toute liberté de mouvement, condamnées à rester isolées, privées de la faculté de s'entendre légalement entre elles, et de discuter leurs conditions de travail, afin de pourvoir à leur existence, d'améliorer leur situation. Nous disons *légalement*, car, en fait, les ouvriers se soulevaient par une commune entente, suscitaient des grèves, qui parfois dégénéraient en véritables émeutes, comme en Angleterre, au temps du Chartisme, et en France, après 1830. La législation des pays industriels devait finir par reconnaître non seulement le droit de coalition passagère, mais celui d'association fixe : le mouvement ouvrier, pensait-on, n'en deviendrait que plus réglé ; au troupeau impulsif succéderaient de petits corps organisés, avec des chefs, et les solutions des difficultés du travail prendraient plus aisément une tournure pacifique.

Partout, dans la seconde moitié du siècle, les organisations ouvrières, les syndicats professionnels, conséquences de la concentration des industries, font de rapides et croissants progrès. Mais elles présentent un caractère différent, dans chaque peuple, selon le degré du développement industriel, l'état politique, les qualités et les défauts de la race. L'obstacle législatif une fois écarté, il reste celui de l'incapacité des ouvriers à s'organiser eux-mêmes.

C'est en Angleterre, grâce aux libertés publiques, à l'esprit pratique, à la fois individualiste et porté vers l'association libre, que l'organisation ouvrière, reconnue par la loi dès 1824, a pris les plus grandes proportions. Le nombre des ouvriers syndiqués dépasse actuellement le chiffre de un million six cent mille, un cinquième environ des ouvriers industriels. Les travailleurs anglais ne sont pas arrivés d'emblée à cette organisation parfaite. Ils ont traversé une période de troubles qui durèrent jusqu'en 1848, et qui faisaient craindre une révolution. Ce n'est qu'à partir de 1850 que les grandes Unions de métiers, formées d'ouvriers qualifiés, payant régulièrement des cotisations très élevées, commencèrent à entrer dans une ère de prospérité, et à former dans le monde du travail une sorte d'aristocratie, louée par les économistes et les publicistes conservateurs. M. et Mme Sidney Webb, dans leur *Histoire du Trade-Unionisme* [1], et M. Paul de Rousiers [2] ont admirablement mis en lumière l'histoire, l'organisation, le fonctionnement et les hommes des Unions, le caractère de ces chefs ouvriers, choisis parmi les plus capables et les plus dignes, dont l'un devint sous-secrétaire d'État du ministère Gladstone, après avoir manié le pic dans la mine, tandis que d'autres ont exercé de hautes magistratures. Pourvues de capitaux, organisant elles-mêmes leurs sociétés de secours et d'assistance, elles

1. Giard et Brière, 1897.
2. *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, A. Colin, 1897. — *La Question ouvrière en Angleterre*, Firmin-Didot, 1895.

écartent les politiciens, et manifestent un goût très modéré pour le socialisme d'État. Les députés ouvriers au Parlement votent avec les libéraux, et ont refusé jusqu'ici de se mettre à la remorque des partis socialistes, qui n'ont pas un seul représentant à la Chambre des communes. Les patrons anglais, remarque M. Brentano, envient ceux d'Allemagne : « Heureux entrepreneurs allemands ! s'écriait l'un d'eux, vous avez parmi vos ouvriers nombre de *social-démocrates*, mais vous leur payez de bas salaires : nous changerions volontiers avec vous ».

La situation n'est plus tout à fait la même, depuis la grande grève des ouvriers des docks de Londres, en 1889. Les syndicats plus récents, composés de troupes affamées, sans habileté spéciale, sans occupations stables, vivant au jour le jour d'un salaire souvent insuffisant, ont peine à prélever dans leurs associations de maigres subsides, uniquement destinés à créer des fonds de résistance. Le nombre des *dockers* associés, payant leurs cotisations, est bientôt tombé de 90.000 à 25.000. Aussi les nouvelles Unions se placent-elles souvent sur le terrain de la lutte des classes. Elles rompent avec l'esprit de *self help*, réclament l'intervention de l'État, des municipalités, exigent encore plus d'inspection du travail, plus de législation, plus d'impôts sur les classes riches. Leurs aspirations dépassent le socialisme d'État, et vont jusqu'au socialisme pur. Commencées au Congrès de Liverpool, en 1890, les discussions sur le collectivisme ont continué

depuis lors ; des résolutions ont été votées en ce sens. La pensée socialiste s'infuse dans le Trade-Unionisme ; et l'esprit impatient, aventureux, des O'Grady l'emporte parfois sur la prudence des Maudsley, des Burt, des Knight, des Wood. On peut être assuré toutefois que l'ensemble des Unions ne passera pas du jour au lendemain à la *social-démocratie*.

Dans les colonies anglaises d'Australie et de Nouvelle-Zélande, les associations ouvrières, par suite d'une situation exceptionnelle, ont atteint un degré inouï de force et de richesse. Elles ont obtenu et généralisé quelques-unes des exigences essentielles du socialisme européen, par exemple la journée de huit heures ; elles s'avancent avec ardeur dans la voie « du collectivisme constitutionnel » d'ailleurs tempéré.

Les Belges ne le cèdent pas aux Anglais en esprit pratique. Le monde ouvrier est divisé, comme le pays lui-même, en syndicats socialistes et en corporations chrétiennes. Les uns et les autres tirent pour la propagande des ressources considérables de leurs coopératives. Les socialistes en ont fait les arsenaux et la forteresse de leur parti. Ces coopératives comptaient, en 1897, 50.000 membres, et ce nombre est aujourd'hui bien dépassé. A la *Maison du peuple*, de Bruxelles, dans le *Vooruit* de Gand, les socialistes réalisent une partie du programme des réformes ouvrières : assurance contre le chômage, assurance mutuelle contre la maladie, retraites annuelles, etc. Ces établissements sont conduits avec une sévère dis-

cipline, à laquelle les ouvriers ont tant de peine à se soumettre quand elle leur est assignée par les patrons. Empêchés, au début, de faire de la politique, source de compétitions et de divisions, par suite du suffrage restreint, les socialistes belges ont ainsi commencé à organiser les ouvriers, et à se procurer des ressources pour mettre une armée et un trésor de guerre au service de leurs revendications démocratiques, à la Chambre et dans le pays[1].

L'Autriche est revenue depuis 1885 au régime de la corporation forcée. L'Allemagne fait reposer ses lois d'assurance obligatoire sur les corporations industrielles. Les syndicats allemands sont libéraux (*Hirsch-Duncker Vereine*) ou catholiques, ou rattachés à la *social-démocratie*. Ces derniers possèdent le plus grand nombre d'adhérents. Mais, parmi les *social-démocrates*, il existe une vieille jalousie entre les organisations politiques et les organisations syndicales. Au début, les syndicats n'étaient considérés par les marxistes que comme un champ de manœuvre, où s'instruisaient les soldats socialistes. Or, les ouvriers mettent au premier plan leurs intérêts économiques de chaque jour; et la lutte pour les soutenir prime toute autre considération. Catholiques ou libéraux ou socialistes, ils finissent par comprendre que, divisés par les opinions et les croyances, ils restent étroitement unis en vue de leurs intérêts

1. F. Destrée et E. Vandervelde, *le Socialisme en Belgique*, 1898.

vitaux. Menacés dans leur liberté de coalition par l'esprit de réaction qui a dicté au gouvernement allemand la *Zuchthausvorlage* ou *loi du bagne* récemment rejetée au Reichstag, ils cherchent à se rapprocher, à imiter les ouvriers suisses, qui viennent de proclamer leur neutralité en matière politique et religieuse. Rien n'est plus caractéristique de cette évolution si importante, et de la crainte qu'ont les *social-démocrates* de voir les syndicaux s'écarter d'eux, que les paroles prononcées par Bebel au récent Congrès de Hanovre. Bebel a déclaré que le parti était d'accord avec les syndicats pour écarter la politique du mouvement ouvrier. « Le mouvement syndical, a-t-il dit, n'est pas *social-démocrate*, il est prolétarien. Il se tient à distance du parti politique; comment sans cela gagnerait-il les ouvriers catholiques? » — Quel socialiste français oserait tenir un pareil langage ?

En France, tant de révolutions n'ont fait que retarder l'organisation ouvrière. Les ouvriers français savent combattre avec une ardeur désespérée. Toujours prêts à la révolte, ils sacrifieront jusqu'à leur vie. Mais c'est la fable du lièvre et de la tortue. Les socialistes ont été pour eux des amis, des conseillers funestes.

Le mouvement d'organisation ouvrière qui se dessinait vers la fin de l'empire, aidé par la liberté nouvelle de réunion et de coalition, et en opposition au début, dans l'Internationale même, avec les idées de Karl Marx, fut arrêté par la guerre, et disloqué par la Commune. Durant les premières

années de la troisième République, en l'absence des meneurs et des militants disparus ou exilés, les premiers Congrès ouvriers se signalèrent par leur modération et leur esprit d'apaisement et de concorde. Ils étaient mutuellistes et réformistes, favorables aux coopératives, et non plus révolutionnaires. Le *Cercle d'Union syndicale ouvrière* se donnait pour mission l'arrangement amiable avec les patrons, au grand scandale des survivants de la Commune réfugiés à Londres. Mais bientôt les nouveaux socialistes, imbus des théories allemandes, et après eux, les amnistiés rentrés en France, n'ayant rien à espérer du suffrage universel d'alors, « se terrèrent dans les syndicats ». En 1879, au Congrès de Marseille, « ils enfonçaient dans la gorge des syndicaux, jusqu'à la garde, un programme collectiviste » inspiré par Karl Marx. Ils prêchaient la lutte de classe inexpiable, exposaient aux ouvriers la fatalité de leurs misères, l'impuissance des réformes, la nécessité de hâter une révolution inévitable, préparée par la nature même de l'évolution économique. Bientôt les sectes furent aux prises. L'histoire de ces Congrès ouvriers, qu'a racontée M. de Seilhac [1], est remplie par la rivalité acharnée des meneurs, et les scissions interminables. C'est, au fond, une véritable lutte des classes au sein même du socialisme, entre l'élément démagogique bourgeois et l'élément ouvrier, entre les « Intellectuels » et les « Manuelards ».

1. *Les Congrès ouvriers en France*, 1899.

Tous les militants et les meneurs se montrèrent absolument hostiles à la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, qui abrogeait le texte antisocial de la loi des 14 et 17 juin 1791, donnait aux syndicats la liberté de se constituer avec la garantie de la publicité des noms de leurs administrateurs et de leurs statuts, et le droit de se fédérer. Par ce droit d'organisation, elle fortifiait à la fois la puissance ouvrière et la puissance patronale. C'est, dans l'ensemble, la loi la plus favorable à la classe ouvrière, qui ait été votée en France depuis un siècle. Elle complétait la législation du ministère Ollivier. Ce sont les bourgeois, remarque M. de Molinari, qui, en Angleterre comme en France, ont donné aux classes ouvrières la liberté de se constituer. Louis Blanc, l'auteur de *l'Organisation du travail*, ne songeait pas à abolir les lois restrictives de la liberté d'association. Les coryphées socialistes de 1884 présentaient la nouvelle loi comme un simple leurre ; pis que cela, comme une œuvre de réaction et de police, destinée à mettre en tutelle le mouvement ouvrier : elle n'avait d'autre but que d'énerver, dans les syndicats régulièrement constitués, l'esprit de révolution, et ce serait le plus grand éloge qu'on en puisse faire. En dépit de la loi, les tendances intransigeantes continuèrent à dominer ; les syndicats socialistes écartèrent d'eux les quelques syndicats mutuellistes qui, en 1886, au Congrès de Lyon, firent un dernier effort pour reprendre la direction du mouvement ouvrier.

Cependant, à mesure que les socialistes en-

traient dans les corps élus, au Conseil municipal de Paris et à la Chambre, la querelle s'envenimait entre les syndicaux et les politiciens qui prétendaient englober l'organisation ouvrière dans l'organisation politique. Les rivalités et les compétitions électorales sont une pomme de discorde; l'action économique est un gage d'union dans les syndicats. Une rupture éclatante eut lieu au Congrès de Nantes en 1894, sur une question de tactique, rupture qui se renouvela avec scandale au Congrès international de Londres. Les syndicaux opposaient la grève générale, comme moyen de révolution exclusivement prolétarien, à la conquête des pouvoirs publics, prêchée par les démagogues bourgeois.

Les anarchistes prirent aussitôt, dans les syndicats, la place des politiciens socialistes. Ils préconisaient autrefois l'action individuelle, la propagande par le fait, ne voulaient pas entendre parler d'organisation. Depuis les « lois scélérates », ils se sont à leur tour « terrés » dans les syndicats[1]. Ils propagent tous les modes de petite et de grande guerre industrielle, le boycottage et le « sabotage[2], » poussent à l'action immédiate, aux grèves généralisées. S'ils sont écoutés, c'est qu'ils parlent aux syndicaux le langage que ceux-ci aiment à entendre. Ils exaltent l'indépendance, 'action autonome, la nécessité de faire ses propres

1. *Les Anarchistes et les Syndicats*, brochure, 1898.

2. Le « sabotage », c'est l'art de gâcher la besogne, de ralentir le travail ; sujet déjà traité dans le pamphlet de Swift sur *l'Art de voler les maîtres.*

affaires, et de ne pas déléguer ce soin aux politiciens; l'émancipation de toute direction extérieure; l'importance de rester exclusivement ouvrier, d'exclure toute direction qui aurait pour effet de restaurer des hiérarchies, et de diviser le corps des travailleurs. Ils font contrepoids à ceux qui prêchent le socialisme d'État.

Mais ceux-là aussi rencontrent un accueil favorable dans les syndicats et les congrès ouvriers, qui ne vont pas jusqu'à répudier l'action politique, premier article du dogme anarchique. La grande majorité des ouvriers trouve très bon, au contraire, qu'il y ait des députés et des ministres tels que M. Millerand, obligés, par leur situation et leurs opinions, à soutenir les exigences ouvrières. Un fait caractéristique, lors de la dernière grève parisienne (octobre 1898), marque bien cette attitude. Aucun élu, soit du Conseil municipal, soit de la Chambre des députés, ne fut autorisé à prendre la parole dans les grandes réunions corporatives qui se tinrent à la Bourse du Travail, en vue d'étendre le mouvement gréviste [1]. On acceptait les offices, les démarches des politiciens socialistes, mais on repoussait leurs conseils. On les prend comme auxiliaires, mais on les écarte comme directeurs.

Le nombre des ouvriers de l'industrie syndiqués en France, bien qu'il s'accroisse sans cesse, n'est encore qu'à l'état embryonnaire. Il n'atteint

1. Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1898, l'article de M. Le Cour Grandmaison, sur *la Grève du Bâtiment*.

pas le chiffre de 500.000, un huitième de la population industrielle, et les 18 millions d'hommes qui vivent en France de l'agriculture sont tout à fait étrangers à ce mouvement[1]. Et encore n'y a-t-il environ que 200.000 syndiqués qui le soient autrement que de nom, et qui paient des cotisations régulières. La moitié au moins des syndiqués est étrangère au collectivisme. Mais l'influence des syndicats s'étend bien au delà de leur nombre effectif. C'est le levain qui, à un jour donné, suffit à faire lever la pâte.

Non seulement les forces ouvrières commencent à s'organiser mais déjà elles se concentrent, grâce aux *Bourses du Travail*, fondées depuis la loi de 1884. Il en existe actuellement 55, comprenant près de la moitié du nombre total des ouvriers syndiqués. Fondées dans les villes, grâce aux subventions annuelles des municipalités, dont la moyenne est de 900 à 20.000 francs[2], et analogues aux *Conseils locaux de syndicats* qui existent en Amérique, elles comprennent des ouvriers syndiqués de tous les métiers d'une même ville, réunis dans l'immeuble de la Bourse, où ils trouvent de nombreux avantages matériels. C'est pour la population ouvrière une prime à se syndiquer.

1. Les syndicats patronaux industriels comptaient, en 1897, 140.000 adhérents, les syndicats mixtes, de patrons et d'ouvriers, 60.000; les syndicats agricoles, généralement mixtes, 450.000

2. Le total de subvention des Bourses s'est élevé en 1898 à 343.590 francs. Les frais de fonctionnement de la Bourse du Travail de Paris sont inscrits au budget communal pour une somme de 182.500 francs.

Les Bourses ont une tendance à neutraliser les syndicats en matière politique, sinon religieuse. On écarte les sources de querelles pour ne songer qu'aux intérêts professionnels. Elles ont dépassé le rôle modeste de bureaux de placements, — que leur assignait M. de Molinari, lorsqu'il en eut le premier l'idée, vers 1843, — pour devenir des foyers d'éducation et de propagande. Elles organisent des bibliothèques, des conférences, des cours professionnels, des caisses de secours pour les ouvriers de passage, s'occupent de la lutte économique, de la propagande dans la campagne Ce sont les « temples du travail, » les « cellules de la société future [1] ».

Les Bourses du Travail marquent le trait particulier de l'organisation ouvrière en France, comme les Trade-Unions en Angleterre et les Coopératives en Belgique. « Leur création remarque M. Sombart, est une preuve de la façon intensive dont une partie du mouvement syndical se développe en France. Les ouvriers français, jusqu'ici révolutionnaires et politiques, commencent à s'attacher à l'action économique, tandis qu'au contraire les Anglais accusent des velléités de s'écarter du point de vue exclusivement économique, malgré l'antipathie des Trade-Unions pour le socialisme continental [2]. »

1. Voyez dans *la Revue Parlementaire* du 10 septembre 1900, l'article sur les Bourses de M. Fernand Pelloutier, le distingué secrétaire de la Fédération qu'elles ont formée.

2. La Bourse du Travail de Paris, au début, fit exception à cet esprit plus sage que les Bourses semblent

Les Bourses se sont fédérées. Si toutes les villes possédaient des Bourses, et si toutes adhéraient à la Fédération, l'unité de l'armée ouvrière serait constituée.

A côté de la fédération des Bourses, et, à l'origine, en rivalité avec elle, les syndicaux ont fondé au Congrès de Limoges, en 1895, une *Confédération générale du travail*, formée des fédérations nationales de métiers et des syndicats non fédérés. Cette institution répond à des plans grandioses : embrasser le monde du travail, créer une force distincte, indépendante, qui puisse donner aux revendications de la classe ouvrière une force irrésistible ; balayer tout obstacle, en tenant suspendue sur la société bourgeoise, comme une épée de Damoclès, la grève générale. Mais il y a loin, du rêve à la réalité. La Confédération n'existe que sur le papier. Les éléments manquent pour la composer, car rien n'est plus malaisé que de former, d'un bout de la France à l'autre, des fédérations de même métier. Il n'en existe qu'un très

appelées à introduire dans le monde ouvrier. A peine fondée, elle devint le champ de lutte des influences politiciennes et révolutionnaires, la citadelle des syndicats hostiles à la loi de 1884. Elle préparait les cadres de la guerre civile, lorsque, dénoncée à la Chambre par M. Yves Guyot le 8 mai 1893, elle fut fermée par M. Dupuy le 7 juillet. Il fut félicité par M. Guesde, dans *le Matin*, « d'avoir encombré de sa police et de ses troupes à cheval l'impasse syndicale ou corporative dans laquelle menaçaient de s'égarer un trop grand nombre de syndiqués. » Rouverte sous le ministère Bourgeois aux syndicats régulièrement constitués, la Bourse de Paris fut le foyer intense de l'agitation, lors de la dernière grève des terrassiers.

petit nombre. Depuis trois ans qu'elle est établie, la Confédération du travail, pour ainsi dire sans ressources pécuniaires, n'a fait d'autre besogne que de convoquer le Congrès corporatif annuel.

Depuis la décadence des *Chevaliers du Travail*, il s'est formé aux Etat-Unis une Confédération du Travail, une *Federation of Labour*, pour lutter contre les associations patronales, les *Trusts*, et qui dispose de puissants moyens d'action [1].

Les Trade-Unions, en Angleterre, qui jusqu'alors agissaient en corps indépendants, viennent de fonder à leur tour une *Fédération générale du Travail*, à la suite de la grande grève des mécaniciens et du *lock out* de la fédération des patrons, dont les effets furent désastreux pour les ouvriers. Les Unions se sentirent toutes menacées et résolurent de s'unir par un lien fédéral. Un Congrès spécial s'est réuni à Manchester en janvier 1899, afin de constituer cet organe de concentration et d'action unifiée, mais avec l'esprit le plus pratique. Point de plans gigantesques, comme en France, pour anéantir les patrons, chasser des usines les directeurs. La tactique est essentiellement défensive. Il s'agit de réunir des ressources financières considérables, et d'en laisser la disposition à des chefs responsables, sans hostilité bornée contre les employeurs, à des chefs investis d'une autorité suffisante pour entrer en pourparlers soit avec la fédération des patrons, soit avec des patrons indi-

1. Vigoureux, *la Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*. Bibliothèque du Musée social, 1899.

viduellement. On épuisera tous les moyens de conciliation avant de déclarer une grève. Si elle parvient à fonctionner, la *Labour federation* fortifiera les Unions de métiers, tant par son prestige moral que par ses ressources pécuniaires.

C'est en Danemark que l'organisation des forces ouvrières et patronales atteint le plus haut degré de perfection et où se trouve réalisée la tendance à la concentration que nous venons de signaler en France et en Angleterre.

L'organisation syndicale, les régiments isolés, ne suffisaient donc pas aux ouvriers pour défendre leurs intérêts. La concentration des industries et les alliances des employeurs les portaient à se fédérer partout où la loi le leur permet. Des armées tendent à se substituer aux corps isolés et dispersés. Aux escarmouches, aux engagements partiels, doit succéder la grande guerre.

II

LA GUERRE INDUSTRIELLE

Un caractère très marqué des grèves dans ces dernières années, grèves qui coïncident avec l'extension et l'activité croissante de la grande industrie, c'est la tendance à se généraliser, soit par le fait des ouvriers, soit par le fait des patrons.

Lorsqu'une grève surgit dans une corporation, elle entraîne les corporations voisines. A la solida-

rité individuelle entre ouvriers s'ajoute la solidarité entre les syndicats et entre les ouvriers des corporations diverses. Quand les menuisiers de Genève se sont mis en grève, toutes les autres corporations du bâtiment ont cessé le travail. Les tueurs de l'abattoir de la Villette suspendent leurs tueries; aussitôt les charcutiers se joignent à eux, et les agitateurs s'efforcent d'entraîner tout le service de l'alimentation. Il suffit d'un petit syndicat de puisatiers de 150 membres pour provoquer la grève des terrassiers, puis des ouvriers du bâtiment, qui comprit jusqu'à 20.000 travailleurs ; et un essai de grève générale des employés de chemins de fer, pour toute la France, fut risqué au même moment. De véritables épidémies de grèves se répandent sur toute une contrée, telles les grèves de Saône-et-Loire, de la région de Belfort ; la grève des mineurs, en Belgique, s'étendit à presque tous les bassins houillers. Les chefs des *dockers* de Londres essayèrent de débaucher, à la suite des ouvriers du port de Hambourg, ceux des ports belges, anglais, hollandais et français. Ce fut une tentative de grève internationale.

Les patrons se solidarisent pareillement : de la cause d'un seul ils font la cause de tous ; dans une entente commune, ils ferment leurs usines. Les mécaniciens de Londres, lors de la dernière grève, n'avaient déserté les ateliers que par fractions. Ceux qui restaient devaient venir en aide aux chômeurs volontaires. Les patrons déclarèrent le *lock out* général, qui atteignait près de 100.000 personnes : la grève, plus étendue, pen-

saient-ils, durerait moins longtemps. En Danemark, un *lock out* général, jusqu'alors inouï, a déterminé une grève générale proportionnellement la plus vaste qu'on ait encore vue.

En même temps que les coalitions, les buts poursuivis s'étendent. Il ne s'agit plus seulement d'augmentation de salaires, de diminution d'heures de travail, d'ouvriers renvoyés ou de contremaîtres à congédier, d'enfants ou de femmes introduits à l'atelier, d'inspection du travail, de circonstances de la fabrique, mais bien d'un véritable changement de régime dans l'usine, selon le sens de la démocratie. C'est le caractère le plus frappant des récentes grèves, et sur lequel on ne saurait assez insister.

Le Creusot n'était qu'un village au commencement du siècle : l'établissement industriel n'avait guère d'importance, lorsque les Schneider frères et Cie en prirent possession le 21 décembre 1836. Le Creusot, qui travaille aujourd'hui pour l'armée, pour la marine, qui fabrique des canons à tir rapide, des mortiers, des obusiers, des tubes lance-torpilles, des tourelles, des plaques de blindage pour les navires, des locomotives, des machines électriques, des ponts, etc., pour tous les pays, est une institution liée à la prospérité nationale. Il occupe une population qui dépasse 10.000 ouvriers employés dans les ateliers, les hauts fourneaux, les mines ; et il faut augmenter ce chiffre de celui des familles. Tout ce monde, groupé autour des instruments de travail, le cri des contremaîtres commandant la manœuvre, le

sifflement des machines, les travailleurs qui, le soir, s'agitent comme des ombres à la lueur fantastique du fer rougi, ou de la blanche coulée de l'acier Bessemer, le bruit du marteau cyclopéen qui fait jaillir une pluie d'étincelles, tout cela forme un spectacle inoubliable, de cette poésie grandiose que le peintre Menzel a tenté de rendre dans sa *Forge*, et laisse mieux, à la réflexion, soupçonner et comprendre la nature des questions ouvrières que de longs traités et de gros livres. Mieux encore, pour les sentir, il faudrait avoir vécu ce genre de vie.

Le régime institué par Eugène Schneider était celui que l'on désigne sous le nom de despotisme éclairé : c'était le régime cher aux philosophes du siècle dernier, le régime qu'un Voltaire fidèle à ses idées y eût institué lui-même. Eugène Schneider avait créé des écoles, élevé des églises, fondé des bibliothèques, organisé des hôpitaux. Il avait réussi à supprimer l'ivresse, ce fléau des classes ouvrières, si grand obstacle à leur émancipation, écarté les procès, établi l'entente entre les diverses catégories d'ouvriers : mécaniciens, forgerons, mineurs etc. ; assuré la stabilité du personnel. L'activité la plus pacifique régnait au Creusot, avec la surveillance, l'ordre et la discipline qu'exige une si grande entreprise. La politique ne jouait aucun rôle. Même en 1848, l'interruption du travail n'avait été que passagère. La grande grève de 1870, née de l'effervescence générale qui annonçait la fin de l'Empire, n'avait point laissé de traces. Sous la troisième Répu-

blique, bien que M. Schneider fût conservateur et eût occupé les plus hautes charges de l'Empire, aucun ministre ne lui avait fait opposition. M. Eugène Schneider étant mort en 1878, son fils, puis son petit-fils continuèrent son œuvre, développèrent les institutions patronales. Mais, en même temps que la direction nouvelle était peut-être moins réservée en politique, un esprit d'indépendance farouche, succédant au loyalisme, à l'attachement familial des anciens ouvriers, animait la jeune génération, sollicitée depuis une dizaine d'années à la révolte par une propagande incessante. M. Schneider était député, mais sa majorité diminuait. L'agitation politique et sociale avait son contre-coup dans la région. Mille à quinze cents jeunes ouvriers réussirent à entraîner dans une grève la masse flottante, à la fin de juin 1899, au moment où les commandes abondaient, où le travail était pressant. Ils obtinrent gain de cause au bout de cinq jours, non seulement une augmentation de salaire, mais la reconnaissance d'un syndicat, susceptible, dans l'esprit des meneurs, de comprendre un jour dix mille membres et de tenir en échec l'autorité patronale. M. Schneider respectait le droit des ouvriers de former des syndicats, déclarait qu'il recevrait ses ouvriers individuellement, comme par le passé, sans se préoccuper de savoir s'ils étaient ou non syndiqués, mais il réservait sa liberté absolue de traiter directement avec eux seuls, sans aucun intermédiaire[1].

1. *Documents officiels sur la grève du Creusot*, p. 4.

Une si longue fermentation ne pouvait disparaître complètement. La grève, sous un prétexte futile, recommençait du 20 au 29 septembre. Elle n'avait d'autre but que de consolider les résultats obtenus par le mouvement de juin. Après divers incidents, une sentence arbitrale de M. Waldeck-Rousseau mit fin au conflit en satisfaisant tout le monde. M. Waldeck-Rousseau établissait une sorte de Conseil d'Usine, comme il en existe en Angleterre, devant se réunir tous les deux mois, composé de représentants élus non par le syndicat, mais par tous les corps d'ouvriers indistinctement. Un second syndicat s'est constitué depuis dans les usines du Creusot, en opposition à l'esprit foncièrement hostile du premier. Quel que soit celui des deux qui l'emporte, les organisations ouvrières sont introduites dans l'usine.

La première grève du Creusot s'est étendue par contagion à Montceau-les-Mines, qui se trouve à deux heures de distance. Les mêmes agitateurs, venus du dehors, y ont fait avec succès la même prédication.

Plus encore que le Creusot, la compagnie des mines de Blanzy, dont dépend Montceau, offrait le modèle d'une institution d'ancien régime, dans la meilleure acception du mot. Les écrivains socialistes ne cessent de nous dépeindre l'inhumanité du régime de la grande industrie, plus dur pour l'ouvrier que ne le fut l'esclavage. L'employeur, disent-ils, n'achète sur le marché que la force musculaire, sans se soucier de la créature humaine; le maître soignait l'esclave quand il était malade,

il n'épuisait point sa force de travail, il le nourrissait encore dans sa vieillesse, en souvenir des services rendus. L'ouvrier moderne est exposé au tourment des prévisions économiques, à l'insécurité de l'avenir, à une vieillesse lugubre, qui ne lui laisse d'autre perspective que de mourir de privations sur son grabat. Rien de semblable ne se voyait à Montceau ni à Blanzy. Par tradition de famille, conscience personnelle, souci de l'accomplissement des devoirs sociaux, les directeurs de la Compagnie de Blanzy, M. Chagot, puis M. de Gournay, suivaient, assistaient l'ouvrier de sa naissance à sa mort. Ils pourvoyaient à l'éducation, à l'instruction des enfants. Le travail dans la mine n'est jamais régulier : la nature de la production, les conditions du marché, l'inégalité de l'emploi de la houille, selon les saisons, exposent le mineur à des chômages. On avait remédié à cet état de choses. De vastes ateliers de vannerie, de tissage, avaient été créés pour occuper les femmes. La force électrique devait être distribuée à domicile, afin de permettre à la femme de travailler, sans déserter son foyer. Les frais de tant d'établissements étaient prélevés sur les bénéfices des entreprises, si bien que, durant les dernières années, le dividende distribué restait stationnaire, tandis que les salaires montaient. Comme au Creusot, la meilleure entente régnait entre la direction et la population ouvrière qui s'associait à tous les événements de famille de chefs respectés et aimés.

Toute protection entraine une certaine dépen-

dance. Le patronage trop développé éveille l'esprit d'association, et, pour peu que cet esprit rencontre des entraves, il devient accessible au socialisme révolutionnaire. En 1882, Montceau-les-Mines avait été choisi pour théâtre des exploits anarchistes, des premiers attentats à la dynamite. C'était l'œuvre de quelques jeunes gens. La Compagnie comprit le courant irrésistible qui porte les ouvriers à se délasser de leur travail quotidien, à dépenser leur activité au dehors, à s'occuper, d'une façon indépendante, de leurs intérêts communs. Des sociétés coopératives, une société financière, *la Prudence*, sorte de banque populaire, étaient destinées à acheminer les ouvriers à des groupements sur le terrain économique.

Dans le rapport de l'*Enquête sur le travail et la sécurité dans les mines* fait en 1896, au nom de la commission nommée à la Chambre, par M. Lacombe, député, commission qui avait pour président M. Bovier-Lapierre. et qui comprenait entre autres membres MM. Jaurès et Millerand, Montceau-les-Mines est représenté comme « le dernier mot du pouvoir patronal concentré sur la tête d'un homme qui seul dirige entièrement et administre l'entreprise ». Interrogé par la Commission, le préfet de Saône-et-Loire, dont le témoignage ne peut être suspect de partialité, constate que « la Compagnie de Blanzy est une de celles qui ont fait le plus de sacrifices pour leurs ouvriers : aussi s'offrent-ils volontiers, la grande majorité est satisfaite, la moitié des ouvriers sont propriétaires de leurs maisons ». Il constate qu'il n'y a

pas de syndicat, mais que, « s'il s'en formait un, il pourrait peut-être vivre, car l'attitude politique de la Compagnie a changé ». — « La Compagnie, lui demande-t-on, exerce-t-elle une surveillance occulte[1]? — Oui, répond-il; mais, si les ouvriers voulaient voter républicainement, ils le pourraient[2]. » Les journaux radicaux socialistes de la région faisaient à la Compagnie une guerre acharnée. Ils se proposaient « de démolir moralement, en attendant mieux, la forteresse industrielle et cléricale, obstacle à l'émancipation ouvrière », et les condamnations pour diffamation n'arrêtaient pas leur propagande. Comme nous l'avons dit, l'exemple du Creusot a été contagieux pour Montceau. Au 1er mai 1899, les ouvriers refusaient d'écouter les orateurs socialistes. Lorsqu'ils se sont mis en grève, les mineurs, à la sortie des puits, ne savaient quelles revendications formuler. Ils ont formé leur syndicat, auquel ils se sont inscrits en masse, et ils cherchent à introduire dans la mine, comme le leur enjoignaient les meneurs, un syndicat démocratique.

Le *paternalisme* bienveillant et bienfaisant devient de plus en plus difficile au milieu de ces grandes agglomérations ouvrières, accessibles à tous les courants du dehors. Il augmente les points de contact, et, par suite, les occasions de

1. Ces grandes compagnies, comme les villes, ont leur police secrète.

2. M. de Gournay, en 1895, était élu conseiller général par 3.885 voix sur 4.226 votants.

conflit entre employeurs et employés. Les ouvriers s'imaginent volontiers que les institutions patronales se fondent et se maintiennent par un prélèvement fait sur leurs salaires, ou deviennent une source de bénéfices, d'oppression et de production intensive. M. Paul de Rousiers nous a conté[1] comment la grande grève Pullman, aux États-Unis, en 1894, qui prit de si grandes proportions, naquit d'un esprit de philanthropie inopportun et mal entendu; M. Pullman poursuivait avec une ténacité de Yankee le but de former, non seulement un personnel d'employés, mais une population entière composée de ses ouvriers et de leurs familles, à des habitudes de vie matérielle qui pussent élever leur niveau moral, intellectuel et social. Malheureusement, l'entreprise se trouvait viciée par un défaut grave, la confusion dans les mêmes mains du rôle d'employeur, de celui de propriétaire et de bienfaiteur. Le « paternalisme » autoritaire de M. Pullman inspira une telle haine à ceux qui en étaient l'objet que, lorsqu'il vint à mourir, il fallut sceller son cercueil dans la tombe, pour le dérober au ressentiment populaire[2]. Le patronage indirect de M. Carnegie a eu plus de succès. Dans ses fondations de Pittsburg, il n'agit sur personne par contrainte : il met simplement à la portée de ceux qui veulent monter, un élément

1. *La vie américaine*, 1899, p. 246 et suiv.

2. A Decazeville, où le malheureux ingénieur Watrin fut assommé à coups de barre de fer, la première cause de la grève était une société coopérative ménagère, instituée dans l'intérêt des ouvriers, et pour eux facultative.

pour les y aider. En Amérique comme en France, nombre de patrons s'inquiètent assez peu en général de leurs employés; et il en est qui attribuent à cette abstention complète la paix qui règne dans leurs usines.

Si les ouvriers écartaient l'action patronale comme une tutelle, pour prendre eux-mêmes l'initiative des institutions de prévoyance, on devrait considérer cet effort comme un progrès. Mais, en France, c'est trop souvent vers l'État qu'ils se tournent; ils réclament de lui l'assistance, l'intervention dans leurs conflits, tout un vaste système d'assurances, organisé non comme en Allemagne, par une monarchie autoritaire, mais par une république que le suffrage universel et l'ambition des politiciens subordonnent à leur volonté.

La grève récente des mineurs belges, comme les grèves du Creusot et de Montceau-les-Mines, présente de même un caractère social bien plus qu'économique. En Belgique comme en France, les mineurs ont obtenu, durant ces dernières années, des augmentations de salaires : ils prétendent qu'elles ne correspondent pas à la hausse des bénéfices ; mais ils visent bien au delà. Les mines belges appartiennent à des sociétés par actions : la direction a peu de rapports immédiats avec les ouvriers. Elle reçoit les réclamations isolées, mais non les revendications d'ensemble, et fait obstacle à toutes les tentatives en ce sens. C'est ainsi que la direction n'avait pas répondu aux demandes écrites des délégations régionales. La grève, pen-

dant de longues semaines, a interrompu le travail dans la plus grande partie de l'industrie charbonnière en Belgique. L'espoir de solidarité de la part des mineurs anglais ne s'est pas réalisé : le charbon est entré en quantités considérables. Les patrons s'étaient coalisés : il s'agissait, pour eux, de vaincre à tout prix; un échec eût fait passer la direction de leur industrie aux mains des ouvriers. Ceux-ci ont dû borner leur ambition à une promesse d'augmentation de salaires.

Une fois constitués et reconnus, les syndicats prétendent intervenir dans la direction de l'usine. La grande grève des mécaniciens anglais, en 1898, portait en réalité non sur la journée de huit heures, qui n'était qu'un prétexte, mais sur les droits respectifs du patronat et des syndicats, sur les degrés et les limites de ces droits, sur la faculté, pour les ouvriers, de fixer l'heure où la fabrique sera ouverte, de déterminer le nombre des apprentis, de régler le genre de travaux confiés à tel ou tel ouvrier, ceux qui pourront être donnés à prix fait, etc. Si les patrons ont opposé une telle résistance et proclamé le *lock out* général, c'est qu'il s'agissait de mettre fin à une situation intolérable. L'Union des mécaniciens s'opposait au perfectionnement de l'outillage, qui rend moins rémunératrice l'habileté professionnelle.

Le fond de la dispute du *lock out* danois était exactement le même : savoir si, oui ou non, les employeurs devaient exercer un contrôle suffisamment libre sur l'arrangement du travail qu'ils dirigent; fixer un terme à l'empiétement sur cette

liberté de la part des organisations ouvrières; ralentir le mouvement ouvrier; combattre les syndicats. Sur 2.200.000 d'habitants, le Danemark comprend plus de 80.000 syndiqués; la proportion est plus forte qu'en Angleterre. La presse socialiste danoise compte 1 abonné sur 67 habitants; en Allemagne, les journaux *social-démocrates* ne jouissent que de 1 abonné sur 131. Les associations syndicales danoises peuvent rivaliser avec les Trade-Unions; les coopératives, avec les mêmes institutions en Belgique; le parti politique égale par son fonctionnement la *social-démocratie* allemande. La fédération des patrons d'un côté, les fédérations ouvrières de l'autre, ont engagé, du 24 mai au 4 septembre 1899, une guerre sociale de quinze semaines, qui s'est étendue de 10.000 à 50.000 ouvriers, la moitié des travailleurs organisés du pays. Un ménage sur cinq ou six se trouvait atteint. La proportion, en Allemagne, eût été de un million de chômeurs. La querelle eut pour origine le refus des menuisiers de se soumettre à un tarif accepté d'un commun accord par l'organisation supérieure des ouvriers et par celle des patrons. A la suite de ce refus, les patrons formulèrent de nouvelles exigences, et le conflit s'étendit bientôt, par la volonté des patrons, qui fermèrent les ateliers et les usines, à toutes les corporations du bâtiment, puis à l'industrie du fer. Les ouvriers danois ont célébré la fin du *lock out* comme le triomphe du parlementarisme industriel sur le régime absolutiste. En réalité, le conflit s'est terminé par un compromis. Un tri-

bunal d'arbitrage permanent, composé d'autant d'ouvriers que de patrons, doit être établi, et le gouvernement lui donnera la reconnaissance légale. Patrons et ouvriers ont mesuré leurs forces. Chacun garde ses positions[1].

Ce n'est pas seulement dans l'industrie privée que nous voyons user de l'arme de la grève: témoin cette grève des facteurs, au printemps dernier, qui laisse entrevoir quel trouble l'interruption d'un service public pourrait apporter dans les relations sociales. Les facteurs de Paris sommaient le gouvernement et la Chambre de leur payer 2 millions par an, comme supplément à leur solde. Ils avaient contre eux l'opinion, les journaux, la majorité des députés, le gouvernement. Le Parlement leur a cependant accordé la moitié du crédit, et la grève a en partie réussi. M. Millerand en a effacé les dernières traces; il a réintégré les facteurs déplacés. On l'a remarqué à ce propos : même en régime collectiviste, on ne serait pas à l'abri des grèves.

Tous les États cherchent à mettre obstacle à la grève des employés des services publics, de ceux qui dépendent du gouvernement, non pas seule-

1. Cette lutte entre employeurs organisés et syndicats organisés, la plus considérable qui eût encore été entreprise, n'a pas un seul instant dégénéré en désordre et en violence. Des subsides ont été recueillis dans la classe bourgeoise pour secourir les femmes et les enfants. Les universitaires occupaient les ouvriers par des lectures, des conférences, des visites aux musées. Nul chômeur ne s'était fait inscrire au bureau de bienfaisance, et cela par dignité.

ment d'une manière directe, comme l'armée, la police, les magistrats, mais d'une façon indirecte, dans les postes, les manufactures qui sont le monopole de l'État. En Allemagne, un projet de loi donnant le droit de punir les grévistes, s'ils compromettent l'intérêt de l'Empire et des États, a été repoussé par le Reichstag. En Italie, un simple décret a suffi pour établir ce droit. En Angleterre, les employés et les ouvriers de l'État, autres que ceux soumis au service militaire, doivent donner congé dans un délai qui varie de huit jours à un mois. Il en est de même pour les chemins de fer et tramways. Si les délais ne sont pas observés, les ouvriers perdent le salaire acquis, et sont exposés à des dommages-intérêts [1]. En France, le projet de loi Merlin-Trarieux déniait le droit de grève aux employés des chemins de fer et des arsenaux de l'État. On imagine les conséquences d'une grève des chemins de fer, même partielle, en cas de mobilisation. Le patriotisme d'une catégorie de serviteurs d'élite, tels que les mécaniciens, est sans doute une garantie ; mais tout ne dépend point d'eux. Les syndicaux même modérés, tels que les typographes, adversaires habituels de la grève générale, l'acclament dans les Congrès, pour le cas où ce projet de loi serait définitivement voté par la Chambre.

Les *social-démocrates* qui répudient d'ordinaire la grève générale, l'ont préparée deux fois en

1. *Le droit de Grève du Personnel des Services publics*, par M. V. Pareto, *Journal des Économistes*, août 1899.

Belgique pour obtenir du gouvernement l'extension du suffrage; et si le ministère catholique eût poussé jusqu'au bout la résistance, à propos des modifications qu'il projetait au système électoral, le trône du roi Léopold était ébranlé, non par l'émeute, mais par la révolution des bras croisés. — Un des docteurs du socialisme allemand, M. Kautsky, blâmant l'entrée de M. Millerand dans un ministère bourgeois, conseillait la menace et la préparation de la grève générale comme suffisantes pour protéger la République contre toute tentative de réaction.

Les anarchistes enfin, les syndicaux révolutionnaires, propagent avec un zèle extrême, d'un bout de la France à l'autre, par les discours et par les brochures, l'idée d'une grève générale, pouvant aboutir non plus seulement à des conquêtes démocratiques, mais à un bouleversement social.

La tentative, si misérablement avortée, de M. Guérard, pour faire éclater la grève des chemins de fer, n'était pas étrangère à cette vision. Par suite de l'interdépendance des métiers, il n'est pas besoin que tout le monde consente à cesser le travail; il est interrompu par le fait de quelques-uns. Les rouleurs de charbon dans une mine, en désertant le chantier, pourraient suspendre la production. Une grève internationale des mineurs condamnerait à l'inaction toutes les usines, les chemins de fer, les bateaux à vapeur. L'arrêt du gaz à Paris arrêterait tous les moteurs à gaz et mettrait sur le pavé cent mille ouvriers.

La grève générale est la forme que prend l'idée

révolutionnaire dans les têtes des militants. La répression de la Commune les a dégoûtés des insurrections à main armée. La conquête des pouvoirs publics par le bulletin de vote est trop longue et trop lente à leur gré, et trop incertaine. Faudra-t-il donc attendre que la présidence de la République, voire la Papauté, soient occupées par des camarades? Et puis ils se défient des politiciens socialistes. La grève est un moyen de révolution populaire et spontané, spécial au prolétariat, de plus en plus malaisée à réprimer, à mesure qu'elle s'étend, soustraite à la direction des politiciens, et destinée *à rouler sur leurs têtes*[1]. Par la grève irrésistible se livrera peut-être la lutte suprême contre la société capitaliste.

Ce rêve de grève générale hantait les ouvriers anglais au temps du Chartisme. M. Sidney Web la considère comme une maladie de croissance. Un instant, au moment critique de la grève des *dockers*, en 1889, le projet d'une grève générale a flotté dans l'air, pour être bien vite abandonné comme impraticable. Jusqu'à preuve du contraire, nous tiendrons cette grève pour une idée simpliste. L'indifférence croissante du monde ouvrier pour la démonstration du 1er mai en faveur de la journée de huit heures, destinée à servir de ralliement aux forces prolétariennes, unies le même jour, dans le monde entier, sous les plis du drapeau rouge, ne peut que nous confirmer dans cette opinion.

1. Mot du prince Kropotkine.

D'autre part, on attire notre attention sur cette facilité d'entente et d'accord d'un bout à l'autre du territoire national, et d'un bout de l'Europe à l'autre, créée par la presse, par les voies de communication si rapides[1]. C'est un état absolument nouveau dans l'histoire que ces conditions de concert réalisées pour les foules laborieuses. « Il faut s'attendre à des effets qui seront surprenants à proportion. »

III

NÉCESSITÉ D'UN « MODUS VIVENDI » ENTRE LE TRAVAIL ET LE CAPITAL

Des espérances sans bornes hantent l'esprit des foules. Elles vivaient autrefois dans une sorte de résignation hébétée à un ordre qu'elles considéraient comme immuable. Elles s'imaginent aujourd'hui qu'on peut tout changer au gré de leurs désirs, et les politiciens s'évertuent à les entretenir dans ces illusions. « L'hypothèse collectiviste, disait à Lille M. Millerand, n'est pas seulement une hypothèse légitime et féconde, elle est encore tous les jours vérifiée par les faits[2]. » Mais il négligeait d'énumérer ces faits. M. Millerand, avant d'être ministre, faisait encore cette déclaration dans une réunion populaire : lors de l'expropria-

1. M. Lacombe, *l'Histoire considérée comme science*, 1894.
2. *Petite République* du 18 octobre 1899.

tion des industriels en vue des services publics : « l'indemnité sera payée aux pauvres, elle sera refusée aux riches[1]. » Et comment s'étonner après cela que les agitateurs aillent dire aux grévistes, pour les exciter à la résistance et à la révolte, que les usines sont à la veille d'être expropriées, — et que ceux-ci les croient? Il existe pourtant, parmi les socialistes, des esprits critiques, des hommes de bonne foi, plus préoccupés de vérité que de politique électorale, parlementaire ou ministérielle, et qui osent écrire que le collectivisme doit être relégué dans un lointain avenir, qu'une expropriation n'est ni possible, ni souhaitable, attendu que ni l'État ni les syndicats ne seraient en mesure de se substituer à l'initiative individuelle, et que, de longtemps, on ne pourra se passer d'entreprises privées[2].

L'ignorance des conditions industrielles, l'indifférence méprisante vis-à-vis des faits, voilà ce qu'il faudrait avant tout dissiper chez les ouvriers, au lieu d'exciter démesurément leurs convoitises

1. *Petite République* du 25 mars 1898.

2. Ces idées de M. Bernstein ont été excommuniées par M. Bebel au dernier congrès des *social-démocrates* allemands, à Hanovre. Mais, intransigeant en théorie, révolutionnaire en paroles, M. Bebel, dans une résolution acclamée par le parti, et à laquelle s'est rallié M. Bernstein lui-même, a fait des concessions considérables à l'opportunisme. M. Bernstein n'a pas été exclu du parti. On lui a seulement reproché, comme une énormité, de reprendre les hérésies de l'économie politique bourgeoise. Au Congrès de Hanovre, il avait contre lui la majorité, mais il avait pour lui l'élite dirigeante, Auer, Vollmar, David.

sans pouvoir les satisfaire. Les classes populaires exigent toujours de plus grands sacrifices de la communauté, et la communauté ne sera en état de les consentir que dans la mesure où l'appareil technique de l'industrie deviendra plus productif, s'accroîtra infiniment. Or, les conditions générales de l'industrie ne changent point; les facteurs essentiels restent les mêmes, nous n'en connaissons point d'autres que le capital, l'intelligence et le travail. Ils sont unis d'une façon indissoluble. Il s'agit seulement de les développer, de trouver entre eux sinon l'accord, du moins le meilleur *modus vivendi*.

Les socialistes qui appartiennent à l'école de M. Millerand, résolvent la question du capital privé par l'expropriation et la confiscation. Ils oublient seulement ou affectent d'oublier que le capital mobilier est moins aisé à confisquer que ne l'étaient, au siècle dernier, les terres seigneuriales et les biens de mainmorte. Nous pourrions citer de mémorables exemples. A la mort d'un des présidents de notre République, vieux républicain s'il en fût, le public apprit avec étonnement par les gazettes, presque avec scandale, que le gouvernement qu'il dirigeait lui offrait si peu de sécurité qu'une notable partie de sa fortune s'était réfugiée en Angleterre. Même constatation fut faite pour un très grand poète, l'aède de la démocratie. Lors du ministère de M. Léon Bourgeois, quand M. Doumer déposa sur le bureau de la Chambre ce malencontreux projet d'impôt inquisitorial sur le revenu, blâmé par les socialistes

réfléchis[1], ce n'est un secret pour personne que de nombreux capitaux français commencèrent un véritable exode au delà des frontières; nombre d'entreprises furent suspendues, ajournées. Et il serait injuste d'en faire un reproche aux capitalistes; Marx lui-même ne les rend point responsables des inquiétudes et des appétits du capital, qui a un caractère indépendant de ses détenteurs[2]. Par là on voit à quel point se justifie le mot d'ordre de M. Millerand à tout son parti : *Avoir peur de faire peur*... si on l'applique au capital. Dans notre pays, les ressources mobilières, toujours économisées et accrues, n'ont que trop de tendance à se diriger vers une destination tout autre que celle des entreprises industrielles, commerciales, agricoles. L'instabilité politique en France, l'insécurité qui s'y joint (et non le cléricalisme), est une des causes du ralentissement des entreprises, en comparaison de l'Allemagne, de l'Angleterre et des États-Unis.

L'abondance et la confiance des capitaux sont la première des conditions auxquelles se fonde la grande industrie. L'intelligence dans la direction n'est pas moins essentielle. Les classes ouvrières ne s'en rendent pas assez compte. Il ne s'agit pas ici de la direction technique : ingénieurs, chimistes, mécaniciens, etc., mais de la direction gé-

1. *Le Devenir social* considérait que ce projet, atteignant les entrepreneurs de culture, rendrait la République profondément impopulaire.

2. *Le Capital*, préface de la première édition française, p. 11.

nérale, non moins essentielle. L'esprit démocratique fait peu de cas de la valeur des individus ; il oublie que, selon le mot de Gœthe, « c'est une tête qui fait mouvoir des milliers de bras ». Il oublie l'importance personnelle de ces conducteurs d'hommes et d'entreprises, fondateurs de cités industrielles, grands capitaines de l'industrie. Existerait-il un Creusot sans un Eugène Schneider? un Pittsburg sans un Carnegie? Tous les socialistes reconnaissent que les salaires croissent en proportion de la grandeur des industries ; que, par suite, l'ouvrier américain est, à ce point de vue, de beaucoup le mieux partagé. Or, il n'existe pas de pays où les affaires soient conduites d'une façon plus autocratique, plus monarchique, et cela avec des unions ouvrières étroitement organisées. Un Carnegie, qui occupe le premier rang dans le monde pour la fabrication de l'acier Bessemer et des rails d'acier, un Rockfeller, ce roi du pétrole, doivent leur succès à la quantité de capitaux dont ils disposent, à la situation particulièrement avantageuse de leurs usines et de leurs mines, et pardessus tout aux dons remarquables de leur intelligence et à leur étonnante activité [1]. Ces hommes conduisent leurs entreprises gigantesques comme s'il s'agissait d'une petite industrie, d'un petit commerce. La tendance française va bien plus vers la complication : l'unité, l'indépendance de direction souffre de tout l'enchevêtrement d'un appareil bureaucratique, de l'humeur tatillonne des conseils

1. De Rousiers, *les Trusts en Amérique*, 1898.

d'administration, qui devraient se borner à un contrôle. On conçoit ce que deviendraient les industries soumises à des conseils électifs d'ouvriers, discutant non seulement des questions de sécurité, comme dans les mines, de règlements, de salaires, mais intervenant dans la conduite même de l'usine. Le régime parlementaire a donné partout ailleurs qu'en Angleterre, des résultats si insuffisants, que l'on peut, *a priori*, éprouver une grande défiance du parlementarisme industriel. C'est justement ce manque de capacités supérieures, personnellement intéressées au succès de l'entreprise, et libres dans son gouvernement, qui forme un obstacle au succès des coopératives de production. Dans le règlement primitif de la Verrerie ouvrière d'Albi, nous lisons : « que la liberté la plus grande est donnée aux ouvriers de diriger le travail à leur gré », mais nous serions fort étonnés s'il n'y avait pas à Albi quelque esprit dirigeant, obéi de tous, dont l'action soit déterminante pour le succès de l'entreprise. Une verrerie de quatre cents ouvriers ne se peut d'ailleurs comparer à des établissements qui comptent des milliers de travailleurs de différents métiers ; et, pour des millions d'employés de l'industrie, l'exemple ne serait pas assez probant.

Le travail[1], la force musculaire, l'habileté et la promptitude d'exécution ne sont pas moins essen-

1. Voyez, sur cette question d'ensemble, le livre de M. André Liesse : *le Travail au point de vue scientifique, industriel et social.* Paris, Guillaumin, 1899.

tiels que l'intelligence directrice et le capital ; si le travail a des intérêts identiques à ceux du capital et de l'intelligence en ce qui touche la production, il en a de nécessairement opposés quant à la répartition : ainsi le veut la *loi de l'économie de l'effort*, qui domine toute la nature, et qui fait que chacun cherche à économiser sa peine et à accroître son gain. Le travail ne peut vivre en perpétuelle harmonie ni avec le capital ni avec l'intelligence directrice, et il ne peut vivre non plus en guerre perpétuelle avec eux : *nec tecum, nec sine te*, ainsi que le disait le poète latin à sa maîtresse. La tête a une tendance naturelle à épuiser la force des bras, qui se révoltent contre elle, alors que, privés de son secours, ils resteraient inertes et paralysés.

Les grèves produisent des effets bienfaisants, en tant qu'elles provoquent l'augmentation des salaires, qu'elles empêchent ainsi le travail de se détériorer, de s'avilir. Elles fixent les prix de manière à obtenir un maximum de bien-être. La conservation, l'élévation des classes ouvrières, qui intéresse l'humanité au premier chef, ne présente pas moins d'importance au point de vue de la productivité. Mais les grèves n'acquièrent ces résultats qu'au prix de pertes considérables. Armes à deux tranchants, elles blessent à la fois patrons et ouvriers. Les guerres industrielles, non moins que les guerres militaires, méritent un chapitre à part dans le bilan qu'on a dressé[1] des gaspillages, des

1. M. Novicow.

forces perdues, dans les sociétés modernes. Pour ne citer que la dernière grève des mécaniciens anglais, l'organisation ouvrière la plus puissante et la plus riche du monde entier, elle a englouti 7 millions ; elle coûtait aux grévistes 360.000 francs par semaine. Les patrons, de leur côté, ont vu les exportations diminuer de 12 millions. Aux États-Unis, les grèves présentent une autre envergure. De 1881 à 1884, la statistique officielle a enregistré environ 15.000 grèves. Elles ont mis en chômage 4 millions d'ouvriers environ, et auraient coûté, en chiffres ronds, un milliard de francs aux associations, sans compter, bien entendu, les pertes des employeurs[1]. On estime le succès des grèves, en Amérique, à 45 pour 100, en France et en Angleterre, à 20 et à 22 pour 100.

A proportion que les effets des deux guerres, militaire et industrielle, deviennent désastreux, la nécessité s'impose de chercher d'autres moyens pour régler les différends, et apaiser les conflits. On préconise la conciliation et l'arbitrage, sans être encore parvenu à en assurer l'efficacité. Le gouvernement allemand a essayé de faire voter sa « loi du bagne », *Zuchthausvorlage*, qui punit avec une extrême rigueur toute excitation à la grève : il vient d'échouer devant le Reichstag. M. Yves Guyot[2], en réponse à une proposition de MM. Guesde et Vaillant, d'organiser légalement le droit de grève, demandait qu'on rétablît, au con-

1. Liesse, *le Travail*, p. 437.
2. *La Comédie socialiste*, p. 391.

traire, l'article 416 du Code pénal, abrogé malencontreusement par l'article 1er de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, et qui punit d'emprisonnement et d'amende les ouvriers, patrons, entrepreneurs reconnus coupables d'avoir porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail... Ce ne seraient là que des palliatifs.

Le but à atteindre consisterait, comme le dit M. de Rousiers, à voir l'ère des relations diplomatiques et des discussions raisonnables succéder à 'ère de guerre perpétuelle. Entre deux puissances de même force, les chances de conflit aigu s'éloignent. La lutte est trop incertaine : on tente au préalable de discuter et de s'entendre. A mesure qu'augmente l'importance des groupements ouvriers, leur intervention s'exerce d'une façon plus intelligente eu égard à leurs intérêts professionnels, ils cherchent à entretenir de véritables rapports d'affaires avec leurs employeurs. Et il en est de même des syndicats d'entrepreneurs. Sans doute la paix n'est pas assurée par là. Les grèves et les *lock out* de Londres et de Danemark ont été justement le résultat de ces vastes organisations : mais on ne s'engage pas à la légère dans des luttes pareilles. A la suite de cette nouvelle politique de compromis succédant à celle des représailles, on a constaté aux États-Unis que la proportion des grèves ordonnées par les Unions est descendue de 82,4 pour 100 à 69 pour 100[1]. Des

1. Vigouroux, *la Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, p. 260. — Liesse, *le Travail*, p. 419.

organisations d'ouvriers et de patrons pareillement puissantes peuvent devenir un gage d'entente, de paix relative.

Un publiciste, M. Hector Depasse[1], écrivait à propos de la grève du Creusot : « On a souvent remarqué entre les patrons anglais et les patrons français une différence qui explique bien des choses. Les patrons, en Angleterre, les grands chefs et créateurs d'industrie n'ont pas craint d'organiser leurs ouvriers, ils les ont aidés à se donner des chefs à eux-mèmes, à se créer des bureaux, des conseils, des associations, parce qu'ils sentaient qu'alors ils auraient affaire à des hommes conscients et responsables; ils savent à qui s'adresser dans les difficultés pour les résoudre, et ils savent aussi que les engagements pris seront fidèlement tenus. Au contraire, les directeurs d'industrie, en France, aiment mieux se trouver en présence d'individus isolés, d'une poussière d'hommes qui s'agite confusément autour d'eux. Ils préfèrent traiter avec des ateliers anarchiques plutôt qu'avec des syndicats organisés. Mais alors ils n'ont *aucune garantie*, personne ne répond des conditions souscrites envers le patron. Et qui dira quels effets différents doivent être exercés, par l'organisation et la vigueur des uns, par l'anarchie et la faiblesse des autres, sur la force et la fécondité, et la qualité de la production elle-même? Et de deux peuples qui comprennent si contrairement l'usine moderne,

1. *L'Arbitrage et les Grèves.* (*Revue Bleue*, octobre 1899).

quel sera, croyez-vous, le vainqueur dans la concurrence universelle? »

M. de Molinari, dans une étude sur *la guerre civile du travail et du capital*[1], préconise le même changement de régime industriel, *la substitution du Contrat collectif au Contrat individuel* ». A la longue, les industriels ont fini par reconnaître qu'en traitant avec les collectivités ouvrières pour la conclusion du contrat de travail pendant une durée plus ou moins longue et toujours renouvelable, ils obtiennent une sécurité que ne présente pas le contrat individuel. Ils ne sont pas exposés à l'abandon soudain du travail au moment où les commandes affluent. Ils peuvent réclamer des dommages-intérêts à l'Union, si elle manque à ses engagements. Le contrat collectif, préféré par les patrons au contrat individuel, tend à diminuer sensiblement les grèves.

M. de Molinari et M. Depasse constatent que cette appréhension pour l'organisation ouvrière s'est montrée assez clairement dans la grève du Creusot. Mais il importe de rappeler que les rapports d'ouvriers à patrons ont été longtemps, *en Angleterre même*, aussi anarchistes qu'en France, et que la diversité de caractère du mouvement ouvrier, dans les deux pays, répond aussi à une inégalité de développement. Les trade-unionistes de 1833 songeaient à supprimer les employeurs capitalistes. Ils se heurtaient à un refus absolu de tolérer, ou même de reconnaître leurs organisa-

1. *Journal des Économistes* de septembre.

tions. Ce n'est qu'à partir de 1850 qu'on a vu peu à peu se constituer, en Angleterre, une hiérarchie spéciale du travail dans les syndicats, qualifiés pour représenter les Unions vis-à-vis des employés. Les patrons français, au moment des grèves, se trouvent en présence de *syndicats improvisés*, de syndicats de combat, composés non des travailleurs les plus sérieux et les plus posés, mais de jeunes militants, chez qui l'ardeur des convictions supplée à l'expérience. Endoctrinés par les employés révoqués, les cabaretiers, *les journalistes*, *les futurs candidats aux élections*, qui tous vivent en marge du monde du travail, ils prennent aussitôt une attidude comminatoire. La foule qu'ils entraînent dans le syndicat vote des décisions chimériques, affiche des prétentions excessives qui dépassent de beaucoup le redressement de leur griefs légitimes. L'autorité des chefs du syndicat sur leurs camarades est si précaire, que, s'ils acquièrent le sens de la responsabilité, un peu de cet esprit politique qui naît d'ordinaire de l'exercice du pouvoir, ils deviennent suspects de modérantisme, et se voient aussitôt dépassés et débordés. Comme, d'autre part ils n'ont pas de ressources pour prolonger la résistance, les patrons n'ont aucun intérêt à entrer en pourparlers avec eux.

On répond à cela que l'apprentissage de la liberté ne se fait pas en un jour, que la violence naît de la pauvreté et de la faiblesse. L'exhibition du drapeau rouge, l'appel à l'intervention du gouvernement, les projets d'exode vers Paris ne sup-

pléent pas au nerf de la guerre et de l'indépendance : à l'argent. Mais le jour où les syndicats français comprendront qu'il s'agit non de lever les mains pour voter des résolutions, mais de porter la main à la poche pour les soutenir, le jour où ils deviendront capitalistes, comme en Angleterre, ils se sentiront animés d'un tout autre esprit.

Afin de hâter cette évolution, M. Waldeck-Rousseau, au lendemain de la sentence d'arbitrage qui mettait fin à la grève du Creusot, promettait que le gouvernement déposerait, à la rentrée des Chambres, un projet de loi complétant la loi de 1884, et ajoutant à la personnalité juridique des syndicats la capacité commerciale, afin d'étendre indéfiniment le champ de leur activité. M. Waldeck-Rousseau avait annoncé jadis ce complément nécessaire à son œuvre, lorsqu'il disait : « Le but est d'amener le salariat à la propriété commerciale et industrielle. Le travail doit sortir de l'isolement par des organisations collectives. Ce n'est pas du socialisme, c'est le progrès social. Il ne faut pas écarter le capital, mais il faut rendre possible son acquisition. Il faudra, dans un avenir prochain, que le capital travaille, et que le travail possède ». On ne saurait mieux dire. Mais la capacité légale d'acquérir n'en comporte pas l'aptitude effective, et tout dépend, en dernière analyse, de la valeur des individus [1].

1. Il se pourrait que la nouvelle loi de M. Waldeck-Rousseau, une fois votée, soit, au début, aussi impopulaire près des syndicaux militants que celle de 1884.

Il suffit de l'observation la plus superficielle du mouvement des classes ouvrières dans tous les pays, pour se rendre compte du rôle considérable que les syndicats sont appelés à jouer dans le régime actuel du travail, et dans celui de l'avenir. On a dit, en ce sens, que la fondation du moindre syndicat ouvrier présentera plus d'importance pour l'historien futur que la bataille de Waterloo. Une force nouvelle s'est révélée dans le monde moderne, celle de l'association volontaire et libre. La formation des groupements de travailleurs est générale et, pour ainsi dire, spontanée. Le syndicat sort du sein du peuple ; la population ouvrière s'identifie tellement avec lui qu'elle semble ne penser, ne vouloir et n'agir que par lui. Il représente dans l'industrie l'avènement de cette démocratie qui règne en politique, et qui marque la transformation d'une société. L'idée d'une classe gouvernante, lisons-nous dans la *Démocratie industrielle* de Sidney Webb, a disparu pour ne plus revenir. Désormais employeurs et ouvriers se rencontrent égaux[1]. Le marché individuel entre le possesseur des moyens de subsistance et le vendeur de la force de travail est abandonné. A ce contrat individuel tend à se substi-

1. On lit dans la *Neue Zeit* (9 septembre 1898) que « la prétention des entrepreneurs au droit illimité de conduire les travaux à leur guise, d'après le précepte : *Charbonnier est maître chez lui*, est une philosophie de bonnet de nuit, qui ne distingue pas entre la demeure privée et les ateliers de centaine d'hommes. Cela était bon au temps des corporations, où le maître de maison surveillait les mœurs de ses compagnons. »

tuer le contrat collectif pour le règlement en commun des salaires et des conditions du travail. La liberté des entrepreneurs de choisir leur personnel va se restreignant à mesure que les syndicats et les unions ouvrières croissent en puissance. M. de Molinari prévoit que l'usage de la commandite, déjà établi dans certaines industries, par exemple chez les typographes, parmi lesquels les unions elles-mêmes se chargent vis-à-vis des chefs d'entreprise de fournir le travail, ira se généralisant. Au lieu d'exécuter le travail en régie, on s'adressera aux syndicats ; et on y trouvera une économie de forces, une assurance contre les risques de grève, une diminution des frais de direction, de surveillance, de comptabilité. En même temps, les ouvriers se sentiront indépendants. Ce système, s'il était possible de le généraliser, conduirait, selon M. de Molinari, à une entente pacifique entre employeurs et employés.

Pour certains socialistes, la vie syndicale, c'est le socialisme en action ; c'est le socialisme non pas rêvé comme un *millenium*, mais réalisé dans la vie, dans l'esprit de chaque jour. Elle représente l'association, la solidarité, la subordination de l'individu à son groupe. « Il faut, écrit M. de Rousiers, de l'intelligence, une certaine largeur d'idées, *de l'esprit public*, comme disent les Anglais, pour que l'ouvrier répète chaque semaine le prélèvement qu'il s'impose sur son salaire. » Le syndicat est une institution juridique, autonome, créée par le prolétariat à l'exclusion de tout élément bourgeois. « L'avenir du socialisme

réside dans l'avenir des syndicats ouvriers[1]. »

Les socialistes de cette école opposent le syndicalisme à la politique. Le socialisme politique est l'œuvre des mécontents, des déclassés de la bourgeoisie qui le dirigent. La véritable force du parti politique, remarque M. Raffalovich, réside dans les membres des professions libérales, écrivains professeurs, artistes, ingénieurs. Quelles habitudes, quels intérêts communs ont-ils avec la classe ouvrière ? Une fois maîtres du pouvoir, ils l'organiseront à leur profit. Ils ne peuvent que réaliser les exigences d'un radicalisme avancé. L'intérêt que la classe ouvrière peut tirer de la politique, c'est d'aboutir à une législation favorable à ses progrès économiques et moraux. Cette législation, elle l'a obtenue en France des gouvernements purement bourgeois ; nous avons déjà rappelé que Louis Blanc, en 1848, ne songeait pas à donner aux ouvriers le droit d'association, de coalition : ce fut l'œuvre des Émile Ollivier et des Waldeck-Rousseau. Les conservateurs et les libéraux anglais se livrent, en matière de réformes ouvrières, à un véritable *steeple-chase*. D'autre part, quel avantage les syndicats ont-ils à « s'embourber dans les tripotages électoraux », dans la lutte entre politiciens professionnels, pour la conquête des places de l'administration? La politique ainsi comprise n'est qu'un élément de désunion et de discorde[2]. Trop de cerveaux simplistes, écrit

1. G. Sorel. *l'Avenir des Syndicats*, 1898.
2. G. Sorel, *l'Émancipation* du 15 septembre 1899.

M. Vandervelde, sont encore imbus de cette idée qu'avec un certain nombre de bonnes lois et de gendarmes on peut réformer le monde[1]. La politique tend plutôt à corrompre les masses qu'à les élever moralement, car elle annihile en elles le sentiment de la responsabilité. On devra considérer sans enthousiasme « le jour où l'État et la Commune seront devenus les grands nourriciers du genre humain ».

Les politiciens socialistes en France, jadis si hostiles aux syndicaux purs, semblent maintenant convertis à l'action syndicale, et ils apportent à leurs convictions un zèle de néophytes. Mettant à profit l'excitation causée par les dernières grèves, ils se proclament les champions des syndicats. M. Jaurès interprète la sentence d'arbitrage de M. Waldeck-Rousseau, à propos de la grève du Creusot, dans le sens le plus large, et comme le prélude de l'introduction du système parlementaire dans toutes les usines. M. Millerand, dans son décret sur la réorganisation du Conseil supérieur du travail, introduit les syndicats ouvriers comme représentants normaux de la classe ouvrière, en opposition aux chambres de commerce, aux chambres consultatives des arts et manufactures, formées de membres de la bourgeoisie. Enfin M. Millerand déclare solennellement que « toute l'armée du travail doit entrer dans les syndicats ».

Cette théorie des syndicats professionnels obli-

1. *Le Socialisme en Belgique*, p. 54.

gatoires rencontre dans différentes écoles socialistes et même chez certains économistes [1], des tenants convaincus. Elle compte aussi des adversaires. Ceux-là pensent, avec M. G. Sorel, que les syndicats doivent rester une sélection, une élite, imbue des principes d'un nouveau droit; que l'influence de cette élite s'étend bien au delà de ses membres; que le nombre ne crée pas la vraie force; que c'est l'office de la qualité; qu'on s'affaiblit en absorbant des éléments faibles; et que ces syndicats universels seraient livrés à l'influence des démagogues bourgeois. Mais, d'autre part, les syndicats d'élite, comme les vieilles *Unions*, tournent aisément à l'égoïsme corporatif.

M. Bernstein, qui a introduit le plus d'idées nouvelles dans le socialisme, et qui s'étudie à combattre la routine traditionnelle du dogme, écrit dans le même sens [2] : « Si grande que soit la mission que l'on assigne aux syndicats, elle n'exige ni ne comporte leur omnipotence. S'ils doivent réunir tous les travailleurs d'un même métier, les syndicats ne peuvent à la fois protéger les intérêts de leurs membres, et servir le bien public : ils dégénèrent en corporation exclusive avec tous les mauvais effets du monopole. Un syndicat comprenant les membres de toutes les branches d'une industrie, qui est l'idéal d'un assez grand nombre

1. L'opinion de M. de Molinari, c'est que l'organisation des forces ouvrières finira par s'étendre à la masse des travailleurs.

2. *Les Forces de la démocratie industrielle* (*Mouvement socialiste*, du 1er septembre 1899.

de socialistes, serait une association de production pourvue d'un monopole, en contradiction avec le socialisme et la démocratie, car *les institutions socialistes se distinguent des institutions féodales, par le libéralisme de leur constitution démocratique, et leur universelle accessibilité.* Il faut donc, d'après M. Bernstein, se garder de voir dans le syndicat la force magique qui mettra fin à la rémunération sous forme de salaire, un organisme approprié à la direction des établissements industriels. Le syndicat ne peut faire du salarié un patron. Un journal révolutionnaire, *le Parti ouvrier*, reconnaissait, à propos de la grève des mécaniciens de Londres, que, par leur opposition au perfectionnement du machinisme, ceux-ci tendaient à entraver la production. M. Bernstein, avec les économistes orthodoxes, place les intérêts des consommateurs en première ligne. Si les syndicats ouvriers et patronaux se divisent ou s'unissent pour régler la production, ils conspirent contre le public. Le but des syndicats démocratiques, c'est de faire participer les ouvriers au développement de la richesse sociale, de leur procurer une part plus large de cette richesse. S'ils dépassent ce but, ils deviennent nuisibles. — Voilà le langage que les socialistes sérieux et réfléchis tiennent aux ouvriers. Ils cherchent à les éclairer sur les nécessités de l'ordre économique actuel, et sur les avantages qu'ils peuvent en retirer par une bonne organisation et une conduite prudente et habile. Mais ils sont moins écoutés que ceux qui font luire à leurs yeux « un avenir mirifique, dû

non aux efforts humains, mais à l'avènement d'un *millenium*, qui tue dans l'homme la bonne volonté agissante[1] ».

Sans doute l'ordre actuel n'est pas immuable. Les sociétés possèdent une force de plasticité dont nous ne pouvons soupçonner les limites. Mais nous sommes assurés de deux choses : c'est d'abord que l'évolution, pacifique ou violente, ne se plie jamais aux systèmes des théoriciens ; et c'est ensuite que les institutions n'ont d'autre valeur que celle des hommes de chair et de sang qui les appliquent.

1. Paul de Rousiers.

CHAPITRE VII

LE MOUVEMENT SYNDICAL EN FRANCE

Si l'on compare les congrès syndicaux français aux congrès des *Trades-Unions* en Angleterre, on est frappé de voir ces derniers, véritables parlements du travail, représenter la grande majorité des ouvriers organisés, dont la puissance va chaque jour en croissant, tandis qu'en France les Congrès corporatifs ne réunissent qu'une minorité de l'ensemble des travailleurs syndiqués, une *exception*.

Les raisons de cette différence sont historiques, nationales, psychologiques. Contrairement à l'Angleterre, l'esprit d'association en France a été interrompu pendant près de cent ans. La Révolution avait aboli la tyrannie des anciennes corporations, mais pour lui substituer une tyrannie nouvelle. Elle avait fait l'ouvrier libre, mais elle le condamnait à l'isolement, lui défendait de s'associer, de limiter volontairement sa liberté : entre l'individu et l'Etat fortement centralisé, elle ne tolérait aucune force organisée. Et cet état de choses a contribué à entretenir en France l'esprit

révolutionnaire. Les Français se soumettent, jusqu'à ce qu'éclate soudainement la révolte contre l'excès de centralisation, avec l'exigence de changements radicaux.

La tradition révolutionnaire sur le continent a produit le socialisme politique, qui n'a pas réussi jusqu'à présent à se constituer en Angleterre ; les députés ouvriers à la Chambre des Communes, alliés des libéraux, ne forment pas un parti distinct ; les tendances socialistes restent purement économiques. Le socialisme politique s'est organisé puissamment en Allemagne et en France, mais d'une façon très différente. Les Allemands disciplinés ont créé un parti socialiste *unitaire*. Les syndicats qui s'y rattachent en majorité ont une organisation et une action économiques parallèles à celle de l'organisation politique et de l'action parlementaire. Les membres les plus distingués des syndicats reçoivent de l'avancement dans le parti politique, deviennent membres du Reichstag. Il y a bien quelques *frottements* entre les syndicaux et les parlementaires sur leur cercle d'action réciproque, mais ce sont là de ces querelles qui n'empêchent pas de faire assez bon ménage. En France, au contraire, politiciens et corporatifs divorcent fréquemment. Le parti socialiste est divisé par les compétitions et les rivalités des chefs en sectes et en chapelles, aussi acharnées entre elles que contre l'ennemi commun : toutes ces divisions se reflètent dans les syndicats. L'individualisme affirme ironiquement son empire au sein du socialisme français. Cet éparpillement

rend l'histoire récente du mouvement syndical en France ingrate et compliquée.

I

LE MOUVEMENT OUVRIER DE 1871 A 1884

Malgré la législation, le besoin naturel de s'associer en vue de la défense des intérêts communs avait été si fort, que le compagnonnage de l'ancien temps n'avait pas tout à fait disparu[1]. Il maintenait secrètement son organisation, pendant que les corporations des ouvriers maîtres se reconstituaient publiquement, grâce à la protection que leur accordait le premier Empire qui, par contre, plaçait les ouvriers sous le régime de la haute police, en les assujétissant à un livret individuel, et renforçait la pénalité contre les grèves. Cependant, peu à peu, grâce à l'influence de Buchez, des sociétés corporatives de résistance, de prévoyance, de crédit mutuel, s'étaient organisées. En face de la tolérance accordée aux syndicats de patrons, se formèrent des syndicats d'ouvriers. Ce mouvement date principalement des transformations et des perturbations produites par l'essor de la grande industrie, et de la création d'une classe ouvrière dans des circonstances nouvelles. La révolution de Février avait amené

1. L'analogie, toutefois, entre le compagnonnage et les syndicats déterminés par la grande industrie est assez lointaine.

des représentants du prolétariat dans le gouvernement provisoire. Mais aux journées de Juin, le prolétariat avait été vaincu, et, de 1851 à 1864, l'Empire avait étouffé par les lois sévères tout mouvement socialiste. La législation favorisait les caisses de secours. mais poursuivait les sociétés de résistance, et de 1853 à 1862, il n'y eut pas moins de 3.909 ouvriers condamnés, pour avoir pris part à 749 coalitions. La masse croissante des ouvriers, qui, depuis 1860, commençait, grâce au suffrage universel, à se mêler à la politique d'une façon indépendante, réclamaient le droit de se coaliser. La loi du 25 mai 1864, en remaniant les articles 414 à 416 du Code pénal, touchant les coalitions, leur donnait une première satisfaction. Le premier effet de cette loi fut de provoquer une explosion de grèves désordonnées. Les délégués ouvriers réunis en une sorte de parlement, à l'occasion de l'exposition de Paris, réclamèrent le droit de s'organiser régulièrement. A partir de 1868 les syndicats d'ouvriers, en tant qu'ils se tiendraient à l'écart de la politique, furent officiellement tolérés, comme l'étaient les syndicats de patrons. En même temps la loi du 6 juin 1868 facilitait le droit de réunion, en substituant une déclaration à une sollicitation adressée au gouvernement.

L'espoir que les syndicats mettraient de l'ordre dans les masses ouvrières, et régulariseraient la défense de leurs intérêts, ne se réalisa pas tout d'abord. De 1868 à 1870, les syndicats, après s'être fédérés par région, provoquèrent des grèves sur

toute la surface du territoire. Les idées de révolution, de bouleversement complet de l'ordre économique et social qui se faisaient jour dans les Congrès de l'*Internationale*, commencèrent à pénétrer dans le monde ouvrier.

La guerre franco-allemande et la tempête sanglante de la Commune désorganisèrent tout ce mouvement. La plupart des chefs syndicaux parisiens s'étaient mêlés à l'insurrection. Les survivants étaient détenus ou exilés. A la suite de la réaction et de la répression de tout mouvement politique qui marquent les premières années de la République, le « combat de classe » prit d'abord un caractère prudent, réfléchi. De 1870 à 1872, aucune réunion d'ouvriers n'avait eu lieu à Paris. A cette dernière date, une douzaine de corporations tentèrent de fonder à Paris le *Cercle de l'Union syndicale ouvrière*, dans un but d'arrangement à l'amiable de tous les différends avec les patrons. En 1873, les ouvriers envoyés à l'exposition de Vienne montraient, par la modération de leurs idées, que la défiance du gouvernement n'avait pas de raison d'être. En même temps quelques journalistes bourgeois, Barberet dans *Le Rappel*, le journal *Le Corsaire*, entreprenaient la réorganisation des syndicats. Ils mettaient en évidence les résultats négatifs des grèves de 1868 à 1870. Dans les statuts syndicaux, le produit des cotisations, au lieu d'être employé à la grève, devait servir à créditer des ateliers coopératifs de production. On reconnaît là les idées de Buchez et celles de Proudhon que les délégués socialistes

français représentaient au début dans l'Internationale, fondée en 1864, dissoute en 1872. Pendant cette période d'accalmie il n'y eut pas de grève sérieuse dans l'industrie française.

En 1876 eut lieu à Paris le premier congrès général ouvrier. Il comprenait 255 délégués de Paris, 105 de la province; 101 syndicats, dont 30 de la province, y étaient représentés, ainsi que 46 unions locales dénommées *cercles d'études*. Les frais du Congrès, organisé par le journal radical *La Réforme*, avaient été faits par Crémieux. L'ordre du jour du Congrès caractérise l'esprit réformiste et modéré qui animait ses membres : travail des femmes, conseils de prud'hommes, destinés à donner une solution légale à tous les conflits entre le travail et le capital, apprentissage, enseignement professionnel, représentation directe du prolétariat au parlement, associations coopératives de consommation, de production, de crédit, caisse des retraites pour les invalides du travail, etc. Une fraction énorme de la population, disaient les congressistes, avait soif de réformes, voulait obtenir un travail plus rémunérateur, le droit complet de réunion et d'association, mais par voie légale, pacificatrice. Les théories révolutionnaires viennent de faux ouvriers, payés par les ennemis de la République. Cependant il est à noter que le courant coopérateur, qui était l'état d'âme ouvrière de cette époque, fut enrayé précisément par l'opposition doctrinale que lui firent les tenants du positivisme autoritaire, tels que M. Finance, alliés sur ce terrain avec les révolutionnaires. —

En résumé ce Congrès, généralement approuvé par la presse de tous les partis, n'eut d'autres suites saisissables que la fondation du journal *Le Prolétaire*, rédigé et dirigé par les membres et les délégués des syndicats ouvriers parisiens, Prudent-Dervillers, Adhémar Leclerc, Paulard, Chausse, Ribanier, Chabert, Joffrin, Labusquière, etc... Une commission exécutive fut nommée afin de prendre contact avec les députés de gauche, Lockroy, Nadaud, pour représenter les intérêts ouvriers au parlement, en attendant qu'ils pussent être représentés directement. Un ouvrier horloger de Dijon avait demandé qu'on en finît avec les politiciens ambitieux qui se servaient du peuple pour arriver, et avait fait voter à l'unanimité le principe des candidatures ouvrières.

Le mouvement ouvrier semblait ainsi recommencer en France sous une forme exclusivement syndicale, à l'imitation des *Trade Unions* et des associations allemandes de Schulze-Delitzsch.

On conçoit l'indignation des révolutionnaires réfugiés à l'étranger. La répression des participants de la Commune n'était pas encore terminée. Les révolutionnaires craignaient que la modération des ouvriers de Paris n'empêchât l'agitation en faveur de l'amnistie. Tout leur manquait : il ne fallait pas songer au suffrage universel, un suffrage de ruraux, contre lequel protestaient alors M. Guesde et M. Vaillant, Il ne restait que les ouvriers, et ceux-ci se dérobaient. Les guides des syndicats semblaient prendre à tâche d'endormir le prolétariat. On entend l'écho de ces plaintes

et de ces récriminations dans une brochure « *Les Syndicaux et leurs Congrès* », signée la *Commune révolutionnaire de Londres*, 14 octobre 1876. « Dans la ville de la révolution, y est-il dit, cinq ans après la Commune, les syndicats viennent faire amende honorable, abjurer la Révolution. La solution qu'ils proposent à l'amélioration du travail n'est qu'un point de départ. Ils continuent l'œuvre des Internationaux de la section dite française, qui surent être agréables à l'empire, comme les syndicaux savent l'être à Versailles... » Les révolutionnaires accusaient en un mot les syndicaux de trahison, et se promettaient d'introduire dans le Congrès de Lyon, qui devait avoir lieu l'année suivante, des délégués sérieux.

Les militants, en effet, ne tardèrent pas, selon le mot pittoresque de Vaillant, à se « terrer » dans les syndicats; ils reparaîtront dans les congrès ouvriers avec le retour des proscrits. Le suffrage universel d'alors ne leur laissant aucune chance, ils cherchent dans les syndicats la seule force organisée et leur donnent un *rôle politique*. C'est là, d'après M. Vaillant, la principale cause de l'interruption et des échecs de l'organisation économique indépendante du prolétariat français.

Le mouvement socialiste commençait à se développer dans l'ombre. De jeunes étudiants du quartier latin, M. Gabrielle Deville, un autre étudiant en droit devenu depuis professeur de Faculté, des journalistes, M. Jules Guesde, récemment initiés au marxisme, fondaient le journal *L'Égalité* en 1877. — Les théories collectivistes

parurent soudainement au Congrès de Lyon en 1878. La majorité partageait les mêmes idées que le Congrès de Paris. M. Finance, appartenant à l'école positiviste, un des *leaders* du précédent congrès, parlait de ménager, de gagner l'opinion publique. La plupart des orateurs exposaient des vues proudhoniennes. On définissait le *salariat* : « un état transitoire entre le servage et un état innomé ». On détournait des grèves, qui font hausser les prix des marchandises et nuisent à la consommation. D'autres orateurs ne voyaient de progrès que dans la liberté individuelle. On ne voulait plus de révolutions, qui font trop de victimes et mènent à la dictature. — Ces paroles ont d'autant plus d'importance qu'un nouveau courant se dessinait dans le sens du collectivisme, le courant coopérateur ayant dérivé au précédent Congrès de Paris. Les collectivistes, deux guesdistes, demandaient que les syndicats fussent considérés, non comme des moyens d'améliorer la condition de la classe ouvrière, mais, à l'imitation des cercles d'études, comme une organisation de forces de combat : ils doivent maudire tout rapport avec la démocratie bourgeoise, organiser les ouvriers en parti politique, afin de renverser un jour l'ordre existant. La proposition collectiviste ne put rallier qu'une dizaine de voix. Mais l'impulsion était donnée ; le Congrès de Lyon indiquait déjà que les syndicats allaient glisser dans les eaux politiques et révolutionnaires. La minorité se trouve la majorité l'année suivante, au congrès de Marseille.

Ce fut, en partie, l'effet de la propagande par

la presse. A *L'Egalité*, organe officiel de M. Guesde et des collectivistes purs, se joint *Le Prolétaire*, passé en 1878 sous la direction de Benoît Malon et de M. Brousse, qui alliaient les doctrines proudhoniennes aux théories marxistes, mitigées par celles de César de Paepe, et réclamaient la transformation successive des services privés, constitués en monopoles, en services publics, non seulement dans l'intérêt matériel de la classe ouvrière, mais au nom de la justice. A côté de *L'Égalité* et du *Prolétaire*, surgissent *Le Citoyen*, *La Bataille*, *La Commune libre*, etc., etc. Un procès retentissant intenté à M. Guesde et aux principaux chefs des syndicats, à propos du Congrès international qu'ils avaient tenté d'organiser au mois d'août 1878, donnait à la propagande une grande publicité. Entre tant de groupes, de journaux, il manquait au parti communiste une organisation, une unité, qui lui permît d'arriver au parlement, grâce au suffrage universel. Le Congrès de Marseille fut son berceau.

Le Congrès de Marseille, « à jamais mémorable », est, aux yeux des marxistes, le plus important des Congrès qui se soient tenus en France jusqu'au Congrès international de Paris en 1889, tant à cause du nombre des délégués, que des décisions qui furent prises, et de leurs conséquences. « La classe ouvrière, dit M. Lafargue, « remuée en ses profondeurs par les événements de la guerre, par la Commune, et surtout par le développement économique colossal qui eut lieu après la cession de l'Alsace-Lorraine,

éprouvait le besoin de faire une démonstration de sa force ». 350 associations, 250 syndicats étaient représentés à Marseille : le protocole du Congrès forme un volume de 829 pages. — La commission exécutive qu'avait laissée le Congrès de Lyon n'avait pu s'entendre avec les députés de Marseille, bien qu'ils appartinssent à l'extrême gauche, même sur la question des prud'hommes et du droit de réunion. Le Congrès de Marseille décida l'organisation indépendante de la classe ouvrière, pour entrer dans les luttes électorales, et conquérir les pouvoirs municipaux et législatifs. La France fut divisée en six régions : celle de Paris ou du Centre, de Lyon ou de l'Est, de Marseille ou du Midi, de Bordeaux ou de l'Ouest, de Lille ou du Nord, d'Alger ou de l'Algérie. A ces organisations régionales devaient correspondre des associations, des comités et des congrès régionaux, et un Congrès général, errant de région en région. C'était le squelette destiné à servir d'armature à la masse vivante des travailleurs. Les socialistes révolutionnaires, qui voulaient en prendre la direction, après quelques hésitations du Congrès, firent voter comme but la transformation des moyens de production en propriété collective et annuler, par conséquent, les conclusions des deux Congrès précédents, qui considéraient les syndicats comme les moyens uniques d'émancipation des ouvriers. L'amélioration du sort de la classe ouvrière ne peut avoir lieu que par cette transformation complète de l'ordre social. — L'opposition était dirigée par

M. Finance, qui opposait l'évolution progressive à la révolution, et jugeait la masse ouvrière encore trop peu cultivée pour pouvoir diriger la révolution : la bourgeoisie n'a pu vaincre la noblesse qu'à cause de son degré supérieur de culture. — Le mot d'ordre du collectivisme passait ainsi dans le monde ouvrier après le Congrès de Marseille. Les adversaires ont soutenu plus tard que ces conclusions étaient le résultat de majorités fictives, inexactement comptées : vingt-trois délégués protestèrent en effet formellement à ce sujet.

La première conséquence du Congrès de Marseille, destiné à faire l'union des forces ouvrières, fut d'y causer une scission. Une grande partie des syndicats français refusèrent de suivre sa direction. Au Congrès du Havre, les deux fractions, représentées à peu près en nombre égal, 55 collectivistes et 57 doctrinaires réformistes, ne purent s'entendre : on se sépara, et deux congrès se tinrent à côté l'un de l'autre : chacun émettait la prétention d'être le vrai Congrès national. La coupure entre les éléments politiques et révolutionnaires et les éléments purement syndicaux était consommée. — Mais les révolutionnaires eux-mêmes ne pouvaient rester unis.

Le Congrès de Marseille avait à peine terminé ses travaux qu'une première mesure de clémence de la part du gouvernement, après la nomination de Jules Grévy à la présidence de la République, avait mis en liberté un nombre assez considérable de vaincus de 1871. Un an après, tous les survi-

vants du 18 mars étaient amnistiés. Ils rentraient animés de sentiments combatifs, et allaient chercher à s'emparer de nouveau des masses ouvrières, que les événements de 1870 avaient rendues familières avec les idées de l'internationale, en leur donnant le sentiment de la force et de l'importance qu'elles pourraient acquérir un jour. Mais il y eut bientôt conflit d'ambitions et de compétitions entre les chefs.

Le Congrès de Marseille avait fixé le but, on allait se livrer à la propagande avec plus d'ardeur, mais il restait à établir un programme, un *Credo* pour les prochains combats électoraux. Ce programme fut élaboré à Londres par MM. Guesde et Lafargue, sous la dictée de Marx et d'Engels, qui se tenaient dans les coulisses. Il s'agissait de soumettre le mouvement ouvrier français à leur domination. Ce programme, qui devait être le fondement de toutes les candidatures socialistes en France, fut accepté par les révolutionnaires du Congrès collectiviste du Havre. Les syndicats ne sont reconnus que comme simple moyen d'organisation : les grèves doivent servir à la propagande. Il faut organiser partout des comités de grève permanents, pour tenir les ouvriers en haleine. — Mais les dissentiments commencèrent à se produire au Congrès de Reims, qui eut lieu après le Congrès international de Coire en 1881.

A ce Congrès, les cercles d'études et les associations politiques dominaient de beaucoup. Il y eut 44 délégués, parmi lesquels Fournière, Guesde, Labusquière, Malon. Des tendances anarchistes

s'y firent jour. On ne voulait pas que les chefs du parti ouvrier devinssent de nouveaux tyrans. Alliés aux syndicaux, les anarchistes critiquaient le programme, comme un programme minimum. Les querelles s'élevèrent entre les marxistes, en minorité au Congrès, et les broussistes, qui refusaient de se soumettre à la direction de Marx. Comme le disait M. Brousse, ils acceptaient les idées, mais non l'autorité dont MM. Guesde et Lafargue étaient les agents. Les anciens « Communards » étaient jaloux de ces intrus; l'amour-propre national, les traditions proudhoniennes jouaient aussi un rôle dans cette querelle contre l'influence allemande. Les politiques enfin, dans un intérêt électoral, ne se souciaient pas de rompre, par un programme collectiviste, tout rapport avec les radieaux.

MM. Malon et Brousse avaient proposé au Congrès l'institution d'un comité national siégeant à Paris. C'était mettre fin à la dictature de M. Guesde, qui n'avait d'influence qu'en province. La discorde régnait dans le parti; mais, officiellement, on resta uni jusqu'à l'année suivante.

Des querelles furieuses continuèrent après le Congrès entre *Le Prolétaire*, reconnu comme organe du parti, et *Le Citoyen* et *La Bataille*, marxistes, qui avaient succédé à *L'Égalité*. On s'accusait de trahison, de rapports avec la police. Les guesdistes reprochaient à M. Brousse des indélicatesses en matière d'argent. On se prouvait ses sentiments de solidarité et de fraternité en échangeant des coups dans les bureaux de rédaction.

Sur ces entrefaites éclataient les grèves de Montceau-les-Mines; d'autres grèves se produisaient à Commentry, à Limoges, à Bessèges. — Le Comité national demandait avec succès aux ouvriers de se mêler aux élections communales. Joffrin, soutenu par l'élément ouvrier et combattu par les marxistes, avait été nommé à Montmartre sur un programme qui atténuait singulièrement, d'après les guesdistes, le programme du Havre. Il avait supprimé l'article qui demandait l'abolition de l'héritage au-dessus de 20.000 francs, et ne parlait que de la fixation légale de la journée de travail, sans stipuler les 8 heures. Le député radical Clovis Hugues avait accepté de représenter à la Chambre le Comité national. Aux élections de 1881, le programme du parti n'avait pas rallié 60,000 voix dans toute la France.

La rupture définitive eut lieu au Congrès de Saint-Étienne (septembre 1882). 200 syndicats étaient représentés et 150 cercles d'études. Les marxistes accusèrent leurs adversaires de *possibilisme*. « Joffrin, disaient-ils, pour être nommé à Paris, s'était écarté du programme minimum. De révolutionnaire, il était devenu simple radical. » Les broussistes adressaient le même reproche à un candidat marxiste lors d'une élection à Châtellerault ; on rapportait ce propos de M. Lafargue, qu'il préférait Clémenceau et Rochefort à des ouvriers compromettants.

Les possibilistes eurent la majorité au Congrès de Saint-Étienne, en changeant le mode de vota-

tion. M. Guesde et ses amis furent exclus du comité national par 66 voix contre 6. Une partie des congressistes se retirèrent et allèrent tenir à Roanne un congrès qu'ils présentèrent comme le seul vrai, le seul légal. Ils déclarèrent que *Le Prolétaire* cessait d'être l'organe officiel du parti.

Les guesdistes se trouvaient très affaiblis. Fractionnés en groupements locaux ou régionaux, sans autre lien que la communauté du programme, ils n'eurent plus de Congrès national depuis 1884, et plus d'organe central depuis 1885. Mais ils prirent leur revanche au Congrès international de Paris en 1889, et leurs adversaires se scindèrent eux-mêmes, en 1890, en deux fractions rivales.

Les possibilistes triomphants, afin d'affirmer leurs bonnes résolutions, s'intitulèrent révolutionnaires. Ils s'organisèrent, prirent de grandes précautions, déjà recommandées au Congrès de Marseille, vis-à-vis de leurs candidats électoraux : mandat impératif, démission signée en blanc entre les mains du comité électoral, traitement versé dans la caisse du parti, qui fait les frais de l'élection et alloue ensuite une indemnité à l'élu ; on alla jusqu'à proposer de *punir de mort* le député infidèle à son mandat. — On tenta l'union de tous les syndicats, sans exclure les anarchistes. On rejeta le programme minimum des marxistes, mais en acceptant les considérants, esquisse de la société future. L'émancipation ouvrière ne peut avoir lieu que par le collectivisme.

Ainsi, l'unité poursuivie dans le mouvement

ouvrier depuis 1875 n'avait pu se réaliser. Il était divisé en marxistes, en possibilistes, en anarchistes, en positivistes, ces derniers bien peu nombreux. Ces divisions affaiblissaient le parti au point de vue de l'action politique, mais stimulaient le zèle de la propagande et augmentaient le nombre et l'ardeur des foyers d'agitation.

Après cet « échenillage » du Congrès de Saint-Étienne, des tiraillements, des déchirures se manifestèrent déjà au Congrès possibiliste de Paris, en 1883 : on écarte le titre de parti socialiste révolutionnaire, malgré la résistance d'Allemane. On jette par-dessus bord les considérants du programme. Au lieu de chercher un système pour résoudre la question sociale, il s'agit d'étudier les questions pratiques ; sans renoncer en principe à la révolution, on s'occupe des assurances, des apprentis. On élabore un programme concernant la prud'homie, et on décide en même temps la constitution de comités de vigilance. La fraction possibiliste tendait à devenir exclusivement ouvrière, « manuéliste », comme disent avec dédain les guesdistes, qui se considèrent comme des intellectuels. Malon, collaborateur de feuilles radicales bourgeoises, se retira du parti.

Les syndicats purement réformistes, qui s'étaient éloignés des socialistes au Congrès du Havre en 1881, tinrent, à partir de ce moment, des congrès séparés. Leurs idées étaient représentées par *L'Union des syndicats* de Paris, ayant pour organe *Le Moniteur des syndicats ouvriers*. Ils écartaient de leur programme toute action

politique, se bornaient à l'organisation économique des ouvriers par les syndicats, pour améliorer le contrat de travail, de concert avec les associations d'entrepreneurs, et pour obtenir enfin la reconnaissance légale des syndicats. A partir de 1880, les unions d'entrepreneurs et d'ouvriers négocièrent leurs intérêts réciproques dans un esprit de conciliation et de modération.

II

LE MOUVEMENT SYNDICAL DEPUIS LA LOI DE 1884

En 1884, au lieu d'une loi générale sur les associations, une loi spéciale fut votée sur les syndicats professionnels. Elle abrogeait la loi de 1791 qui, pour garantir la liberté du travail contre les corporations, avait prohibé les associations entre toutes les personnes de la même profession. La nouvelle loi reconnaissait aux ouvriers d'une même industrie le libre droit de s'unir, mais pour l'étude exclusive et la défense de leurs intérêts économiques. L'art. 416 du Code pénal, qui interdisait aux ouvriers de suspendre leur travail pour obtenir une augmentation de gages, — modifié par la loi de 1864, — était finalement abrogé par la loi du 1er avril 1884, qui leur reconnaissait le droit de posséder les immeubles nécessaires à leurs assemblées. Elle permettait aux syndicats de se fédérer. Dans l'ordre du groupe-

ment économique, elle constituait pour les ouvriers et pour les patrons, avec des restrictions, un privilège sur l'organisation des groupements politiques. Elle renforçait à la fois la puissance ouvrière et la puissance patronale.

Mais à peine cette loi — l'œuvre la plus libérale au point de vue de la classe ouvrière qui se soit accomplie depuis un siècle — fut-elle votée, qu'elle provoqua la défiance des révolutionnaires, auxquels elle enlevait une arme d'opposition : ils tentèrent de la détourner de son véritable but, l'organisation de la classe ouvrière pour l'amélioration des conditions du travail. Les révolutionnaires la présentaient comme une œuvre de réaction, de police, destinée à mettre en tutelle le mouvement ouvrier, et sollicitaient avec violence leurs partisans de ne pas s'y soumettre, de rester indépendants ; les syndicats à tendance révolutionnaire, sous l'impulsion d'Allemane, commencèrent une campagne contre elle. Au lieu d'en demander l'extension, par exemple en élargissant le droit, pour les syndicats, de posséder, ils refusaient de s'y soumettre. Cette tendance l'emporte dans les premiers congrès ouvriers après le vote de la loi : ces congrès sont purement corporatifs, mais les influences politiciennes continuent à s'y exercer. Lyon, avec ses canuts et ses traditions corporatives, tenta de réagir contre ces tendances. Les syndicats de la région du Rhône organisèrent le premier congrès national où seul l'élément corporatif devait être représenté à l'exclusion de tout groupement

politique. Les promoteurs de ce congrès reçurent l'encouragement officieux du gouvernement, et le ministre Lockroy alloua 5.000 fr. de subvention pour l'organisation du Congrès qui eut lieu à Lyon en 1886, où 158 délégués représentaient 248 syndicats, dont 88 seulement étaient soumis à la loi. 74 voix se déclarèrent contre la loi de 1884, 29 seulement furent favorables. On décida de former une fédération de tous les syndicats, en opposition à l'Union des syndicats ouvriers. La majorité des syndicats n'était pas représentée à Lyon, mais le *Moniteur des syndicats ouvriers*, dont la réputation d'opportunisme était accréditée, et l'esprit de réforme qu'il représentait, perdirent de leur prestige. La dernière séance fut très orageuse. Bien que les frais du Congrès eussent été faits par l'État et le département, le drapeau tricolore fut déchiré et remplacé par le drapeau rouge. On avait décidé à Lyon l'établissement d'un comité national. Les possibilistes cherchèrent à s'en emparer, en établissant à Paris le siège de l'organisation centrale afin de l'avoir sous la main ; mais les marxistes obtinrent que le comité national resterait en province, et changerait chaque année ; deux villes gagnées aux marxistes, Montluçon puis Bordeaux, furent pour les années suivantes le siège du comité[1].

Les marxistes étaient nombreux au Congrès de Lyon. L'année suivante ils eurent la majorité

1. Voici, à leur ordre et à leur date, les Congrès syndicaux : Lyon 1886, Montluçon 1887, Bordeaux 1888, Calais 1890, Marseille 1892, Nantes 1894, Limoges 1895, Tours 1896.

à Montluçon. Les possibilistes se trouvaient au Congrès de Charleville. Les marxistes se servaient aussi bien que les possibilistes de la loi de 1884, et ils réussirent à prendre la direction de la *Fédération nationale des syndicats ouvriers*, née au Congrès de Lyon. Les modérés, découragés par l'expérience de l'année précédente, s'étaient abstenus.

Au congrès suivant, celui de Bordeaux, auquel la Fédération des syndicats bordelais n'assista pas, on se livra à de nouvelles démonstrations contre le drapeau tricolore. Le Congrès, interdit par la police, dut se réfugier dans un village voisin. La majorité, dirigée par les guesdites, déclarait que seule la *grève générale* peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation : l'idée de la *grève générale* était alors lancée par les guesdites — qui en sont aujourd'hui les adversaires déterminés — parce que, peu scrupuleux sur le choix des moyens pour reprendre leur influence, ils s'imaginèrent qu'une solution d'un caractère apparemment économique serait accueillie avec faveur par le monde syndical, et leur permettrait ainsi d'être les directeurs de conscience de l'organisation ouvrière en France. A ce congrès, on affirme que c'est à l'aide des syndicats que les travailleurs pourront un jour décréter la *socialisation* des moyens de production ; on vote à l'unanimité la journée de 8 heures et l'envoi d'une délégation aux pouvoirs publics pour réclamer cette limitation.

Le mouvement boulangiste (1887 à 1890), qui

traversa le mouvement socialiste, amena chaque fraction à prendre une attitude séparée, qui accrut l'hostililité réciproque. Pendant que, avec le journal *Le Parti ouvrier*, les possibilistes, républicains avant d'être socialistes, joignaient leurs efforts à ceux des républicains non socialistes, pour résister aux tendances césariennes renaissantes, les blanquistes se scindèrent en deux tronçons, dont l'un, avec Eudes et Rochefort, allait vers Boulanger, l'autre, avec Vaillant, suscitait à Paris la candidature hybride de Boulé ; les guesdistes marquaient le pas, sans trop décourager leurs amis d'appuyer, comme mouvement d'opposition, l'aventure boulangiste, suivis de loin sur ce terrain par le néo-socialiste Millerand, avec le journal *La Voix*, et d'autres encore.

La diversité de ces attitudes et les polémiques qui en résultèrent, empêchèrent, à l'occasion de l'Exposition de 1889, tout essai d'action socialiste commune.

La fédération des syndicats guesdites organisa avec les blanquistes le Congrès international de Paris, en 1889, et la démonstration du 1er Mai. Les possibilistes et une fraction des *trade unionistes*, malgré les manœuvres des marxistes français et allemands, tinrent un congrès séparé. Le double Congrès de Paris donna une vive impulsion à l'action politique et au mouvement syndical.

Au 4e Congrès corporatif de Calais, les marxistes exprimèrent les mêmes tendances révolutionnaires qu'aux précédents congrès. Ils déclarèrent que le

suffrage universel ne suffisait pas, que l'insurrection était trop dangereuse, avec les armes modernes, qu'il fallait avoir recours à la révolution des bras croisés. Mais ils ne l'admettaient que par corporation. Les mineurs étant en grève à ce moment, on vota la grève générale des mineurs, comme devant suspendre le travail général industriel, et causer l'effondrement de l'état social actuel. Le Congrès international des mineurs n'alla pas aussi loin.

Les guesdistes tenaient leurs Congrès politiques dans la même ville que les Congrès corporatifs, ou dans une ville voisine. A Marseille, il arriva que les délégués guesdistes votèrent la grève générale en assemblée corporative, tandis qu'elle était rejetée en assemblée politique. On eut soin désormais de donner la priorité aux Congrès politiques.

Cette confusion, ces divisions prouvaient qu'une action révolutionnaire unie, fermée, de la classe ouvrière ne pouvait se réaliser. Les possibilistes, adversaires des guesdites depuis la scission de Saint-Etienne en 1882, se scindèrent à leur tour en deux camps irréconciliables, à la suite du Congrès de Châtellerault en 1890. A ce Congrès éclata une crise qui couvait depuis longtemps au sein du parti, entre M. Brousse et M. Allemane, à propos d'une question de discipline ; il s'agissait en réalité d'un conflit entre la tendance modérée à visées politiques et la tendance révolutionnaire et corporative au sein du parti, entre les employés et les ouvriers. Jusqu'à cette scission, les possi-

bilistes étaient accusés par les guesdistes de modérantisme et de traîtrise : « Les blanquistes et les marxistes, écrivait M. Paul Lafargue [1], ont pris part à tous les mouvements populaires causés par des événements politiques et économiques : ils sont intervenus pour les ouvriers sans travail, pour les mineurs de Decazeville, qui avaient lynché un maître esclavagiste, l'ingénieur Watrin. Les possibilistes, au contraire, ont marqué leur hostilité à tous ces mouvements, ils se sont efforcés d'étouffer toute agitation qui se reflétait dans la rue, et qui n'avait *pas un caractère exclusivement parlementaire*, c'est-à-dire bourgeois. » Maintenant que M. Brousse et son état-major se sont séparés de M. Allemane, ce sont les allemanistes qui retourneront le même reproche contre les marxistes, et au Congrès corporatif de Nantes en 1894, une scission aura lieu dans les syndicats socialistes (unis jusqu'à présent, et depuis la loi de 1884, en un seul congrès annuel), sur cette question du parlementarisme ou du révolutionnarisme, et ce sont les guesdistes qui se trouveront du côté des parlementaires intolérants et intransigeants.

Deux causes ont produit cette évolution si rapide : les succès électoraux des guesdites, et la fondation et le développement des Bourses du travail.

Après la scission de Saint-Etienne en 1882, tandis que, comme nous venons de le voir, les

1. *Neue Zeit*, 1890, p. 351.

marxistes ne voulaient pas démordre de leur programme visant exclusivement la suppression de la propriété privée, les possibilistes, alors de beaucoup les plus nombreux et les plus influents dans les syndicats, et tout en maintenant le même idéal de société collectiviste de l'avenir, s'attachaient exclusivement à des questions pratiques, telles que les meilleurs moyens d'assurer la représentation des intérêts ouvriers dans la société actuelle, et de rendre leurs revendications efficaces dans les corps élus. A partir de 1881, lorsque Joffrin pénétrait au Conseil municipal de Paris, leur nombre augmentait à chaque élection, ainsi que leur influence au sein du Conseil. En 1890, ils comptaient huit conseillers. On créa une commission des questions ouvrières et, pour les travaux publics, on mit des stipulations de salaire et de temps de travail dans le cahier des charges. Une Bourse du travail, dont il avait été question dès 1884, fut ouverte le 28 avril 1887, rue Jean-Jacques-Rousseau, dans un local provisoire, sous les auspices du Conseil municipal, avec une subvention annuelle de 20.000 francs. Les syndicats légaux et illégaux y étaient admis sans distinction. En 1892, elle était transportée dans le vaste édifice qu'elle occupe actuellement, avec une subvention annuelle de 100.000 francs ; la gestion en était confiée aux syndicats ouvriers.

La première idée des *Bourses du travail* n'est pas sortie des milieux ouvriers. Elle fut émise pour la première fois par M. de Molinari en 1843. Le but naturel, c'est la tarification des salaires,

les statistiques du travail, la substitution aux bureaux de placement pour les demandes et les offres d'emploi, un des points les plus importants des revendications ouvrières. Mais, à mesure qu'elles se développent, elles exercent, par leur mécanisme même, une grande influence sur l'organisation ouvrière, et tendent à la soustraire aux influences politiciennes, ou du moins à diminuer ces influences au profit des tendances purement syndicales.

Il s'était formé en France, depuis la loi de 1884, des fédérations de syndicats par métiers, et des fédérations locales, entre syndicats d'une même ville. Mais ces fédérations locales, bien que théoriquement ouvertes à tous, ne contenaient effectivement que les syndicats faisant partie des mêmes groupes politiques. Au contraire, dans les Bourses du travail, l'existence d'un syndicat suffit à l'amener à prendre place à côté des syndicats voisins ; il n'a qu'à accepter un règlement et non plus un *Credo* politique. Les syndicats et les groupes, divisés par la politique, se rencontrent à la Bourse du travail. Ils reconnaissent que seules les questions économiques les unissent. La Bourse, à cause des avantages qu'elle offre, attire des gens qui ne s'occupent que de leurs intérêts économiques, et qui ne se dérangeraient pas pour assister à des réunions socialistes, mais qui justement, par le groupement même de la Bourse, sont accessibles à la propagande socialiste. « La création des Bourses du travail, écrit M. Sombart, est une preuve de la façon intensive dont

une partie du mouvement syndical se développe en France... Les ouvriers français, jusqu'ici révolutionnaires et politiques, commencent à s'attacher à l'action économique, tandis qu'au contraire les Anglais accusent des velléités de s'écarter du point de vue exclusivement économique, malgré l'antipathie des *Trade Unions* pour le socialisme continental. »

Cet effet des Bourses du travail ne s'est produit, il est vrai, que peu à peu. A peine fondée, la Bourse du travail de Paris devint un champ de lutte des influences politiciennes et révolutionnaires. Les possibilistes, autour desquels s'était précédemment rangée la majorité des syndicaux parisiens, s'y trouvèrent prédominants, mais ils ne purent tenir devant l'invasion de la Bourse par les syndicats qu'on vit éclore spontanément de toutes parts, à la suite de la grève des employés d'omnibus de Paris, et qui apportèrent à la Bourse des ferments anarchistes de révolte et d'insubordination contre toute discipline : la lutte fut rendue plus aiguë encore par la complication des éléments politiques, à ce moment séparés en deux fractions sur la question boulangiste. La nomination du citoyen Ribanier, directeur de la Bourse, comme membre de la *commission supérieure du travail*, créée au commencement de 1891, détermina l'explosion. Un véritable coup d'Etat eut lieu à la Bourse même. La commission exécutive fut renversée par un coup de force, en une nuit. Les possibilistes, accusés de se servir de la Bourse du travail pour subventionner leurs orga-

nisations, étaient détrônés par les allemanistes, qui prétendirent tenir la Bourse en dehors de la politique, mais au service de la révolution. Les entrepreneurs n'allaient pas à la Bourse du travail et les placements étaient peu nombreux.

La Bourse de Paris devint, dès lors, la citadelle des syndicats révolutionnaires hostiles à la loi de 1884. Ils éliminèrent les ouvriers non syndiqués et les syndicats suspects de modérantisme. Ils publièrent *Le Journal de la Bourse du Travail*, contre le capitalisme et les patrons, organisèrent des réunions publiques, constituèrent une caisse des grèves, et agitèrent la perspective d'une grève générale. Ils envoyèrent des délégués à différents Congrès socialistes, et l'un d'eux, M. Chausse, lui-même conseiller municipal de Paris, au retour du Congrès de Saint-Quentin, publiait un plan de stratégie pour la guerre civile. On préparait des cadres comme, en 1871, les délégués des bataillons de la garde nationale, formant le Comité central, organisèrent la Commune.

Le gouvernement s'émut. Le ministre de l'intérieur, M. Dupuy, exigea des syndicats irréguliers, jusque-là tolérés, une soumission à la loi de 1884, avant le 5 juillet 1893. Sur leur refus, la Bourse fut fermée. Le 7 juillet, les syndicats publièrent une protestation insurrectionnelle [1]. Cet appel à la population parisienne était signé des noms de Lafargue, Jaurès, Brousse, sans distinc-

1. Numéro du 9 juillet 1893 du *Bulletin officiel de la Bourse du travail*.

tion de parti. Il invitait les travailleurs à se préparer à la grève générale.

En réalité, les guesdistes considéraient que M. Dupuy leur avait rendu un plus grand service qu'à la société menacée, en fermant la Bourse devenue le foyer d'un mouvement révolutionnaire préparé par leurs adversaires, et dont la direction leur échappait. Dans un article du *Matin*, M. Guesde félicitait M. Dupuy, qui encombrait de sa police et de ses troupes à cheval « l'impasse *syndicale ou corporative*, dans laquelle menaçaient de s'égarer un trop grand nombre de travailleurs ». « Le ministre, ajoutait M. Guesde, avait rejeté dans le mouvement politique, c'est-à-dire dans la vraie voie socialiste, le parti ouvrier tout entier, « désormais convaincu qu'en dehors du gouvernement conquis par la classe ouvrière, il n'y a pas de salut, pas d'émancipation du travail. »

Le revirement des marxistes venait de leurs succès électoraux croissants. Depuis que leur parti était constitué, ils n'avaient jamais répudié l'action électorale, mais, comme on a pu le voir par la citation que nous avons faite plus haut de M. Lafargue, ils la subordonnaient à l'action révolutionnaire. Et c'est cette tactique qui avait amené la scission de Saint-Étienne. Mais, depuis 1882, ils avaient fait des progrès dans les corps élus, et se proposaient pour but immédiat la conquête des municipalités et des sièges de députés. Aux élections de mai 1892, le parti ouvrier guesdiste, autrefois devancé par les possibilistes au

Conseil municipal de Paris, prenait sa revanche en province: il recueillait, assurait-il, 160.000 voix et l'emportait dans 29 hôtels de ville, parmi lesquels Roubaix et Montluçon. Les socialistes de diverses nuances avaient, dès 1889, forcé l'entrée de la Chambre des députés; ils avaient profité habilement du boulangisme, les uns alliés au général Boulanger, les autres à ses adversaires. Une douzaine entrèrent à la Chambre, sept d'entre eux formèrent une fraction socialiste à la Chambre des députés, qui nomma M. Guesde — qui n'avait pas été élu — son secrétaire. Enfin, en 1893, — grâce à l'Union socialiste, — une trentaine de députés furent nommés, qui, alliés aux radicaux socialistes, formèrent un parti de soixante membres. Les guesdistes à eux seuls s'attribuaient, non sans exagération, 246.000 suffrages dans 31 départements. Ils deviennent dès lors les opportunistes du socialisme, s'orientent vers la conquête légale de la majorité électorale, et s'attachent dans leurs programmes à la défense de la petite propriété paysanne. Ils se présentent comme les défenseurs des paysans, des employés, tout en maintenant le principe collectiviste. Ils se trouvent par là en conflit avec les ouvriers et les syndicats imbus de l'esprit insurrectionnel parisien. Pour ces derniers, moins favorisés par les élections, et d'ailleurs maîtres de leurs députés, qui ne sont que des syndiqués pourvus d'un mandat impératif, — les guesdistes sont des politiciens suspects, des régents, envers lesquels ils ont des défiances trop ustifiées par toute l'histoire du siècle. C'est de

cet état de choses qu'est née la scission du Congrès de Nantes en 1894.

En février 1892, s'était fondée, à un Congrès de Saint-Etienne, une *fédération* des Bourses du travail organisées dans onze villes, et qui comprenaient 500 syndicats. Un second Congrès avait lieu en 1893 à Toulouse, où le Comité fédéral des Bourses du travail proposait de convoquer un Congrès national de toutes les Chambres syndicales et groupes corporatifs de France. Au Congrès national de Paris, juillet 1893, au lendemain de la fermeture de la Bourse du travail de Paris, on avait décidé d'envoyer un questionnaire à tous les syndiqués sur la question de la grève générale. Enfin on proposait de ne tenir l'année suivante, à Nantes, qu'un seul Congrès de la *Fédération des Bourses du Travail*, et de la *Fédération nationale des Chambres syndicales*, malgré l'opposition du Comité de cette fédération, due à des causes « qu'on ne voulait pas rechercher ». Mais ne fallait-il pas à tout prix faire l'Union de tous les syndiqués?

Les guesdistes protestèrent énergiquement contre cette prétention de ne réunir qu'un seul Congrès corporatif. Nous avons constaté combien ils étaient peu favorables aux Bourses du travail, qui, dit M. Guesde, « ont grisé les ouvriers ». A Roubaix, la ville sainte de M. Guesde, on n'a pas organisé de Bourse du travail, bien qu'elle figure au programme municipal, parce que « le besoin ne s'en faisait pas sentir », eu égard au genre spécial d'industrie. *Les Bourses du travail*,

disait une circulaire signée par M. Lavigne, de Bordeaux, comme les bibliothèques, les *maisons du peuple*, etc., ont été créées pour les besoins des syndicats ; elles ne doivent pas les subordonner, les amoindrir. Simple instrument pour le service des syndicats, la Fédération des Bourses prétend se substituer à la Fédération nationale, qui a un si glorieux passé, qui a organisé le Congrès international de Paris en 1889, décidé le 1er Mai. « C'est raide ! » Sous prétexte de fusion et d'union amicale, on veut l'effacement de la province devant Paris, siège de la Fédération des Bourses. La tradition des Congrès corporatifs, leurs précédents statuts sont violés [1]. Bref, les guesdistes s'opposaient à ce que les syndicats fussent consultés sur l'opportunité d'un seul Congrès [2].

Ils eurent le dessous. La majorité des syndicats se déclara pour un seul Congrès des deux Fédérations : la question de la *grève générale* figurait à l'ordre du jour.

Les guesdistes tinrent leur Congrès politique à Nantes le 15 septembre, huit jours avant le Congrès corporatif, et condamnèrent, à une grande majorité, le principe de la grève générale, qu'ils avaient voté à Lille en 1890, et au-dessous duquel ils avaient mis leur signature en juil-

1. Le Congrès national de la *Fédération des Chambres syndicales*, au Congrès de Marseille en 1892, avait choisi Nantes pour siège du Congrès de 1894.

2. Les broussistes adressaient le même reproche aux guesdistes, lors de la convocation du Congrès international de Paris en 1889.

let 1893, dans le manifeste lancé au sujet de la fermeture de la Bourse du travail de Paris. Depuis qu'ils sont au Parlement, les guesdistes ne veulent plus entendre parler de grève générale. — En même temps, ils traitèrent à leur Congrès de Nantes la petite propriété rurale avec les plus grands ménagements, tandis que le Congrès du Havre (1880) s'était prononcé pour l'expropriation la plus rapide.

Au contraire, au Congrès corporatif, les violents l'emportèrent sur les habiles, les syndicaux sur les politiciens, et votèrent en principe la *grève générale* par 63 voix contre 36, et 9 abstentions. A la séance suivante, après des scènes violentes, la minorité des syndicaux guesdistes se retira du Congrès. Il se fit une scission inverse de celle qui s'était opérée, l'année précédente, au Congrès international de Zurich, entre parlementaires et révolutionnaires.

Le mouvement corporatif socialiste, uni depuis la loi de 1884, au moins dans ses Congrès, malgré tant de tiraillements, se trouvait cette fois coupé en deux tronçons. En 1895, il y eut deux Congrès corporatifs séparés : le Congrès de la Fédération des Chambres syndicales (guesdiste), à Troyes, qui contenait la moitié environ des organisations représentées à Nantes, et le 7e Congrès national corporatif organisé par te Conseil national ouvrier à Limoges.

A ce dernier Congrès, les guesdistes comptaient encore quelques amis.

Depuis, la Fédération des chambres syndicales

n'a plus fait parler d'elle : elle n'a pas réuni en 1896 de Congrès spécial corporatif ; les syndicats guesdistes se sont unis au groupe politique, au Congrès de Lille, à la fin de juillet, et à la veille du Congrès international de Londres.

C'est à Londres qu'a été portée la querelle entre les socialistes français, et on peut dire qu'elle a rempli presque tout le Congrès, au grand scandale de *Trades Unionistes* anglais. Cette querelle s'était agitée dans les précédents Congrès internationaux : au Congrès de Bruxelles, en août 1891, il y avait eu deux rapports distincts sur le mouvement socialiste en France : l'un émanant du parti ouvrier français (guesdiste) ; l'autre émanant du parti ouvrier socialiste révolutionnaire (allemaniste). Au Congrès international de Zurich, en 1893, les anarchistes avaient été exclus, mais la majorité marxiste prétendit faire de la reconnaissance de l'action politique la condition *sine qua non* de l'admission des syndicats aux futurs congrès internationaux. Cette question de savoir si l'action corporative devait être subordonnée à l'action politique ou inversement, revint plus aiguë au Congrès de Londres. Des politiciens dirigeants voulurent, dit M. Dalle, « créer une confusion entre les anarchistes et les syndicats *qui refusaient leur adhésion à une école politique* ». Des députés, M. Jaurès, M. Millerand, vinrent au Congrès sans mandat, pour mieux affirmer la priorité de l'action politique, et prétendirent expulser du Congrès les syndicaux régulièrement mandatés. Ils se trouvèrent en minorité et exigèrent

une scission et un double vote pour la délégation française. La nappe fut complètement déchirée entre les syndicaux et les politiciens exclusivement parlementaires, qui prétendent substituer la méthode d'évolution politique à celle d'évolution syndicale ou de révolution. Elle ne s'est pas solidement recousue depuis.

Résumons l'attitude actuelle des divers partis socialistes à l'égard du mouvement syndical. L'existence d'organisations absolument indépendantes et de tendances extrêmement hostiles a exercé sur le développement des syndicats une influence marquée.

Les guesdistes et les socialistes indépendants, leurs alliés, n'admettent comme tactique que la conquête du pouvoir dans les corps élus par l'action légale, le bulletin de vote. L'organisation syndicale, l'agitation économique, les grèves, les intérêts ouvriers passent pour eux au second plan.

Les guesdistes justifient leur tactique par la considération suivante : grâce au bulletin de vote, disent-ils, les ouvriers forment l'immense majorité contre les patrons, tandis que dans la grève, ils souffrent de leur infériorité économique. L'expropriation politique doit précéder l'expropriation économique.

Les allemanistes, qui ont passé de la théorie possibiliste au communisme révolutionnaire, c'est-à-dire à la première tactique des marxistes, ne se servent de l'agitation électorale que comme moyen de propagande ; ils opposent au drapeau de la conquête des pouvoirs publics celui de la

grève générale. C'est, au fond, une question de souveraineté, de direction, de subordination, qui s'agite entre politiciens et syndicaux, entre socialistes bourgeois, « prolétaires intellectuels », comme ils disent, et socialistes ouvriers. Mais, alliés aux indépendants, les allemanistes se convertissent à l'action politique.

Les blanquistes résolvent la difficulté en séparant absolument l'armée socialiste en deux corps indépendants. Leur organisation du *comité révolutionnaire central* exclut, par principe, les syndicats. Il se défendent à l'égard des syndicats de toute prétention autoritaire. « Que les bataillons politiques et les bataillons économiques, disent-ils, suivent une marche parallèle indépendante. » Les blanquistes ne partagent pas la foi absolue des allemanistes dans la grève générale, mais ils s'en accommodent, comme d'un moyen de propagande révolutionnaire. Leurs amis dans le monde ouvrier font tous leurs efforts pour unifier l'action syndicale.

Les broussistes exercent peu d'influence sur le mouvement syndical. Les adversaires de M. Brousse lui reprochent d'avoir passé, enseignes déployées, dans le camp des autoritaires, des partisans du socialisme d'État, des adorateurs de l'action politique. Les broussistes, après avoir voté en 1892 la grève générale, en sont aujourd'hui les adversaires dans les Congrès corporatifs.

Depuis la loi promulguée contre eux, les anarchistes suivent la tactique des socialistes après la

Commune : ils renoncent à l'action individuelle, à la « propagande par le fait », et se terrent dans les syndicats, s'y infiltrent « sans bruyances ni flafla » [2]. Ils poursuivent, comme le recommandait Bakounine, l'éducation révolutionnaire des ouvriers syndiqués.

Enfin, les syndicaux sans couleur politique, dont quelques-uns très importants, tels que la Fédération du livre, qui ont une organisation analogue à celle des Trade Unions, sont encore représentés dans les Congrès socialistes, et s'attachent à y faire prévaloir, contre les théories révolutionnaires, les idées pratiques d'organisation syndicale et de réforme sociale. Les typographes forment l'élite intellectuelle de la classe ouvrière.

Quant à la géographie, à la zone d'influences des sectes, les guesdistes exercent leur influence en province, dans le Nord, à Lille, à Roubaix, dans la région de Lyon, à Marseille, à Bordeaux. Les allemanistes ont leurs partisans à Paris, les broussistes dans certains quartiers parisiens et dans des villes de l'Ouest, Blois, Châtellerault, Poitiers, Tours, que leur disputent les blanquistes, également influents dans le Cher.

Cette répartition tient soit à l'influence de certaines personnalités, à des tournées de conférences, soit à un état d'esprit qui résulte du genre de travail, soit à un tempérament inné. Les marxistes, dont les chefs sont des socialistes bour-

1. *L'Éclair* du 18 octobre 1894.

geois ou des petits patrons, comptent leurs partisans parmi les ouvriers de la grande industrie enrégimentés par l'usine. Les mineurs toutefois font bande à part, ils appartiennent plutôt au type paysan qu'au type ouvrier. Le travail isolé ou en petit atelier prédispose aux idées anarchistes, révolutionnaires, dont la tradition est si vivace dans les milieux parisiens où il y a beaucoup d'allemanistes. Les blanquistes sont des romantiques. Les broussistes, proches voisins des radicaux, se recrutent parmi les plus cultivés, les employés qui, du moins par l'éducation, confinent à la bourgeoisie.

Il est très malaisé d'évaluer les forces respectives de ces diverses sectes dans le monde ouvrier, qui tend de plus en plus à s'en affranchir pour devenir autonome[1].

1. Voir l'article de M. van den Osten, dans le *Handwœrterbuch der Staatswissenschaften* de Conrad, 1892, et l'étude très développée du même auteur publiée dans le *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirthschaft* de Schmoller, 1891, p. 1031, sous ce titre : *Die Fachvereine und die soziale Bewegung in Frankreich.* On trouvera à la fin de cette étude dont nous nous sommes servi pour la première partie de notre travail une bibliographie très détaillée sur la matière.

CHAPITRE VIII

LE SOCIALISME ET LES PAYSANS
LA QUESTION AGRAIRE AU CONGRÈS DE BRESLAU

Les chefs de la démocratie socialiste en Allemagne ont laissé longtemps dormir la question agraire, sauf dans quelques contrées de Saxe et du Bas-Rhin : « Nous n'avons pas encore un seul paysan démocrate socialiste », disait un délégué de l'Allemagne du Sud, M. Blos, au congrès de Halle, en 1890. Mais aujourd'hui le parti a fait de tels progrès, qu'il se croit assuré de la conquête des grandes villes; et comme il vise à obtenir la majorité légale au Reichstag, la nécessité de conquérir les campagnes s'impose, et par suite la question agraire passe au premier plan. Jetée sur le tapis au congrès socialiste de Cologne en 1893, cette question fut l'objet d'une décision au Congrès de Francfort en 1894.

Le moment semblait favorable par suite de la crise que traverse l'agriculture. Le gouvernement prussien, infiniment soucieux d'y remédier, convoquait à Berlin, le 10 mai 1894, une conférence agraire. Les hommes spéciaux et compétents qui

composaient l'assemblée devaient chercher les moyens de maintenir et de fortifier la propriété rurale, proposer des mesures contre l'accroissement des dettes dont les grands, moyens, petits propriétaires sont accablés et surchargés[1], contre le trop grand morcellement des terres, etc... Le parti démocrate socialiste abordait à son tour la question, au congrès de Francfort, grâce à l'initiative des Allemands du Sud, de Vollmar, l'orateur le plus en vue des socialistes bavarois. En Bavière, les paysans forment 80 p. 100 de la population, et l'on conçoit que les socialistes de ce pays ne puissent négliger ce fait.

Dans le rapport qu'ils présentaient au Congrès, Vollmar et le Dr Schœnlank, de Leipzig, constataient que les socialistes ne s'étaient guère occupés de la question agraire que d'une façon doctrinale ; le moment est venu de passer à la pratique. Les conjonctures sont favorables. Atteints par la crise que détermine l'importation des blés, fléchissant sous le militarisme, les impôts, les dettes hypothécaires et personnelles, les paysans s'éveillent et commencent à réfléchir sur leur situation. La noblesse propriétaire, à l'est de l'Elbe, ne se maintient que par la protection, les privilèges d'impôts; mais elle est endettée, elle marche à sa ruine. Il y a opposition entre la grande propriété et la petite propriété paysanne, que les

1. La dette hypothécaire rurale n'a cessé de croître en Prusse dans les dernières années ; elle s'élève aujourd'hui à une somme de 8 à 10 milliards de marks. (Voir l'article de M. Block dans *L'Economiste français* du 18 janvier 1896.)

droits protecteurs ne sauvent pas : il y a opposition entre les entrepreneurs et les ouvriers ruraux. La classe ouvrière rurale est encore liée par des lois féodales, privée du droit de réunion. Les droits patronaux qui existaient avec le servage, et assuraient en compensation la subsistance des travailleurs, ont disparu avec lui. Les couches intermédiaires d'ouvriers propriétaires, les petits paysans qui ont besoin de gagner leurs journées, tombent dans le prolétariat. Par suite de l'insécurité de l'avenir, des bas salaires, des mauvais traitements, de l'augmentation des ouvriers nomades, la « conscience de classe » des ouvriers ruraux commence à se manifester, car ils comprennent l'antagonisme du travail et du capital... Dans ces conjonctures, le parti démocrate socialiste doit trouver des remèdes à ces maux, élaborer un programme agraire, proposer les moyens de protéger efficacement le paysan, en tant qu'imposé, débiteur, agriculteur et ouvrier des champs.

Le Dr Schœnlank, développant sa proposition, insistait sur la nécessité absolue de conquérir le paysan qui est encore sous la domination du *Junker*. Il insistait en même temps sur la complexité de la question agraire. Il ne s'agit plus, comme dans les villes industrielles, du simple antagonisme du travail et du capital. A la campagne, c'est une lutte de propriété contre propriété ; c'est la petite noblesse qui est en opposition d'intérêts, en conflit, avec les grands entrepreneurs agricoles ; c'est le grand propriétaire en présence des prolétaires ruraux, les entrepreneurs moyens contre les

ouvriers, les paysans contre les valets de ferme. — Il ne faut jamais non plus perdre de vue la grande variété du régime de la propriété en Allemagne : à l'est de l'Elbe, les *latifundia*, les grandes propriétés féodales ; à l'ouest, le morcellement : en Basse-Saxe, les grands et petits paysans, ici des contrées vignobles ; ailleurs des pays d'élevage, etc... La meilleure condition préalable, pour entreprendre une bonne agitation agraire, ajoutait le Dr Schœnlank, c'est l'aveu que la plus grande partie de nos camarades n'y comprennent rien.

M. de Vollmar présentait à son tour la question agraire comme la plus importante pour le parti, et qui serait l'objet de sa sollicitude pendant de longues années. La démocratie socialiste, au début, s'est produite sous la forme d'un mouvement des ouvriers de la grande industrie. Mais l'agriculture a été entraînée à son tour dans l'évolution internationale, qui rapproche tous les marchés du monde. Les congrès socialistes ne se sont guère occupés de cette transformation. Les théoriciens du parti, Marx et Engels en particulier, qui avaient sous les yeux l'exemple de l'Angleterre, assimilent l'agriculture à l'industrie ; ils estiment que l'une et l'autre tendent à se concentrer entre quelques mains. D'après la doctrine marxiste, il n'y a rien à offrir aux paysans, si ce n'est de leur permettre de se rendre compte de leur disparition nécessaire comme classe, et des avantages qu'ils trouveront dans la société future. Leur ruine dans a société actuelle est irrémédiable, on ne peut que la laisser s'accomplir. — Or si l'agitation politique

du parti démocrate socialiste commence à plaire aux paysans, il n'en est pas de même de l'agitation économique, quand ils entendent parler de la suppression de la propriété privée et de son remplacement par la propriété collective. Au Congrès de Cologne, le parti a avoué son découragement en ce qui concerne la propagande agraire. Et en effet, on ne peut rien obtenir des paysans, si on leur parle de haut en bas, si on les traite d'imbéciles, comme le font les ouvriers des villes, ou si on leur explique la conception marxiste de l'histoire. Avant de s'adresser à eux, il faut brûler toutes les brochures, écarter tous les systèmes, s'abstenir de toucher aux questions religieuses, et ne point se poser en mangeurs de prêtres. On doit offrir au paysan quelque chose de positif sous le rapport économique, une amélioration de sa situation peu brillante, touchant ses gains, ses dettes, les usuriers qui l'exploitent. Mais, pour traiter ces questions, il faut des spécialistes au point de vue technique, économique et social.

En résumé, concluait Vollmar, le parti démocrate socialiste ne peut échapper à cette alternative : ou il doit assister indifférent aux malheurs du paysan, et alors il lui faut adopter la théorie *blanquiste révolutionnaire*, aspirer à gouverner par la dictature du prolétariat dans les villes; mais la révolution de 1848, où les prolétaires furent vaincus par les votes des paysans et l'armée composée de paysans, est là pour servir de leçon. Ou bien, contrairement à ce qui se passe dans la grande industrie, les démocrates socialistes doivent s'ef-

forcer d'arrêter à la campagne la prolétarisation des masses, dresser un programme agraire, en s'inspirant de l'exemple de la Hongrie, de l'Italie, de la Belgique, surtout des socialistes français au Congrès de Marseille, en 1892.

Vollmar et Schœnlank proposaient finalement au Congrès de nommer une commission agraire, chargée « d'élargir, dans un sens intelligible pour la population agricole, le programme d'Erfurth ». Mais voici la difficulté : le programme d'Erfurth pose comme premier principe du parti la transformation de toute propriété, *y compris celle du sol*, en propriété collective. Or, comment se concilier à la fois les paysans et les ouvriers agricoles, les uns propriétaires, les autres gens sans terre? Comment trouver une formule qui donne satisfaction à l'appétit révolutionnaire de ceux qui n'ont rien, et aux sentiments conservateurs de ceux qui possèdent, — et une formule qui en même temps ne contredise point l'ancien programme? En d'autres termes, comment concilier les principes collectivistes et les nécessités d'une tactique qui permette de faire à la campagne une propagande fructueuse? Schœnlank et Vollmar empruntaient l'idée directrice de leur proposition aux socialistes français, Guesde, Lafargue, Jaurès, qu'ils citaient avec éloge. Ceux-ci, pour gagner le petit paysan, lui assurent la propriété de son lopin de terre : « Le champ, pour le paysan, écrit Guesde, est l'instrument de travail, au même titre que le bistouri pour le chirurgien : le parti socialiste, maître du pouvoir, le lui garantira, bien loin de le

lui enlever. » Les Allemands se tiraient d'affaire avec la formule suivante, volontairement ambiguë :

« La question agraire, en tant que partie essentielle de la question sociale, ne sera résolue d'une manière définitive, que lorsque le sol, avec les instruments de travail, aura été restitué aux producteurs qui cultivent aujourd'hui la terre comme ouvriers salariés, ou aux petits paysans qui travaillent la terre au service du capital. »

On laissait donc dans le vague la question essentielle de la nationalisation du sol.

Il s'agit pour le moment d'adoucir le sort des paysans et des ouvriers ruraux par une grande activité réformatrice, de leur procurer le droit de coalition et de réunion, de les mettre sur le même pied que les ouvriers de l'industrie, en ce qui concerne le temps de travail, les conditions du travail, l'inspection du travail, en un mot, de les préserver de l'exploitation dont ils sont victimes.

Ce rapport fut approuvé au Congrès de Francfort (1894) à une grande majorité. La discussion en avait été, il est vrai, écourtée. Le *Vorwærts*, organe officiel du parti, hostile à Vollmar, se bornait à remarquer qu'on ne songeait pas assez aux ouvriers prolétaires de la campagne, au moins aussi importants pour le parti que les paysans. Auer disait : « Nous ne gagnerons jamais la classe paysanne ; le paysan bavarois jure contre le Prussien, et Vollmar s'est mis dans son discours d'hier au même diapason ; pour la démocratie socialiste, le petit paysan et le moyen ne

peuvent être conquis. » Bebel déclarait à son tour que si le paysan avait la prétention de demeurer propriétaire, il n'avait qu'à passer au camp des antisémites. En 1870, le Congrès de Stuttgart avait proclamé le collectivisme agraire; en 1894 on en arrivait à ne plus toucher à la question de la terre qu'avec mille précautions.

Ces divergences d'idées s'expliquaient par l'opposition des Berlinois et des Bavarois, par la différence des régimes agricoles de l'Est et du Sud, par la rivalité des personnes aussi.

Mais en approuvant le projet de Vollmar, le Congrès fermait l'oreille aux objections des théoriciens et cédait aux gens pratiques. On ne se rendait pas compte, évidemment, des difficultés de l'entreprise sur ce terrain nouveau, inexploré : elles se révélèrent, l'année suivante, à Breslau, et aboutirent à une solution tout opposée.

Une commission chargée d'élaborer le programme agraire fut nommée à Francfort : Vollmar et Bebel en faisaient partie. Les membres avaient été choisis un peu au hasard : on n'avait songé à s'adjoindre aucun socialiste de l'Est, où pourtant les conditions semblent plus favorables pour le parti qu'ailleurs. Cette commission se réunissait à Berlin, le 10 février 1895, et se formait en trois sous-commissions : de l'Est, du Sud et du Centre de l'Allemagne. On interrogea les gens compétents, on envoya 800 questions et on reçut 250 réponses. On élabora trois programmes correspondant aux trois régions placées sous un régime de propriété différent : l'en-

semble ne comprenait pas moins de 37 articles.

Ce programme demandait entre autres choses : le maintien et l'extension de la propriété foncière publique de l'État ou de la commune, notamment le transfert des biens de mainmorte, des forêts, des forces hydrauliques, et leur transformation en propriété publique sous le contrôle du Parlement : l'introduction du droit de préemption en faveur des communes. Ainsi se constituerait, non par l'expropriation des propriétaires, mais par droit de préférence en cas d'adjudication d'immeubles par autorité de justice, un domaine national qui serait un premier acheminement vers la nationalisation.

La suppression de tous les vestiges de sujétion héréditaire, des privilèges du sol, de toutes les fonctions publiques attachées à la propriété foncière, — circonscriptions domaniales indépendantes, privilèges dans les assemblées représentatives, droit de patronat, fidéicommis, privilèges fiscaux. Les petits propriétaires et ouvriers agricoles ont encore, dans diverses parties de l'Allemagne, à subir les inconvénients des institutions aristocratiques, restes du régime féodal.

En faveur des petits propriétaires, le programme réclame la suppression des impôts réels sur les sources de production, telles que l'impôt foncier sur la propriété bâtie, l'impôt sur le commerce, impôt auquel l'État a renoncé en Prusse. Il réclame le droit pour le fermier de faire réduire le prix du bail par un tribunal arbitral agricole, quand le revenu net aurait baissé. Le maintien et

l'élargissement du droit d'affouage et de pâturage, au profit de tous les membres de la commune. La protection contre les dégâts résultant de la chasse et du gibier, et en certain cas, entière indemnité : le droit de chasse accordé au fermier comme au propriétaire du sol.

Pour le crédit agricole, le programme veut qu'on procure au paysan de l'argent à bon marché par la création d'une caisse hypothécaire créée par l'État, autrement dit par la nationalisation ou étatisation des dettes hypothécaires, avec la réduction du taux de l'intérêt au prix de revient.

Il réclame le crédit de l'État pour l'amélioration du sol, à la disposition d'associations qui embrassent tous les intéressés, ou à des communes isolées, pour travaux d'amélioration, de drainage, d'irrigation.

En ce qui touche les ouvriers agricoles, le programme revendique l'extension de l'assurance ouvrière à l'agriculture, la création d'un office agricole de l'empire, d'offices de district, la protection sanitaire de l'ouvrier, l'établissement de prudhommes agricoles, de tribunaux professionnels obligatoires aussi bien pour les ouvriers de l'industrie que pour ceux de l'agriculture, pour les domestiques, les commis, et l'extension de l'assurance obligatoire à toutes les personnes salariées.

En un mot, le programme se propose de démocratiser toutes les institutions existantes dans l'Empire, les États particuliers, les communes;

d'élever la condition sociale des classes ouvrières rurales, d'améliorer la condition des agriculteurs.

Toutes ces mesures (la remarque est essentielle) n'ont *rien de commun avec l'abolition de la propriété individuelle et auraient, au contraire, pour effet d'améliorer la condition des propriétaires ruraux.*

La publication par les journaux socialistes de ce projet de programme, le 16 juillet 1895, fut accueillie avec beaucoup d'ironie par la presse « capitaliste ». La montagne accouchait d'une souris, d'une souris qui n'était même pas une souris socialiste! Un pareil programme n'avait rien de commun avec le collectivisme. La commission l'avait brassé dans des revendications empruntées aux programmes agraires bourgeois, antisémites, chrétiens sociaux, socialistes de la chaire. Ce programme agraire des démocrates socialistes était en opposition formelle avec leur programme urbain, il était la négation des idées communistes révolutionnaires. En favorisant la petite et moyenne propriété, on retardait indéfiniment la nationalisation du sol. La démocratie socialiste se déguisait ainsi à la campagne en un parti de petite bourgeoisie radicale. Le loup devenait berger. Il n'y avait donc rien de sincère dans ce programme, c'était un simple piège à paysans.

Le projet ne trouva pas un accueil plus favorable dans la majeure partie de la presse socialiste et dans les réunions publiques qui précédèrent le congrès. On le discutait avec violence : « Avec un pareil programme, écrivait le Dr Schippet dans

le *Sozialdemokrat*, nous ne gagnerons pas aux conservateurs et à l'opposition libérale une seule âme de paysan. » Enfin Engels, le dépositaire de la doctrine depuis la mort de Karl Marx, critiquait amèrement les hérésies de la commission.

Assurément, le programme d'Erfurt contient deux parties contradictoires : la première pose en principe les buts purement révolutionnaires du parti, l'autre revendique une série de réformes réalisables au sein de la société actuelle qu'on se propose pourtant de détruire de fond en comble. Ce manque de logique, répondent les socialistes, n'est qu'apparent. Si nous voulons la protection de l'ouvrier dans la société présente, c'est afin de le rendre plus fort, mieux armé pour la démolir : mais il ne s'agit toujours que de prolétaires, d'ouvriers sans propriété. Le programme agraire vise au contraire à consolider la propriété paysanne, et poursuit le même but que les conservateurs.

Ainsi, dès que le projet fut soumis à la critique, on dut reconnaître que la théorie collectiviste ne pouvait concorder avec une tactique qui permît de gagner des voix rurales. A la pleine lumière des discussions du congrès, cette contradiction devint si aiguë, qu'il n'y eut plus de transaction possible. Bien qu'au dernier moment la commission agraire eût affaibli son projet, qui devait faire partie intégrante du programme du parti, jusqu'à le transformer en une simple *résolution*, la question posée fut de savoir si on l'accepterait tel qu'il était, ou si on le repousserait en bloc. Ce fut la seconde opinion qui prévalut à

une grande majorité, après trois jours de longs débats passionnés.

Sur cette question, on vit se dessiner au congrès trois groupes très marqués : une droite, un centre et une extrême gauche intransigeante.

En l'absence de Vollmar et de Grillenberger, les modérés eurent pour interprètes le Dr Quarck, rapporteur de la commission, autrefois simple démocrate, ancien rédacteur de *La Gazette de Francfort*, un des membres les plus distingués du parti, puis le Dr Schœnlank, le Dr David, un spécialiste de la question agraire, enfin un vieux lassallien, Frohme. Ils écartaient le point de vue de la théorie et faisaient bon marché du collectivisme : vous opposez, disaient-ils, la théorie à la pratique, mais on se perd par les théories, et si vous renoncez à la pratique, vous cessez d'être vivants. On nous dit : « Nous devons posséder la puissance politique, et on ne veut pas que nous employions les moyens qui peuvent nous la procurer, on veut nous lier à des formules. Ce ne sont pas les *principes* qui nous ont amené les ouvriers; ils sont venus à nous, parce que nous défendions leurs intérêts. On reprochait de même en 1869 aux partisans de Lassalle de faire le jeu des réactionnaires, de livrer les ouvriers à Bismarck, parce qu'ils étaient favorables à une politique protectrice du travail, d'abandonner l'esprit de révolution pour l'esprit de réforme, lorsqu'il s'agit, en réalité, d'être fidèles à l'un et à l'autre, de protéger ce que l'État protège, mais non dans le même but. — Aujourd'hui, les idées dans le parti démo-

crate socialiste sont en voie d'évolution : il a cessé d'être exclusivement un parti de grande industrie pour devenir le parti de tous les souffrants, de tous les opprimés. Les circontances lui commandent de faire non une politique exclusivement ouvrière, mais une politique civilisatrice pour le bien de tous. Nous ne voulons pas laisser les paysans devenir prolétaires, attendre le moment où, ruinés et abrutis, ils viendraient en désespérés au socialisme. Avec des classes misérables, les révolutions ne sont pas possibles. Les pays les plus révolutionnaires ne sont pas les plus pauvres : parmi les ouvriers, ce sont ceux qui ont les plus hauts salaires qui combattent le plus énergiquement pour nous. Notre humanité autant que notre intérêt nous commandent de ne pas laisser les réactionnaires, uniques champions des revendications rurales, confisquer à leur profit les sympathies de 4 à 5 millions de paysans. Nous ne voulons pas favoriser le grand capital, mais garantir la propriété privée à ceux qui travaillent honorablement, leur assurer le fruit de leur travail. Personne ne sait quelle figure aura la propriété dans l'Eldorado de l'avenir, occupons-nous du présent. Imitons les socialistes français, qui ont un programme agraire spécial, favorable à la petite propriété, qui en ont élaboré un autre à Troyes en faveur des marins, qui en rédigeront peut-être d'autres encore en faveur du commerce, des employés de chemins de fer, etc., sans crainte de se mettre en contradiction avec Engels, lequel a proclamé lui-même que les socialistes doivent

toujours se placer du côté des exploités contre les exploiteurs. »

Par une singulière ironie, les membres les plus modérés du Congrès eurent pour auxiliaires les adversaires les plus ardents de Vollmar et des Bavarois à Francfort, les chefs les plus écoutés du parti, Bebel et Liebknecht, les orthodoxes jadis strictement révolutionnaires, qui avaient fait triompher autrefois les idées de Marx sur celles de Lassalle. Les chefs d'un grand parti sont bien obligés de concilier les principes et la tactique. Quand Liebknecht avait fait voter autrefois le programme d'Eisenach, il avait dans sa poche la lettre par laquelle Karl Marx critiquait, détruisait ce programme ; il se garda bien de la publier. A propos de la question agraire, il disait à Breslau que Marx était comme la Bible, qu'on pouvait l'interpréter dans les sens les plus opposés. En février 1895, il écrivait [1] : « Notre force est dans nos principes, je l'ai montré il y a vingt-quatre ans, en traitant la question agraire. Si nous voulons dissimuler nos principes, nous commettons un suicide stupide, car notre puissance ne gît que dans la logique de nos revendications. Au lieu de cinq millions et demi de soi-disant propriétaires allemands, selon les statistiques officielles, il n'y en a qu'un demi-million. Les autres, rongés de dettes, ne sont propriétaires que de nom. Et c'est un non-sens de parler de paysans anti-collectivistes. Ce qui rend la propagande si difficile, ce n'est pas

1. Dans la revue anglaise le *Forum*.

la théorie, ce sont les conditions matérielles si différentes, c'est la dispersion des paysans. » Au Congrès de Breslau, Liebknecht ne s'inquiétait nullement de la contradiction, pour lui non existante, entre le programme agraire et la théorie collectiviste. Laissons de côté, disait-il, les gros paysans qu'on ne gagnera jamais, adressons-nous aux petits, protégeons-les comme hommes, s'ils doivent disparaître comme classe. Depuis les dernières années les circonstances ont changé : une grande révolution s'est opérée dans l'agriculture. Tous les partis depuis les *Junker* jusqu'aux démocrates s'occupent des paysans : imitons-les. Dans nos congrès, nous ne nous soucions que de pratique, et toute pratique est un compromis. Nous avons voté au Reichstag le canal de la Baltique ; nous avons voté la protection ouvrière, bien qu'elle fortifie l'État, en élargissant son cercle d'action ; nous avons voté pour les chemins de fer, bien que les employés soient entre les mains de l'État. On dit : si vous étendez l'influence et l'activité de l'État à la campagne, vous le fortifiez de même. Mais voyez l'armée, plus elle est nombreuse, moins elle est sûre, moins les *Junker* peuvent la dominer. Marx lui-même était favorable à la nationalisation des hypothèques. Le programme des Allemands du Sud a été le plus critiqué, modifiez-le, si vous voulez, mais ne rejetez pas l'ensemble, car vous préparez à vos adversaires, si vous agissez ainsi, un grand triomphe. Ils diront : les démocrates socialistes qui dans leurs discours et leurs programmes locaux promettent monts et

merveilles, ont déclaré au congrès de Breslau que dans le cadre actuel de la société toute amélioration était contraire à leurs principes.

Bebel tenait le même langage que Liebknecht. Il comprenait maintenant de quelle importance extrême était la question agraire pour le parti. Il posait comme intangible le principe de la transmission de toute propriété privée des moyens de production à la communauté : il ne s'agissait pour le moment que d'assurer l'existence des paysans. En augmentant d'ailleurs la propriété communale, on prépare la nationalisation. Il faut donner à l'État le monopole des hypothèques : malgré ses imperfections, la régie de l'État est un progrès sur les opérations capitalistes privées, comme cela s'est produit pour les transports, les postes, les télégraphes. Le transfert à l'État de toutes les dettes hypothécaires se recommande encore, parce que nous obtiendrons par là un inventaire du sol, qui nous permettra, quand nous serons les maîtres, de faire rapidement le procès de ses détenteurs. Une fois que l'État aura tout entre les mains, il ne restera qu'à le démocratiser, puis à le socialiser.

Mais l'opportunisme de Bebel et de Liebknecht fut combattu, avec succès final, par les intransigeants, qui prétendaient conserver au parti son caractère prolétaire, purement révolutionnaire ; et les paroles très dures échangées à ce propos ont prouvé combien était âpre l'antagonisme des opinions.

L'un des plus ardents, le Dr Schippel, fils d'un

directeur de gymnase, qui faisait sonner très haut son érudition et sa compétence, a combattu avec la dernière énergie ce qu'il appelait les hérésies économiques du programme agraire. D'après lui, le maintien de la propriété privée et l'augmentation de la propriété publique du sol sont incompatibles avec les principes. Parfois les biens communaux sont loués à de grands propriétaires, parfois à des ouvriers qu'ils enchaînent à la terre, et dont ils font baisser les gages. En proposant le maintien et l'extension des droits de pâturage et d'affouage, on combat pour des privilèges. Il faut que la société tout entière profite des forêts, et non les seuls paysans. Il est absurde que les socialistes consacrent un gaspillage que combattent les libéraux eux-mêmes. — Le monopole des hypothèques attribué à l'État et la réduction du taux de l'intérêt sont des moyens proposés par les réactionnaires, afin d'attacher le paysan à la glèbe. Plus le petit paysan aura aisément de l'argent, plus il achètera de terrain et fera des dettes. — Conserver et augmenter enfin les abus ruraux, c'est sacrifier non seulement les principes, mais les intérêts du parti, c'est faire le jeu des réactionnaires, auxquels s'allieraient les paysans poussés par leur fanatisme de propriété. — Schippel ménageait pour la fin de son discours un coup de théâtre, en révélant au Congrès un fait que Vollmar avait, du reste, reconnu dans la commission : les paragraphes concernant le crédit agricole, les achats par les communes des biens des débiteurs saisis, étaient la reproduction tex-

tuelle d'un projet de 1893 sur les syndicats agricoles, déposé par un ministre autrichien archi-réactionnaire « qui a en outre du sang de mineurs aux mains », le comte Falkenhayn; et Schippel concluait au rejet pur et simple du programme agraire. Il ne comprenait pas comment de vieux compagnons éprouvés avaient pu se laisser aller à ce « charlatanisme ».

Le discours démagogique du Dr Schippel avait fait une grande impression sur l'assemblée. Après lui, le Dr Kautsky, le rédacteur du programme d'Erfurt, le directeur de la *Neue Zeit*, le théologien marxiste, est venu jeter l'anathème sur le programme, et nous pouvions croire, en l'écoutant, que nous assistions non à un congrès, mais à un concile, que nous étions transportés au temps de Luther et de Jean de Leyde. Le Dr Kautsky établissait que le projet de la commission agraire était en contradiction avec tel paragraphe du *Manifeste communiste*, tel chapitre du *Capital*, comme s'il se fût agi de l'évangile selon saint Mathieu ou selon saint Jean. Ou bien, disait-il, il faut porter le flambeau socialiste dans les campagnes, comme le prescrit le programme de 1891, alors un programme spécial agraire est inutile, — ou bien, si l'on adopte le programme agraire défendu par Bebel et Liebknecht, il faut abréger le programme d'Erfurt, qui dit que la petite propriété est vouée à la ruine, tandis que le programme agraire promet aux paysans non seulement la conservation de leurs biens, mais encore la consolidation et l'extension de leur patrimoine,

par des mesures législatives et administratives empruntées à l'arsenal du socialisme d'État. Une nationalisation partielle du sol, l'étatisation des hypothèques donneraient une nouvelle force, de nouveaux moyens de puissance à l'État exploiteur, rendraient le combat de classes plus difficile, imposeraient à l'État capitaliste des devoirs, qui ne peuvent être utilement remplis que par un État où le prolétariat aura conquis la puissance politique.

Nous ne représentons pas le bien général, continuait le Dr Kautsky, mais l'intérêt des classes prolétaires, et la question du prolétariat est la question même du progrès. D'après ce principe, quelles classes devons-nous protéger à la campagne? Les journaliers, les domestiques, non le petit paysan, qui est le plus ferme appui de la propriété. Le nombre de ces petits paysans, propriétaires de 1 à 5 hectares, ne comprend pas tout à fait 1 million, et la population de ces lopins de terre s'étend à 4 millions, c'est-à-dire à 1/5 de la population agricole de l'Allemagne : nous ne les gagnerons pas, ces petits propriétaires, nous ne les sauverons pas de la ruine. Nous devons leur dire : « Votre situation est désespérée. » Nous ne craignons pas de proclamer des vérités désagréables, au risque de nous aliéner des sympathies, comme nous l'avons fait lors de la fête de Sedan. Qu'on ne nous accuse pas d'inhumanité : nous ne voulons pas laisser dégénérer la population : nous réclamons dans notre programme la gratuité de l'instruction populaire et des secours

médicaux. D'ailleurs, le maintien de la petite propriété est le meilleur moyen d'entretenir la dégénérescence.

Enfin, une déléguée au Congrès, Mme Zetkin, poussant ce langage à l'extrême, est allée jusqu'à s'écrier : « L'intérêt du parti exige que les paysans se prolétarisent, quelque douloureuse que soit l'opération pour eux. Puisque Marx a démontré que, d'après la loi fatale de l'évolution capitaliste, la destinée du paysan est de descendre les échelons de la misère, pourquoi lui donner des doses fortifiantes ? » — La théorie de Kautsky et de Mme Zetkin revient à dire aux petites gens de la campagne : « Cela va mal pour vous, mais pour que les choses aillent mieux (dans notre société de l'avenir), il faut qu'elles aillent encore bien plus mal dans notre société actuelle. » Et Mme Zetkin, reprochant aux modérés d'ignorer les traditions du parti, terminait sa furibonde harangue par ce cri à la Danton : « Soyons et restons révolutionnaires, encore révolutionnaires, et toujours révolutionnaires ! »

De nombreux orateurs ont abondé dans le sens de Schippel et de Kautsky, et ils ont été compris, car rien n'est plus aisé à comprendre que la négation.

Finalement, Kautsky proposait le rejet pur et simple du projet de programme agraire pour les raisons suivantes :

Le programme laisse à la classe paysanne la perspective de l'amélioration de sa condition, c'est-à-dire de la consolidation de sa propriété. Ce programme

déclare que l'intérêt de l'agriculture, dans l'ordre actuel de la société, est identique à celui du prolétariat, alors qu'en réalité l'intérêt de l'agriculture, comme celui de l'industrie, est sous la domination de la propriété privée des moyens de production, et touche les possesseurs de ces moyens, les exploiteurs du prolétariat. Ce programme attribue à l'État capitaliste la mission que seul l'État ou le prolétariat détiendrait en fait le pouvoir politique, peut remplir efficacement.

A une grande majorité, 158 voix contre 63, le Congrès a adopté la déclaration si nette de l'amendement Kautsky, et enterré le programme agraire. Les membres dirigeants du parti s'étaient divisés dans le vote ; dix des députés socialistes au Reichstag étaient pour le programme, dix-neuf étaient contre : Auer, Singer, Stadthagen, Fischer, avaient signé la proposition Kautsky, et se trouvaient ainsi à la tête de la majorité. Pour la première fois, Bebel et Liebknecht, ces chefs divinisés, étaient mis en minorité à un Congrès, parce qu'ils se ralliaient, non sans réserves, à la politique modérée de Vollmar.

Avant d'interpréter les résultats de ce vote, il est à propos de rappeler que les socialistes français, qui ont le plus emprunté à Karl Marx, et qui comptent à leur tête des hommes qui passent pour les dépositaires de sa doctrine, tels que M. Paul Lafargue, son propre gendre, et M. Jules Guesde, ont tranché d'une façon diamétralement opposée la question d'un programme agraire. Le Congrès de Marseille, en 1892, auquel assistait Liebknecht, a voté ce programme sans scrupule,

et nous avons vu qu'à Francfort et à Breslau, Vollmar, Quarck, Schœnlank citaient à leurs camarades ce précédent en exemple et en modèle. Le programme de Marseille, qui se compose de onze articles [1], demande des réformes : 1° dans l'intérêt de journaliers qui se louent au jour, au mois, à l'année; 2° des fermiers et métayers; 3° des petits propriétaires obligés de travailler pour les fermiers et les grands propriétaires.

Et pour mieux marquer l'intention de mainte-

1. 1° Minimum de salaire, fixé par les syndicats ouvriers agricoles et par les conseils municipaux, tant pour les ouvriers loués à l'année que pour les journaliers.

2° Création de prud'hommes agricoles.

3° Interdiction aux communes d'aliéner les terrains communaux.

4° Attribution, par la commune, des terrains possédés ou achetés par elle, à des familles non possédantes, associées et simplement usufruitières, avec interdiction d'employer des salariés, et obligation de redevance au profit du budget et de l'assistance communale.

5° Caisse de retraite agricole pour les invalides et les vieillards, alimentée par un impôt spécial sur le revenu de la grande propriété.

6° Achat par la commune de machines agricoles, et location à prix de revient aux cultivateurs. Association pour achats d'engrais et vente des produits.

7° Suppression des droits de mutation pour les propriétés au-dessous de 5.000 francs.

8° Réduction par une commission d'arbitrage, comme en Irlande, des baux de fermage, de métayage. Indemnité aux fermiers et aux métayers pour la plus-value donnée à la propriété.

9° Suppression de l'article 2102 du Code Civil donnant au propriétaire privilège sur la récolte. Constitution pour le cultivateur d'une réserve insaisissable (instruments aratoires, fumier, têtes de bétail indispensables).

10° Revision du cadastre.

11° Cours gratuits d'agronomie.

nir la petite propriété, et le zèle à la fortifier, le congrès de Nantes (1894), sur le rapport de M. Paul Lafargue, décidait de faire précéder le programme agricole, élaboré au Congrès de Marseille, des considérants suivants :

Considérant que dans le domaine agricole ou terrien la centralisation n'a pas atteint le même degré que dans l'industrie, que le sol y est encore possédé par les producteurs eux-mêmes;

Considérant que si cet état de choses, caractérisé par la petite propriété paysanne, est fatalement appelé à disparaître, *le socialisme n'a pas à précipiter cette disparition*, son rôle n'étant pas de séparer la propriété et le travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains les deux facteurs de toute production, dont la division entraîne la servitude et la misère des travailleurs, tombés à l'état de prolétaires;

Considérant que si, au moyen des grands domaines repris à leurs détenteurs oisifs, au même titre que les chemins de fer, mines, usines, le devoir du socialisme est de remettre en possession, sous forme collective ou sociale, les prolétaires agricoles, son devoir non moins impérieux est de maintenir en possession de leurs lopins de terre, contre le fisc, l'usure et les envahissements des nouveaux seigneurs du sol, les propriétaires cultivant eux-mêmes;

Le parti ouvrier étend sa protection aux fermiers et métayers qui, s'ils exploitent les journaliers, y sont contraints par l'exploitation dont ils sont eux-mêmes les victimes;

Le parti ouvrier, qui, à l'inverse des anarchistes, *n'attend pas de la misère étendue et intensifiée la transformation de l'ordre social*, a adopté le programme suivant...

Il y a, dans ces *considérants*, au point de vue de l'orthodoxie marxiste dont prétend relever le parti, de véritables hérésies. Le fond essentiel de l'idée de Marx, c'est que la société ne peut être améliorée que si *la propriété privée est détruite*. Ce ne sont pas seulement les anarchistes, ce sont les marxistes conséquents qui *attendent de la misère étendue et intensifiée la transformation de l'ordre social*, puisque l'évolution qui, d'après eux, concentre de plus en plus la richesse à un pôle de la société, et la pauvreté à l'autre, ne peut être arrêtée, et que l'effort des communistes doit être de l'accélérer, fût-ce par la force, « cette accoucheuse des sociétés ». Fortifier la propriété paysanne, c'est ralentir cette évolution, c'est agir contre les principes, comme l'a démontré M. Kautsky au congrès de Breslau.

Quand les adversaires de M. Guesde lui ont reproché cette inconséquence, il leur a répondu qu'il n'y avait aucune contradiction entre sa tactique et sa doctrine[1]. Il oubliait qu'il avait déclaré autrefois que « *la terre ne saurait appartenir aux uns, au détriment des autres*[2] ». Il a depuis changé d'avis. La terre, pour le paysan qui la cultive, dit-il, est ce qu'est l'outil pour l'ouvrier. Il faut mettre les travailleurs en possession, consolider la petite propriété paysanne, et cela non pas seulement d'une façon transitoire. « Au lendemain de la solution de la question ouvrière, on

1. *Petite République*, du 24 février 1894.
2. *Collectivisme et Révolution* (1879), p. 20.

n'expropriera pas le paysan cultivateur de son petit champ, mais un gouvernement révolutionnaire qui sera à la hauteur de sa tâche les débarrassera des usuriers, des marchands qui les dépouillent, et les aidera dans leur travail si pénible et si peu rémunérateur, jusqu'à ce qu'il parvienne à les convaincre, par l'exemple, *de la supériorité de la production collective sur la production individuelle.* » On assistera sans doute alors à un spectacle unique, celui des dépossédés par persuasion.

Que les politiciens socialistes, dans un intérêt de propagande, tiennent un pareil langage, rien de plus naturel. Leur tort est seulement de prétendre, comme le fait Liebknecht, qu'ils n'ont pas un programme double, ni des vérités doubles, ni une morale double, qu'ils n'ont qu'un nom et qu'un visage, qu'ils ne parlent pas deux langues différentes, l'une à la ville, l'autre à la campagne. Le Congrès de Breslau en a jugé autrement, et a trompé les prévisions de M. Vaillant, quand il écrivait[1] :

« Loin de se contredire, la politique réformiste révolutionnaire et l'action socialiste sont les conditions essentielles d'une propagande et d'une organisation qui unira bientôt dans un effort commun irrésistible le peuple des villes et des campagnes. »

Enfin M. Paul Lafargue se réclame solennellement, à propos de la question agraire, de Marx et d'Engels[2]. « Depuis que le parti ouvrier s'est

1. *Petite République*, du 26 juillet 1895.
2. *Petite République*, du 30 novembre 1893.

constitué, dit-il, il a rejeté les utopies de Proudhon et les erreurs de Lassalle, pour adopter les théories communistes de Marx et d'Engels. » Or Engels, consulté à propos du Congrès de Nantes, répondait : « La petite propriété doit être nécessairement ruinée, anéantie par le développement du capital. Notre parti n'a pas à accélérer cette ruine. Je n'ai rien à dire contre les mesures qui rendent moins douloureux l'inévitable déclin. Mais si l'on veut maintenir la petite propriété d'une façon permanente, on tente l'impossible, on sacrifie le principe, *on devient réactionnaire.* » Après le Congrès de Nantes il écrivait : « *Nos amis français sont les seuls dans le monde socialiste à tenter d'éterniser non seulement le petit propriétaire paysan, mais le petit fermier qui exploite le travail étranger*[1]. » Enfin dans le dernier article écrit avant sa mort et publié par la *Neue Zeit*, il « houspillait » à la fois le programme de Marseille et le projet de programme allemand, et fournissait aux intransigeants de Breslau leurs meilleurs arguments. A ses amis de France il reprochait de se donner une apparence de déloyauté, en ayant l'air de promettre aux paysans ce qu'ils savent ne pouvoir donner. Parce qu'ils tenaient le même langage que M. Guesde et M. Lafargue, le Dr Schippel honorait ses adversaires au Congrès de Breslau du titre de « charlatans, » de « danseurs de corde, » de « dresseurs de pièges à paysans ». La grande majorité du Congrès réuni à

1. *Protocole du Congrès de Francfort*, p. 151.

Breslau a donné aux marxistes français une leçon de franchise, en clouant hardiment ses couleurs collectivistes au grand mât, au lieu d'avoir deux pavillons qu'on hisse tour à tour, selon les parages.

Il y aurait, d'ailleurs, quelque naïveté à croire que c'est uniquement par fanatisme de vertu que le programme agraire a été repoussé à Breslau. De jeunes ambitieux étaient bien aises de tenir en échec les vieux chefs qui s'étaient imprudemment embarqués dans cette tactique. Si les socialistes allemands jugeaient la situation aussi favorable pour eux qu'elle l'est peut-être en France, ils imiteraient sans doute les Français, et transigeraient avec les principes.

Quelle est maintenant la portée du vote de Breslau? Liebknecht nous disait : « *Le rejet du programme est une grande faute* ». Il pressentait les arguments que les conservateurs en devaient tirer : « Voyez, n'ont-ils pas manqué de dire aux petits paysans, les socialistes ne veulent rien faire pour vous, ils ne revendiquent rien dans l'intérêt de la culture du sol, de votre instruction professionnelle, de l'amélioration de votre crédit; ils ne voudraient même pas empêcher les dégâts que vous fait le gibier! »

Les journaux démocrates et non socialistes, tels que la *Frankfurter Zeitung*[1], et les libéraux, la *Freisinnige Zeitung*, l'organe de M. Richter, n'ont pas critiqué moins vivement la négation

1. 13 décembre 1895, nº 284.

stérile de la majorité du Congrès. Il faut, remarquent-ils, en retenir deux aveux : c'est d'abord qu'une contrée agricole, même médiocrement prospère, est un mauvais champ de propagande pour l'évangile collectiviste : un état paysan capable de vivre, est un obstacle insurmontable pour la propagande socialiste ; en second lieu, le parti démocrate socialiste s'est proclamé officiellement *un parti révolutionnaire ouvrier*. Schœnlank a dit le mot au Congrès de Breslau : « Vous faites une politique d'ouvriers de l'industrie. » L'ouvrier industriel se révolte, lorsqu'on lui demande de proclamer que le paysan, petit propriétaire, a les mêmes droits que lui. Il ne veut pas reconnaître ce que lui demandent Vollmar, et même Bebel et Liebknecht : que la démocratie socialiste est le parti de tous ceux qui souffrent misère. Il veut être un parti ouvrier fermé. Malgré la déclaration de Marx que le parti vise à affranchir toutes les classes, la démocratie socialiste ne représente que le combat des classes ouvrières. Violemment opposée en théorie à une politique de classe, elle fait, en pratique, une politique de classe ; elle demande la protection des ouvriers, non des paysans. La théorie collectiviste n'accorde à l'individu que la propriété de quelques vêtements et des ustensiles de ménage, au delà de quoi elle ne reconnaît pas de droits de propriété privée, et ne veut rien favoriser, dans les cadres de la société actuelle, de ce qui serait de nature à affermir la petite propriété et à lui donner plus de valeur. Cette conclusion atteint l'artisan

et le petit commerçant. Assurément c'était là une conséquence du programme d'Erfurt ; mais dans leur agitation pratique les socialistes cherchaient à s'y soustraire. Ils ne le pourront plus désormais.

Le parti, conclut M. Richter, n'a plus qu'une unité purement extérieure. L'an passé, à Francfort, il y avait opposition entre les démocrates socialistes du Nord et ceux du Sud. Maintenant, il y a déchirure même parmi les Allemands du Nord, dans la direction berlinoise. Selon les règles parlementaires, Bebel et Liebknecht devraient cesser d'être à la tête du parti, ou renoncer à leurs opinions. Il y aurait grand intérêt à laisser cette opposition naturelle qui depuis cinq ans se manifeste au sein du parti, entre réformistes et révolutionnaires, se développer librement. Mais la politique de persécution à l'égard des socialistes forge la chaîne qui les unit.

Quel qu'ait été du reste le résultat du Congrès de Breslau, remarque la *Nation*, les adversaires des socialistes en eussent tiré parti. Ils rejettent le programme agraire, on dit aussitôt : « Ils accentuent le principe révolutionnaire. » L'eussent-ils accepté, on se fût écrié : « Ils vont gagner les voix des paysans, jamais ils n'ont été si dangereux. »

Si leurs adversaires sont toujours mécontents, eux se disent toujours contents, même lorsqu'ils sont battus. A entendre le journal officiel du parti, le *Vorwaerts*, qui a pour rédacteur en chef Liebknecht, le Congrès de Breslau marque une étape de plus dans la voie triomphale. Bebel et Liebk-

necht, après avoir été mis en minorité, ont été réélus par le Congrès membres du comité directeur, ce qui prouve que la confiance en eux n'est nullement ébranlée.

On doit d'ailleurs se garder d'exagérer l'importance de ces représentations théâtrales qu'on appelle les Congrès. Ils se contredisent aisément d'une année à l'autre. Les démocrates socialistes déclarent avec enthousiasme, en 1894, qu'ils veulent s'occuper des paysans; en 1895, ils y renoncent. Vainqueurs à Francfort, battus à Breslau, les partisans du programme agraire comptaient prendre une revanche éclatante au Congrès de Gotha, où les délégués de l'Allemagne du Sud viendraient en grand nombre, et leur donneraient la majorité. Mais il n'en a plus été question.

Écartée ou ajournée en théorie, la question agraire ne peut pas l'être en pratique : une fois ouverte, elle ne se fermera plus.

Jusqu'ici, le parti démocrate-socialiste n'a remporté de succès que dans les centres industriels. Rien n'est plus instructif qu'un regard jeté sur la carte électorale du Reichstag. On peut y lire que le tiers des députés socialistes a été nommé par des capitales, des grandes villes de commerce ou leurs environs immédiats. Un autre tiers vient des grandes contrées industrielles, de la Saxe, des pays rhénans et de l'Alsace. Le reste émane des districts en majorité industriels de l'Allemagne du Centre. *Pas un seul arrondissement uniquement rural* n'a élu un démocrate-socialiste au Reichstag, bien qu'ici ou là les candidats socialistes aient obtenu

un nombre de voix important. Enfin, au Congrès de Breslau, il n'y avait pas un seul délégué paysan, et la question agraire s'est débattue entre docteurs d'Université. Les campagnes votent pour les catholiques et les conservateurs. Elles sont l'appui le plus ferme du trône et de l'autel. Les socialistes sont tenus d'en faire la conquête.

Un parti qui s'adresse aux opprimés ne peut rester stationnaire : il doit augmenter sans cesse; il vit d'enthousiasme et le gage de cet enthousiasme, c'est sa croissance, sans quoi les espérances qu'il fait luire aux yeux de ses partisans se perdent dans les brumes lointaines. Puis, pour être invicible, la démocratie socialiste a besoin de devenir la majorité légale : elle n'obtiendra jamais le pouvoir dans le Parlement, elle ne se conciliera jamais l'armée, si l'on parvient à écarter les paysans de son influence.

Tant que les paysans ne seront pas pour elle, ils seront contre elle : « Les souliers à clous des paysans, disait Schœnlank, sont aussi des réalités de fer, et si nous ne faisons pas une juste politique agraire, nous les aurons contre nous, quand les paysans décideront du combat entre le prolétariat et la bourgeoisie », comme ils l'ont déjà fait en 1848, et en 1871 contre la Commune de Paris.

Pour toutes ces raisons si graves la démocratie socialiste, ayant atteint sa limite chez les ouvriers de l'industrie, est obligée de sortir de l'étroite enceinte des villes. Il faut qu'elle augmente considérablement ses 1.800.000 voix, qui ne forment qu'un cinquième des dix millions d'électeurs de

l'Empire, elle a besoin d'appeler à elle les troupes de réserve considérables des journaliers et des petits paysans. Mais, pour cela, d'un parti de révolution le parti démocrate-socialiste doit se métamorphoser en un parti de réforme, s'accommoder de la propriété privée, se développer plus en largeur réformiste qu'en profondeur collectiviste, abandonner les rêves platoniques pour une politique pratique.

Le Congrès de Breslau a peut-être allongé la route qui mènera les socialistes aux champs : il ne l'a point barrée. L'ordre du jour de Kautsky n'écarte pas absolument la question agraire, ce serait insensé ; il se termine par un vœu qui est une concession à la minorité :

Le Congrès reconnaît que l'agriculture doit être régie par des lois spéciales différant de celles qui régissent l'industrie. Il est nécessaire d'étudier et d'approfondir ces lois, si le socialisme veut entreprendre une propagande efficace dans les campagnes. Il charge donc le comité directeur, en utilisant les travaux de la commisssion agraire, de désigner un certain nombre de camarades compétents, qui étudieront à fond les questions agraires, et publieront le résultat de leurs études dans une série de brochures sur la politique agraire. Le Congrès vote un crédit à cet effet.

Que le programme ait été accepté ou non, croit-on enfin que cela change grand'chose? Contrairement aux ouvriers anglais, qui ont une égale aversion pour le doctrinarisme et la phraséologie, les partis socialistes, en Allemagne et en France, se complaisent encore à des exercices scolas-

tiques, à des combats bruyants, à des joutes oratoires, à la fabrication de programmes longs d'une aune. Imagine-t-on les socialistes se répandant dans les villages, tirant un long papier de leurs poches, et se mettant à le commenter aux paysans? Ceux-ci, défiants de leur naturel, ajouteraient-ils foi à tant de promesses? Dans les contrées où les socialistes ont chance de gagner des voix, ils tiendront aux paysans le langage qui leur semblera le plus favorable, car il s'agit moins de ce que le parti veut que de ce qu'il peut.

Le même fait s'est produit lorsqu'il s'est agi des réformes ouvrières. Il a fallu de durs combats pour que le parti se décidât à promettre aux ouvriers de l'industrie une amélioration de leur sort avant l'ère collectiviste. En dépit du vieux programme marxiste et en contradiction avec lui, il faudra de même offrir quelque chose de positif au paysans.

Déjà les socialistes bavarois, ceux du centre de l'Allemagne, qui selon le mot du Dr Schippel sont hypnotisés par les paysans, ceux de Munich, de Nuremberg, de Mayence, de Furth, se sont prononcés contre la décision de Breslau. A l'occasion d'un projet de loi sur l'assurance du bétail, le député socialiste Scherm a déclaré au Landtag de Bavière qu'il voterait cette assurance : « La cause du paysan et ses souffrances nous tiennent à cœur autant que celles des ouvriers des villes. Il s'agit de les empêcher de tomber dans le prolétariat. Le parti ouvrier n'est pas seulement le parti des ouvriers de l'industrie, c'est le parti de l'af-

franchissement politique et économique du peuple entier. » Et Scherm exprimait l'opinion unanime des socialistes bavarois, qui ont déclaré qu'ils continueraient, après comme avant, leur agitation parmi les paysans, et tiendraient les décisions du Congrès pour nulles et non avenues.

Cette question n'a plus été abordée dans les Congrès socialistes en Allemagne, et le Congrès international de Londres, tout en maintenant le principe de la propriété collective du sol comme le but vers lequel tend l'évolution de la propriété rurale, laisse aux socialistes de chaque région le soin de choisir le mode de propagande le plus favorable.

En dernière analyse, la question agraire, une fois posée chez les socialistes, a pour effet de faire éclater à leurs yeux la diversité, l'opposition des intérêts, la complexité des faits sociaux dans nos sociétés modernes.

Les utopies et les systèmes socialistes, qui devaient se produire par le fait des agglomérations ouvrières dans les usines, ne peuvent s'adapter au paysan isolé qui gratte son lopin de terre désespérément, et ne songe qu'à l'arrondir. L'ouvrier des villes et l'habitant des campagnes diffèrent de manière de vivre, de nature d'esprit, d'intérêts. Il n'est guère de revendications, d'organisations, de moyens de combat qui leur soient communs. La journée de huit heures serait inapplicable aux champs. Le paysan ne fait pas grève. Si les paysans gagnent de l'influence dans le parti socialiste, ils modifieront certainement ses

visées. Les masses rurales seront peut-être susceptibles de paralyser, ou du moins de transformer l'action révolutionnaire du prolétariat des villes.

Il ne faudrait pas d'ailleurs s'endormir dans une sécurité dangereuse. Les prolétaires agricoles sont loin d'être réfractaires au socialisme. En Italie, en Sicile, dans le sud de l'Espagne, ce sont les campagnes qui ont été envahies les premières par les théories socialistes. Il peut en être de même partout où il y aura des ouvriers misérables. Quant aux paysans petits propriétaires, leur esprit n'est plus le même qu'autrefois. L'Église perd sur eux de sa puissance, et l'ordre établi du respect qu'il leur imposait. L'école obligatoire leur apporte de nouvelles idées, le service militaire les met en contact avec les populations des villes. Il n'est pas impossible que les socialistes parviennent à entraîner les paysans, à déchaîner, comme à la fin du siècle dernier, la petite propriété contre la grande. « Tant que les convoitises seront excitées, dit Cournot, et n'exigeront pour se satisfaire que la ruine de ceux qu'on appelle les riches, il ne faudra pas compter sur une réaction; paysans et ouvriers des villes se mettront aisément d'accord. Mais on en a bientôt fini avec les riches en temps de révolution, et le moment viendra où, pour tenir les promesses faites, procurer aux ouvriers des grandes villes l'affranchissement des taxes, l'augmentation des salaires, la réduction des heures de travail, il faudra faire contribuer les paysans, qui

ne s'en soucieront nullement, et qui finiront par opposer la supériorité du nombre aux avantages de la discipline et de la concentration. Tous les systèmes se réprimeront ainsi à la longue, quoique, non sans de déplorables dommages, dans ce qu'ils ont de faux et d'excessif[1]. »

1. Nous nous sommes servi, pour cette étude du *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitags des Sozial demokratischen Partei Deutschlands abgehalten zu Breslau*, Berlin, 1895; et du Protocole du Congrès de Francfort, Berlin, 1894, l'un et l'autre à la Librairie du *Vorwaerts*.

Voir aussi l'article d'Engels dans la *Neue Zeit*, Stuttgart, 1894-95, n° 10.

Enfin, nous avons utilisé nos notes prises au Congrès, auquel nous avons assisté, envoyé en mission par le Musée Social.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

CHAPITRE PREMIER. — Le mouvement socialiste en France au XIXe siècle 1

I. De la conspiration de Babeuf au 2 décembre 1851 1
II. Le socialisme d'État de Napoléon III. 20
III. L'Internationale et la Commune. 24
IV. Le socialisme sous la troisième République jusqu'au Congrès international de 1900. . . . 31

CHAPITRE II. — Théories et écoles socialistes contemporaines 47

Le socialisme instinctif. 49
Le socialisme expérimental. 52
Le socialisme scientifique 55
Le socialisme idéaliste 67
La question agraire. 73
Le communisme 76

CHAPITRE III. — La crise du socialisme. La fin d'une doctrine 83

CHAPITRE IV. — Le socialisme municipal. 121

CHAPITRE V. — Le socialisme politique. Les Congrès de 1900 168

CHAPITRE VI. — Le socialisme ouvrier. Les grèves et les syndicats 199

I. L'armée industrielle. 200
II. La guerre industrielle 216
III. Nécessité d'un « modus vivendi » entre le Travail et le Capital. 233

Paris.

CHAPITRE VII. — Le mouvement syndical en France. 253

I. Le mouvement ouvrier de 1871 à 1884. 255

II. Le mouvement syndical depuis la loi de 1884. 270

CHAPITRE VIII. — Le socialisme et les paysans. La question agraire au Congrès de Breslau 291

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette. — 20619.

BIBLIOTHÈQUE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

EXTRAIT DU CATALOGUE

ANDLER, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure. **Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne.** 1 vol. in-8°. 7 fr.

BOURDEAU (J.). **Le Socialisme allemand et le Nihilisme russe.** 1 vol. in-12. 2e édit. 1894. 3 fr. 50

D'EICHTHAL (Eug.). **Souveraineté du peuple et gouvernement**, 1 vol. in-12. 1895. 3 fr. 50

DEPASSE (Hector). **Transformations sociales.** 1894. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

— **Du travail et de ses conditions** (Chambre et Conseil du Travail). 1 vol. in-12. 1895. 3 fr. 50

DRIAULT (E.), prof. agr. au lycée d'Orléans. **Les problèmes politiques et sociaux à la fin du XIXe siècle.** In-8, 1900. 7 fr.

LAVELEYE (E. de), correspondant de l'Institut. **Le Socialisme contemporain.** 1 vol. in-12. 10e édit. augmentée. 3 fr. 50

LICHTENBERGER (A.). **Le Socialisme utopique, étude sur quelques précurseurs du Socialisme.** 1 vol. in-12. 1898. 3 fr. 50

— **Le Socialisme et la Révolution française.** 1 vol. in-8. 5 fr.

MÉTIN, agrégé de l'Université. **Le Socialisme en Angleterre.** 1 vol. in-12. 5 fr.

SPULLER (E.). **Éducation de la Démocratie.** 1 vol. in-12. 3 fr. 50.

— **Figures disparues**, portraits contemp., littér. et politiq. 3 vol. in-12. Chacun. 3 fr. 50

— **Histoire parlementaire de la deuxième République.** 1 vol. in-12. 2e édit. 3 fr. 50

— **Hommes et choses de la Révolution**, 1 vol. in-12. 1896. 3 fr. 50

L'Évolution politique et sociale de l'Église. 1 vol. in-12. 1893. 3 fr. 50

WEILL (G.), professeur agrégé d'histoire au lycée Carnot, docteur ès lettres. **L'Ecole Saint-Simonienne.** 1 vol. in-12. 3. fr. 50

— **Histoire du parti républicaiu en France**, 1814-1870. 1 vol. in-8°. 10 fr.

BONET-MAURY. Histoire de la liberté de conscience depuis l'Edit de Nantes jusqu'à juillet 1870. 1 vol. in-8. 1900. 5 fr.

BIBLIOTHÈQUE GÉNÉRALE
DES
SCIENCES SOCIALES

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION
DICK MAY
Secrétaire général de l'École des Hautes-Études sociales.

VOLUMES PUBLIÉS :

L'Individualisation de la peine, par R. Saleilles, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris. 1 vol. in-8°.

L'Idéalisme social, par Eugène Fournière, député. 1 vol. in-8°.

Ouvriers du temps passé (xve et xvie siècles), par H. Hauser, prof. à l'Université de Clermont-Ferrand. 1 vol. in-8°.

Les Transformations du Pouvoir, par G. Tarde, professeur au Collège de France.

Morale sociale. Leçons professées au Collège libre des sciences sociales, par MM. G. Belot, Marcel, Bernès, Brunschvicg, F. Buisson, Darlu, Dauriac, Delbet, Ch. Gide, M. Kovalevski, Malapert, le R. P. Maumus, de Roberty, G. Sorel, le Pasteur Wagner. Préface de M. Emile Boutroux, de l'Institut. 1 vol. in-8°.

Les Enquêtes, pratique et théorie, par P. du Maroussem. 1 vol. in-8°.

Questions de morale, leçons professées à l'Ecole de morale, par MM. Belot, Bernès, F. Buisson, A. Croiset, Darlu, Belbos, Fournière, Malapert, Moch. D. Parodi, G. Sorel. 1 vol. in-8°.

Le Développement du Catholicisme Social, depuis l'encyclique *Rerum novarum*, par Max Turmann. 1 vol. in-8°.

La Méthode Historique appliquée aux Sciences Sociales, par Charles Seignobos, maître de conférences à l'Université de Paris. 1 vol. in-8°.

Un Essai de Socialisme pratique. *La question ouvrière et la question agraire en Australie et en Nouvelle-Zelande*, par A. Métin, agrégé de l'Université, professeur à l'école Lavoisier. 1 vol. in-8°.

Assistance sociale. *Pauvres et Mendiants*, par P. Strauss, sénateur. 1 vol. in-8°.

L'Enseignement moral dans l'Université (*Enseignement secondaire*). Conférences et discussions sous la présidence de A. Croiset, doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Paris (*Ecole des Hautes études sociales 1900-1901*). 1 vol. in-8°.

Chaque volume in-8° carré de 300 pages environ, cartonné à l'anglaise . . . . . 6 fr.

Janvier 1901

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, Boulevard Saint-Germain, 108, Paris.

EXTRAIT DU CATALOGUE

SCIENCES — MÉDECINE — HISTOIRE — PHILOSOPHIE

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Volumes in-8 en élégant cartonnage anglais. — Prix : 6 fr.

93 VOLUMES PARUS

1. J. TYNDALL. **Les glaciers et les transformations de l'eau,** 6e éd., illustré.
2. W. BAGEHOT. **Lois scientifiques du développement des nations,** 6e édition.
3. J. MAREY. **La machine animale, locomotion terrestre et aérienne,** 6e édition, illustré.
4. A. BAIN. **L'esprit et le corps considérés au point de vue de leurs relations,** 6e édition.
5. PETTIGREW. **La locomotion chez les animaux,** 2e éd., ill.
6. HERBERT SPENCER. **Introd. à la science sociale,** 12e édit.
7. OSCAR SCHMIDT. **Descendance et darwinisme,** 6e édition.
8. H. MAUDSLEY. **Le crime et la folie,** 6e édition.
9. VAN BENEDEN. **Les commensaux et les parasites dans le règne animal,** 4e édition, illustré.
10. BALFOUR STEWART. **La conservation de l'énergie,** 6e éd., illustré.
11. DRAPER. **Les conflits de la science et de la religion,** 10e éd.
12. LÉON DUMONT. **Théorie scientifique de la sensibilité,** 4e éd.
13. SCHUTZENBERGER. **Les fermentations,** 6e édition, illustré.
14. WHITNEY. **La vie du langage,** 4e édition.
15. COOKE et BERKELEY. **Les champignons,** 4e éd., illustré.
16. BERNSTEIN. **Les sens,** 5e édition, illustré.
17. BERTHELOT. **La synthèse chimique,** 8e édition.
18. NIEWENGLOWSKI. **La photographie et la photochimie,** illustré.
19. LUYS. **Le cerveau et ses fonctions,** 7e édition, illustré.
20. W. STANLEY JEVONS. **La monnaie et le mécanisme de l'échange,** 5e édition.
21. FUCHS. **Les volcans et les tremblements de terre,** 5e éd.
22. GÉNÉRAL BRIALMONT. **La défense des États et les camps retranchés,** 3e édition, avec fig. (épuisé).
23. A. DE QUATREFAGES. **L'espèce humaine,** 13e édition.
24. BLASERNA et HELMHOLTZ. **Le son et la musique,** 5e éd.
25. ROSENTHAL. **Les muscles et les nerfs,** 3e édition (épuisé).
26. BRUCKE et HELMHOLTZ. **Principes scientifiques des beaux-arts,** 4e édition, illustré.

27. WURTZ. **La théorie atomique**, 8e édition.
28-29. SECCHI (Le Père). **Les étoiles**, 3e édition, illustré.
30. N. JOLY. **L'homme avant les métaux**, 4e édit. (épuisé).
31. A. BAIN. **La science de l'éducation**, 4e édition.
32-33. THURSTON. **Histoire de la machine à vapeur.** 3e éd.
34. R. HARTMANN. **Les peuples de l'Afrique**, 2e édit. (épuisé).
35. HERBERT SPENCER. **Les bases de la morale évolutionniste**, 6e édition.
36. Th.-H. HUXLEY. **L'écrevisse**, introduction à l'étude de la zoologie, 2e édition, illustré.
37. DE ROBERTY. **La sociologie**, 3e édition.
38. O.-N. ROOD. **Théorie scientifique des couleurs et leurs applications à l'art et à l'industrie**, 2e édition, illustré.
39. DE SAPORTA et MARION. **L'évolution du règne végétal.** *Les cryptogames*, illustré.
40-41. CHARLTON-BASTIAN. **Le cerveau et la pensée.** 2e éd. 2 vol. illustrés.
42. JAMES SULLY. **Les illusions des sens et de l'esprit**, 3e éd., ill.
43. YOUNG. **Le Soleil**, illustré.
44. A. DE CANDOLLE. **Origine des plantes cultivées**, 4e édit.
45-46. J. LUBBOCK. **Les Fourmis, les Abeilles et les Guêpes.** 2 vol. illustrés (épuisés).
47. Ed. PERRIER. **La philos. zoologique avant Darwin**, 3e éd.
48. STALLO. **La matière et la physique moderne**, 3e édition.
49. MANTEGAZZA. **La physionomie et l'expression des sentiments**, 3e édit., illustré avec 8 pl. hors texte.
50. DE MEYER. **Les organes de la parole**, illustré.
51. DE LANESSAN. **Introduction à la botanique.** *Le sapin.* 2e édit., illustré.
52-53. DE SAPORTA et MARION. **L'évolution du règne végétal.** *Les phanérogames.* 2 volumes illustrés.
54. TROUESSART. **Les microbes, les ferments et les moisissures**, 2e éd., illustré.
55. HARTMANN. **Les singes anthropoïdes**, illustré.
56. SCHMIDT. **Les mammifères dans leurs rapports avec leurs ancêtres géologiques**, illustré.
57. BINET et FÉRÉ. **Le magnétisme animal**, 4e éd., illustré.
58-59. ROMANES. **L'intelligence des animaux.** 2 vol., 2e éd.
60. F. LAGRANGE. **Physiologie des exercices du corps.** 7e éd.
61. DREYFUS. **L'évolution des mondes et des sociétés.** 3e éd.
62. DAUBRÉE. **Les régions invisibles du globe et des espaces célestes**, illustré, 2e édition.
63-64. SIR JOHN LUBBOCK. **L'homme préhistorique.** 4e édition, 2 volumes illustrés.
65. RICHET (Ch.). **La chaleur animale**, illustré.
66. FALSAN. **La période glaciaire**, illustré (épuisé).
67. BEAUNIS. **Les sensations internes.**
68. CARTAILHAC. **La France préhistorique**, illustré. 2e éd.
69. BERTHELOT. **La révolution chimique, Lavoisier**, illustré.
70. SIR JOHN LUBBOCK. **Les sens et l'instinct chez les animaux**, illustré.
71. STARCKE. **La famille primitive.**

72. ARLOING. **Les virus**, illustré.
73. TOPINARD. **L'homme dans la nature**, illustré.
74. BINET. **Les altérations de la personnalité.**
75. A. DE QUATREFAGES. **Darwin et ses précurseurs français.** 2e éd.
76. LEFEVRE. **Les races et les langues.**
77-78. A. DE QUATREFAGES. **Les émules de Darwin.** 2 vol.
79. BRUNACHE. **Le centre de l'Afrique, autour du Tchad**, illustré.
80. A. ANGOT. **Les aurores polaires**, illustré.
81. JACCARD. **Le pétrole, l'asphalte et le bitume**, illustré.
82. STANISLAS MEUNIER. **La géologie comparée**, illustré.
83. LE DANTEC. **Théorie nouvelle de la vie**, illustré. 2e éd.
84. DE LANESSAN. **Principes de colonisation.**
85. DEMOOR, MASSART et VANDERVELDE. **L'évolution régressive en biologie et en sociologie**, illustré.
86. G. DE MORTILLET. **Formation de la nation française**, 2e éd. illustré.
87. G. ROCHÉ. **La culture des mers en Europe.** (*Piscifacture, pisciculture, ostréiculture*), illustré.
88. J. COSTANTIN. **Les végétaux et les milieux cosmiques.** (*Adaptation, évolution*), illustré.
89. LE DANTEC. **Evolution individuelle et hérédité.**
90. E. GUIGNET et E. GARNIER. **La céramique ancienne et moderne**, illustré.
91. E.-M. GELLÉ. **L'audition et ses organes**, illustré.
92. STANISLAS MEUNIER. **La géologie expérimentale**, illustré.
93. J. COSTANTIN. **La nature tropicale**, illustré.

COLLECTION MÉDICALE

ÉLÉGANTS VOLUMES IN-12, CARTONNÉS A L'ANGLAISE, A 4 ET A 3 FRANCS

Le Phtisique et son traitement hygiénique, par le Dr E.-P. LÉON-PETIT, médecin de l'hôpital d'Ormesson, avec 20 gravures. 2e éd. 4 fr.
Couronné par l'Académie de médecine.

Hygiène de l'alimentation dans l'état de santé et de maladie, par le Dr J. LAUMONIER, avec gravures. 2e éd. 4 fr.

L'alimentation des nouveau-nés, *Hygiène de l'allaitement artificiel*, par le Dr S. ICARD, avec 60 gravures, 2e édit. 4 fr.
Couronné par l'Académie de médecine.

La mort réelle et la mort apparente, nouveaux procédés de diagnostic et traitement de la mort apparente, par le Dr S. ICARD, avec gravures. 4 fr.

L'hygiène sexuelle et ses conséquences morales, par le Dr S. RIBBING, professeur à l'Université de Lund (Suède). 4 fr.

Hygiène de l'exercice chez les enfants et les jeunes gens, par le Dr F. LAGRANGE, lauréat de l'Institut. 7e édit. 4 fr.

De l'exercice chez les adultes, par le Dr F. LAGRANGE. 4e édition. 4 fr.

Hygiène des gens nerveux, par le Dr Levillain. 4e édition, avec gravures. 4 fr.

L'idiotie. *Psychologie et éducation de l'idiot*, par le Dr J. Voisin, médecin de la Salpêtrière, avec gravures. 4 fr.

La famille névropathique, *Hérédité, prédisposition morbide, dégénérescence*, par le Dr Ch. Féré, médecin de Bicêtre, avec gravures. 2e éd. 4 fr.

L'éducation physique de la jeunesse, par A. Mosso, professeur à l'Université de Turin. Préface de M. le Commandant Legros. 4 fr.

Manuel de percussion et d'auscultation, par le Dr P. Simon, professeur à la Faculté de médecine de Nancy, avec grav. 4 fr.

Éléments d'anatomie et de physiologie génitales et obstétricales, par le Dr A. Pozzi, professeur à l'école de médecine de Reims, avec 219 gravures. 4 fr.

Manuel théorique et pratique d'accouchements, par le Dr A. Pozzi, avec 138 gravures. 2e édition. 4 fr.

Le traitement des aliénés dans les familles, par le Dr Féré, médecin de Bicêtre. 2e édition. 3 fr.

Petit manuel d'antisepsie et d'asepsie chirurgicales, par les Drs Félix Terrier, professeur à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Académie de médecine, et M. Péraire, ancien interne des hôpitaux, assistant de consultation chirurgicale à l'hôpital Bichat, avec gravures. 3 fr.

Petit manuel d'anesthésie chirurgicale, par les mêmes, avec 37 gravures. 3 fr.

L'opération du trépan, par les mêmes, avec 222 grav. 4 fr.

Chirurgie de la face, par les Drs Félix Terrier, Guillemain et Malherbe, avec gravures. 4 fr.

Chirurgie du cou, par les mêmes, avec grav. 4 fr.

Chirurgie du cœur et du péricarde, par les Drs Félix Terrier et E. Raymond. 1 vol. in-12 avec 70 gravures, cartonné à l'anglaise. 3 fr.

Chirurgie de la plèvre et du poumon, par les mêmes, avec 67 figures. 4 fr.

Morphinisme et Morphinomanie, par le Dr Paul Rodet. 4 fr.
Couronné par l'Académie de médecine.

La fatigue et l'entraînement physique, par le Dr Ph. Tissié, avec gravures, préface de M. le prof. Bouchard. 4 fr.

Manuel d'hydrothérapie, par le Dr Macario. 3 fr.

Les maladies de la vessie et de l'urèthre chez la femme, par le Dr Kolischer, trad. de l'allemand par le Dr Beuttner, de Genève, avec gravures. 4 fr.

L'idiotie, par le Dr J. Voisin, avec grav. 4 fr.

L'éducation rationnelle de la volonté, son emploi thérapeutique, par le Dr Paul-Emile Lévy, préface de M. le prof. Bernheim. 2e éd. 4 fr.

L'instinct sexuel. *Évolution, dissolution*, par le Dr Ch. Féré, médecin de Bicêtre. 4 fr.

La profession médicale. *Ses devoirs, ses droits*, par le Dr G. Morache, professeur de médecine légale à l'Université de Bordeaux. 4 fr.

MÉDECINE

Extrait du catalogue, par ordre de spécialités.

A. — Pathologie et thérapeutique médicales.

AXENFELD ET HUCHARD. **Traité des névroses.** 2e édition, par HENRI HUCHARD. 1 fort vol. gr. in-8. 20 fr.

BOUCHARDAT. **De la glycosurie ou diabète sucré**, son traitement hygiénique, 2e édition. 1 vol. grand in-8, suivi de notes et documents sur la nature et le traitement de la goutte, la gravelle urique, sur l'oligurie, le diabète insipide avec excès d'urée, l'hippurie, la pimélorrhée, etc. 15 fr.

BOUCHUT ET DESPRÉS. **Dictionnaire de médecine et de thérapeutique médicales et chirurgicales**, comprenant le résumé de la médecine et de la chirurgie, les indications thérapeutiques de chaque maladie, la médecine opératoire, les accouchements, l'oculistique, l'odontotechnie, les maladies d'oreilles, l'électrisation, la matière médicale, les eaux minérales, et un formulaire spécial pour chaque maladie. 6e édition, très augmentée. 1 vol. in-4, avec 1001 fig. dans le texte et 3 cartes. Br. 25 fr.; relié. 30 fr.

CORNIL ET BABÈS. **Les bactéries et leur rôle dans l'anatomie et l'histologie pathologiques des maladies infectieuses.** 2 vol. in-8, avec 350 fig. dans le texte en noir et en couleurs et 12 pl. hors texte, 3e éd. entièrement refondue, 1890. 40 fr.

DAVID. **Les microbes de la bouche.** 1 vol. in-8 avec gravures en noir et en couleurs dans le texte. 10 fr.

DÉJERINE-KLUMPKE (Mme). **Des polynévrites et des paralysies et atrophies saturnines.** 1 vol. in-8. 1889. 6 fr.

DUCKWORTH (Sir Dyce). **La goutte**, son traitement. Trad. de l'anglais par le Dr RODET. 1 vol. gr. in-8 avec gr. dans le texte. 10 fr.

DURAND-FARDEL. **Traité des eaux minérales** de la France et de l'étranger, et de leur emploi dans les maladies chroniques, 3e édition. 1 vol. in-8. 10 fr.

FÉRÉ (Ch.). **Les épilepsies et les épileptiques.** 1 vol. gr. in-8 avec 12 planches hors texte et 67 grav. dans le texte. 1890. 20 fr.

FÉRÉ (Ch.). **La pathologie des émotions.** 1 vol. in-8. 1893. 12 fr.

FINGER (E.). **La blennorrhagie et ses complications.** 1 vol. gr. in-8 avec 36 grav. et 7 pl. hors texte. Traduit de l'allemand par le docteur HOGGE. 1894. 12 fr.

FINGER (E.). **La syphilis et les maladies vénériennes**, trad. de l'all. avec notes par les Drs SPILLMANN et DOYON. 1 vol. in-8, avec 5 planches hors texte. 2e édit. 1900. 12 fr.

FLEURY (Maurice de). **Introduction à la médecine de l'esprit**, 1 volume in-8. 6e éd. 1900. 7 fr. 50

GLÉNARD. **Les ptoses viscérales** (Estomac, Intestin, Reins, Foie, Rate.) 1 vol. gr. in-8, avec 224 fig. et 30 tableaux synoptiques. 20 fr.

HERARD, CORNIL ET HANOT. **De la phtisie pulmonaire,** 1 vol. in-8, avec fig. dans le texte et pl. coloriées. 2e éd. 20 fr.

ICARD (S.). **La femme pendant la période menstruelle.** Étude de psychologie morbide et de médecine légale. In-8. 6 fr.

JANET (P.) ET RAYMOND (F.). **Névroses et idées fixes.**
Tome I, par P. JANET. 1 vol. in-8 avec 92 gr. 12 fr.
Tome II, par F. RAYMOND et P. JANET. 1 vol. grand in-8 avec 97 gravures. 14 fr.

LAGRANGE (F.). **Les mouvements méthodiques et la « mécanothérapie ».** 1 vol. in-8 avec 55 gravures dans le texte. 10 fr.

MARVAUD (A.). **Les maladies du soldat,** étude étiologique, épidémiologique et prophylactique. 1 vol. grand in-8. 1894. 20 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences.

MURCHISON. **De la fièvre typhoïde.** In-8, avec figures dans le texte et planches hors texte. 3 fr.

ONIMUS ET LEGROS. **Traité d'électricité médicale.** 1 fort vol. in-8, avec 275 figures dans le texte. 2e édition. 17 fr.

RILLIET ET BARTHEZ. **Traité clinique et pratique des maladies des enfants.** 3e édit., refondue et augmentée, par BARTHEZ et A. SANNÉ. Tome I, 1 fort vol. gr. in-8. 16 fr.
Tome II, 1 fort vol. gr. in-8. 14 fr.
Tome III terminant l'ouvrage, 1 fort vol. gr. in-8. 25 fr.

SOLLIER (Paul). **Genèse et nature de l'hystérie,** 2 forts vol. in-8. 1897. 20 fr.

VOISIN (J.). **L'épilepsie,** 1 vol. in-8. 1896. 6 fr.

WIDE (A). **Traité de gymnastique médicale suédoise,** trad. annot. et augm. par le Dr BOURCART, 1 vol. in-8 avec 128 gravures. 1898. 12 fr. 50

B. — Pathologie et thérapeutique chirurgicales.

ANGER (Benjamin). **Traité iconographique des fractures et luxations.** 1 fort volume in-4, avec 100 planches coloriées, et 127 gravures dans le texte. 2e tirage. Relié. 150 fr.

Congrès français de chirurgie. Mémoires et discussions, publiés par MM. POZZI et PICQUÉ, secrétaires généraux :
1re, 2e et 3e sessions : 1885, 1886, 1888, 3 forts vol. gr. in-8, avec fig., chacun, 14 fr. — 4e session : 1889, 1 fort vol. gr. in-8, avec fig., 16 fr. — 5e session : 1891, 1 fort vol. gr. in-8, avec fig., 14 fr. — 6e session : 1892, 1 fort vol. gr. in-8, avec fig. 16 fr. — 7e session : 1893, 1 fort vol. gr. in-8, 18 fr. — 8e, 9e, 10e, 11e 12e et 13e sessions (1894-95-96-97-98-99), chacune. 20 fr.

DELORME. **Traité de chirurgie de guerre.** 2 vol. gr. in-8.
Tome I, avec 95 grav. dans le texte et 1 pl. hors texte. 16 fr.
Tome II, terminant l'ouvrage, avec 400 grav. dans le texte 26 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences.

JAMAIN ET TERRIER. **Manuel de pathologie et de clinique chirurgicales.** 3e édition. Tome I, 1 fort vol. in-18. 8 fr. — Tome II, 1 vol. in-18. 8 fr. — Tome III, avec la collaboration de MM. BROCA et HARTMANN, 1 vol. in-18. 8 fr. — Tome IV, avec la collaboration de MM. BROCA et HARTMANN, 1 vol. in-18. 8 fr.

LABADIE-LAGRAVE et LEGUEU. **Traité médico-chirurgical de gynécologie**, 2e éd. 1901. 1 vol. grand in-8 avec nombreuses grav., cart. à l'angl., 25 fr.

LIEBREICH. **Atlas d'ophtalmoscopie**, représentant l'état normal et les modifications pathologiques du fond de l'œil vues à l'ophtalmoscope. 3e édition, atlas in-fo de 12 planches. 40 fr.

MALGAIGNE et LE FORT. **Manuel de médecine opératoire.** 9e édit. 2 vol. gr. in-18, avec nombreuses fig. dans le texte. 16 fr.

NÉLATON. **Éléments de pathologie chirurgicale**, par A. Nélaton, membre de l'Institut, professeur de clinique à la Faculté de médecine, etc. Ouvrage complet en 6 volumes.

Seconde édition, complètement remaniée, revue par les Drs Jamain, Péan, Desprès, Gillette et Horteloup, chirurgiens des hôpitaux. 6 forts vol. gr. in-8, avec 795 figures dans le texte. 32 fr.

NIMIER et DESPAGNET. **Traité élémentaire d'ophtalmologie.** 1 fort vol. gr. in-8, avec 432 gr. Cart. à l'angl. 1894. 20 fr.

NIMIER et LAVAL. **Les projectiles de guerre** et leur action vulnérante. 1 vol. in-12 avec grav. 3 fr.

— **Les explosifs, les poudres, les projectiles d'exercice,** leur action et leurs effets vulnérants. 1 vol. in-12 avec gravures. 3 fr.

— **Les armes blanches,** leur action et leurs effets vulnérants. 1 vol. in-12, avec gravures. 6 fr.

— **De l'infection en chirurgie d'armée,** évolution des blessures de guerre. 1 vol. in-12 avec grav. 6 fr.

RICHARD. **Pratique journalière de la chirurgie.** 1 vol. gr. in-8, avec 215 fig. dans le texte. 2e édit. 5 fr.

SOELBERG-WELLS. **Traité pratique des maladies des yeux.** 1 fort vol. gr. in-8, avec figures. 4 fr. 50

TERRIER. **Éléments de pathologie chirurgicale générale.**

1er fascicule : *Lésions traumatiques et leurs complications.* 1 vol. in-8. 7 fr.

2e fascicule : *Complications des lésions traumatiques. Lésions inflammatoires.* 1 vol. in-8. 6 fr.

C. — Thérapeutique. Pharmacie. Hygiène.

BOSSU. **Petit compendium médical.** 1 vol. in-32, 4e édit., cart. à l'anglaise. 1 fr. 25

BOUCHARDAT. **Nouveau formulaire magistral,** précédé d'une Notice sur les hôpitaux de Paris, de généralités sur l'art de formuler, suivi d'un Précis sur les eaux minérales naturelles et artificielles, d'un Mémorial thérapeutique, de notions sur l'emploi des contrepoisons et sur les secours à donner aux empoisonnés et aux asphyxiés. 1900, 32e édition, revue et corrigée. 1 vol. in-18, broché, 3 fr. 50; cartonné, 4 fr.; relié. 4 fr. 50

BOUCHARDAT et DESOUBRY. **Formulaire vétérinaire,** contenant le mode d'action, l'emploi et les doses des médicaments. 5e édit. 1 vol. in-18, br. 3 fr. 50, cart. 4 fr., relié. 4 fr. 50

BOUCHARDAT. **De la glycosurie ou diabète sucré,** son traitement hygiénique. 2e édition. 1 vol. grand in-8, suivi de notes et documents sur la nature et le traitement de la goutte, la gravelle urique, sur l'oligurie, le diabète insipide avec excès d'urée, l'hippurie, la pimélorrhée, etc. 15 fr.

BOUCHARDAT. **Traité d'hygiène publique et privée**, basée sur l'étiologie. 1 fort vol. gr. in-8. 3e édition, 1887. 18 fr.
LAGRANGE (F.). **La médication par l'exercice.** 1 vol. grand in-8, avec 68 grav. et une carte. 1894. 12 fr.
WEBER. **Climatothérapie**, traduit de l'allemand par les docteurs Doyon et Spillmann. 1 vol. in-8. 1886. 6 fr.

D. — Anatomie. Physiologie. Histologie.

BELZUNG. **Anatomie et physiologie végétales.** 1 fort volume in-8 avec 1700 gravures. 20 fr.
— **Anatomie et physiologie animales.** 1 fort volume in-8 avec 522 gravures dans le texte. 8e éd., revue. 6 fr., cart. 7 fr.
BÉRAUD (B.-J.). **Atlas complet d'anatomie chirurgicale topographique**, pouvant servir de complément à tous les ouvrages d'anatomie chirurgicale, composé de 109 planches représentant plus de 200 figures gravées sur acier, avec texte explicatif. 1 fort vol. in-4.
Prix : fig. noires, relié, 60 fr. — Fig. coloriées, relié, 120 fr.
BURDON-SANDERSON, FOSTER et BRUNTON. **Manuel du laboratoire de physiologie**, traduit de l'anglais par M. Moquin-Tandon. 1 vol. in-8, avec 184 fig. dans le texte. 7 fr.
CORNIL, RANVIER, BRAULT et LETULLE. **Manuel d'histologie pathologique.** 3e éd. refondue. 4 vol. in-8, avec nombreuses fig. dans le texte. T. I, avec 369 grav. en noir et en couleurs. 25 fr.
DEBIERRE. **Traité élémentaire d'anatomie de l'homme.** Anatomie descriptive et dissection, avec notions d'organogénie et d'embryologie générales. Ouvrage complet en 2 volumes. 40 fr.
Tome I, *Manuel de l'amphithéâtre,* 1 vol. in-8 de 950 pages avec 450 figures en noir et en couleurs dans le texte. 1890. 20 fr.
Tome II et dernier : 1 vol. in-8 avec 515 figures en noir et en couleurs dans le texte. 20 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences.
FAU. **Anatomie des formes du corps humain**, à l'usage des peintres et des sculpteurs. 1 atlas in-folio de 25 planches. Prix : fig. noires, 15 fr. — Fig. coloriées. 30 fr.
LABORDE. **Les tractions rythmées de la langue**, traitement physiologique de la mort. 1 vol. in-12. 2e éd. 1897. 5 fr.
PREYER. **Eléments de physiologie générale.** Traduit de l'allemand par M. J. Soury. 1 vol. in-8. 5 fr.
PREYER. **Physiologie spéciale de l'embryon.** 1 vol. in-8, avec figures et 9 planches hors texte. 7 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-18 à 3 fr. 50. — Volumes in-8 à 5, 7 et 12 francs. — Cartonnage toile, 50 c. en plus par vol. in-18, 1 fr. en plus par vol. in-8.

EUROPE

Histoire de l'Europe pendant la Révolution française, par *H. de Sybel.* Traduit de l'allemand par Mlle Dosquet. 6 vol. in-8 . . 42 fr.

Histoire diplomatique de l'Europe, de 1815 a 1878, par *Debidour*. 2 vol. in-8. . . . . 18 fr.
La Question d'Orient, depuis ses origines jusqu'à nos jours, par *E. Driault*, préface de *G. Monod*. 1 vol. in-8. 2e édit. . . . . 7 fr.

FRANCE

La Révolution française, par *H. Carnot*. 1 vol. in-18. Nouv. édit. 3 50
Le culte de la raison et le culte de l'être suprême (1793-1794). Étude historique par *Aulard*, 1 vol. in-18. . . . . 3 50
Études et leçons sur la révolution française, par *Aulard*. 2 vol. in-18. Chacun. 3 50
Variétés révolutionnaires, par *M. Pellet*, 3 vol. in-18, chacun 3 50
Les campagnes des armées françaises (1792-1815), par *C. Vallaux*. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr. 50
Napoléon et la société de son temps, par *P. Bondois*. 1 vol. in-8. 7 fr.
Histoire de la Restauration, par *de Rochau*. 1 vol. in-18. . . . 3 50
Histoire de dix ans, par *Louis Blanc*. 5 vol. in-8. . . . . 25 fr.
Histoire du second empire (1848-1870), par *Taxile Delord*. 6 vol. in-8. 42 fr.
Histoire du parti républicain (1814-1870), par *G. Weill*. 1 v. in-8. 10 fr.
Histoire de la troisième république par *E. Zévort* :
I. *Présidence de M. Thiers*. 1 vol. in-8. 2e édit. . . . . 7 fr.
II. *Présidence du Maréchal*. 1 vol. in-8. 2e édit. . . . . 7 fr.
III. *Présidence de Jules Grévy*. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.
IV. *Présidence de Sadi-Carnot*. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.
Histoire de la liberté de conscience en France (1595-1870), par *G. Bonet-Maury*, 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.
Les civilisations tunisiennes (Musulmans, Israélites, Européens), par *Paul Lapie*. 1 vol. in-8. . . . . 3 fr 50
Histoire parlementaire de la deuxième république, par *Eug. Spuller*, 1 vol. in-18, 2e édit. 3 50
La France politique et sociale, par *Aug. Laugel*. 1 vol. in-8. 5 fr.
Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France (1789-1870), par *A. Debidour*. 1 vol. in-8e. . . . . 12 fr.
Les Colonies françaises, par *P. Gaffarel*. 1 vol. in-8, 6e éd. . . 5 fr.
La France hors de France. *De notre émigration*, par *J.-B. Piolet*, s. j. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.
L'Indo-Chine française, étude économique, politique et administrative sur *la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam* et *le Tonkin* (médaille Dupleix de la Société de Géographie commerciale), par *J.-L. de Lanessan*. 1 vol. in-8, avec 5 cartes en couleurs. . . . . 15 fr.
La Colonisation française en Indo-Chine, par *J.-L. de Lanessan*, 1895, 1 vol. in-12, avec 1 carte hors texte. 3 50
L'Algérie, par *M. Wahl*. 1 vol. in-8, 3e édition. Ouvrage couronné par l'Institut. . . . . 5 fr.
L'empire d'Annam et les Annamites, par *J. Silvestre*. 1 vol. in-18 avec carte. 3 50

ANGLETERRE

Histoire contemporaine de l'Angleterre, depuis la mort de la reine Anne jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*. 1 vol. in-18. 2e éd. . 3 50
Lord Palmerston et lord Russel, par *Aug. Laugel*. 1 vol. in-18. 3 50
Le socialisme en Angleterre, par *Albert Métin*. 1 vol. in-18. 3 50

ALLEMAGNE

Histoire de la Prusse, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa, par *Eug. Véron*. 1 vol. in-18. 6e éd. revue par *Paul Bondois*. 3 50
Histoire de l'Allemagne, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours, par *Eug. Véron*. 1 vol. in-18, 3e éd. continuée jusqu'en 1892, par *Paul Bondois*. 3 50
L'Allemagne et la Russie au xixe siècle, par *Eug. Simon*. 1 vol. in-18. . . . . 3 50

LE SOCIALISME ALLEMAND ET LE NIHILISME RUSSE, par *J. Bourdeau*. 1 vol. in-18. 2e édition. 3 50

LES ORIGINES DU SOCIALISME D'ÉTAT EN ALLEMAGNE, par *Ch. Andler*. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

L'ALLEMAGNE NOUVELLE ET SES HISTORIENS. *Niebuhr, Ranke, Mommsen, Sybel, Treitschke*, par *A. Guilland*. 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.

AUTRICHE-HONGRIE

HISTOIRE DE L'AUTRICHE, depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours, par *L. Asseline*. 1 vol. in-18. 3e éd. 3 50

LES TCHÈQUES ET LA BOHÊME CONTEMPORAINE, par *J. Bourlier*. 1 vol. in-18. . . . . 3 50

LES RACES ET LES NATIONALITÉS EN AUTRICHE-HONGRIE, par *B. Auerbach*. 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.

ESPAGNE

HISTOIRE DE L'ESPAGNE, depuis la mort de Charles III jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*. 1 vol. in-18 . . . . . 3 50

RUSSIE

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA RUSSIE, depuis la mort de Paul Ier jusqu'à l'avènement de Nicolas II, par *M. Créhange*. 1 vol. in-18, 2e éd. 3 50

SUISSE

HISTOIRE DU PEUPLE SUISSE, par *Daendliker*, précédée d'une Introduction par *Jules Favre*. 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.

AMÉRIQUE

HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE DU SUD, par *Alf. Deberle*. 1 vol. in-18. 3e éd., revue par *A. Milhaud*. 1897. . . . . 3 50

ITALIE

HISTOIRE DE L'UNITÉ ITALIENNE (1815-1870), par *Bolton King*. Traduit de l'anglais, introduction de Yves Guyot. 2 vol. in-8. . . . . 15 fr.

HISTOIRE DE L'ITALIE, depuis 1815 jusqu'à la mort de Victor-Emmanuel, par *E. Sorin*. 1 vol. in-18 . . . . . 3 50

BONAPARTE ET LES RÉPUBLIQUES ITALIENNES (1796-1799), par *P. Gaffarel*, 1 vol. in-8 . . . . . 5 fr.

ROUMANIE

HISTOIRE DE LA ROUMANIE CONTEMPORAINE (1822-1900), par *F. Damé*. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

GRÈCE et TURQUIE

LA TURQUIE ET L'HELLÉNISME CONTEMPORAIN, par *V. Bérard*. 1 vol. in-18. 4e éd. *Ouvrage couronné par l'Académie française*. 3 50

BONAPARTE ET LES ILES IONIENNES (1797-1816), par *E. Rodocanachi*. 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.

CHINE

LA POLITIQUE CHINOISE (1860-1900), par *H. Cordier*. 1 vol. in-8 (*Sous presse*).

E. Driault. LES PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX A LA FIN DU XIXe SIÈCLE. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

Jules Barni. HISTOIRE DES IDÉES MORALES ET POLITIQUES EN FRANCE AU XVIIIe SIÈCLE. 2 vol. in-18, chaque volume 3 50

— LES MORALISTES FRANÇAIS AU XVIIIe SIÈCLE. 1 vol. in-18. . . . 3 50

E. de Laveleye. LE SOCIALISME CONTEMPORAIN. 1 volume in-18, 11e édition, augmentée. 3 50

E. Despois. LE VANDALISME RÉVOLUTIONNAIRE. 1 vol. in-18. 2e éd. 3 50

Eug. Spuller. FIGURES DISPARUES, portraits contemporains, littéraires et politiques. 3 vol. in-18, chaque vol. 3 50

Eug. Spuller. L'ÉDUCATION DE LA DÉMOCRATIE. 1 vol. in-18. . 3 50

Eug. Spuller. L'ÉVOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE DE L'ÉGLISE. 1 vol. in-18. . . . . 3 50

G. Schefer. Bernadotte roi (1810-1814-1844). 1 vol. in-8. . 5 fr.
C. Guéroult. Le centenaire de 1789. Évolution politique, philosophique, artistique et scientifique de l'Europe depuis cent ans. 1 vol. in-18. . . . . 3 50
Joseph Reinach. Pages républicaines. 1 vol. in-18. . . . . 3 50
Hector Depasse. Transformations sociales. 1 vol. in-18 . . 3 50
Hector Depasse. Du travail et de ses conditions, 1 vol. in-18 . . . . . 3 50
Eug. d'Eichthal. Souveraineté du peuple et gouvernement, 1 vol. in-18. . . . . 3 50
G. Isambert. La vie a Paris pendant une année de la Révolution (1791-1792). 1 vol. in-18. . . . . 3 50
G. Weill. L'École Saint-Simonienne. 1 vol. in-18 . . . . 3 50
A. Lichtenberger. Le Socialisme utopique. 1 vol. in-18. . 3 50
— Le Socialisme et la Révolution française. 1 vol. in-8. . . 5 fr.
Paul Matter. La dissolution des Assemblées parlementaires, 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

VOLUMES IN-12.

Br., 2 fr. 50; cart. à l'angl., 3 fr.; reliés, 4 fr.

H. Taine.
L'idéalisme anglais, étude sur Carlyle.
Philosophie de l'art dans les Pays-Bas. 2e édition.

Paul Janet.
Origines du socialisme contemporain. 3e éd.
La philosophie de Lamennais.

Alaux.
Philosophie de Victor Cousin.

Ad. Franck.
Philosophie du droit pénal. 4e édit.
Des rapports de la religion et de l'État. 2e édit.
La philosophie mystique en France au XVIIIe siècle.

Beaussire.
Antécédents de l'hégélianisme dans la philosophie française.

Charles de Rémusat.
Philosophie religieuse.

Émile Saisset.
L'âme et la vie.

Auguste Laugel.
L'Optique et les Arts.

Camille Selden.
La Musique en Allemagne.

Mariano.
La Philosophie contemp. en Italie.

Stuart Mill.
Auguste Comte et la philosophie positive. 4e édition.
L'Utilitarisme. 2e édition.

Saigey.
La Physique moderne. 2e tirage.

E. Faivre.
De la variabilité des espèces.

Ernest Bersot.
Libre philosophie.

Herbert Spencer.
Classification des sciences. 6e édit.
L'individu contre l'Etat. 4e éd.

Bertauld.
De la philosophie sociale.

Th. Ribot.
La philos. de Schopenhauer. 8e éd.
Les maladies de la mémoire. 13e éd.
Les maladies de la volonté. 15e éd.
Les maladies de la personnalité. 8e éd.
La psychologie de l'attention. 5e éd.

E. de Hartmann.
La Religion de l'avenir. 4e édition.
Le Darwinisme. 5e édition.

Schopenhauer.
Le libre arbitre. 8e édition.
Le fondement de la morale. 7e édit.
Pensées et fragments. 14e édition.

Marion.
J. Locke, sa vie, son œuvre. 2e édit.

Liard.
Les Logiciens anglais contemporains. 3e édition.
Définitions géométriques. 2e édit.

O. Schmidt.
Les sciences naturelles et la philosophie de l'Inconscient.

A. Espinas.
Philosophie expérim. en Italie.

John Lubbock.
Le bonheur de vivre. 2 vol. 5e éd.
L'emploi de la vie. 2e édit.

Maus.
La justice pénale.

A. Lévy.
Morceaux choisis des philos. allem.

Roisel.
De la substance.
L'idée spiritualiste.

Zeller.
Christ. Baur et l'école de Tubingue.

Stricker.
Du langage et de la musique.

Coste.
Les conditions sociales du bonheur et de la force. 3e édition.

Binet.
Psychologie du raisonnement. 2e éd.

G. Ballet.
Langage intérieur et aphasie. 2e éd.

Mosso.
La peur. 2e éd.
La fatigue intellect. et phys. 2e éd.

Tarde.
La criminalité comparée. 4e éd.
Les transformations du droit. 2e éd.
Les lois sociales. 2e édit.

Paulhan.
Les phénomènes affectifs. 2e édit.
J. de Maistre, sa philosophie.
Psychologie de l'invention.

Ch. Richet.
Psychologie générale. 4e éd.

Delbœuf.
Matière brute et matière vivante.

Ch. Féré.
Sensation et mouvement. 2e édit.
Dégénérescence et criminalité. 3e éd.

Vianna de Lima.
L'homme selon le transformisme.

L. Arréat.
La morale dans le drame, l'épopée et le roman. 2e édition.
Mémoire et imagination (peintres, musiciens, poètes et orateurs).
Les croyances de demain.
Dix ans de philosophie (1890-1900).

De Roberty.
L'inconnaissable.
L'agnosticisme. 2e édit.
La recherche de l'Unité.
Auguste Comte et H. Spencer. 2e éd.
Le bien et le mal.
Psychisme social.
Fondements de l'éthique.
Constitution de l'éthique.

Bertrand.
La psychologie de l'effort.

Guyau.
La genèse de l'idée de temps. 2e éd.

Lombroso.
L'anthropologie criminelle. 4e éd.
Nouvelles recherches de psychiatrie et d'anthropologie criminelle.
Les applications de l'anthropologie criminelle.

Thamin.
Éducation et positivisme. 2e éd.

Pioger.
Le monde physique.

Queyrat.
L'imagination chez l'enfant. 2e édit.
L'abstraction, son rôle dans l'éducation intellectuelle.
Les caractères et l'éducation morale.

G. Lyon.
La philosophie de Hobbes.

Wundt.
Hypnotisme et suggestion

Fonsegrive.
La causalité efficiente.

Carus.
La conscience du moi.

G. de Greef.
Les lois sociologiques. 2e édit.

Th. Ziegler.
La question sociale est une question morale. 2e éd.

G. Danville.
La psychologie de l'amour. 2e édit.

Gust. Le Bon.
Lois psychologiques de l'évolution des peuples 4e éd.
La psychologie des foules. 5e éd.

G. Dumas.
Les états intellectuels dans la mélancolie. 2e édit.

E. Durkheim.
Les règles de la méthode sociologique. 2e édit.

P.-F. Thomas.
La suggestion, son rôle dans l'éducation intellectuelle. 2e édit.
Morale et éducation.

Mario Pilo.
La psychologie du beau et de l'art.

Dunan.
Théorie psychol. de l'espace.

Lechalas.
Étude sur l'espace et le temps.

R. Allier.
Philosophie d'Ernest Renan.

Lange.
Les émotions.

G. Lefèvre.
Obligation morale et idéalisme.

C. Bouglé.
Les sciences sociales en Allemagne.

E. Boutroux.
Conting. des lois de la nature. 3e éd.

J. Lachelier.
Du fondement de l'induction. 3e éd.

J.-L. de Lanessan.
Morale des philosophes chinois.

Max Nordau.
Paradoxes psychologiques. 3e éd.
Paradoxes sociologiques. 3e édit.
Psycho-physiologie du génie et du talent. 2e éd.

Marie Jaëll.
La musique et la psycho-physiologie.

G. Richard.
Le socialisme et la science sociale.

L. Dugas.
Le psittacisme et la pensée symbo-
La timidité. 2e édit. [lique.

Fierens-Gevaert.
Essai sur l'art contemporain.
La tristesse contemporaine. 3e éd.

F. Le Dantec.
Le déterminisme biologique.
L'individualité et l'erreur individua-
Lamarckiens et darwiniens. [liste.

L. Dauriac.
La psychol. dans l'Opéra français.

A. Cresson.
La morale de Kant.

P. Regnaud.
Précis de logique évolutionniste.
Comment naissent les mythes.

E. Ferri.
Les criminels dans l'art et la littér.

Novicow.
L'avenir de la race blanche.

R. C. Herckenrath.
Probl. d'esthétique et de morale.

G. Milhaud.
Essai sur les conditions et les limites de la certitude logique.
Le Rationnel.

F. Pillon.
La philosophie de Charles Secrétan.

G. Renard.
Le régime socialiste. 2e édit.

H. Lichtenberger.
La philosophie de Nietzsche. 5e éd.
Aphorismes et fragments choisis de Nietzsche.

E. d'Eichthal.
Correspondance inédite de J. Stuart Mill avec G. d'Eichthal.
Les probl. sociaux et le socialisme.

Mme Lamperière.
Le rôle social de la femme.

M. de Fleury.
L'âme du criminel.

Ossip-Lourié.
Pensées de Tolstoï.
Philosophie de Tolstoï.
La philos. soc. dans le théât. d'Ibsen.

Lapie.
La justice par l'État.

T. Wechniakoff.
Savants, penseurs et artistes.

L. Marguery.
L'œuvre d'art et l'évolution.

Hervé Blondel.
Les approximations de la vérité.

Mauxion.
L'éducation par l'instruction et les théories pédagogiques de Herbart.

Duprat.
Les causes sociales de la folie.

Bergson.
Le rire. 2e édit.

Tanon.
L'évolution du droit et la conscience sociale.

Brunschvicg.
Introduction à la vie de l'esprit.

VOLUMES IN-8

Brochés, à 5, 7 50 et 10 fr.; cart. angl., 1 fr. de plus par vol.; reliure, 2 fr

Agassiz.
De l'espèce et des classifications. 5 fr.

Stuart Mill.
Mes mémoires. 3e éd. 5 fr.
Système de logique déductive et inductive. 4e édit. 2 vol. 20 fr.
Essais sur la Religion. 2e édit. 5 fr.

Herbert Spencer.
Les premiers principes. 8e éd. 10 fr.
Principes de psychologie. 2 vol. 20 fr.
Principes de biologie. 2 vol. 20 fr.
Princip. de sociol. 4 vol. 36 fr. 25
Essais sur le progrès. 5e éd. 7 fr. 50
Essais de politique. 4e éd. 7 fr. 50

Herbert Spencer.

Essais scientifiques. 3e éd. 7 fr. 50
De l'éducation physique, intellectuelle et morale. 10e édit. 5 fr.
(V. *Bibl. sc. intern.*, p. 1 et 2).

Collins.

Résumé de la philosophie de Herbert Spencer. 3e éd. 10 fr.

Émile Saigey.

Les sciences au XVIIe siècle. La physique de Voltaire. 5 fr.

Paul Janet.

Les causes finales. 3e édit. 10 fr.
OEuvres philosophiques de Leibnitz. 2 vol. 20 fr,
Victor Cousin, son œuvre. 7 fr. 50

Th. Ribot.

L'hérédité psycholog. 5e éd. 7 fr. 50
La psychologie anglaise contemporaine. 3e éd. 7 fr. 50
La psychologie allemande contemporaine. 4e éd. 7 fr. 50
La psychologie des sentiments. 3e éd. 7 fr. 50
L'évolution des idées générales. 5 fr.
L'imagination créatrice. 5 fr.

Alf. Fouillée.

La liberté et le déterminisme. 7 fr. 50
Critique des systèmes de morale contemporains. 4e éd. 7 fr. 50
La morale, l'art et la religion d'après Guyau. 4e éd. 3 fr. 75
L'avenir de la métaphysique fondée sur l'expérience. 2e édit. 5 fr.
L'évolutionnisme des idées-forces. 7 fr. 50
La psychologie des idées-forces. 2 vol. 15 fr.
Tempérament et caractère. 7 fr. 50
Le mouvement idéaliste. 7 fr. 50
Le mouvement positiviste. 7 fr. 50
Psych. du peuple français. 7 fr. 50
La France au point de vue moral. 7 50

Bain (Alex.).

La logique inductive et déductive. 3e édit. 20 fr.
Les sens et l'intelligence. 3e édit. 10 fr.
Les émotions et la volonté. 10 fr.

Matthew Arnold.

La crise religieuse. 7 fr. 50

Flint.

La philosophie de l'histoire en Allemagne. 7 fr. 50

Liard.

La science positive et la métaphysique. 4e édit. 7 fr. 50
Descartes. 5 fr.

Guyau.

La morale anglaise contemporaine. 4e éd. 7 fr. 50
Les problèmes de l'esthétique contemporaine. 6e éd. 5 fr.
Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction. 5e éd. 5 fr.
L'irréligion de l'avenir. 7e éd. 7 fr. 50
L'art au point de vue sociol. 7 fr. 50
Hérédité et éducation. 5e éd. 5 fr.

E. Naville.

La logique de l'hypothèse. 2e éd. 5 fr.
La physique moderne. 2e édit. 5 fr.
La définition de la philosophie. 5 fr.
Les philosophies négatives. 5 fr.

Marion.

La solidarité morale. 5e édit. 5 fr.

Schopenhauer.

Aphorismes sur la sagesse dans la vie. 6e édit. 5 fr.
La quadruple racine du principe de la raison suffisante. 5 fr.
Le monde comme volonté et représentation. 3 vol. 3e éd. 22 fr. 50

James Sully.

Le pessimisme. 2e éd. 7 fr. 50
Etudes sur l'enfance. 10 fr.

Buchner.

Science et nature. 2e édition. 7 fr. 50

Louis Ferri.

La psychologie de l'association, depuis Hobbes. 7 fr. 50

Séailles.

Ess. sur le génie dans l'art. 2e éd. 5 fr.

Preyer.

Éléments de physiologie. 5 fr.
L'âme de l'enfant. 10 fr.

Ad. Franck.

La philosophie du droit civil. 5 fr.

Clay.

L'alternative. Contribution à la psychologie. 2e éd. 10 fr.

Bernard Perez.

Les trois premières années de l'enfant. 5e édit. 5 fr.
L'enfant de trois à sept ans. 5 fr.
L'éducation morale dès le berceau. 3e édit. 5 fr.
L'éducation intellectuelle dès le berceau. 5 fr.

Lombroso.

La femme criminelle et la prostituée (en collaboration avec M. Ferrero). 1 vol. in-8 avec planches. 15 fr.

Ludovic Carrau.

La philosophie religieuse en Angleterre depuis Locke. 5 fr

Lombroso.
Le crime politique et les révolutions (en collaboration avec M. Laschi). 2 vol. 15 fr.
L'homme criminel. 2 vol. avec atlas. 36 fr.

Sergi.
La psychologie physiologiq. 7 fr. 50

Piderit.
La mimique et la physiognomonie, avec 95 fig. 5 fr.

Fonsegrive.
Le libre arbitre. 3e éd. 10 fr.

Roberty (E. de).
L'ancienne et la nouvelle philosophie. 7 fr. 50
La philosophie du siècle. 5 fr.

Garofalo.
La criminologie. 4e édit. 7 fr. 50
La superstition socialiste. 5 fr.

G. Lyon.
L'idéalisme en Angleterre au XVIIIe siècle. 7 fr. 50

Souriau.
L'esthétique du mouvement. 5 fr.
La suggestion dans l'art. 5 fr.

Fr. Paulhan.
L'activité mentale et les éléments de l'Esprit. 10 fr.
Esprits logiques et esprits faux. 7 fr. 50

Barthélemy Saint-Hilaire.
La philosophie dans ses rapports avec les sciences et la religion. 5 fr.

Pierre Janet.
L'automatisme psychologique. 3e édit. 7 fr. 50

Bergson.
Essai sur les données immédiates de la conscience. 2e édit. 3 fr. 75
Matière et mémoire. 5 fr.

E. de Laveleye.
De la propriété et de ses formes primitives. 5e édit. 10 fr.
Le gouvernement dans la démocratie. 3e éd., 2 vol. 15 fr.

Ricardou.
De l'idéal. 5 fr.

Romanes.
L'évol. ment. chez l'homme. 7 fr. 50

Pillon.
L'année philosophique. 9 vol. : 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899. Séparém. 5 fr.

Brunschvicg.
Spinoza. 3 fr. 75
La modalité du jugement 5 fr.

Picavet.
Les idéologues. 10 fr.

Gurney, Myers et Podmore
Les hallucinations télépathiques. 3e éd. 7 fr. 50

Arréat.
Psychologie du peintre. 5 fr.

L. Proal.
Le crime et la peine. 3e éd. 10 fr.
La criminalité politique. 5 fr.
Le crime et le suicide passionnel. 10 fr.

G. Hirth.
Physiologie de l'art. 5 fr.

Dewaule.
Condillac et la psychologie anglaise contemporaine. 5 fr.

Bourdon.
L'expression des émotions et des tendances dans le langage. 5 fr.

L. Bourdeau.
Le problème de la mort. 3e éd. 5 fr.
Le problème de la vie. 7 fr. 50

Novicow.
Les luttes entre soc. humaines. 10 fr.
Les gaspill. des soc. modernes. 5 fr.

Durkheim.
De la div. du trav. soc. 2e éd. 7 fr. 50
Le suicide, étude sociale. 7 fr. 50
L'année sociologique 1re 2e et 3e années (1897-1898-1899), chac. 10 fr.

Payot.
L'éducation de la volonté. 11e éd. 5 fr.
De la croyance. 5 fr.

Ch. Adam.
La philosophie en France (première moitié du XIXe siècle). 7 fr. 50

H. Oldenberg.
Le Bouddha, sa vie, sa doctrine, sa communauté. 2e éd. 7 fr. 50

J. Pioger.
La vie et la pensée. 5 fr.
La vie sociale, la morale et le progrès. 5 fr.

Max Nordau.
Dégénérescence. 2 v. 5e éd. 17 fr. 50
Les mensonges conventionnels de notre civilisation. 2e éd. 5 fr.

P. Aubry.
La contag. du meurtre. 3e éd. 5 fr.

Fr. Martin.
La perception extérieure et la science positive. 5 fr.

A. Godfernaux.
Le sentiment et la pensée. 5 fr.

Em. Boirac.
L'idée de phénomène. 5 fr.

L. Lévy-Bruhl.
La philosophie de Jacobi. 5 fr.
Lettres inédites de J. Stuart Mill à Auguste Comte. 10 fr.
La philos. d'Aug. Comte. 7 fr. 50

G. Ferrero.
Les lois psychologiques du symbolisme. 5 fr.

G. Tarde.
La logique sociale. 7 fr. 50
Les lois de l'imitation. 2e éd. 7 fr. 50
L'opposition universelle. 7 fr. 50

G. de Greef.
Le transformisme social. 7 fr. 50

Crépieux-Jamin.
L'écriture et le caractère 4e éd. 7 fr. 50

J. Izoulet.
La cité moderne. 4e éd. 10 fr.

Thouverez.
Réalisme métaphysique. 5 fr.

Lang.
Mythes, cultes et religions. 10 fr.

Récéjac.
La connaissance mystique. 5 fr.

Aug. Comte.
La sociologie. 7 fr. 50

Duproix.
Kant et Fichte et le problème de l'éducation. 5 fr.

Brochard.
De l'erreur. 2e éd. 5 fr.

Em. Boutroux.
Études d'hist. de la philos. 7 fr. 50

C. Piat.
La personne humaine. 7 fr. 50
Destinée de l'homme. 5 fr.

P. Malapert.
Les éléments du caractère. 5 fr.

J.-M. Baldwin.
Le développement mental chez l'enfant et dans la race. 7 fr. 50

G. Fulliquet.
Sur l'obligation morale. 7 fr. 50

Jean Pérès.
L'art et le réel. 3 fr. 75

A. Bertrand.
L'enseigement intégral. 5 fr.
Les études dans la démocratie. 5 fr.

E. Sanz y Escartin.
L'individu et la réforme sociale. 7 fr. 50

H. Lichtenberger.
Richard Wagner, poète et penseur. 2e édit. 10 fr.

E. Goblot.
Sur la classification des sciences. 5 fr.

Max Muller.
Nouv. études de Mythol. 12 fr. 50

A. Coste.
Principes d'une sociol. obj. 3 fr. 75
L'expérience des peuples. 10 fr.

Durand de Gros.
Taxinomie générale. 5 fr.
Esthétique et morale. 5 fr.
Variétés philosophiques 2e éd. 5 fr.

F. Rauh.
De la méthode dans la psychologie des sentiments. 5 fr.

G.-L. Duprat.
L'instabilité mentale. 5 fr.

L. Gérard-Varet.
L'ignorance et l'irréflexion. 5 fr.

P.-Félix Thomas.
L'éducation des sentiments. 5 fr.

G. Le Bon.
Psychologie du socialisme. 7 fr. 50

A. Espinas.
La philosophie sociale au XVIIIe siècle et la Révolution. 7 fr. 50

Hannequin.
Essai sur l'hypothèse des atômes. 7 fr. 50

R. de la Grasserie.
De la psychologie des religions. 5 fr.

Ouvré.
Les formes littéraires de la pensée grecque. 10 fr.

Renard.
La méthode scientifique de l'histoire littéraire. 10 fr.

Bouglé.
Les idées égalitaires. 3 fr. 75

Lechartier.
David Hume, moraliste et sociologue. 3 fr. 75

Sollier.
Le problème de la mémoire. 3 fr. 75

G. Dumas
La tristesse et la joie. 7 fr. 50

H. Hoffding.
Esquisse d'une psychologie fondée sur l'expérience. 7 fr. 50

Alengry.
La sociologie chez Aug. Comte. 10 fr.

Renouvier.
Les dilemmes de la métaphysique pure. 5 fr.

Barzellotti.
La philosophie de H. Taine. 7 fr. 50

Stein.
La question sociale au point de vue philosophique. 10 fr.

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD. — 1215-1900.

University of California
SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
305 De Neve Drive - Parking Lot 17 • Box 951388
LOS ANGELES, CALIFORNIA 90095-1388
Return this material to the library from which it was borrowed.

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 047 294 4

U